ESQUISSES

DE

MŒURS POLITIQUES.

—

LA QUESTION DE CABINET.[1]

PERSONNAGES.

Le Vicomte C...	Députés.	Un Ministre.
Le Général K...		L'Abbé N..., journaliste.
M. Martin.		Un Inconnu.
Le Marquis de ***.		Madame B...
Henri de L...		M. Durand.
Ernest M...		Plusieurs Députés.
Le Président B...		Un Huissier de la chambre.
		Domestiques, etc.

PREMIER TABLEAU.

Chez le vicomte C... Un cabinet gothique, meubles de la renaissance. Une bibliothèque dans le fond. Le portrait de M. Guizot sur un des panneaux; celui du roi en face.

SCÈNE PREMIÈRE.

LE VICOMTE, LE GÉNÉRAL.

LE VICOMTE.

(Il tient à la main la liste des députés et un crayon.) Calcul peu rassurant! 170 voix certaines, 150 opposans déclarés et 60 douteux. Aurons-nous la majorité? La situation est critique. On a posé la question de cabinet.

(1) Voyez dans la livraison du 15 octobre 1842, *la Matinée d'un ministre.*

LE GÉNÉRAL.

Au diable vos questions de cabinet! C'est à recommencer tous les jours.

LE VICOMTE.

Ce n'est pas au ministère actuel que vous pouvez faire ce reproche... Le résultat semblait certain.

LE GÉNÉRAL.

Fiez-vous-y! la chambre est si capricieuse... Heureusement le ministre n'a pas perdu la tête; il s'est opposé au vote, et nos amis se sont levés en masse malgré le président, qui ne fait jamais rien à propos. Cet ajournement nous donne le moyen de nous reconnaître. Hier soir, je n'aurais répondu de rien.

LE VICOMTE.

Il faut concerter notre action. J'ai suivi attentivement les impressions de la chambre et les mouvemens de nos amis.

LE GÉNÉRAL.

N'appelez pas ainsi les faux frères.

LE VICOMTE.

C'est surtout en politique que l'on a les trois sortes d'amis que vous savez : ceux qui nous aiment, ceux qui ne nous aiment point et ceux qui nous détestent. Nous-mêmes, tous les deux étroitement liés au ministère, nous le servons dans des sentimens différens : vous, par dévouement au roi; moi, par affection pour des hommes dont j'ai toujours suivi la fortune.

LE GÉNÉRAL.

Depuis 1830, je n'ai jamais quitté les bancs ministériels; les choses sont assez pleines de difficultés sans que les personnes s'en mêlent.

LE VICOMTE.

Sagesse trop rare!

LE GÉNÉRAL.

Quand vos amis sont ministres, car vous avez été dans l'opposition....

LE VICOMTE.

Il vous est bien arrivé aussi deux ou trois fois...

LE GÉNÉRAL.

C'était bien malgré moi... Aujourd'hui, nous votons ensemble, voilà l'essentiel... Je ne puis croire que la chambre se prononce contre le ministère; elle lui a donné tant de fois une majorité...

LE VICOMTE.

Compacte, si l'on compte les voix. Il faut bien voter blanc ou voter noir, il n'y a pas de boules grises; mais, en dehors du scrutin, quel pêle-mêle!

LE GÉNÉRAL.

Nos bancs sont les plus homogènes.

LE VICOMTE.

Dieu merci! Mais encore cent voix au plus se donnent au ministère sans arrière-pensée et par goût.

LE GÉNÉRAL.

La raison, le devoir, lui assurent le reste.

LE VICOMTE.

La raison est bien froide, le devoir bien abstrait. Tant de gens veulent jouer à l'indépendance, tremblent devant leur collége électoral, et sont tout prêts à se passer la fantaisie d'une boule noire.

LE GÉNÉRAL.

Leur chef me répond de tout son monde.

LE VICOMTE.

Leur chef!... parce qu'il les réunit chez lui!... Il mesure son importance sur la capacité de son salon, et se croit le chef du parti parce qu'il en est l'amphitryon.

LE GÉNÉRAL.

Le corps de bataille ira bien.

LE VICOMTE.

J'y compte. Ils murmurent parfois; ils se permettent des propos; de guerre lasse, ils nous reviennent toujours, faute de mieux...

LE GÉNÉRAL.

Ou crainte de pis.

LE VICOMTE.

Je redoute seulement nos amis qui nous détestent.

LE GÉNÉRAL.

L'aile gauche et l'aile droite.

LE VICOMTE.

Les uns nous accusent de ne pas faire assez, les autres de faire trop. Il en est qui, nommés par l'opposition, ont appuyé le cabinet et sentent le besoin de faire leur paix avec les électeurs : ils sont toujours prêts à nous échapper. Ailleurs, des importans qui veulent jouer un rôle croient que tout ministère dont ils ne font point partie est une insulte à leur mérite; ils sont volés, s'ils ne sont pas ministres; ils se parent de leur dévouement au parti pour flatter la majorité, de quelques votes contre le ministère pour flatter l'opposition, prennent de toutes mains, au pouvoir des cordons et des ambassades, aux journaux des éloges et de la popularité, et se composent une existence douce et brillante avec les profits de la complaisance et la gloire du désintéressement.

LE GÉNÉRAL.

Un grand danger rallierait tous les incertains...

LE VICOMTE.

Et même ceux qui ne font d'opposition qu'aux personnes; mais le pays est calme, la prospérité règne, et chacun croit pouvoir suivre impunément son caprice.

LE GÉNÉRAL.

Il faut que le ministère parle haut et soit ferme; nous l'aiderons à les mettre à la raison.

LE VICOMTE.

Mon cher général, permettez-moi de vous le dire, vous n'entendez pas bien encore notre régime parlementaire. Point de violence, surtout de votre part. Un aide-de-camp du roi! vous nous feriez de belles affaires! J'entends déjà les puritains de la gauche qui crient à la camarilla. L'Herbette jurerait qu'on va faire un 18 brumaire...

LE GÉNÉRAL.

Savez-vous bien que le 18 brumaire...

LE VICOMTE.

Général, ne touchons pas à une question sur laquelle nous ne serions pas d'accord.

LE GÉNÉRAL.

Trop de ménagemens encouragent la faiblesse.

LE VICOMTE.

Trop de raideur irrite les esprits; il faut s'y prendre plus doucement.

LE GÉNÉRAL.

Dirigez-moi donc.

LE VICOMTE.

Trouvez-vous à la chambre de bonne heure, et engagez la conversation avec ceux dont vous doutez. Parlez peu de la question qui s'agite; choisissez un terrain plus solide. Insistez sur les suites d'une crise ministérielle. Déjà la rente a baissé hier; les actions de chemins de fer ont subi une dépression considérable... Revenez souvent sur les actions de chemins de fer... Aux esprits politiques ou qui croient l'être, montrez nos adversaires divisés, éparpillés, déconcertés; faites sonner bien haut l'impossibilité de former un autre cabinet...

LE GÉNÉRAL.

Hier soir, dans le salon de la reine, j'ai vu un grand personnage radieux, et tout prêt, laissait-il entendre, à prendre la succession. Des députés du centre gauche annonçaient qu'en deux fois vingt-quatre heures un autre ministère...

LE VICOMTE.

Votre grand personnage est un comédien qui joue son rôle ou un présomptueux qui s'abuse; quant aux députés du centre gauche, je voudrais bien les y voir... Mais il ne s'agit que de ce qu'il faut dire... Prenez le *Journal des Débats* de ce matin, votre thème est tout fait...

SCÈNE II.

LES PRÉCÉDENS, M. MARTIN.

M. MARTIN.

Je vous gêne, mes chers collègues.

LE VICOMTE.

En aucune façon; nous parlons de nos affaires, et vous n'êtes pas de trop.

M. MARTIN.

La partie est fortement engagée. Dans quelques heures....

LE GÉNÉRAL.

Dans quelques heures, l'opposition sera battue : en doutez-vous?

M. MARTIN.

Je remarque beaucoup d'hésitation.

LE GÉNÉRAL.

Cela se dit toujours avant le vote; mais au scrutin, notre vieille majorité se retrouve.

M. MARTIN.

Ne vous flattez pas trop.

LE VICOMTE, à part.

Ces méfiances cachent quelque chose. Il était hier soir chez un de nos principaux adversaires. Voudrait-il nous fausser compagnie? (Haut.) Y a-t-il longtemps que vous n'avez vu le comte ***.

M. MARTIN.

J'ai passé hier la soirée chez lui. N'allez pas en prendre ombrage.

LE VICOMTE.

Quelle idée!

M. MARTIN.

Une circonstance étrangère à la politique nous a rapprochés. Le comte *** veut me marier.

LE VICOMTE.

(A part.) Ah! monsieur le comte, vous vous chargez de l'établissement de nos amis. (Haut.) Je vous en fais bien mon compliment.

M. MARTIN.

La jeune personne est charmante.

LE GÉNÉRAL.

Vous la connaissez depuis long-temps.

M. MARTIN.

Je ne l'ai jamais vue.

LE VICOMTE.

Riche?

M. MARTIN.

Vingt mille livres de rente par le contrat, et des espérances; le père et la mère vivent encore et sont fort âgés.

LE GÉNÉRAL.

C'est magnifique... La famille vous désire?

M. MARTIN.

La famille veut un député considéré à la chambre, en crédit, encore jeune.

LE VICOMTE.

Voilà qui est à merveille; vous n'avez pas quarante ans, vous êtes de la commission du budget, le ministère n'a rien à vous refuser....

M. MARTIN.

Reste une difficulté. La mère ne veut pas se séparer de sa fille. La fille ne peut pas supporter la province, et j'y suis retenu par mes fonctions.

LE GÉNÉRAL.

Il faut venir à Paris.

M. MARTIN.

Précisément. On en a parlé au ministre des finances; un siége à la cour des comptes, et tout était dit. Il a fait la sourde oreille. Je suis trop fier pour insister. Nous verrons plus tard.

LE GÉNÉRAL.

Nous ne l'entendons pas ainsi. J'en parlerai au roi.

LE VICOMTE, en riant.

Général, cela n'est pas constitutionnel.

LE GÉNÉRAL.

C'est ce que le roi dit lui-même à tous les solliciteurs, mais il vous.... recommandera. Je ne sache pas que le régime parlementaire de ces messieurs s'y oppose.

M. MARTIN.

Je ne pensais pas à rien demander, je vous assure. C'est le comte *** qui en a eu l'idée; il croit que, dans des circonstances données, le succès serait certain.

LE VICOMTE.

(Bas au général.) Il faut lui souffler cette négociation. (Haut.) Mon cher collègue, voulez-vous me charger de vos intérêts?

M. MARTIN.

Ils ne peuvent pas être en de meilleures mains.

LE VICOMTE.

Je réponds du succès; mais il faudra patienter un peu. Les vacances sont rares, les engagemens nombreux....

M. MARTIN.

Si je suis assuré de la bonne volonté du ministre....

LE VICOMTE.

Que le ministère vive, et la conclusion sera prompte. Cela dépend de vous et de vos amis.

M. MARTIN.

Je n'accepte pas....

LE VICOMTE.

Ce n'est pas une condition, mais un conseil. Un autre ministère vous imposerait de longs délais. Tout cabinet qui se forme plie sous le poids d'un lourd arriéré; l'opposition n'a pour monnaie que des promesses. Avec le succès arrivent à la fois toutes les échéances : c'est le quart d'heure de Rabelais.

M. MARTIN.

Vous savez que j'ai toujours été des vôtres. Je n'ai besoin d'aucune considération personnelle pour persévérer.

LE VICOMTE, bas au général.

Le voilà lié pour le reste de la session.

M. MARTIN, à part.

Quoi qu'il arrive, avec le comte ou avec eux, j'aurai la place, la dot et l'héritière.

LE VICOMTE.

Voyez vos amis; notre cause est la vôtre à présent.

M. MARTIN.

Je cours à la salle des conférences, où j'en rencontrerai plusieurs. Adieu, messieurs, nous nous retrouverons à la séance. (Il sort.)

SCÈNE III.

LE VICOMTE, LE GÉNÉRAL.

LE GÉNÉRAL.

Ils se ressemblent tous.

LE VICOMTE.

Nous n'y pouvons rien, ni vous ni moi; il faut prendre les hommes comme Dieu les a faits, avec leurs vices et leurs faiblesses.

SCÈNE IV.

LES MÊMES, LE MINISTRE.

LE MINISTRE.

Eh bien! mes chers amis, je vous savais ici, je viens voir....

LE VICOMTE.

Nous vous attendions.

LE GÉNÉRAL, au ministre.

Vous avez bien fait de demander l'ajournement de la discussion. Vous allez répondre à Billault?

LE MINISTRE.

Non.

LE GÉNÉRAL.

Vous annonciez des pièces nouvelles.

LE MINISTRE.

Vous avez mal entendu; voyez le *Moniteur*.

LE VICOMTE, en riant.

Considérablement corrigé....

LE MINISTRE.

Et diminué... J'avais besoin de vingt-quatre heures.... Je ne compte plus parler.

LE VICOMTE.

Je suis de l'avis de M. le ministre. S'il rouvre le débat, Barrot répliquera, d'autres encore, et nous voilà livrés à tous les hasards d'une improvisation qui peut tourner contre nous; la tribune est si chanceuse.

LE MINISTRE.

Je viens de m'assurer que tout est en règle. Le travail des bourses est fait, les nouvelles succursales sont distribuées, toutes les poches sont pleines de secours pour les vieux militaires recommandés; mais on se remue beaucoup: on nous attaque de tous côtés. Je sais bien ce que dit l'opposition; mais nos amis, que nous reprochent-ils ?

LE GÉNÉRAL.

Ils se laissent prendre à tout le verbiage de la gauche, l'honneur national, le patriotisme...

LE MINISTRE.

Demandez-leur s'ils veulent la guerre.

LE GÉNÉRAL.

Ils disent qu'un peu plus de fermeté...

LE MINISTRE.

La guerre.

LE GÉNÉRAL.

Ils prétendent que résister quelquefois....

LE MINISTRE.

La guerre, toujours la guerre.

LE GÉNÉRAL.

Cependant...

LE MINISTRE.

Je vous comprends. Je n'y crois pas plus que vous; mais l'argument est décisif, vous pouvez vous en rapporter à moi. Les hommes sont toujours les esclaves de leurs instincts les plus grossiers. Lisez l'histoire des gouvernemens représentatifs. Certaines gens ont la simplicité de se croire chefs de majorité; les majorités ont pour chefs, pour *leaders,* comme disent les Anglais, la peur, l'intérêt et la vanité. Qu'un gouvernement se mette à dos les poltrons, les ambitieux et les hommes d'argent, et je ne lui donne pas un an à vivre.

LE GÉNÉRAL.

Ce n'est pas à vous, monsieur le ministre, de nier la puissance de la parole.

LE MINISTRE.

Je ne le fais pas non plus. La tribune est l'honneur des gouvernemens libres. Elle captive les masses, qui sont généreuses et honnêtes, mais elle doit avoir pour auxiliaires les séductions individuelles. Il faut appeler les intérêts au secours des convictions. La politique se sert des mauvaises passions pour diriger les hommes, comme la médecine des poisons pour guérir les maladies. L'art consiste à donner à chacun sa dose.

LE VICOMTE.

Si la gauche vous entendait...

LE MINISTRE.

Je le lui dirais à elle-même; quand les hommes seront tous désintéressés, prompts aux sacrifices, libres d'ambition, la tâche de l'homme d'état sera plus morale et peut-être moins facile. En attendant, ne nous payons pas d'illusions... Qu'avez-vous fait depuis hier?

LE GÉNÉRAL.

Nous venons de voir Martin, qui hésitait. Il est tout-à-fait revenu.

LE VICOMTE.

Vous aurez à dire deux mots à votre collègue des finances.....

LE MINISTRE.

Que veut-il? Nous avons une direction générale vacante...

LE VICOMTE.

Elle est déjà promise à trois de mes amis.

LE MINISTRE.

Ce sera le quatrième. Cela ne grève pas le budget... Après le vote, nous règlerons nos comptes; on distribuera les récompenses...

LE VICOMTE.

Les prix Monthyon de la politique.

LE GÉNÉRAL.

Il faut que vous parliez au gros *** qui nous boude.

LE MINISTRE.

C'est fait. Ces gens qui n'ont besoin de rien sont d'une vertu... Je l'ai fait venir, comme pour le consulter sur une grave complication extérieure... Je ne sais plus ce que j'ai inventé... Il m'a promis le secret. J'ai adopté gravement son avis, et je vous garantis qu'il ne votera pas contre un cabinet dont il est le conseiller intime.

LE VICOMTE.

Vous savez qu'il a un parent, un brave homme dont on ne sait que faire? Il aurait bien envie d'en être débarrassé.

LE MINISTRE.

Je n'ai pas attendu qu'il m'en parlât. Je lui ai fait donner une mission. On l'envoie à Madagascar pour étudier le système pénitentiaire.

LE VICOMTE.

On a écrit à tous nos amis; ils sont si négligens! Je vous signale certain procureur-général qui ne vient jamais les jours de vote. C'est l'affaire du garde-des-sceaux. Vous savez qui je veux désigner?

LE MINISTRE.

Parfaitement. Il veut entrer à la cour de cassation. L'inamovibilité le rendrait exact, à nos dépens. S'il veut être directeur-général...

LE VICOMTE.

Et de cinq.

LE MINISTRE.

Mais je ne le ferai point inamovible; je le connais. C'est un de ces hommes qui vous remercient d'une faveur par des hostilités, et qui prennent l'ingratitude pour de l'indépendance. Nos successeurs pourront lui faire ce cadeau. Aussi bien, je crois qu'il s'est mis en règle avec eux... Il en est plus d'un qui pactise avec l'ennemi... Je ne suis pas sans inquiétude. Je ne le dis qu'à vous.

LE VICOMTE.

Le succès est probable. Pourtant, je ne réponds de rien.

LE MINISTRE.

Au besoin, ne pourrions-nous pas trouver des voix chez nos adversaires?

LE VICOMTE.

La gauche s'est réunie ce matin chez Barrot, et votera comme un seul homme.

LE MINISTRE.

Peut-être... Mais, je ne parle pas de la gauche; on m'assure que dans l'extrême droite...

LE GÉNÉRAL.

Des carlistes qui ne reconnaissent pas le roi!

LE MINISTRE.

Il ne s'agit pas de leurs opinions, mais de leurs boules... Je me rappelle qu'un jour, peu après la révolution de juillet, Berryer, qui touche au banc des ministres et qui ne s'y asseoira jamais, s'il plaît à Dieu, se félicitait devant moi d'être le seul de son parti à la chambre. « Du moins, disait-il, il ne s'y fait rien sans mon aveu. S'il faut parler, se taire, voter, je parle, je me tais, je vote, et le parti entier a parlé, voté, s'est tu, comme j'ai voulu et sans division. » Ce temps n'est plus. On m'assure que le marquis de *** n'est pas inébranlable. Candidat à l'Académie des Inscriptions, il est venu m'apporter sa carte. J'ai un prétexte pour me présenter chez lui, je le verrai.

LE VICOMTE.

Il s'est jeté dans l'industrie. Son homme d'affaires est le mien. Je lui ferai parler.

LE GÉNÉRAL.

Nous avons condamné l'alliance des libéraux et des carlistes.

LE MINISTRE.

Qu'importe, si nous assurons notre majorité? Ce que Vespasien disait des impôts, je le dis des majorités : il ne faut voir que le produit net. Le succès est la loi des hommes d'état, et le pouvoir leur vie. Nos adversaires n'y font pas tant de façons. Nous serions bien dupes... Je crois que nous pouvons espérer aussi quelques voix de l'extrême gauche. (Au vicomte.) Ceci vous regarde; vous êtes le camarade de collège de Henri de L...., l'un des plus ardens du parti radical. Il faut tâter le terrain.

LE VICOMTE.

Je m'en charge. L'idée est excellente. Déjà *le National* a parlé dans ce sens. J'en fais mon affaire.

LE MINISTRE.

Général, vous connaissez la femme du président B...

LE GÉNÉRAL.

Je la vois quelquefois; elle est de mon département.

LE MINISTRE.

Allez sur-le-champ chez elle. On dit qu'elle mène la maison : son mari hésite; il serait important de l'avoir.

LE GÉNÉRAL.

Faut-il lui proposer la direction générale?

LE MINISTRE.

Vous allez révolter le vicomte...

LE GÉNÉRAL.

Pure plaisanterie. Comptez sur moi; j'y vais à l'instant.

LE MINISTRE.

J'oubliais. (Au général.) Vous avez dû voir quelqu'un aux Tuileries ce matin. Vous comprenez.

LE GÉNÉRAL.

Il m'a fait un quolibet en passant. Ai-je deviné?

LE MINISTRE.

C'est cela. Hier, pendant toute la séance, il a fait rire ses voisins de la gauche; je vous promets qu'il nous épargnera aujourd'hui ses sarcasmes.

LE VICOMTE.

S'il pouvait parler pour nous, ce serait encore mieux.

LE MINISTRE.

Pourquoi pas? Mais le temps nous presse. Je vais chez le marquis, et vous, messieurs, chez L... et chez B...., et n'oublions pas notre vieille maxime : *aide-toi, le ciel t'aidera.* (Ils sortent.)

DEUXIÈME TABLEAU.

Chez le marquis de ***. Une bibliothèque élégamment meublée. Deux fenêtres ouvertes sur un jardin. Le portrait de Henri V. Une vue d'Holyrood.

SCÈNE PREMIÈRE.

LE MARQUIS seul.

(Il est assis devant un grand bureau et tient une lettre à la main.) C'est de mon homme d'affaires. On m'a remis cette lettre hier au soir; je n'ai pas encore eu le temps de l'ouvrir, et l'on nous appelle des gens de loisir! (Il lit). « Monsieur le « marquis, j'ai regretté de n'avoir point eu l'honneur de vous rencontrer ce « matin à votre hôtel; vous étiez déjà parti pour la chambre. Je voulais vous « entretenir de plusieurs affaires importantes. Vos terrains du clos Saint-

« Lazare sont en hausse; on dit que l'embarcadère du chemin de fer du « nord sera placé tout auprès. Le *Moniteur* publiera demain l'ordonnance « qui autorise la compagnie d'assurances où vous avez cent actions. J'ai pris « 50,000 francs chez votre banquier pour payer le premier dividende. Ces « actions sont déjà cotées à la Bourse avec primes. Agréez, etc. » Ce Durand est plein de zèle et d'intelligence; il a un discernement! Voilà plusieurs affaires excellentes qu'il me fait faire, et dans lesquelles j'ai intéressé tous mes amis... Je puis m'en rapporter entièrement à lui et me livrer à des travaux plus importans... (Il dépose la lettre et prend un papier sur le bureau.) Je suis content de la fin de cet article. (Il lit.) « Ce gouvernement né dans le dé- « sordre périra par le désordre. Depuis cinquante ans, la France se débat en « vain contre une loi fatale. La restauration avait tenté l'alliance de l'ordre « et de la liberté. La licence a levé la tête; les saines doctrines ont été foulées « aux pieds. Puisse la Providence nous préserver des plus effroyables catas- « trophes! » Journaliste et spéculateur! qui me l'eût dit, il y a quinze ans, quand je déclamais contre la presse et l'industrie? Mais M. de Châteaubriand a travaillé au *Journal des Débats*, et tout le faubourg Saint-Germain prend des actions dans les chemins de fer. Pourquoi me montrer plus sévère que les autres? Cependant cet article ne paraîtra pas sous mon nom; je ne veux pas compromettre ma candidature à l'Institut.

UN LAQUAIS en livrée.

M. l'abbé N... demande à voir monsieur le marquis.

LE MARQUIS.

Qu'il entre.

SCÈNE II.

L'ABBÉ, LE MARQUIS.

LE MARQUIS.

Bonjour, mon cher abbé; je travaille pour vous.

L'ABBÉ.

Ce sera une bonne fortune pour mes abonnés, monsieur le marquis.

LE MARQUIS.

Je n'ai pas pu hier aller à notre conférence d'ouvriers. La chambre n'a fini qu'à sept heures, et je dînais en ville.

L'ABBÉ.

Monsieur le marquis a beaucoup perdu. Une leçon fort belle, des cantiques chantés d'une manière ravissante. Ces braves gens sont d'un recueillement qui me touche chaque jour davantage.

LE MARQUIS.

Je l'ai bien regretté. J'aime à me trouver avec eux. Monsieur le curé a eu une bien bonne idée en ouvrant son église à ces exercices. Il y a profit pour

la religion, pour les mœurs, et ce sont des appuis que nous attachons à la bonne cause.

L'ABBÉ.

Je viens vous demander des nouvelles du ministère.

LE MARQUIS.

Il est bien malade. Si vous étiez plus de ses amis, je vous engagerais à l'administrer.

L'ABBÉ.

J'espère bien que tous les royalistes s'entendront cette fois.

LE MARQUIS.

J'en doute : la division est dans nos rangs. Nous ne sommes pas trente, et nous ne savons pas nous accorder. Les avis diffèrent et sur le passé et sur l'avenir; on ne s'entend pas davantage dans le présent. Les uns attendent tout du temps et des convictions publiques, les autres conspirent, rêvent encore la guerre civile et ne craindraient pas de s'aider de l'étranger. Sur un banc, on appelle le pouvoir absolu et l'on déteste toute constitution; sur un autre, on imagine une démocratie royale, alliance étrange des élémens les plus disparates. Sous l'influence de ces opinions contraires, on vote pour et contre le ministère, au hasard et sans système.

L'ABBÉ.

Il faut consulter la nation : elle fera cesser ces divisions.

LE MARQUIS.

Ce n'est pas tout encore. La trahison....

L'ABBÉ.

Anathème aux traîtres!

LE MARQUIS.

Mon cher abbé, vous vous laissez emporter. L'Évangile défend de dire anathème.

L'ABBÉ.

J'ai tort; mais je ne puis voir de sang-froid l'impiété dans le temple.

LE MARQUIS.

Je partage votre indignation contre de honteuses apostasies. Qu'on déserte notre cause pour un vil salaire, c'est méprisable. Vous devriez dénoncer ceux qui courent aux Tuileries pour gagner l'hermine, ceux qui trafiquent de leur vote pour des priviléges de théâtres.

L'ABBÉ.

Indignité! Des théâtres....

LE MARQUIS.

Aimeriez-vous mieux qu'ils se vendissent pour des évêchés?

L'ABBÉ.

La récompense est digne de l'action.

LE MARQUIS.

Cependant je demande grace pour les esprits sincères qui cèdent à d'hon-

nêtes convictions, qui, sans renoncer à leurs principes, se lassent d'ébranler le pouvoir.

L'ABBÉ.

Est-ce que monsieur le marquis ne serait pas décidé à voter contre le ministère?

LE MARQUIS.

Êtes-vous bien sûr qu'une crise ministérielle nous profite?

L'ABBÉ.

Il faut prouver au pays que toute stabilité est impossible sous le régime actuel, et que tant que la nation n'aura pas été consultée...

LE MARQUIS.

Cette instabilité n'est que trop évidente. Est-ce à nous de la perpétuer?

L'ABBÉ.

Ainsi, nous laisserons debout l'autel de Baal!

LE MARQUIS.

Eh! mon Dieu, Baal n'a rien à faire en ceci. Très probablement, je voterai contre le ministère, si c'est lui que vous appelez de ce nom. Je ne me fais point son avocat. Je cherche, en dehors de toute question personnelle, les moyens les plus propres à assurer le triomphe de nos opinions.

L'ABBÉ.

Les plus prompts sont les meilleurs... Hâter la chute d'un régime odieux est un devoir. La nation se prononcera, elle retrouvera ses anciennes constitutions...

LE MARQUIS.

Dites tout simplement ses rois légitimes. C'est mon vœu comme le vôtre; mais je ne consens point à tremper dans les désordres qui prépareraient leur retour.

L'ABBÉ, à part.

Il faiblit. Ne le laissons pas échapper. (Haut.) Il ne s'agit pas aujourd'hui de ces extrémités improbables. Ne cherchons point à devancer les décrets de la Providence; songeons au présent.

LE MARQUIS.

A la bonne heure. Eh bien! je me concerterai avec mes amis. Vous savez que j'agis au grand jour. Je ne suis pas un royaliste d'emprunt, légitimiste dans son arrondissement, ministériel à la chambre. Mais nous avons à compter avec les vanités et les prétentions : il y en a dans tous les partis; le nôtre n'en est point exempt.

L'ABBÉ.

Je vous quitte, monsieur le marquis. Je vais dire ma messe et corriger les épreuves de mon journal; vous m'excusez... Je compte toujours sur votre article. Ne me le faites pas trop attendre.

LE MARQUIS.

Vous l'aurez bientôt. (L'abbé sort.)

SCÈNE III.

LE MARQUIS, seul.

Toujours sur son dada, le pauvre abbé! Il en serait bien embarrassé de ses assemblées de la nation, si on le prenait au mot; ces journalistes ne s'occupent jamais du lendemain; ils vont tout droit devant eux, poussant leur pointe, selon leur humeur ou les passions de leur public, et quand ils se sont fourré une idée dans la tête....

UN LAQUAIS.

M. le ministre de....

LE MARQUIS.

Le ministre! je vais au-devant de lui....

SCÈNE IV.

LE MINISTRE, LE MARQUIS.

LE MINISTRE.

J'ai trouvé votre carte chez moi, monsieur le marquis, et je viens....

LE MARQUIS.

C'est le candidat à l'Académie qui a visité son juge.

LE MINISTRE, souriant.

Chacun des deux aujourd'hui désire la voix de l'autre.

LE MARQUIS.

Ma nomination dépend de votre excellence, mais le ministère...

LE MINISTRE.

Le ministère n'est point inquiet, c'est vrai; il serait flatté seulement que sa majorité pût compter des voix comme les vôtres.

LE MARQUIS.

La discussion est engagée; vous avez demandé qu'elle continuât aujourd'hui, nous vous écouterons. Mes amis attendent; cependant M. Berryer...

LE MINISTRE.

Il a parlé avec talent, et je ne m'étonne point de l'effet qu'il a produit; pourtant j'ai peine à croire que vous le preniez pour guide.

LE MARQUIS.

C'est un orateur puissant; il n'a jamais fléchi.

LE MINISTRE.

Je vais vous étonner : cette inflexibilité est ce que je lui reproche. Les chefs de parti y sont condamnés; ils ont des engagemens personnels qu'ils traînent avec eux comme un boulet au pied. La vraie politique sait mieux se plier aux temps et aux évènemens. Vous avez trop d'expérience et de sagesse, monsieur le marquis, pour ne pas en convenir.

LE MARQUIS.

Vous voulez mettre mon amour-propre au service de votre cause.

LE MINISTRE.

Quand les grandes puissances ont reconnu la révolution de juillet, croyez-vous qu'elles ne cédassent point à la nécessité? M. de Talleyrand exprimait la pensée de tous, lorsqu'il disait dans la conférence de Londres : « Je représente une révolution que nous n'avons ni souhaitée ni faite; mais personne au monde ne peut empêcher qu'elle ne soit. » Moi qui vous parle, je n'ai pas approuvé toutes les concessions de la charte de 1830. Moi et mes amis, nous ne les trouvions ni prudentes ni opportunes; nous nous sommes soumis. M. Barrot lui-même, dont nous honorons tous les deux le caractère et la loyauté, a proclamé à la tribune la loi des faits accomplis.

LE MARQUIS.

Nos souvenirs, nos sentimens, la reconnaissance, nous lient à la famille proscrite en 1830.

LE MINISTRE.

Monsieur le marquis, permettez-moi de vous faire une question. Si vous étiez Anglais et qu'un de vos aïeux eût servi le roi Jacques, tiendriez-vous encore pour les Stuarts?

LE MARQUIS.

Quelle différence!

LE MINISTRE.

Celle du temps, et pas une autre. Le temps est le titre de la légitimité; toute royauté descend de l'usurpation.

LE MARQUIS.

Nos petits-fils pourront faire leur choix.

LE MINISTRE.

Les amis de la vieille monarchie ont été plus pressés sous l'empire. La plupart, et des plus considérables, ont accepté le régime nouveau.

LE MARQUIS.

Ne se sont-ils point trompés?

LE MINISTRE.

Non certainement. Il y a deux choses dans la conduite des partis : les sentimens et les principes. Ces deux mobiles ne sont pas toujours d'accord. Le cœur et la raison peuvent se contrarier; le cœur fait des paladins; la raison, des hommes d'état. Votre parti représente de grands principes; il serait coupable de les sacrifier à ses souvenirs, à ses attachemens personnels.

LE MARQUIS.

Nous ne sommes pas condamnés à cette alternative.

LE MINISTRE.

Je le nie. Quelle est en ce moment la conduite des légitimistes? Leurs journaux font appel aux passions les plus insensées. Une alliance qui n'est

un mystère pour personne rapproche des hommes que tout sépare. Nos archives judiciaires révèlent chaque jour cet indigne amalgame. N'ai-je pas raison de dire qu'on sacrifie les principes aux passions?

LE MARQUIS.

Nous ne sommes pas responsables des fautes de quelques têtes ardentes. Ces écarts nous affligent.

LE MINISTRE.

Je veux qu'ils soient désapprouvés par ce qu'il y a d'honnête dans le parti; mais à la chambre, monsieur le marquis, avec qui votez-vous? Vous aimez l'ordre, vous avez une juste horreur des mouvemens populaires. Ces sentimens, qui les partage plus, du ministère que vous combattez ou de l'opposition qui a votre appui?

LE MARQUIS.

Si l'opposition arrivait aux affaires, nous la combattrions plus vivement encore. En ce moment, nous votons avec elle, non pour elle.

LE MINISTRE.

Ainsi, tout ministère qui se formera hors de vos rangs vous aura pour adversaires? Savez-vous quel nom je donne à cette conduite? Je l'appelle une abdication. Vous poursuivez une chimère. Je ne connais d'opinion vraie que celle qui acquiert, conserve ou rend le pouvoir et l'influence.

LE MARQUIS.

L'avenir nous appartient.

LE MINISTRE.

Pouvez-vous en répondre? Tous les partis rêvent l'avenir, Dieu seul en dispose. Renoncez à ces illusions d'émigrés. On nie la solidité de l'établissement fondé en juillet. Cette royauté qu'on disait si frêle, qui devait renouveler l'éclair des cent jours, elle dure, elle prospère, en dépit de tous les pronostics de ses ennemis. Soyez-en sûr, monsieur le marquis, vos amis ont tort de bouder. Qu'ils se joignent aux nôtres; nous leur faciliterons l'entrée des conseils-généraux, de la chambre même; nous l'avons déjà fait... En ce moment, une direction générale est vacante...

LE MARQUIS.

Fi donc!

LE MINISTRE.

Ils se préparent des regrets. Mais je veux que personnellement ils se tiennent, ainsi que vous, en dehors des affaires : avez-vous le droit d'étendre cet ostracisme volontaire à la génération qui vous suit? Le gouvernement est prêt à l'accueillir. Le conseil d'état, l'administration, la diplomatie, lui sont ouverts. Qu'elle y vienne servir le pays et suivre l'exemple de ses pères.

LE MARQUIS.

C'est une amnistie que vous nous proposez.

LE MINISTRE.

Non, c'est votre place dans la grande famille nationale.

LE MARQUIS.

Vos amis eux-mêmes nous repousseront.

LE MINISTRE.

Nous vous défendrons contre eux.

LE MARQUIS.

Nos opinions seront livrées au mépris.

LE MINISTRE.

L'opposition les traite-t-elle avec tant de déférence? Venez à nous; le gouvernement trouvera dans votre concours une force qui lui manque. Vous vous plaignez du débordement des esprits; aidez-nous donc à les contenir. Nous avons beaucoup fait pour la religion, nous ferons plus encore. Nous lui donnerons des représentans officiels dans la pairie, dans le conseil d'état... Vous serez la digue que nous opposerons au flot populaire.

LE MARQUIS.

Quelle sera notre place dans votre gouvernement de bourgeois et de parvenus?

LE MINISTRE.

La plus considérable de toutes. Vous pouvez y jouer le rôle de cette aristocratie anglaise qui a porté si haut la gloire de la Grande-Bretagne. Vous serez les tories de notre jeune monarchie, le vrai parti conservateur. Le pays, après tant d'agitations, inquiet, découragé, las de vaines expériences, ne demande que le repos. C'est à vous d'asseoir la paix publique sur des bases durables. Une grande place vous est offerte. Pour moi, ce parti serait celui de mes préférences, s'il se constituait loyalement. J'ai cru un instant que M. de Lamartine songeait à en prendre le commandement; je lui portais presque envie. Tout l'y appelait; il a préféré une gloire moins solide. A son défaut, les chefs ne vous manqueraient point.

LE MARQUIS.

Monsieur le ministre, le temps vous donnera raison peut-être; quant à moi, je demande à réfléchir...

LE MINISTRE.

Je m'en rapporte entièrement à votre bon sens, à votre loyauté, et je vous prie d'y songer un peu quand vous mettrez aujourd'hui votre main dans l'urne. Nous en reparlerons plus d'une fois à l'Académie.

LE MARQUIS.

Je pourrais espérer...

LE MINISTRE.

Ma voix et celle de mes amis. Je veux le premier donner l'exemple des rapprochemens. Vous viendrez bientôt à la séance?

LE MARQUIS.

Je vous suis dans un instant. (Le ministre sort.)

LE MARQUIS seul.

Si je n'avais à écouter que mon inspiration personnelle, je cèderais à ses

conseils; mais un homme politique est-il jamais libre? Il subit le joug des engagemens de partis, des influences extérieures, de la presse. Je ne veux point me séparer de mes amis. Ah! s'ils pouvaient m'entendre...

SCÈNE V.

LE MARQUIS, M. DURAND.

M. DURAND.

J'entre sans me faire annoncer, monsieur le marquis; je sais que vous allez sortir. Un mot seulement; ma lettre d'hier soir pourrait vous tromper, j'ai voulu vous avertir. Je viens de passer devant Tortoni. L'agitation est extrême. Les bruits de changement de ministère ont jeté l'alarme. On dit que le baron R... se flatte d'obtenir alors que le chemin du nord aboutisse à l'embarcadère de la compagnie de Saint-Germain. La rente est en baisse.

LE MARQUIS.

Je vous remercie bien, mon cher Durand. Du reste, vous savez que mon vote sera toujours indépendant de toute considération intéressée.

M. DURAND.

Je connais trop monsieur le marquis pour en douter.

LE MARQUIS, se parlant à lui-même.

Ce changement de ministère, que nous regardons d'un œil si indifférent, aurait de graves conséquences. Combien de fortunes dérangées! quel aliment pour l'agiotage!

M. DURAND, à part.

Le vicomte C.... avait raison. Il est troublé...

LE MARQUIS, continuant.

Ce n'est pas pour moi, certainement... que m'importe la hausse ou la baisse de quelques valeurs industrielles?... mais ceux qui ont suivi mes conseils, à qui j'ai fait prendre des actions... ils me reprocheront... (à Durand.) Vous avez bien fait de me tenir au courant.

M. DURAND.

Monsieur le marquis n'a pas d'ordre à me donner?

LE MARQUIS.

Pas en ce moment; bien obligé. (Durand sort.)

LE MARQUIS seul.

(Il se promène dans une grande préoccupation, puis il va prendre sur son bureau le papier dont il a fait lecture et le déchire.)

Tout considéré, je ne sais pas si le ministère aura ma voix; mais l'abbé n'aura pas mon article.

TROISIÈME TABLEAU.

Chez M. Henri de L.... Une salle de billard, entourée de canapés. Des armes accrochées au mur. Le buste de Lafayette au fond.

SCÈNE PREMIÈRE.

UN DOMESTIQUE, UN INCONNU.

(L'inconnu entre le chapeau sur la tête. Il a une longue barbe et des moustaches.)

L'INCONNU.

M. Henri de L.... est-il chez lui?

LE DOMESTIQUE.

Non, il est au bois.

L'INCONNU.

Au bois?

LE DOMESTIQUE.

Il est allé se promener à cheval avec un de ses amis au bois de Boulogne.

L'INCONNU.

Il paraît qu'il en prend à son aise. Doit-il bientôt revenir?

LE DOMESTIQUE.

Je l'attends.

L'INCONNU.

Alors je reste.

LE DOMESTIQUE.

Monsieur ne reçoit pas aujourd'hui.

L'INCONNU.

Il me recevra, moi.

LE DOMESTIQUE.

Je ne sais pas s'il en aura le temps; il faut qu'il aille à la chambre.

L'INCONNU.

Il ira plus tard, j'ai besoin de lui parler.

LE DOMESTIQUE.

Qui aurai-je l'honneur de lui annoncer?

L'INCONNU.

Mon nom ne lui apprendrait rien.

LE DOMESTIQUE.

Je l'entends. Voici ces messieurs qui rentrent.

SCÈNE II.

LES MÊMES, HENRI DE L..., ERNEST M.

HENRI, au domestique.

Quel est cet homme? Je vous avais dit...

LE DOMESTIQUE.

Il n'a pas voulu m'écouter, monsieur. (Le domestique sort.)

HENRI, à l'inconnu.

Qu'y a-t-il pour votre service, monsieur?

L'INCONNU.

Citoyen, je viens vous apporter les plaintes des patriotes sur la conduite de la chambre. Nous ne savons pas pérorer, nous autres, mais nous savons agir, et toutes ces discussions qui ne mènent à rien nous fatiguent et nous déplaisent.

HENRI.

C'est par ces discussions que la cause démocratique triomphera.

L'INCONNU.

Il y a long-temps qu'on nous dit cela. On se moque de nous. Que faites-vous pour le peuple?

HENRI.

Nous défendons ses droits.

L'INCONNU.

Belle défense vraiment! Les pauvres sont livrés à l'exploitation des riches, les ouvriers à la tyrannie des maîtres. Il faut que vous le sachiez bien, messieurs, car dans vos hôtels, au milieu du luxe, vous ne pouvez pas vous faire une idée de ces souffrances. Le bourgeois s'est emparé de tout; il a les jouissances, et le peuple les misères. Qui a fait la révolution de juillet, dites? Le peuple. Qui se bat en Afrique et défend la France, quand elle a besoin de bras? Le peuple encore. Le peuple est tout. Il a pour lui le nombre, la force et le droit. Prenez garde que la patience ne lui échappe.

HENRI.

Personne ne désire plus que moi que vos justes plaintes soient entendues.

L'INCONNU.

Il faut que la chambre mette un terme à ce régime de déceptions et de priviléges.

HENRI.

Vous savez bien que nous n'avons pas la majorité.

L'INCONNU.

Si la chambre ne veut pas nous entendre, nous nous passerons d'elle.

HENRI.

Que voulez-vous dire?

L'INCONNU.

Vous me comprenez bien. Nous renverserons le gouvernement : ce ne sera pas le premier.

HENRI.

Gardez-vous de ces tentatives. Vous êtes les plus faibles; les lois sont sévères. Le pouvoir, par ses gendarmes et ses tribunaux, aura bientôt raison de vous.

L'INCONNU.

On disait aussi cela en 1830, et nous n'avons pas été les plus faibles. Si l'on nous y force, nous nous remettrons à l'œuvre, et cette fois nous ne serons pas si dupes, nous ne permettrons pas les escamotages.

HENRI.

Attendez tout du temps. Nos doctrines sont en progrès; l'avenir est à nous.

L'INCONNU.

L'avenir, toujours l'avenir! c'est le présent qui nous touche. Vous en parlez bien à votre aise!

HENRI.

Ma voix vous a-t-elle jamais manqué?

L'INCONNU.

Nous y voilà. Vous croyez tout fini quand vous avez fait un discours à la chambre et que vos journaux vous ont applaudi. Ce ne sont pas des phrases qu'il nous faut. J'ai à vous entretenir d'objets plus positifs. (Il regarde autour de lui avec un air inquiet.) Puis-je parler devant monsieur?

HENRI.

Il est mon collègue à la chambre et vote comme moi.

L'INCONNU, avec mystère.

Nous avons formé une société qui a juré la perte de cet infame gouvernement. Il a cru nous arrêter avec sa loi des associations. Ah! bien oui; on s'en soucie comme de cela, de sa loi! Nos affiliés sont répandus dans les ateliers, dans les corps d'ouvriers. Nous avons notre mot d'ordre, nos règlemens intérieurs, des armes. Quand le moment sera venu, nous descendrons dans la rue. Je viens vous proposer d'être des nôtres.

HENRI.

Jamais. Je ne conspire point; je défends mes principes au grand jour. Les lois mauvaises, je les combats; les fautes du pouvoir, je les flétris.

L'INCONNU.

(A part.) Il a peur. Il ne vaut pas mieux que les autres. (Haut.) Pardon, je croyais vous rendre service en vous proposant de défendre notre cause. Je suis fâché de vous avoir fait perdre votre temps.

HENRI.

Je voudrais vous détourner d'un projet qui vous perdra. C'est un ami qui vous parle; écoutez mes conseils.

L'INCONNU.

Je n'en ai pas besoin, merci. Puisque c'est là tout ce qu'il faut attendre de vous, je vous salue. Mes amis sauront à quoi s'en tenir. (Il s'éloigne.)

ERNEST M...

(Il s'approche de l'inconnu et lui parle à l'oreille.) Demain matin, avant onze heures, je vous attendrai.

L'INCONNU, en sortant.

A la bonne heure, celui-là a l'air d'un bon enfant.

SCÈNE III.

ERNEST M..., HENRI DE L...

HENRI.

Vous lui avez donné rendez-vous?

ERNEST.

Oui. On ne sait pas ce qui peut arriver. Il ne faut pas se brouiller avec ces gens-là. A certains jours donnés, on peut en avoir besoin.

HENRI.

Prenez garde.

ERNEST.

Je n'écris jamais.

HENRI.

Si c'était un mouchard.

ERNEST.

Il serait plus attrapé que moi.

HENRI.

Ces patriotes de la rue m'inspirent une répugnance! Ils sont grossiers, malpropres....

ERNEST.

Mais, mon cher, un chef du parti radical...

HENRI.

Je plaide leur cause, je soutiens leurs principes; je ne suis pas obligé de leur donner la main. Il faudrait bientôt les embrasser.

ERNEST.

Il y a d'illustres exemples... Vous êtes un patriote amateur.

HENRI.

J'appartiens de bonne foi au parti que j'ai embrassé; c'est le plus brillant de tous. J'ai pris sérieusement en main les intérêts des classes les plus nombreuses contre le despotisme des riches.

ERNEST.

C'est de l'abnégation, quand on a soixante mille livres de rentes.

HENRI.

Vous faites toujours la guerre à mon patrimoine.

ERNEST.

Fâchez-vous donc! Je voudrais bien être exposé au même reproche.

HENRI.

Il y a des gens qui s'endorment dans l'opulence, qui dépensent leur vie dans les plaisirs, à la chasse, aux courses, au jockey-club. Misérable et stérile existence! Mais occuper de soi l'opinion, se constituer l'avocat d'un peuple presque entier, obtenir les applaudissemens de la foule, je ne connais pas de plus noble jouissance. Aucune gloire ne surpasse celle d'un homme comme O'Connell.

ERNEST.

Il parle à des masses, à la clarté du soleil, mais votre tribune...

HENRI.

Ne m'en parlez pas. J'ai eu bien des efforts à faire pour ne pas y échouer tout-à-fait.

ERNEST.

Pour moi, cette tribune me terrifie; cette assemblée incrédule et rieuse me glace. Ils accueillent avec des ricanemens tous les sentimens élevés et généreux; ils nous les refoulent au fond du cœur. Personne n'a leur confiance. De guerre lasse, j'ai fini par y renoncer.

HENRI.

Vous êtes né pour l'action.

ERNEST.

Comme vous pour la parole, et cette disposition diverse a déterminé notre rôle respectif. Siégeant tous les deux sur les mêmes bancs et votant presque toujours ensemble, nous appartenons pourtant à des principes, je dirais presque à des religions politiques différentes. Vous attendez tout de la discussion, et la discussion à moi m'inspire peu de confiance. Vous préparez, j'aiderai à exécuter.

HENRI.

Je désire que ce soit le plus tard possible. Je ne souhaite pas une révolution : ma situation me plaît; j'attends l'avenir avec patience.

ERNEST.

Vous le pouvez.

HENRI.

Vous ne comprenez pas. J'avoue que je préfère l'opposition au pouvoir. Une influence réelle sans responsabilité, de la popularité, la faculté de choisir son jour et son sujet : le pouvoir n'offre aucun de ces avantages.

ERNEST.

Il en a de bien supérieurs. De l'opposition au gouvernement, il y a toute la distance de la critique à l'art. Qui peut considérer sans envie la position d'un ministre, d'un chef de gouvernement quelconque? Il commande aux hommes; il attache son nom aux destinées de son pays. Il peut appliquer ses théories, réaliser ses projets, réformer les institutions et les lois. J'aime mieux être Pitt que Fox.

HENRI.

Mon cher ami, une seule chose m'étonne, c'est qu'au lieu d'appartenir à l'opposition radicale, vous ne soyez pas ministre ou au moins ministériel en attendant. Vous n'avez pas pris le chemin le plus court.

ERNEST.

Eh! je m'en suis moi-même étonné quelquefois; mais sommes-nous toujours libres dans nos choix? La moitié de nos collègues siègent par hasard plus que par goût sur les bancs qu'ils occupent. On cède aux influences de famille; on est ministériel par besoin, opposant par humeur. Une fois enrôlé

dans un parti, on y reste par fidélité, par habitude, par mauvaise honte. Certains députés ne sont ministériels que parce que leur concurrent aux élections ne l'était pas; on a vu des candidats s'offrir le même jour à l'opposition dans un collège, au ministère dans un autre. Cela n'est pas bien glorieux et n'atteste pas des convictions énergiques; mais notre pays est ainsi fait : quand je réfléchis à cette mollesse universelle, à cet effacement des caractères, il me prend parfois d'amers découragemens. J'ai vu Carrel en proie à cette maladie de l'ame quelque temps avant sa mort.

HENRI.

Jouissons du présent, nous avons la popularité.

ERNEST.

C'est le pouvoir qu'il nous faut.

HENRI.

Serions-nous en état de gouverner les autres, quand nous ne sommes pas maîtres de notre propre parti? Aujourd'hui même, nous allons nous diviser; on dit que plusieurs des nôtres sont décidés à voter pour le cabinet...

ERNEST.

Ils m'ont expliqué cela. Ce n'est pas par amour pour lui, mais par aversion pour ceux qui le remplaceraient...

HENRI.

C'est de l'opposition par prévoyance; ils s'y prennent de bonne heure.

SCÈNE IV.

LES MÊMES, LE VICOMTE.

HENRI.

Ah! voilà C... qui vient nous demander nos voix.

LE VICOMTE.

Vous pourriez dire plus vrai que vous ne pensez.

HENRI.

La plaisanterie est bonne, et la proposition d'un nouveau genre.

LE VICOMTE.

Écoute, mon cher ami, veux-tu parier que je te fais voter pour le ministère?

HENRI.

Il a toujours aimé les paradoxes.

LE VICOMTE.

Non; j'ai la prétention d'être un esprit juste et pratique.

ERNEST.

Je tiens la gageure. Vous serez bien fin si vous attrapez ma boule.

LE VICOMTE.

Promettez-moi seulement de ne pas mettre des boules noires pour gagner votre pari.

ERNEST.

Notre conscience...

LE VICOMTE.

C'est vrai, je n'y pensais pas... écoutez-moi donc... je suppose...

HENRI, l'interrompant.

Si nous fumions un cigare.

ERNEST.

Il a raison.

HENRI, au vicomte.

N'as-tu pas peur de te compromettre?

LE VICOMTE, d'un ton solennel.

J'ai vu M. de Villèle priser dans la tabatière de Benjamin Constant.

HENRI, appelant son domestique.

Jean, des cigares... tu sais, de ceux que le vicomte Siméon m'a procurés.

LE VICOMTE.

Ah! je vous y prends. Dites qu'on ne fait rien pour l'opposition.

HENRI.

J'en conviens, j'ai du crédit... à la manufacture des tabacs.

(Ils se mettent à fumer.)

LE VICOMTE.

Or, donc, je fais une supposition qui ne vous engage à rien, ni vous, ni moi. Je me suppose un des vôtres, et je raisonne en conséquence. Nous sommes les ennemis du gouvernement de juillet. Tout ce qui peut lui nuire, nous avons résolu de le faire, et nous appelons sa chute de tous nos vœux.

ERNEST.

Cependant...

LE VICOMTE, continuant.

Nous ne le disons pas par prudence. Il ne faut pas se compromettre, et nous ferions peur à bien des gens; nous gémissons même publiquement sur ses fautes. Nous pleurons sur sa prochaine destruction; mais, au fond du cœur, nous sommes tout consolés d'avance.

ERNEST, à Henri.

Nous pouvons lui accorder ce premier point, mais c'est une véritable concession.

HENRI.

Il faut être généreux.

LE VICOMTE.

Cela posé, quelle est la question? Elle se réduit à des termes bien simples. Est-il bon que le ministère actuel soit conservé? Or, le ministère actuel est détestable.

HENRI.

Nous serions de bien mauvaise foi si nous te le contestions.

LE VICOMTE.

Il est impopulaire. L'opinion publique s'est prononcée unanimement contre

lui. A l'étranger, il traîne la France dans la boue; il a condamné notre diplomatie à reculer partout et toujours, et nous a fait descendre au rang de puissance secondaire.

ERNEST.

Bravo, vous parlez à merveille.

LE VICOMTE.

Je n'ai pas encore tout dit. Vous voyez que je fais les choses en conscience. A l'intérieur, il se joue de toutes les libertés. Il applique les lois avec partialité et violence. Il sème la corruption. Toutes les consciences sont soulevées contre la direction immorale qu'il imprime aux affaires publiques.

HENRI.

Vicomte, mon ami, vous lisez *le National*.

LE VICOMTE.

Oui, et il m'amuse beaucoup. Mais les interruptions sont défendues... Voilà donc mon second point. Maintenant, nous croyons qu'un autre ministère vaudrait mieux.

ERNEST.

Non; ils se ressemblent tous.

LE VICOMTE.

Laissez-moi parler. Je suis arrivé au point le plus délicat de ma harangue... Voulez-vous qu'un autre ministère ne vaille pas mieux? je vous l'accorde; vous voyez qu'à mon tour je suis généreux... Il ne sera pas moins détestable; mais, vous le savez par expérience, tout ministère nouveau est un répit donné à l'opinion; c'est un relai, selon l'expression de quelqu'un que je ne nommerai pas à des personnages aussi irrévérencieux que vous. Le passé est oublié, il est soldé, comme dirait mon ami M. Jacques Lefebvre (je dis mon ami et non pas le nôtre). C'est à recommencer sur nouveaux frais. L'arriéré de fautes commises et de colères amassées est perdu : c'est une vraie banqueroute. Nous pouvons bien encore jeter les hauts cris, mais nous n'avons plus devant nous aucun visage à souffleter. Je vous le demande, messieurs, que gagnons-nous à un changement de ministère? Il nous a fait perdre du terrain, à moins que les successeurs ne soient encore plus ennemis de nos libertés, plus disposés à avilir la France, et cela est de toute impossibilité, n'est-il pas vrai? J'ai dit.

HENRI.

Mon cher ami, il est impossible de parler mieux. Tu as été si éloquent, que je ne veux pas prendre une résolution immédiate. (En riant.) Tu m'as fasciné. Nous allons tous à la chambre, et nous nous engageons à te dire la couleur de nos boules. Si le ministère a nos voix, tu gagnes le pari.

LE VICOMTE.

J'aurais mieux aimé savoir tout de suite...

ERNEST.

Ah! n'abusez point... Du reste, mon cher collègue, personne n'attaque le ministère mieux que vous.

LE VICOMTE, en riant.

J'aime le paradoxe. (Ils sortent.)

QUATRIÈME TABLEAU.

Chez le président B... Une chambre d'hôtel garni, mal meublée. Des papiers, des livres confusément jetés sur les meubles, avec des châles et des chapeaux de femme.

SCÈNE PREMIÈRE.

MADAME B..., SEULE.

Si j'avais su, mon mari ne serait point député. Je ne puis m'habituer à cette vie d'isolement et d'ennui. Autrefois, quand il avait présidé son tribunal, six heures par semaine, il était tout-à-fait libre. Il pouvait s'occuper de ses enfans... de moi. A présent, du matin au soir, entièrement absorbé: les séances de la chambre, des commissions, des réunions politiques... S'il rentre, il est distrait, il s'empare d'un journal, d'une brochure; il m'écoute à peine, il bâille, et finit toujours par s'endormir dans son fauteuil... Et dans quelle auberge nous a-t-il logés! Au lieu de ma petite maison, de mon jardin, de mes fleurs, de cet asile de paix où je vivais en famille, le troisième étage d'un hôtel garni, une rue bruyante, pas un domestique, aucuns soins, et ce désert de Paris, où les meilleurs amis passent des années sans se voir, où l'intérêt et la vanité font et rompent toutes les liaisons! Ah! ma province, que je te regrette! (On frappe à la porte.) Encore quelqu'un, et personne pour introduire. — Entrez!

SCÈNE II.

MADAME B..., LE GÉNÉRAL K...

LE GÉNÉRAL.

Mille pardons, madame; on m'avait dit en bas que M. le président B... était chez lui. Je ne me serais pas permis de me présenter chez vous de si bonne heure...

MADAME B...

Général, je suis charmée de ce malentendu, et votre visite n'a rien d'indiscret. Nous autres provinciales, c'est ainsi que vous nous appelez à Paris, nous sommes visibles de bonne heure. Vos dames de Paris ne se montrent pas si tôt. Ce sont des soleils qui se lèvent tard.

LE GÉNÉRAL.

Le monde, les soirées, les bals...

MADAME B...

Cette excuse manque aux pauvres femmes de députés.

LE GÉNÉRAL.

Permettez-moi, madame, de réclamer au nom de l'hospitalité parisienne. La reine a déjà donné plusieurs bals.

MADAME B...

Une fois, j'y ai été invitée. Malheureusement une indisposition...

LE GÉNÉRAL.

Plusieurs ministres, le préfet de la Seine, réunissent chez eux le monde le plus brillant, et la chambre y est dignement représentée.

MADAME B...

Vous me l'apprenez.

LE GÉNÉRAL.

Comment! M. le président n'a pas été invité!...

MADAME B...

Il a le tort de ne s'être pas jeté à la tête du ministère...

LE GÉNÉRAL.

Vous interprétez mal... M. B... se sera tenu éloigné... Il ne vous aura point présentée... D'ailleurs, est-ce qu'il est de l'opposition?

MADAME B...

Non pas précisément. Il veut, dit-il, rester indépendant. Il vote sur chaque question selon sa conscience. Il étudie la chambre, il observe...

LE GÉNÉRAL.

On commence toujours ainsi. Tout député nouveau se révolte contre le joug des partis; une session suffit pour montrer qu'on n'est quelque chose qu'en s'associant à quelqu'un. Le président se corrigera; mais, puisqu'il néglige vos plaisirs, permettez-moi, madame, d'y songer à sa place. Je veux vous faire inviter à toutes les soirées des Tuileries.

MADAME B...

Ah! général, que de bonté... Mais si l'opinion de mon mari...

LE GÉNÉRAL.

Le bal est de tous les partis. Aux Tuileries, opposans et ministériels obtiennent le même accueil. Les salons de la reine sont un pays neutre où la politique n'a point accès. M. B... votera selon sa fantaisie; mais vous, madame, je veux que vous soyez avec nous. Conspirons ensemble contre l'indocilité de M. le président; aidez-moi à le guérir de ses irrésolutions.

MADAME B..., sans lui répondre.

Vous croyez, général, que vous pourrez m'obtenir une invitation?...

LE GÉNÉRAL.

Si je le crois! j'en réponds...

MADAME B...

Même pour les soirées privilégiées?

LE GÉNÉRAL.

Même pour les soirées privilégiées.

MADAME B...

Il y a déjà long-temps que M. B... me paraît faire fausse route; mais je lui parlerai...; nous le ramènerons...

LE GÉNÉRAL.

Le succès est assuré, si vous voulez bien vous en donner la peine... Je vous

quitte... une affaire m'appelle; mais je reviendrai bientôt. Je veux aussi entretenir M. B... Veuillez agréer mes hommages respectueux. (Il sort.)

SCÈNE III.

MADAME B..., seule.

Une invitation à toutes les soirées des Tuileries, même aux concerts privilégiés! Le général est bien aimable... Il pourra sans doute aussi me faire inviter à l'Hôtel-de-Ville... Bon gré, mal gré, M. B... sera obligé de m'accompagner... Avec toutes ses hésitations, il aurait fini par m'enfermer tout l'hiver dans ce tombeau... Il ne sait se décider à rien; il trouve toujours vingt raisons pour prendre une résolution et autant pour s'en abstenir.

SCÈNE IV.

MADAME B..., LE PRÉSIDENT B...

LE PRÉSIDENT.

Quel métier! voilà quatre heures que je passe dans les bureaux des ministères à faire les affaires de mon arrondissement! Toutes les communes demandent des écoles, tous les hospices des secours; on s'adresse au député, on le met en mouvement, on l'oblige à tendre la main à tous les ministres, et puis on veut qu'il soit indépendant!

MADAME B...

Le général K... sort d'ici; il va revenir. Il veut causer avec vous de la chambre, de la séance d'aujourd'hui.

LE PRÉSIDENT.

Encore un qui veut m'enrôler. Ils me persécutent de tous côtés : votez pour le ministère, votez pour l'opposition; soyez de la droite, de la gauche, du centre gauche. Des invitations à dîner, des poignées de main, des complimens... On ne sait à qui entendre... C'est un véritable embauchage.

MADAME B...

Votre choix doit être arrêté, depuis que vous étudiez les partis, comme vous dites...

LE PRÉSIDENT.

Franchement, plus j'observe et plus j'hésite; je ne suis pas décidé.

MADAME B...

Comment! vous n'avez pas su découvrir encore...

LE PRÉSIDENT.

Pour en juger, suivez-moi dans mes pérégrinations politiques... Vous savez que j'ai été nommé par l'opposition...

MADAME B...

C'est-à-dire que sans nos deux familles vous ne passiez point. Les trois quarts des électeurs ne connaissaient pas votre opinion, pas plus...

LE PRÉSIDENT.

Pas plus que moi, voulez-vous dire ?

MADAME B...

Je dis que vous êtes tout-à-fait libre de voter comme vous voudrez : on a nommé le président et non l'homme politique.

LE PRÉSIDENT.

C'est un peu vrai; mais enfin j'ai été désigné comme opposant, et *le Siècle* m'a appuyé. En arrivant à Paris, je me suis trouvé naturellement en rapport avec les députés de la gauche, et j'ai fait mon début dans leur réunion; elle n'a point démenti ce qu'on m'en avait promis. Les députés qui la composent sont pleins de patriotisme et de vertu; des intentions droites, du désintéressement, un éloignement profond pour la ruse et la corruption. Leur chef a l'estime de tous les partis; son talent est aussi élevé que son caractère.

MADAME B..., avec dépit.

Ces qualités sont faites pour vous attirer; que ne vous donnez-vous à ces messieurs !...

LE PRÉSIDENT.

Je ne dis pas non, mais je ne suis pas décidé; j'éprouve des doutes. L'amour de l'indépendance donne à ces hommes l'horreur de la règle. Ils se préoccupent trop de l'opinion extérieure. J'ai vu les décisions emportées par quelques esprits plus ardens que sages. On regrettait le soir la résolution prise le matin, et les conseils les plus politiques étaient rarement les plus écoutés... Je ne suis pas satisfait.

MADAME B...

Ce n'est que votre première halte; continuons.

LE PRÉSIDENT.

J'ai voulu voir et comparer; on m'a conduit à une réunion du centre gauche. Un homme y règne presque sans partage, seul il a parlé; tous les autres, même les plus habiles, semblaient accepter avec empressement cette domination absolue. Aussi, quelle séduction! Il a tout ensemble de l'originalité et du bon sens, de la grace et de la force; il est impérieux et d'humeur facile, prolixe et précis, sérieux et amusant. Je n'ai jamais entendu personne avec plus de plaisir, d'intérêt et de profit. La moitié des membres présens compte parmi les plus distingués de la chambre; plusieurs ont été ministres : les opinions qui prévalaient sont les miennes.

MADAME B...

Que voulez-vous de plus ?

LE PRÉSIDENT.

Laissez-moi achever. Le lendemain, j'en causais avec un de mes voisins à la chambre. Vous avez assisté en effet, me dit-il, à une réunion du centre gauche; mais ce n'est pas la bonne, nous en avons fondé une autre qui représente bien mieux cette opinion. Si vous voulez, je vous y mènerai ce soir.

Cette offre piquait ma curiosité, j'acceptai. La réunion était peu nombreuse. Un des membres les plus respectés de la chambre, un de ses jouteurs les plus puissans, occupait le fauteuil de la présidence. Il parla peu, mais avec force et conviction. On y soutint les mêmes opinions, on y prit les mêmes résolutions que dans la réunion de la veille, et je ne comprenais point que des esprits qui s'accordaient si bien eussent pu se diviser. J'ai appris depuis que le pouvoir trop exclusif de l'orateur que j'avais entendu à la première réunion avait fait ombrage à quelques caractères inquiets, et qu'au lieu de le soutenir ou de le contenir, selon le besoin, ils avaient mieux aimé fuir la discussion, qui est l'ame des partis, et planter leur tente ailleurs, avec quelques amis qui ne se rapprochaient d'eux et ne se distinguaient du reste que par leurs défiances.

MADAME B...

Choisissez entre les deux réunions...

LE PRÉSIDENT.

J'y penche, mais je ne suis pas décidé; ce fractionnement m'inquiète, j'ai peur de perdre pied; je crains que le flot ne m'emporte, si je me jette dans une mer si troublée.

MADAME B...

Tous ces jugemens sont des exclusions. Comme vous ne voulez être ni carliste ni républicain, entrez dans le parti ministériel.

LE PRÉSIDENT.

J'ai peu de penchant pour lui; il n'a point de principes. Il veut conserver, dit-il, mais conserver est un intérêt et non un principe. C'est un composé de tous les hommes usés et blasés; pas une opinion, pas un régime qui ne lui ait fourni son contingent : des signataires du compte-rendu et des défenseurs de l'état de siége, des bonapartistes et des humanitaires, des légitimistes et des républicains. La vie n'y est point; on dirait un lieu de passage où tous les dévouemens épuisés viennent attendre qu'on les envoie au palais du Luxembourg, comme au champ du repos. Ce parti n'a point de jeunesse.....

MADAME B...

On m'a assuré qu'au dernier bal costumé de l'ambassade d'Angleterre un quadrille de bergers était conduit par un de ces messieurs. L'autre jour, à l'Opéra, on m'a montré une loge qui en était pleine; les plus belles barbes...

LE PRÉSIDENT.

Vous ne me comprenez point; je parle de l'esprit qui anime le parti, et non des hommes qui le composent. Les plus jeunes sont quelquefois les plus entichés d'antiques préjugés. J'en ai remarqué plusieurs qui ont déjà tout le scepticisme de la vieillesse sans en avoir la rude expérience, et je ne connais rien de plus triste. Ils font les roués; ils affectent un dédain profond pour toute idée libérale; ils se croient de profonds diplomates parce qu'ils se rient de tout. Je ne me soucie guère de ces alliés; cependant...

MADAME B...

Cependant?

LE PRÉSIDENT.

Je ne suis pas décidé... Je trouverais là une force que je désire. Le parti ministériel est compacte, puissant..... Tout considéré, je continuerai à me tenir en dehors de tout engagement, et je voterai selon mon inspiration.

MADAME B...

Prenez-y garde; je n'entends rien à tout cela, mais je doute que vos collègues voient avec plaisir ces chassez-croisez perpétuels. Dans toutes les réunions où vous avez passé, on a pris votre présence pour une adhésion. Vos dissidences vous seront imputées à trahison; vous finirez par blesser tout le monde. Passez-moi une comparaison de femme. Il me semble voir ces coquettes qui font des avances à tous les hommes et ne s'attachent à aucun. C'est un jeu qui finit toujours mal. Mais voici quelqu'un qui vous éclairera bien mieux que moi.

SCÈNE V.

LES PRÉCÉDENS, LE GÉNÉRAL.

LE GÉNÉRAL.

Enfin je vous trouve, mon cher président.

LE PRÉSIDENT.

Je suis très flatté, général...

LE GÉNÉRAL.

Je voulais causer avec vous avant la séance. Le vote sera décisif; l'existence du ministère y est engagée.

LE PRÉSIDENT.

Mon opinion n'est pas encore faite; j'attends la suite du débat. Je ne suis pas décidé.

LE GÉNÉRAL.

C'est votre droit; mais, permettez-moi de vous le dire, ces questions doivent être résolues par des idées générales. Un homme politique se propose un but principal, auquel il subordonne toutes les considérations secondaires.

LE PRÉSIDENT.

Il n'y a donc plus qu'à fermer la chambre, à se classer en ministériels et en opposans, et à déposer, une fois pour toutes, une boule noire ou blanche.

LE GÉNÉRAL.

N'exagérons rien. A Dieu ne plaise que je veuille attenter à votre liberté d'examen! mais, si chacun se mettait comme vous à voter isolément et à sa fantaisie, il n'y aurait plus de partis, plus de chambres, plus de gouvernement représentatif.

LE PRÉSIDENT.

Il y aurait des consciences honnêtes qui s'éclaireraient par la discussion.

LE GÉNÉRAL.

Vous êtes bien nouveau dans la chambre, mon cher collègue, et vous me le prouvez. Permettez à un de vos anciens de vous donner quelques conseils, et croyez qu'ils ne sont inspirés que par l'intérêt que je vous porte.

LE PRÉSIDENT.

Je les écouterai toujours avec reconnaissance.

LE GÉNÉRAL.

Parlons à cœur ouvert et sans détours. Les journaux ne nous entendent pas, et nous pouvons tout dire. Vous ne comptez pas sans doute rester toujours président d'un tribunal; la magistrature vous offre une large carrière, de nombreux degrés à franchir.

LE PRÉSIDENT.

Je ne sacrifierai jamais mon devoir à mon avancement.

LE GÉNÉRAL.

C'est ainsi que je l'entends, et la loyauté de votre caractère rend d'autant plus importante la décision que vous allez prendre. Vous avez évité jusqu'ici de vous enrôler dans aucun parti, mais vous sentirez bientôt la fausseté de cette position. Aujourd'hui même le vote sur la question ministérielle vous classera malgré vous. J'aurais voulu que vous fussiez des nôtres....

LE PRÉSIDENT.

Si l'affection personnelle pouvait déterminer une si grave résolution, je ne me séparerais jamais de vous.

LE GÉNÉRAL.

Pas de sentiment; il n'en faut point faire dans la politique. Vous préférez l'opposition, j'y consens. Cela séduit un homme nouveau. Appuyer le pouvoir n'est pas populaire dans ce pays-ci : je n'ai rien à dire; mais au moins vous ne voudrez certainement vous attacher qu'à un parti qui ait de l'avenir. Vous n'entendez pas vous condamner à l'opposition pour toute la vie, vous n'êtes pas un brouillon....

LE PRÉSIDENT.

Je serai heureux le jour où un ministère selon mes opinions pourra obtenir mon appui.

LE GÉNÉRAL.

Eh bien! examinons la question à ce point de vue. Vous avez assisté aux réunions de la gauche, parlons-en d'abord. Je n'ai rien à dire contre ses membres; mais ce parti manque de ce qui donne et fait conserver le pouvoir. Il n'a pas l'esprit de gouvernement. Toute autorité lui est à charge. Il prend toutes les questions par le côté étroit. Si les factions menacent la constitution, il ne trouve pas un mot pour la venger de ces attaques. Si le préfet de police arrête sans droit un forçat libéré, il n'a pas assez d'éloquence pour réclamer en faveur de cette victime de l'arbitraire. La gauche pourra

faire une alliance accidentelle avec le pouvoir; elle ne l'aura jamais; elle se ferait de l'opposition à elle-même.

LE PRÉSIDENT.

Ces jugemens sont trop absolus. Le passé proteste contre vos accusations. Des hommes nouveaux sont entrés dans la gauche, et y apportent de la science, des lumières, l'expérience des affaires.

LE GÉNÉRAL.

Vous voulez parler de la jeune gauche; ceux qui sont désignés sous ce nom ne me rassurent pas encore. Esprits dogmatiques, imitateurs de l'étranger, doctrinaires à leur façon, ils entendent la liberté d'enseignement comme l'archevêque de Malines et les franchises municipales comme le peuple de Philadelphie. Les pouvoirs publics qu'ils élèveraient ne seraient qu'un château de cartes que jetterait par terre le plus léger souffle des factions.

LE PRÉSIDENT.

Aucune de ces critiques ne saurait atteindre le centre gauche. Il a ce que vous appelez l'esprit de gouvernement; il comprend les nécessités du pouvoir, il aime la liberté, et il renferme des hommes que vous avez probablement appuyés de votre vote, quand ils étaient aux affaires.

LE GÉNÉRAL.

Certainement, et, s'ils y revenaient, ils auraient encore ma voix. Je n'ai rien à retirer des éloges que vous en faites; mais il manque au centre gauche des qualités sans lesquelles aucun parti politique ne peut grandir et triompher, je veux dire l'union et la persévérance. Comprenez-vous qu'un parti qui, en faisant un faisceau de tous ses membres, n'aurait pas encore la majorité, se fractionne et permette à la discorde d'entrer dans ses rangs? Si les opinions différaient, je trouverais cela tout naturel; mais on s'entend sur toutes les bases générales de la politique, et on se divise sur les personnes. C'est de la folie. Grace à cette division, j'aperçois encore des individus, la plupart fort distingués pour le caractère et le talent, je ne vois pas un parti politique; je trouve des ministres pour faire un appoint, je ne trouve pas un ministère.

LE PRÉSIDENT.

Les circonstances rapprocheraient les hommes. La faveur publique est au centre gauche; la France partage les opinions de ce parti.

LE GÉNÉRAL.

Je sais qu'on a dit, sous la restauration, que la France était centre gauche, et le mot a fait fortune. Pourtant, dites-le-moi, quels sont les efforts du centre gauche pour entretenir ces sympathies, pour conquérir le pouvoir? Il compte dans ses rangs des orateurs, des publicistes, des philosophes, des administrateurs. Par quels travaux politiques se signalent-ils? On pourrait les voir dans toutes les discussions tenir une place importante; ils s'en abstiennent. A peine quelques rares apparitions à la tribune les rappellent

au pays. Les uns s'endorment dans une indolente oisiveté; d'autres, plus actifs, préparent des livres, écrivent dans les journaux, se livrent à des études solitaires. Qu'arrive-t-il? On les accuse d'intrigues, on suppose qu'ils préfèrent les cabales de couloirs aux luttes de la tribune. La réputation du parti en est atteinte.

LE PRÉSIDENT.

Vous conviendrez que ces reproches ne sont pas bien graves; ils n'affectent ni l'esprit ni le caractère.

LE GÉNÉRAL.

Ils portent sur la conduite, et l'esprit de conduite est, pour les partis comme pour les individus, la première condition du succès.

LE PRÉSIDENT.

Les torts que vous imputez au centre gauche peuvent se réparer.

LE GÉNÉRAL.

J'en conviens : l'avenir du centre gauche est dans ses mains, il n'a qu'à s'entendre et à vouloir; mais quand s'effaceront de tristes dissentimens, quand se réveillera l'énergie qui sommeille?.. Nul ne saurait le dire, et, en attendant, je vous engage à y réfléchir. Permettez-moi un dernier mot, et n'en soyez pas blessé. Du vote d'aujourd'hui dépend peut-être toute votre carrière. Si vous vous jetez dans l'opposition, vous ne voudrez pas accepter les faveurs du ministère; vous le voudriez, qu'on ne vous le permettrait pas. Les partis sont jaloux et exigeans. Si vous venez avec nous, vous pouvez honorablement suivre votre destinée. C'est dans la chambre que se font les choix pour les hauts emplois de la magistrature. La cour de cassation s'y recrute. Le roi connaît déjà votre nom et vos services passés. Je ne suis chargé de faire ni promesse, ni menace, mais je vous devais cet avertissement.

LE PRÉSIDENT.

Les considérations personnelles ne régleront pas mon choix. Je ne suis pas encore décidé.

LE GÉNÉRAL.

Il est des intérêts qu'on peut écouter sans honte; mais je ne veux pas insister davantage. Adieu, et, quoi qu'il arrive, comptez toujours sur moi.

LE PRÉSIDENT.

Je vous retrouverai bientôt.

(Le général s'approche de Mme B., qui est restée à broder auprès d'une table.)

LE GÉNÉRAL, à Mme B.

Je ne vous oublie point, madame.

MADAME B..., bas, en montrant le président.

Vous serez content, général. Je réponds de lui.

CINQUIÈME TABLEAU.

Dans la salle de marbre de la chambre des députés; au fond, la statue du roi. Sur les côtés, les statues de Casimir Périer, Foy, Mirabeau et Bailly. Deux portes adjacentes conduisent dans la salle des séances.

SCÈNE PREMIÈRE.

DEUX DÉPUTÉS de l'opposition.

PREMIER DÉPUTÉ.

Mauvaise séance; hier, les choses allaient si bien. Nos orateurs avaient triomphé, et les ministres ne savaient plus où donner de la tête; il fallait les voir sur leurs bancs, confus, décontenancés : leur audace ordinaire avait disparu.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Aujourd'hui, pas un des nôtres n'a bien parlé. Les armes sont aussi journalières à la tribune que sur les champs de bataille... L'impatience m'a fait quitter la séance... J'ai fui un discours assommant.

PREMIER DÉPUTÉ.

C'est un de nos amis.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Voilà ce qui me désole. De quoi se mêle-t-il? Comment ne point comprendre que ce n'est point là sa place? Il s'impose à la chambre pour répéter tout ce qui a déjà été dit. Il fallait laisser voter.

PREMIER DÉPUTÉ.

Ah bien! oui. De nos bancs, tous les bras lui faisaient signe de retourner à sa place, toutes les voix lui criaient de se taire; il n'a voulu rien voir, rien entendre. Les centres, qui assistaient à nos angoisses, le pressaient de parler; ils savaient bien ce qu'ils faisaient.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

On devrait au moins écouter ses amis; malheureusement il n'y a pas de discipline. Chacun tire de son côté : l'extrême gauche vient brocher sur le tout avec ses discours, qui font peur à la majorité; les centres ont une bien autre tactique : ils restent cloués sur leurs bancs, et laissent défiler nos orateurs sans leur répondre. Toute leur éloquence se compose de deux mots et de sept lettres : « aux voix! aux voix! » De cette façon, ils ne se compromettent pas. Quant à nous, si nous continuons ainsi, nous serons toujours battus.

(On entend un grand bruit de voix, des cris, des éclats de rire, et la sonnette du président.)

PREMIER DÉPUTÉ.

Voilà qu'il se fait huer. Il l'a bien mérité. Les centres se seront impatientés et auront demandé la clôture.

UN HUISSIER, traversant la salle.

Le scrutin est ouvert, messieurs; vous êtes invités à voter.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Nos propres amis nous créent chaque jour des difficultés. On vient encore de déposer une proposition sur laquelle aucun de nous n'a été consulté, et qui va nous gêner beaucoup.

PREMIER DÉPUTÉ.

Il faut la faire retirer.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Obtenez cela d'un bel esprit qui veut y attacher son nom! Songe-t-il au parti, à la question? Il veut faire du bruit.

PREMIER DÉPUTÉ.

Toujours le défaut de discipline... Aujourd'hui pourtant j'ai confiance. Beaucoup de membres des centres nous ont promis leurs voix : ils sont fatigués du ministère; ils veulent en finir.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Je m'y connais, et j'y ai été pris plus d'une fois. Notre forme de gouvernement a d'étranges retours : qui sait où seront l'influence et la faveur dans quelques minutes? Le chef de l'opposition aujourd'hui sera peut-être premier ministre demain. La prudence du père de famille dirige et contient l'homme politique; on donne sa parole à la gauche, sa boule au ministère : cela satisfait à tout. Quelques-uns promettent de bonne foi; mais au moment décisif leur cœur faiblit.

PREMIER DÉPUTÉ.

Je viens de voir des députés qui n'étaient pas hier à la séance.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Le ministère a convoqué le ban et l'arrière-ban. Le télégraphe ne s'est pas arrêté depuis trois jours. Un député de Bordeaux, qui s'était sauvé pour faire l'école buissonnière, a trouvé en descendant de la malle-poste l'ordre de repartir sur-le-champ; il n'a pas seulement eu le temps de se raser.

SCÈNE II.

LES MÊMES. (Un troisième Député de l'opposition vient se mêler à la conversation.)

TROISIÈME DÉPUTÉ.

Le scrutin avance, et il nous manque bien des nôtres; on leur a pourtant écrit. I... est encore à la cour de cassation, A.... à l'Académie des Sciences; ils n'arriveront pas à temps.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

T... préside les assises à Chartres; c'est un tour du garde-des-sceaux.

TROISIÈME DÉPUTÉ.

Voilà ce que c'est que les fonctionnaires publics!

PREMIER DÉPUTÉ.

Taisez-vous, puritain. Si le ministère tombe, vous pourrez bien grossir cette liste impure.

TROISIÈME DÉPUTÉ.

Je vous jure...

PREMIER DÉPUTÉ.

Il ne faut jamais jurer de rien.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Hav... a pris un cabriolet et est allé chercher ce pauvre Br... qui est à la mort, mais qui a exigé qu'on le prévînt. Il viendra, quoi qu'on fasse. Quel dévouement! C'est toujours le vieux soldat de l'empire.

PREMIER DÉPUTÉ.

J'espère bien que Hav... a voté avant de partir.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Je crois bien.

PREMIER DÉPUTÉ.

Vous vous rappelez ce qui est arrivé au marquis de M... lors du vote de la loi de disjonction? Il était allé, sans déposer sa boule, chercher Mag... qui était malade. Il le prend au lit, lui laisse à peine le temps de s'habiller, le pousse dans une voiture de place, promet 10 francs au cocher, et le ramène en triomphe... Quelle joie! c'étaient deux voix pour le ministère... Il apprend, en traversant le pont, que la loi était rejetée à une voix de majorité!

TROISIÈME DÉPUTÉ.

Avez-vous remarqué le général K... et le vicomte C...? Comme ils se démènent! Depuis le commencement de la séance, ils courent sur tous les bancs, ils parlent à l'oreille à ceux des leurs qu'ils rencontrent. La journée coûtera cher au ministère, en cas de succès. Si j'étais des centres, je voterais contre le cabinet, rien que par économie.

UN HUISSIER.

Le scrutin va être fermé; ceux de MM. les députés qui n'ont pas voté...

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Allons voter. Surtout ne vous trompez pas.

PREMIER DÉPUTÉ.

Ne craignez rien. C'est une boule noire qu'il faut, et je n'en mets jamais d'autre. (Ils rentrent dans la salle des séances.)

SCÈNE III.

DEUX DÉPUTÉS des centres, puis le VICOMTE C...

PREMIER DÉPUTÉ.

Les ministres ont peur.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Ils ont bien tort; le résultat est certain.

PREMIER DÉPUTÉ.

Je n'ai pas encore voté.

LE VICOMTE, qui a entendu ces mots, s'approche.

Vous n'avez pas encore voté, mon cher collègue? Allez bien vite.

DEUXIÈME DÉPUTÉ.

Nous avons le temps. On n'a pas commencé le réappel. (S'adressant au vicomte.) Dites-moi, vous êtes bien sûr que l'on présentera la loi des chemins de fer?

LE VICOMTE.

Il y a deux choses dont je suis sûr et que je vous affirme : la première, c'est que le ministère présentera la loi; la seconde, c'est que, si le ministère est renversé, il ne faut pas songer de toute la session à un kilomètre de chemin de fer.

PREMIER DÉPUTÉ.

La ligne de Lyon est comprise dans le projet?

LE VICOMTE.

La ligne de Lyon y est comprise.

PREMIER DÉPUTÉ.

C'est tout ce qu'il me faut. Que voulez-vous? je n'ai eu qu'une voix de majorité aux dernières élections, et je dois prendre mes précautions. Si je rapporte un chemin de fer à mon arrondissement, l'opposition elle-même sera pour moi.

LE VICOMTE.

Allez donc voter, allez donc voter! vous laisserez fermer le scrutin!

(Le premier député sort.)

SCÈNE IV.

LE DÉPUTÉ MINISTÉRIEL, LE VICOMTE.

UN HUISSIER.

Le scrutin est fermé.

LE DÉPUTÉ.

Nous allons savoir bientôt à quoi nous en tenir.

LE VICOMTE.

Comment a voté ***? Vous l'a-t-on dit?

LE DÉPUTÉ.

Contre nous.

LE VICOMTE.

Je l'avais prédit : on n'a pas voulu donner une préfecture à son fils. Les ministres ont parfois d'étranges caprices; ils passent toute l'année à faire

des nominations selon les besoins de la politique, et dans les occasions importantes ils reculent. C'était un mauvais choix, mais on en a fait bien d'autres... La poltronnerie nous perd.

LE DÉPUTÉ.

Nous avons eu la voix de ***.

LE VICOMTE.

Êtes-vous sûr? L'opposition comptait sur lui.

LE DÉPUTÉ.

Justement, il s'était compromis avec elle, et on lui a fait comprendre...

LE VICOMTE.

Je doute encore... Je l'ai vu déposer sa boule; il a enfoncé son bras jusqu'au coude.

LE DÉPUTÉ.

Il m'a dit qu'il avait voté pour le ministère.

LE VICOMTE.

Je doute plus que jamais.

LE DÉPUTÉ.

C'est de l'entêtement.

LE VICOMTE.

Non; c'est de l'expérience. Aux scrutins des bureaux, il a toujours deux bulletins écrits dans les poches de son gilet, l'un pour l'opposition, l'autre pour le ministère. Il vous conduit mystérieusement dans un coin, vous montre le bulletin qui doit vous plaire et vous promet de le déposer. Que fait-il ensuite? Je ne réponds point qu'il le sache lui-même.

(On entend la sonnette du président; puis un grand silence.)

LE VICOMTE.

On va proclamer le résultat du scrutin; allons entendre...

(Tous les députés rentrent dans la salle et en sortent presque aussitôt dans une grande agitation.)

SCÈNE V ET DERNIÈRE.

TOUS LES PERSONNAGES PRÉCÉDENS.

M. MARTIN.

220 voix contre 170. Il s'en est fallu de bien peu que nous ne fussions encore 221. 50 voix de majorité pour le ministère; on peut marcher avec cela.

LE VICOMTE, s'approchant de M. Martin.

J'ai parlé au ministre des finances, mon cher collègue. Votre affaire est convenue. La première place est donnée depuis long-temps à un journaliste; la seconde était promise à un pair de France, vous l'aurez.

M. MARTIN.

Je n'ai pas attendu cette assurance...

LE VICOMTE.

J'en suis bien sûr. Vous voyez que nous savons nous souvenir de nos amis.

M. MARTIN (à part).

J'ai bien fait. Le comte *** me paraît hors de combat pour quelque temps.

LE MARQUIS DE ***, s'approchant du ministre.

Votre excellence pourra-t-elle me recevoir demain?

LE MINISTRE.

Je serai à votre disposition toute la matinée... Vous avez pris les devans, monsieur le marquis; j'ai contracté une dette qui sera acquittée exactement.

LE MARQUIS.

Je n'ai suivi que la voix de ma conscience.

HENRI DE L..., au vicomte.

Mon cher ami, tu as gagné ton pari.

LE VICOMTE.

Je te l'avais bien dit. Ce n'était pas tant un paradoxe.

LE GÉNÉRAL, s'approchant du président B...

Voulez-vous bien, mon cher président, vous charger de ce billet pour Mme B...? Vous pouvez le lire; c'est une invitation au concert des Tuileries pour mercredi prochain.

LE PRÉSIDENT.

Je vous remercie pour elle... Vous allez la rendre bien heureuse; mais, entre nous, vous lui devez bien quelque chose.

LE GÉNÉRAL.

Je n'en veux pas savoir davantage. Croyez-moi, restez avec nous; vous verrez que je ne vous ai pas si mal conseillé.

LE PRÉSIDENT.

Je ne suis pas décidé.

UN DÉPUTÉ, parlant très haut dans un groupe.

Quelle infamie! Nous avons été trahis de tous les côtés : les carlistes ont voté pour le ministère, et les radicaux lui ont donné des voix! On a trafiqué des consciences. Dieu sait tout ce qui s'est fait depuis vingt-quatre heures! Nous dénoncerons ces indignités à l'opinion; nous publierons la liste des votans.

LE VICOMTE, s'approchant du groupe.

Mon cher collègue, vous ne savez jamais être battu. Vous criez à la corruption; moi, je crois à l'autorité des bonnes raisons. Si, depuis hier, les choses vous paraissent avoir changé de face, c'est que, depuis hier, il s'est passé une nuit, et, comme vous savez:

LA NUIT PORTE CONSEIL.

LE

MONDE GRÉCO-SLAVE.

DU MOUVEMENT UNITAIRE DE L'EUROPE ORIENTALE.

La Grèce, L'Illyrie, la Bohême, la Pologne, la Russie.[1]

I.

HARMONIES NATURELLES ET MORALES DES PAYS GRÉCO-SLAVES.

S'il est un grand spectacle, s'il est un fait qui promette au monde de vastes conséquences politiques, c'est à coup sûr l'avénement des Slaves et des Grecs à la puissance et à la nationalité. Le monde gréco-slave embrasse aujourd'hui plus de la moitié de l'Europe et une énorme portion de l'Asie; il s'étend de la Prusse à la Chine, de la mer Glaciale au Turkestan et à l'Arabie. Tout le nord non scandinave lui appartient, au sud il a franchi le Caucase, et ne reconnaît d'autres limites naturelles que l'Himalaya, la Méditerranée et le nord-est de

(1) La *Revue* a déjà publié sous ce titre une suite d'études consacrées à la partie du monde gréco-slave qui se trouve placée sous la dépendance de l'empire turc. M. Cyprien Robert, qui est de retour d'un nouveau voyage dans les pays gréco-slaves, reprend aujourd'hui la série de ses travaux, non plus sur une partie, mais sur l'ensemble du monde immense dont il s'est proposé de faire connaître les tendances et les ressources.

l'Italie. Toutes les Alpes orientales jusqu'au Tyrol sont encore aujourd'hui habitées par les plus antiques tribus slaves; leurs rejetons couvrent l'Autriche presque entière, et les quelques millions d'Allemands de cet empire sont de plus en plus entraînés dans le mouvement slave. Ce mouvement a pénétré jusque dans la Prusse, dont il agite les provinces orientales; il s'empare irrésistiblement des Moldo-Valaques; la race ottomane, avec ses trois millions d'hommes, se perd comme une goutte d'eau dans cet océan de nations, et le sultan ne règne plus, on peut le dire, que par la grace des Gréco-Slaves.

Les qualités si diverses de ces peuples permettent d'en dire les choses en apparence les plus contradictoires. Ce sont les plus mobiles et les plus persistans, les plus durs et les plus doux, les plus indomptables et les plus dociles des hommes. Grace à ce caractère complexe, la race gréco-slave est peut-être de toutes les races la plus capable de mener à bien les entreprises de colonisation; aussi n'en est-il pas qui occupe une aussi vaste étendue de terre. De tous les Européens, le Gréco-Slave est l'homme qui peut supporter le plus de fatigues, le plus de souffrances sans en être accablé. Voyez en Pologne et en Orient avec quelle noble sérénité il endure des tourmens et des privations inouies. Les plus grandes diversités de climat, les changemens les plus brusques de température, lui sont chose familière. Depuis la mer de glace du pôle jusqu'aux mers de sable ardent de la Syrie, le Gréco-Slave respire à l'aise. Et, ce qui est plus étonnant, le Sibérien, ce Slave *polaire*, qui a sa hutte aux limites de la nature vivante, quoiqu'établi à plusieurs mille lieues du Bosphore, comprend néanmoins son frère le Bulgare de la Thrace beaucoup mieux que le Provençal ne comprend son frère d'Italie.

Kiöv, la première capitale des Russes libres, et Athènes, la nouvelle capitale des Grecs affranchis, sont assises aux deux extrémités d'une même chaîne de montagnes : sous mille noms divers, le groupe des Karpathes, berceau des Gréco-Slaves, après avoir lancé en Macédoine et en Bulgarie ses plus hautes cimes, franchit le Danube, et va répandre sur la Volhynie, la Gallicie, la Podolie, l'Ukraine, ses dernières ramifications septentrionales, qui correspondent dans le sud aux chaînes brisées des Thermopyles, de l'Attique et de la Morée. Ainsi les mêmes montagnes qui, dans le nord, aboutissent aux campemens des Kosaques, vont au sud expirer sous les murs de Lacédémone. Quelle unité, et en même temps quels contrastes infinis dans le développement physique du monde gréco-slave!

Quoi de plus délicieux que le climat grec? Quel plus doux milieu

entre la torpeur de la zône glacée et l'inertie de la zône brûlante? Quels horizons plus parfaitement beaux, quels paysages plus achevés que ceux de l'Hellénie? L'Italie même n'en a pas de comparables. Comment décrire les grands aspects, la quiétude éternelle, la plénitude de vie, dont on jouit dans l'Archipel? Samos, Chio, la Troade, Pathmos, toutes les îles grecques, nagent dans une atmosphère tellement éthérée, tellement dégagée de vapeurs grossières, que l'œil nu les découvre d'une distance presque fabuleuse. De loin, leurs contours se dessinent si fuyans, si aériens, qu'on dirait des nuages d'azur, bercés par la brise dans la lumière du ciel. Vues de près au contraire, ces belles îles ont des contours si précis, des couleurs et un teint en quelque sorte si vivant, qu'on les dirait animées d'une vie mystérieuse. Là on comprend les demi-dieux et les héros d'Homère. Dans ce milieu d'une transparence si pure, l'homme paraît physiquement plus qu'un homme, et ceux qui ont vu les femmes grecques, ceux qui ont pu contempler tant de charmes, s'enivrer de tels regards, s'étonnent moins que les anciens aient adoré en elles le type accompli de la beauté.

A ces divinités assises dans le paradis gréco-slave comparez les habitans slaves du septentrion : vous vous croirez transporté dans une autre planète, tant les hommes et les climats diffèrent. A Pétersbourg ou en Finlande, le ciel est tellement abaissé, qu'il semble peser sur la terre comme une voûte; on craint à chaque instant d'en atteindre les limites. A quelques pas devant soi, on ne distingue plus les objets; tout est vague, terne, lugubre. Tandis que dans l'Archipel grec les écueils même se dessinent avec grace, et qu'en mugissant contre eux les vagues harmonieuses semblent la voix des sirènes, les rochers des côtes russes, au contraire, se dressent comme de sombres géans aux yeux des matelots, et la mer y hurle, même sans être en fureur. La nuit, qui en Grèce a des lueurs si mystiques, qui dort comme Diane près d'Endymion, pleine de calme et d'amour, la nuit est en Russie pleine de terreurs et de gémissemens. Le bouleau, cet olivier des steppes, cet arbre populaire qu'on pourrait appeler le père du peuple russe, apparaît de loin, avec son feuillage blanc, comme un fantôme dans son linceul. Et le roi de la nature, l'homme, comme il semble accablé! comme ses gestes se soulèvent avec effort! comme son regard terne, sa démarche pesante, diffèrent du regard inspiré, de l'allure superbe des Hellènes! C'est surtout la femme qui subit, dans ces contrées, une pénible transformation. Ainsi qu'une fleur éclose en serre chaude, la beauté russe est frêle et dure peu; son visage s'arrondit en lignes vagues, sa taille manque de contours précis, la frai-

cheur même de son teint semble ne pouvoir résister aux rayons du soleil. Brillant de l'éclat de la neige, elle est molle et pesante comme elle. Son regard humide exprime le plaisir, mais non la passion de la vie. Quelle différence entre ce pied charnu qui se pose indécis et lent, et le pied de la beauté grecque, aux mouvemens si vifs, si précis, qui marche sans peser sur la terre! Ces Junons moscovites, mises en regard des Vénus de l'Archipel, semblent à peine être du même sexe. Qui refusera cependant aux femmes russes les plus nobles qualités de l'épouse et de la mère, une douce égalité d'humeur, un caractère supérieur, et la plupart des vertus qui caractérisent la Grecque?

Regardez-y de près, sous le voile funèbre de la nature hyperboréenne, vous reconnaissez de toutes parts les caractères ineffaçables du monde hellénique. Entre ces contrées si diverses, vous découvrirez des harmonies secrètes et les liens d'une parenté primitive; il vous sera révélé pourquoi les Russes sont Orientaux, pourquoi ils tendent au Bosphore, pourquoi ils sont de rite grec plutôt que de rite latin, et vous avouerez alors que le monde gréco-slave a été créé un et indivisible. C'est surtout durant l'hiver qu'on est frappé de cette physionomie hellénique de la Russie. Quand le froid a bien pris possession de la nature, quand il a condensé les brouillards et fait tomber en neige les derniers nuages, alors tout change d'aspect : le ciel se revêt d'un azur magnifique; le voyageur, dont le regard était borné naguère à un étroit horizon, découvre avec étonnement des perspectives si lointaines et si pures, qu'il se rappelle Athènes et Smyrne, et peut se croire un moment transporté aux régions de la lumière. Tout ce qui caractérise les horizons grecs au printemps et en été se reproduit en hiver, presque avec le même éclat, sous le ciel russe. C'est sous la glace et la neige le même calme grandiose de la nature, le même silence des forêts, le même repos de la vie animale, la même simplicité homérique dans les rapports sociaux : partout cet air de méditation profonde et de mélancolie rêveuse qu'on admire chez les Hellènes du sud. Il n'est pas jusqu'aux aurores boréales qui, par la féerie de leur illumination, ne fassent souvenir des soleils couchans du mont Athos et de l'Olympe.

Un voyage d'hiver dans la *polé* ou les steppes offre des scènes analogues à celles des déserts de l'Arabie; seulement, au lieu du sable, c'est la neige qui étincelle à vos yeux, et répercute de toutes parts la clarté d'un ciel d'azur. Ces immenses forêts de la Pologne et des Kosaquies, où l'on voyage des jours entiers sans voir remuer le plus mince rameau, sans entendre soupirer le plus léger bruit, où chaque

sapin, chargé de glaçons pendans, figure un arbre en stalactite, où la sève végétale elle-même s'est laissée, comme les fleuves, arrêter dans son cours par la congélation, ces étranges solitudes du nord rappellent à l'esprit celles de l'extrême midi. La mort semble les remplir, mort féconde d'où découle la vie du globe. Et dans ce vaste sépulcre, voyez l'homme, seul être qui sache échapper à la prostration universelle; voyez le Russe en hiver. Quelle brûlante activité! Remarquez-vous cette caravane de chariots moscovites qui porte aux cités chinoises les étoffes et les produits de l'Europe? A voir cheminer en chantant et d'un pas rapide les *izvostchiks* à travers les steppes silencieuses des indolens Tatars et des Mongols assoupis, ne diriez-vous pas des Hellènes? Ne semble-t-il pas voir le Grec d'Anatolie faisant le voyage de Stambol à Damas à travers ces populations asiatiques couchées, pour ainsi dire, dans leur inertie, et dont il est par son activité la providence sociale?

Le Russe, c'est le Grec émigré au nord; il a, comme son frère du sud, le goût des entreprises et des aventures lointaines, joint à un ardent amour du lieu natal. Il est naturellement diplomate, mais plus encore poète, marchand, et surtout citoyen. Affaibli, à la vérité, par les influences de son climat, découragé par l'habitude de souffrir, il n'a point su encore traduire en réalité ses ardentes aspirations vers la liberté civique. La nature est pour lui un ennemi inflexible qui le tient courbé sous un joug de fer; mais terrassé chaque jour par ce tyran jaloux, le Russe se relève incessamment pour recommencer la lutte contre les entraves physiques et les chaînes morales dont il se sent accablé. Respectons cet Hellène asservi; s'il aime tant la liberté, pourquoi ne l'obtiendrait-il pas enfin? Pourquoi refuser sympathie à ses efforts, à ses douleurs?

La Russie offre, comme les pays grecs, les plus frappans contrastes et la plus grande inégalité de développement entre ses classes sociales, ses tribus, ses peuples : on y trouve la vie de la nature à l'état le plus élémentaire auprès de la vie moderne avec ses exigences les plus excentriques. Visitez, par exemple, aux bouches du Volga, la grande Astrakhan : toute l'élégance de l'Europe, mêlée aux plus voluptueux raffinemens du luxe asiatique, éclate dans ses murs; mais sur les steppes qui l'entourent errent les sales Kalmouks au visage difforme, et les Bachkirs demi-nus. Leurs villages mobiles, composés de chariots, roulent, suivant les saisons et les besoins de leurs troupeaux, d'un pâturage à l'autre; ils ont le même genre de vie que les Tsiganes de la Romélie, les Nogaïs des plaines bulgares, et les Vlaques nomades des

montagnes de la Grèce. Parcourez la steppe, vous y serez assaillis par des tempêtes de sable comme dans les déserts de la Syrie; des trombes s'y élèvent qui changent subitement l'aspect des lieux, dérobent à d'énormes distances la vue des chaussées impériales, et enterrent même des caravanes sous leurs monceaux de sable. Les phénomènes du mirage se reproduisent dans la steppe comme autour de Palmyre; enfin les lacs salins de la Caspienne ne sont pas moins merveilleux que le Méroë et les plaines de sel de l'Égypte.

Enfoncez-vous dans le nord russe : vous trouverez au-delà du Volga une nature aussi vierge que la nature américaine. Quoi de plus poétiquement sauvage que la Finlande? Ses montagnes noires et dépouillées de toute verdure n'ont pas sans doute le charme de celles de la Suisse, mais elles les surpassent par leur majestueuse horreur. Ces roches irrégulières croisant partout le cours des eaux produisent des milliers de cataractes effrayantes. Celle d'Imatra, formée par la chute d'un fleuve plus large que la Seine à Paris, se précipite d'une hauteur de 300 toises. Des torrens dont les eaux noires, chargées d'une écume verte, tourbillonnent au fond des abîmes, des bruits de cascade mêlés aux hurlemens confus des ours et des loups qui s'entredévorent, une terre qui a la couleur du fer, des granits qui ont la dureté du diamant, un ciel composé de vapeurs grises, une végétation écrasée par la violence des vents : tels sont les sites finlandais.

L'aspect de la Sibérie est encore plus étrange. Ce pays, qui, à lui seul, est dix-sept fois grand comme la France, renferme des horreurs et des beautés naturelles semblables à celles que M. de Châteaubriand a idéalisées dans *les Natchez* et dans *Atala*. D'immenses forêts primitives, où le sauvage seul a quelquefois mis le pied, couvrent les montagnes. A la base de ces plateaux dépouillés se déroulent des savanes à perte de vue, sans aucun habitant, et des marais vastes comme des mers, peuplés seulement d'oiseaux aquatiques, dont une foule sont encore inconnus au naturaliste. Le lac Baïkal, qui a 175 lieues de long sur 30 de large, offre le long de ses rives des scènes aussi imposantes que celles du Canada et du fleuve Saint-Laurent. Autour de ce beau lac se sont accomplies jadis des révolutions inconnues, dont tout le pays a conservé un vague et formidable souvenir : on peuple les forêts qui l'entourent de tout une race de génies invisibles; leurs exploits et leurs malheurs ont inspiré une longue série de chants populaires. Les Sibériens appellent le Baïkal la *mer sainte;* il est pour eux ce qu'est pour les Grecs et les Vlaques de l'Épire le terrible lac Averne. L'indigène n'aborde qu'avec une religieuse terreur l'un et

l'autre de ces lacs : il craint sans cesse de troubler les mystères qui se célèbrent dans leurs abîmes, car, quand la tempête y gronde, on y entend la voix des aïeux. Le Baïkal est encaissé entre des rochers perpendiculaires qui plongent sous l'eau jusqu'à 2 ou 300 mètres. Ce lac est d'une telle profondeur, qu'à quelques pas du rivage on ne peut plus le sonder. La capitale de la Sibérie, Irkoutsk, se trouve presque aux limites de la vie végétale, et cependant le colon gréco-slave a porté jusque-là les arts d'Europe, aussi bien que les usages de la Grèce. Dans les rues d'Irkoutsk, la calèche parisienne se croise en roulant avec le char grec antique, devenu le *drochki* russe, et les Chinois, qui entretiennent avec cette ville un commerce actif, s'étonnent de voir l'Europe et ses mœurs transplantées si près de leurs frontières.

Plus loin encore, vous trouvez le Kamtchatka, presqu'île tellement dévastée par les brumes éternelles et les vents de la mer Glaciale, que toute culture y est presque impossible; mais le feu souterrain que la glace refoule y réagit avec d'autant plus de fureur. Comme la Sicile, cette péninsule a son Etna qui l'ébranle tout entière et lui déchire incessamment les entrailles. Là, du milieu des neiges s'élancent des gerbes enflammées; là, un fleuve entier d'eau thermale coule en formant des cascades, et ses rives, respectées par les vents du pôle, étalent tout le luxe d'une végétation méridionale; là enfin, durant leurs longues chasses, le Tongouse et l'Iakout à demi gelés peuvent, en passant, se réchauffer au feu des cratères. Si l'on voulait comparer les deux îles extrêmes du monde gréco-slave : Candie, près de l'Égypte, et la Nouvelle-Zemble, près du pôle, quelle foule de contrastes jailliraient de ce rapprochement! Comment peindre les magnificences des trois règnes de la nature dans ce monde immense, depuis Irkoutsk jusqu'à Damas en Syrie?

Dans cette Syrie des Séleucides, où l'hellénisme alexandrin eut ses plus célèbres écoles, les Grecs aujourd'hui ne forment plus, il est vrai, qu'une population peu nombreuse. Néanmoins ils en cultivent encore les plus beaux districts; à eux appartiennent les plus féconds plateaux de l'anti-Liban, à eux la plaine embaumée de Naplouse, avec ses forêts de limoniers et de palmiers. Unis aux Maronites, ils mettent ce peuple de laboureurs en rapport avec la mer. Damas elle-même leur doit en grande partie les félicités dont elle jouit, et qui l'ont fait surnommer en Orient la *maison de délices, l'odeur du Paradis*. De la voluptueuse Damas jusqu'à Constantinople s'étend une ligne non interrompue de villes grecques, et ces villes unissent aux plus belles positions maritimes du monde le charme d'un climat qui en fait des asiles enchantés.

Il n'y a pas dans l'échelle de la civilisation de degré où ne se rencontre assise quelque tribu rattachée par l'origine ou par un lien moral au monde gréco-slave. On retrouve toutes les superstitions de l'Indostan et des antiques Parsis chez les Bachkirs de la steppe et les Guèbres de la Caspienne. Le Sibérien idolâtre qui a laissé ses rennes du côté de Tobolsk se croise, dans les capitales russes, avec le Tchernomortse musulman qui a laissé ses chameaux endormis au pied des mosquées du Caucase. Pendant que les Samoïèdes et les Tongouses vivent encore à peu près comme les sauvages d'Amérique, voyez lutter et gémir, au sein d'une civilisation comparable à la nôtre, la grande victime des rois et de la diplomatie, la généreuse Pologne. Opprimée, foulée aux pieds, cette France gréco-slave est encore plus belle, plus riche d'enthousiasme, plus patriotique, plus fière même que ses oppresseurs. Celui qui visite Varsovie, qui voit son mouvement littéraire et commercial, la grace exquise de ses femmes, l'élégance et la distinction des plus simples ouvriers, se croit transporté à Dresde ou à Florence.

Quels contrastes de mœurs, et cependant quelle ressemblance intime entre la race chevaleresque des Polonais et les Grecs, ces philosophes de la mer et du commerce, qui unissent le génie positif et calculateur des races marchandes au mystique enthousiasme des peuples artistes: doux et caressans comme des femmes, obstinés et tenaces comme des lions! Quelques points de la terre gréco-slave, comme Syra, Chio, Samos, Candie, sont à ranger parmi les lieux les plus fréquentés du globe, tandis qu'au fond des continens se cachent des royaumes tellement écartés de toutes les grandes routes du commerce, qu'ils peuvent à peine connaître l'état du reste du monde. Voyez le royaume de Gallicie, encaissé au milieu de ses montagnes, et de plus séquestré par des lignes de douanes inflexibles : ne dirait-on pas un prisonnier dans son cachot? Et la Bohême, qu'enveloppe de tous côtés le rempart de granit des Sudètes et de l'Erzgebirge, cette Bohême solitaire ne semble-t-elle pas une cellule d'ermites, une retraite de philosophes? Aussi, malgré la richesse de son développement intellectuel, malgré son industrie immense et la profondeur métaphysique de ses pensées, le peuple, en Bohême, se ressent de l'isolement contemplatif où il vit. Allez plus loin, cherchez le Finnois acculé aux solitudes éternelles de la zône glaciale; placez cet homme austère, qui vit, souffre et meurt dans ses brouillards sans presque rien connaître du reste du globe, placez-le en face du Slave danubien qui a sa hutte au bord du grand chemin continental ouvert par la nature entre l'Eu-

rope et l'Asie, ou mieux encore en face du Grec de Smyrne ou de la Canée, qui voit chaque année passer sous ses yeux les flottes de toutes les nations. Rapprochez dans un même tableau l'héroïque Pologne, la savante Bohême, la noire Moscovie, la brillante Ionie, et vous aurez une idée des antithèses, des harmonies gréco-slaves.

II.

LES GRECS, LEUR RÔLE VIS-A-VIS DES SLAVES.

Forte de plus de cent millions d'hommes, la race gréco-slave se compose d'une foule de tribus, qui se divisent en plusieurs groupes ou nationalités. Plusieurs de ces groupes n'ont pas encore, il est vrai, atteint un assez haut développement et n'éprouvent pas un sentiment assez vif de leur mission spéciale, de leurs besoins civils, pour qu'on puisse les considérer comme des nations. Parmi ces sociétés endormies, dont la Providence prépare lentement le réveil politique, pour délivrer peut-être un jour l'Occident des terreurs que lui inspire la Russie, il faut nommer les Bulgares, les Kosaques, les Sibériens. Outre ces sociétés encore indécises dans leur marche, le monde gréco-slave renferme des nationalités historiques, permanentes, et, on peut le dire, indestructibles : tels sont les Grecs, les Illyriens ou Slavo-Maghyares, les Tchéquo-Slaves ou Slaves de Bohême, de Moravie et de Silésie, les Polonais et les Russes. Passer en revue ces cinq grandes nationalités, indiquer leurs rapports, leur rôle et leurs tendances, c'est apprécier en même temps les forces et l'avenir social de cette moitié de l'Europe que d'intimes analogies de langage, de rites et d'institutions désignent à notre attention comme formant un monde à part, une grande unité morale.

Quoique les moins nombreux d'entre ces cinq grands peuples, les Grecs méritent d'être cités les premiers pour l'ancienneté de leur origine et l'avantage de leur position géographique. Cette position en effet est telle qu'elle les fera de plus en plus intervenir, comme acteurs indispensables, dans les débats des puissances au sujet de l'Orient. On ne connaît point le chiffre, même approximatif, de la population grecque; la plus haute évaluation est celle qui la porte à trois millions. Disséminés comme les Juifs à travers le monde, les Grecs sont partout, à l'opposé des Juifs, ardens patriotes, et prêts aux plus grands sacrifices pour la gloire de leur pays. Tels ils se montrent en Syrie, en Égypte, sur le Bosphore, et jusque dans la Russie méridio-

nale, où ils ont émigré par milliers et remplissent des cités entières. Réduit peut-être au dixième de ce qu'il était dans l'antiquité, le peuple grec a du moins l'avantage d'être resté le seul habitant de ses principaux foyers et le cultivateur fidèle des champs où vivaient ses aïeux. Les provinces grecques ont pu être dévastées, et les populations renouvelées cent fois par les barbares; il est cependant toujours resté assez d'Hellènes pour protester contre la conquête, continuer le règne moral de la race indigène, et fondre en eux-mêmes toutes les colonies étrangères venues pour les remplacer. Si l'on mesurait le territoire où les Grecs forment encore la majorité de la population, l'Archipel, les îles Ioniennes, la Morée, la Romélie, le littoral de l'Asie mineure, on trouverait que ce territoire est fait pour une nation d'au moins trente millions d'individus. Avec l'aide du temps, la nature ne peut manquer de réaliser un jour, pour les pays grecs, ce nombre d'habitans; mais, réduisît-on ce chiffre de moitié, on aurait encore une nation imposante.

De frivoles touristes vont répétant que la Grèce est morte, que les anciens Hellènes ne peuvent renaître, que le Grec moderne est un barbare. Ce sont là des jugemens sans base. Si l'on se donnait la peine de sonder le fond de la nature grecque, on verrait entre la Grèce ancienne et la Grèce actuelle moins de différences que d'analogies. Je dirai plus, le génie grec a gardé, avec ses antiques défauts, toutes les qualités qui firent sa gloire. Les plus nobles types de héros et de citoyens des âges classiques se retrouvent parmi les chefs populaires de l'Hellade. Il n'y a pas jusqu'à la beauté physique qui ne se soit conservée sans altération. Les Thésées, les Apollons, toutes les statues, tous les idéals célèbres de nos musées vivent encore dans ces îles. Le front, le profil, le regard du Grec, sont toujours les plus nobles et les plus spirituels du monde. La Grecque elle-même n'a rien perdu de cette beauté à la fois céleste et terrestre, de cette grace enivrante et chaste, dont Praxitèle donna au marbre l'impérissable empreinte.

Le dédain affecté des touristes ne fait tort qu'à eux-mêmes; il est d'autres assertions qu'il faut discuter plus sérieusement, car elles trahissent la pensée secrète d'une politique envahissante. La *slavisation* des Grecs modernes a beaucoup préoccupé les publicistes russes et les écrivains allemands dévoués à la Russie. Il est un fait qu'on pourrait soutenir avec la même apparence d'impartialité : c'est l'*hellénisation* des Slaves. D'où émanent toutes les antiques institutions slavonnes, sinon de Byzance? d'où les provinces slaves de Turquie tirent-elles le

peu d'industrie qui les anime, si ce n'est de l'infatigable activité des Grecs? Sans eux que serait l'Albanie? la Serbie, si jalouse du *Roméos*, que deviendrait-elle sans lui? En Serbie, les meilleures maisons de commerce, les meilleurs *hanes*, les meilleures écoles, sont tenus par des Grecs. Le Grec est le *mens agitans molem* de tout l'Orient : où il manque, il y a barbarie.

Sans doute on ne peut nier que les invasions slaves du moyen-âge n'aient rempli d'étrangers toutes les anciennes provinces de Byzance. Que s'ensuit-il, si ces étrangers aujourd'hui parlent grec, sentent et vivent à la grecque? Loin de rougir de ces souvenirs, l'Hellène doit en être fier. N'est-il pas étonnant en effet qu'un aussi petit peuple, sans cesse inondé, envahi par des millions de barbares, les fonde peu à peu dans sa propre unité, et, vaincu par la force brutale, réussisse, par la supériorité de sa pensée, à subjuguer ses maîtres au point de leur faire perdre l'usage de leur propre langue? Au lieu de chercher avec les érudits allemands les traces de l'action slave chez les Grecs, on devrait plutôt chercher par quels chemins inconnus, par quelle force mystérieuse l'hellénisme a pu s'étendre comme un fluide électrique jusqu'aux terres slaves les plus lointaines. Le principe hellénique est le lien commun, le génie fécondant de la moitié de l'Europe; sans lui, les Slaves auraient été privés de l'influence vivifiante qui a maintenu et fortifié leur originalité; sans lui, l'Europe ne connaîtrait que des Germains plus ou moins latinisés, l'uniformité romaine régnerait partout. Dans l'ordre religieux, examinez les croyances, les pratiques, les cérémonies des Slaves; ne sont-elles pas toutes grecques? En quoi la messe et le symbole de Pétersbourg diffèrent-ils de ceux d'Athènes? — Les costumes slaves, malgré leur variété, trahissent presque tous leur origine byzantine. Le vêtement serbe est jusqu'à cette heure presque entièrement grec : ce sont la coiffure, le spencer du palicare, et ses bottines d'étoffe brodées, diaprées pour ainsi dire de vives couleurs. La blanche tunique grecque a passé des Illyriens aux Kosaques et à tous les Russes. Le *kakochnik*, dont les femmes de Moscou chargent leur tête, semble détaché d'une mosaïque d'Anatolie. Comme le paysan du Péloponèse, le moujik de Pétersbourg recherche surtout pour vêtement les blanches fourrures de ses agneaux, dont il retourne en dedans la chaude toison pour l'hiver. — Dans les arts, la soumission du Slave au génie grec n'est pas moins évidente. Si je vais contempler le *grad* ou *kremle* de Prague, de Cracovie, de Kiöv, de Moscou, de Novgorod, je n'y vois que des copies successives de l'acropolis d'Athènes. Toutes les cathédrales slaves répètent la Sainte-Sophie du Bosphore, et

le plus souvent en portent le nom. Les mœurs et les superstitions des Serbes, des Bulgares, des Valaques, sont en tout celles des Grecs. Les Slaves ont pris des Hellènes jusqu'à leur musique religieuse et profane. C'est ainsi que les Slaves ont envahi la Grèce! c'est ainsi que la Grèce est *slavisée!*

Loin de porter la trace d'une influence étrangère, le génie grec atteste son indépendance par la variété même de ses manifestations. Aucun pays n'offre autant de contrastes que l'Hellénie. Chacune des tribus qui l'habitent, tout en se conformant au caractère général, a ses traits spéciaux, sa physionomie à part. Ces familles diverses peuvent se rapporter à trois grands types : le *Roméos*, l'Hellène proprement dit, et l'insulaire. Les *Roméi* ou Roméliotes, répandus depuis l'Épire jusqu'à Constantinople, tendent au Bosphore. Les Hellènes proprement dits, ou ceux du royaume actuel, furent de tout temps groupés autour d'Athènes et de l'antique Lacédémone. Enfin, les insulaires, tribus nées du sang grec mêlé au sang franc, africain et asiatique, se tournent pour la plupart vers l'Occident. Ce sont les plus actifs, mais aussi les plus turbulens d'entre les Grecs, et, par un engouement trop aveugle soit pour la France, soit pour l'Angleterre, ils ont plus d'une fois compromis les destinées de l'Orient.

La vaste Romélie recèle dans son sein tous les extrêmes. Cette terre des palicares a gardé dans ses asiles montagneux les mœurs homériques avec leur grandiose simplicité, tandis que ceux de ses enfans établis sur le Bosphore ont toutes les idées de l'Europe moderne, et transportent dans leurs salons les raffinemens les plus exquis de l'élégance parisienne. Dans la vie et les institutions actuelles des Roméliotes, on retrouve l'empreinte de tous les âges du monde. Tandis que les mœurs byzantines règnent encore dans les bas quartiers du Fanar, les mœurs rudes, l'allure superbe de l'hellénisme païen, se sont conservées chez les montagnards. La vie manufacturière et quasi-anglaise de quelques tribus des vallées thessalo-macédoniennes contraste avec la vie simple de certains districts agricoles, qui ont conservé jusqu'à la charrue pélasgique décrite par Hésiode. A l'aristocratie militaire des guerriers de l'Agrapha et de l'Olympe, on peut opposer la démocratie primitive des *Vlaques* (Βλαχοι), tribus nomades, qui, suivant les saisons, montent ou descendent avec leurs troupeaux de la base aux sommets du Pinde. Telles sont les diverses peuplades qui forment, sous le nom de Roméliotes, le premier élément de la nationalité hellénique. A côté de ces nombreuses tribus, le mélange continuel du Bulgare et du Serbe avec le Roméos a produit en Romélie un

peuple mixte, les Tsintsars, qu'on évalue à six cent mille individus. Parlant à la fois grec et slave, appartenant par ses mariages, ses liaisons, ses intérêts de commerce, aux deux races, ce peuple métis, qui parcourt toute l'Europe, a contribué beaucoup à y décréditer les Grecs, dont il n'a guère que les défauts, sans les qualités. Le Tsintsar et le Fanariote sont les deux génies funestes de la Romélie : l'un, par ses liaisons d'argent et d'amitié avec les marchands d'Autriche, l'autre, par sa servilité vis-à-vis de la Porte, ont constamment paralysé les efforts tentés par les Roméi pour conquérir la liberté. Eux seuls prolongent la durée du joug turc. Le royaume actuel de l'Hellade comptait jusqu'en 1833 peu de Fanariotes et de Tsintsars parmi ses habitans; c'est là une des causes auxquelles il doit son indépendance.

Le second élément de la nationalité hellénique est représenté par le royaume d'Athènes. Ce petit état a chèrement payé les garanties diplomatiques assurées par l'Europe à son gouvernement. L'intervention des trois puissances en sa faveur réduisit à huit cent quarante mille citoyens la population d'un état qui comptait plus de deux millions d'habitans, et s'étendait de Candie jusqu'en Macédoine et en Épire. On répondra que cette Hellade officielle, dont on a posé les limites tellement en-deçà des frontières véritables de l'Hellénie, présente néanmoins une superficie de onze à douze cents milles géographiques carrés. Ce territoire, dit-on, pourra nourrir un jour de six à huit millions d'habitans, même en ne le supposant peuplé que dans la proportion où l'est l'Europe occidentale, proportion qu'il est facile d'atteindre dans un pays aussi fécond, aussi merveilleusement situé que l'Hellade. — Cette observation n'est pas entièrement juste : sans doute l'Hellade devra prospérer avec une grande rapidité dès qu'elle sera constituée dans ses limites naturelles; mais le peut-elle, tant qu'elle sera séparée de la Thessalie, de l'Épire et de la Macédoine méridionale? Ces trois provinces, essentiellement agricoles, où languissent sept cent mille laboureurs grecs de race pure, sans compter les Vlaques et les Tsintsars, ces provinces sont les greniers de l'Hellade. De tout temps, elles ont fourni les matières premières à la Grèce manufacturière et maritime. Retenir sous le joug turc ces provinces nourricières, c'est donc interdire à l'Hellade de prospérer. On veut qu'elle ait une grande industrie, qu'elle se couvre de fabriques, et elle ne peut se procurer en quantité suffisante des matières brutes pour la fabrication. Si l'Europe craint d'augmenter outre mesure les forces de l'Hellade en lui accordant les trois provinces qu'elle réclame,

on pourrait du moins, sans les séparer de la Porte, les unir douanièrement au royaume.

C'est toutefois sur les îles, il faut le reconnaître, que repose principalement la puissance de la Grèce; la population insulaire, qui forme le troisième élément de la nationalité hellénique, en est, on peut le dire, le bras droit. Cette dernière branche du peuple, représentée vis-à-vis de l'Europe par la république septinsulaire de Corfou et le petit état de Samos, est sans doute trop éparpillée pour agir avec force; mais quel incalculable élan n'imprimerait pas aux îles grecques leur réunion politique avec les provinces continentales! Il suffit, pour s'en convaincre, de penser à la position qu'occupent Candie vis-à-vis de l'Égypte, Chypre vis-à-vis de la Syrie, Rhodes et Chio vis-à-vis de l'Anatolie. Prenez seulement ces quatre îles, dont chacune pourrait former un florissant royaume; unissez-les avec la Morée et l'Épire, avec Athènes et Corfou, puis cherchez s'il y aurait dans le monde une puissance maritime comparable à celle-là. Une preuve irrécusable de la prospérité croissante du commerce hellénique, c'est l'état de sa marine marchande, qui ne comptait, avant l'insurrection, que 600 barques armées, et s'élève aujourd'hui à plus de 3,500 voiles, sans compter la marine de guerre.

Oui, la Grèce sera grande sur mer comme sur terre. L'apparente léthargie où languit ce pays depuis qu'il est devenu royaume ne saurait inspirer des craintes sérieuses aux amis de sa cause. Le *statu quo* des Hellènes ne vient pas d'eux, mais de la diplomatie; il s'explique par les désirs secrets de l'Europe, qui cache sous le culte de l'immobilité politique l'intention mal déguisée de partager l'Orient. Les puissances intéressées se gardent bien de laisser se rejoindre les parties démembrées du monde oriental. C'est pourquoi elles maintiennent la division de la Grèce en trois parties sous trois gouvernemens distincts. Destinée à conserver une harmonie nécessaire entre la souveraineté hellénique et les empires si divers qui l'entourent, cette division n'a de réalité que dans le monde des formes et des mœurs; elle n'est que la triple manifestation d'un même principe social, d'un même intérêt de race. En dépit des efforts de la diplomatie européenne, les trois Hellénies ne formeront jamais qu'une triade indivisible. Corfou, Athènes, la Romélie, ne resteront séparées qu'autant que subsistera la force étrangère qui les tient à distance, et même sous la pression de cette force, qui n'est rien moins que le concert européen tout entier, une partie de la Grèce maintient encore sa souveraineté, et la

maintiendra toujours. Comment pourrait-elle périr, cette Grèce qui s'adosse du côté de la terre aux gorges impénétrables de l'Olympe et de l'Agrapha, et qui a devant elle, comme autant d'alliés terribles contre l'attaque des grandes flottes, les innombrables écueils de ses mers? Cette Grèce, aujourd'hui si calme, peut au besoin lancer contre ses ennemis des nuées sans cesse renaissantes d'intrépides corsaires; même conquise, elle peut, à l'aide de ses klephtes, harceler, décimer, épuiser enfin l'armée conquérante la plus nombreuse. L'Hellade ne montre aujourd'hui aucune impatience, aucune précipitation, elle attend l'avenir avec confiance, car elle n'ignore pas que ses destinées ne peuvent lui échapper.

Les provinces habitées par le peuple grec doivent à leur admirable position de pouvoir regarder comme auxiliaires, et pour ainsi dire comme annexes fédérales, de grandes régions adjacentes plus étendues que la Grèce elle-même. Ces vastes régions, par le désavantage de leur situation géographique, resteront privées à jamais de débouchés commerciaux et d'influence politique dans le monde, si elles ne s'unissent à la Grèce. En tête de ces états, associés naturels de l'état grec, il faudrait placer l'empire du sultan, si, réduit à ses limites naturelles, il n'embrassait plus que les provinces musulmanes de l'Anatolie et la Thrace, seule partie de l'Europe réellement habitée et exploitée par le peuple osmanli. Cette enceinte *sacrée* de la race turque serait encore politiquement imposante, encore impériale, puisqu'elle aurait l'étendue de la France, et renfermerait les villes de Stambol, Broussa et Andrinople, qui valent à elles seules de riches provinces. La seconde annexe fédérale du futur état grec est la Dacie ou *Roumanie*, composée des deux principautés moldave et valaque coalisées ensemble. Placée au confluent des deux races slave et grecque, la Roumanie est le nœud qui doit les unir, le champ neutre où elles peuvent se donner rendez-vous. Dès à présent, une union intime avec Constantinople, et plus tard avec la Grèce tout entière, est la seule issue laissée aux deux principautés pour échapper au blocus politique et commercial de l'Autriche et de la Russie. Outre les deux états osmanli et moldo-valaque, pour qui l'union douanière avec la Grèce est presque une nécessité d'existence, il y a encore deux grands pays où le commerce et le génie grecs n'ont pas cessé, depuis la plus haute antiquité, d'exercer une influence prépondérante; ces deux pays sont l'Anatolie et la Syrie, habitées par deux nations chrétiennes, les Arméniens et les Syriens. Impuissans les uns et les autres à se maintenir comme nation isolée, ils ne sortiront de l'esclavage qu'en devenant

les *protégés*, c'est-à-dire les sujets de l'Occident, ou les *confédérés*, c'est-à-dire les égaux du peuple grec.

Ainsi les annexes politiques de la Grèce s'étendent, dans le nord, de la Roumanie à l'Ararat, et, dans le sud, des montagnes mirdites de l'Albanie jusqu'aux districts maronites du Liban, c'est-à-dire qu'elles aboutissent à deux montagnes libres, à deux champs d'asile chrétiens. En résumé, toutes ces annexes de la Grèce embrasseraient, sans y comprendre les Slaves de Turquie, douze à quinze millions d'hommes, dont les trois quarts sont chrétiens; le reste est Turc. Telle serait l'étendue possible de l'union panhellénienne. On voit qu'embrassant des peuples si divers, rapprochés seulement par la communauté d'intérêts, cette union ne pourrait être que fédérale; toutefois la puissance grecque, maîtresse des principaux débouchés maritimes, exercerait par là même sur les états associés une force d'attraction irrésistible, que l'assentiment du congrès fédéral changerait sans peine en force de contrainte pour les cas de danger commun.

III.

PEUPLES ILLYRIENS.

Après la nationalité grecque, la première place dans le monde gréco-slave semble devoir tôt ou tard appartenir à ce groupe de peuples désignés dans l'histoire sous le nom de nation illyrienne, et représentés vis-à-vis de la diplomatie européenne par le royaume slavo-maghyare de Hongrie et la principauté serbe. Les Illyriens, avant Jésus-Christ, formaient une vaste confédération de petits rois et de républiques qui couvraient tout le nord de la péninsule d'Orient depuis l'Attique et l'Épire jusqu'au Danube et au Pont-Euxin. On verra bientôt que cet état primitif de la *Grande-Illyrie* est celui auquel tend de nouveau l'Illyrie moderne.

Les Illyriens, qui sont incontestablement les plus anciens des Slaves, forment peut-être la plus antique souche humaine qui existe à cette heure en Europe. L'Albanie, *terre blanche* ou terre d'hommes libres, paraît avoir été long-temps leur forteresse naturelle, le rempart derrière lequel ces peuples terribles mettaient en sûreté les riches trophées de leurs victoires, le refuge où ils se retranchaient dans la défaite. Il semble même que ce soit au fond des vallées albanaises qu'il faille chercher le berceau commun de la race slave et de la race hellénique. L'histoire a constaté les combats acharnés que dut livrer la ré-

publique romaine aux corsaires d'Illyrie pour les réduire au repos. On sait l'influence que ces peuples ont de tout temps exercée sur le sort de l'Italie; mais ce qu'on ne sait pas et ce que la vanité des historiens grecs a peut-être tenu à dessein dans l'oubli, c'est la part des Illyriens aux triomphes militaires des Hellènes. Quand la guerre séculaire des rois de Macédoine contre ces peuples eut amené leur incorporation à l'empire macédonien, Philippe devint le maître de la Grèce, et Alexandre alla conquérir le monde.

Malheureusement pour la Grande-Illyrie, elle fut, à cause de son étendue même, occupée dès l'origine par une foule de races hétérogènes, et l'on peut dire d'elle ce que d'autres ont dit du Nord, que c'est *une fabrique de nations*. Outre les Pelasges, pères des Grecs, et les Vlaques, qui semblent être la souche des tribus latines d'Occident, l'Illyrie renfermait une masse nomade de Scythes de toute langue. Tel est le chaos d'où se dégagèrent enfin la langue et la société slaves, destinées à personnifier l'Illyrie. Ainsi, c'est comme nation slave que l'Illyrie se montre dans les temps modernes; mais parce que l'élément slave a dans ce pays la majorité numérique, s'ensuit-il que l'Illyrie doive rejeter de son sein et exclure comme étranger tout élément qui ne serait pas slave? Le Maghyar, qui habite comme le Slave l'ancien *Illyricum*, ne doit-il pas aussi être considéré politiquement comme Illyrien? En un mot, la nouvelle nationalité illyrique n'est-elle pas, comme l'ancienne, formée d'élémens complexes? Nul doute qu'elle ne fût comprise ainsi par l'homme qui conçut le premier le dessein de la rappeler à la vie, et cet homme n'est autre que Napoléon.

Cherchant ce qu'on pourrait mettre à la place de ce flottant empire d'Autriche, dont la politique vacillante déconcertait toutes ses prévisions et déjouait tous ses plans de réorganisation européenne, Napoléon, dans un de ces momens d'illumination qui n'appartiennent qu'à lui, lança de Milan, en 1809, son fameux édit aux populations illyriennes. Il les conviait à former un grand peuple, et leur accordait tous les priviléges nécessaires pour atteindre à ce but glorieux. C'était la vaste Illyrie des Romains qui se ranimait à la voix de César. Borné d'abord au littoral slave de l'Adriatique, à la Carinthie, à la Carniole, à la Croatie, le nouveau royaume slave devait s'étendre avec les événemens : il devait absorber la race maghyare, entamer l'empire turc et grandir en face de la Russie. Ce nom terrible d'Illyriens qui rappelait tant de dévastations, tant de migrations de hordes et de tribus armées, offrait à Napoléon un favorable augure, impatient qu'il était d'aller anéantir les trônes vermoulus de l'islamisme, pour créer à leur

place des états et une civilisation plus dignes de l'Orient. Il préparait cette grande entreprise, quand la fortune, lassée de lui obéir, le lança malgré lui contre l'empire du tsar. Après la chute de Napoléon, l'Illyrie retourna à ses anciens maîtres : la rouerie administrative de l'Autriche releva toutes les petites divisions, toutes les petites frontières qui parquent ses différens états, et la Grande-Illyrie, quoique en restant royaume, fut restreinte à deux provinces, qui ont pour chefs-lieux Trieste et Laibach. Toutefois, ceux des Illyriens qui se trouvaient exclus de ce royaume ne cessèrent pas pour cela de se regarder comme enfans de l'Illyrie. Fidèles à l'idée de Napoléon, ils l'ont développée de plus en plus, et aujourd'hui c'est la race entière des *Iugo-Slaves* (Slaves du sud) qui se désigne politiquement sous le nom générique d'Illyriens.

Le centre du mouvement illyrique est la Croatie. Ne comptant pas plus de 800,000 individus, le peuple croate ne mériterait de la part de l'Europe qu'une médiocre attention, s'il n'était pas l'avant-garde avouée d'un corps de bataille formé par des millions d'hommes. Parmi ces populations asservies, dont la Croatie presque libre s'est faite l'organe politique, il faut nommer surtout les *Ilires* ou *Sloventsi* qui habitent l'Istrie, toute la Carniole, le littoral maritime hongrois, et qui, sous le nom de *Vendes* ou *Venedes*, remplissent les environs de Venise et de Trieste, une partie du Frioul, de la Carinthie et de la Styrie. Leur nombre est d'à peu près 1,200,000. Ilires et Croates réunis forment donc 2 millions d'hommes; mais, placés immédiatement sous la police autrichienne, les Ilires ne peuvent se mouvoir ni s'exprimer aussi librement que les Croates, qui forment en Hongrie un royaume à part ou plutôt une espèce de république avec les droits municipaux les plus étendus.

Plus libre encore que les Croates s'élève au milieu de l'Illyrie le peuple serbe, dont une partie est déjà entièrement indépendante sous un prince de son sang qu'elle s'est choisie elle-même. Ces Serbes qui forment, parmi les Slaves du sud, la branche la plus nombreuse et la mieux douée, la branche en quelque sorte royale, sont au nombre de 5,300,000, dont 2,600,000 sous le sceptre autrichien, et le reste en Turquie. La force numérique des Serbo-Illyriens s'élève donc à 7,300,000 individus. La nation serbe, déjà considérable, peut regarder comme son annexe naturelle la nation bulgare, dont la langue diffère si peu du serbe, que les deux peuples se comprennent réciproquement en parlant chacun son idiome. Les rayas de langue bulgare sont évalués à quatre millions et demi. Ainsi la population slave de

l'ancien *Illyricum* n'offre pas moins de 11,300,000 ames. Les Bulgares peuvent, il est vrai, se considérer tout aussi bien comme annexes de la Grèce que comme annexes de l'Illyrie. Néanmoins, quoi qu'il arrive, ils resteront Slaves, et solidaires par conséquent des destinées de la race qui occupe la majorité du territoire illyrien. Par leur position intermédiaire, habitant les deux côtés du Balkan, tournés les uns vers le Danube, les autres vers la mer Égée, les Bulgares tendent à s'annexer commercialement, moitié à l'Illyrie, moitié à la Grèce. La Bulgarie pourrait, de cette manière, devenir le nœud qui relierait le système illyrique au système panhellénien.

Habité, comme on voit, par 11,300,000 Slaves, l'ancien Illyricum renferme en outre la nation maghyare, nation d'une énergie formidable, en qui paraît s'être incarné de nouveau l'ancien génie de l'Illyrie, également propre à la conquête et à la résistance. Il serait difficile de préciser le nombre exact des Maghyars, car ils se sont trop disséminés dans les vastes provinces qu'ils se croient appelés à gouverner; mais élevât-on ce nombre même à 4 millions, en y comprenant les amis et les cliens des Maghyars, qu'est-ce que ce chiffre auprès de celui des Slaves, nous ne dirons pas de toute l'Autriche, mais du seul royaume de Hongrie? L'incroyable ascendant que le Maghyar exerce sur les peuples du Danube ne peut s'expliquer que par l'état déplorable de désorganisation politique où se trouve la race indigène de l'Illyricum. Les conquérans s'en sont fait trois grandes parts : il y a l'Illyrie turque, l'Illyrie hongroise et l'Illyrie autrichienne; chacune est administrée, ou plutôt opprimée d'une façon essentiellement différente. En outre, chacune de ces trois grandes fractions se subdivise presque à l'infini. En Turquie, il y a la Croatie turque, la Bosnie, la Serbie, le Monténégro, l'Hertsegovine. En Hongrie, il y a le royaume de Slavonie, qui a ses droits particuliers isolément du banat de Temesvar; il y a le royaume croate et la Croatie militaire, puis une autre petite Croatie soumise aux Maghyars, et comptant 145,000 habitans. Sous la police immédiate de l'Autriche, il y a la Styrie, qui est séparée de la Carinthie par des lois spéciales; il y a les Ilires, il y a enfin la Dalmatie, où 400,000 Serbes sont forcés de vivre à part, et investis presque malgré eux de priviléges exclusifs. Partout c'est une profusion incroyable de prérogatives et de chartes, une comédie constitutionnelle complète. Nulle part le machiavélisme de l'esprit de conquête ne s'offre plus à nu.

Cependant, en dépit de tant d'obstacles, les Slaves de l'Illyricum sont parvenus, après trente ans d'efforts, à se frayer par l'unité de

langage un large chemin vers l'unité sociale. Toutes ces populations sont unies aujourd'hui par une même langue littéraire, qui est celle de la branche la plus nombreuse des Illyriens, la langue serbe, idiome vulgaire de toute la côte de l'Adriatique depuis Capo-d'Istria jusqu'aux bouches de la Boïana, en Albanie, et des rivages du Danube depuis Vidin jusqu'aux approches de Pesth. Quand on se rappelle la prodigieuse anarchie de langues qui régnait, à l'entrée de ce siècle, parmi les Slaves du sud, quand on pense à ces systèmes d'orthographe, à ces littératures microscopiques qui se disputaient chaque coin de l'Illyrie, on ne peut s'empêcher d'admirer la constance déployée par les chefs de ce mouvement unitaire. Que de dégoûts, que d'obstacles il fallait surmonter! Comment répondre à toutes les niaises objections du provincialisme et des intérêts de clocher? Le succès a cependant couronné les efforts des unitaires, et on s'étonnera davantage encore de ce succès inattendu, quand on saura qu'il est dû presque entièrement à un seul homme, à Liudevit Gaï (1).

N'est-il pas naturel que, sortis vainqueurs d'un tel combat, les unitaires illyriens, dans l'ivresse de leur triomphe, en aient exagéré les conséquences? Représentant en politique l'école française ou centralisatrice, ils devaient être portés à l'esprit d'exclusion; cette tendance, poussée à l'extrême, a fait leur malheur. A force de tout rapporter à un principe unique, de condenser pour ainsi dire en une seule famille tous les peuples d'Illyrie, ils ont fini par s'aliéner quiconque n'était pas membre de ce peuple élu, et un jour ils se sont trouvés seuls en face des Allemands et des Maghyars conjurés. Sur un champ de bataille, ils n'auraient pas fléchi; dans les chancelleries, que pouvaient-ils contre toute la noblesse et la bureaucratie de l'empire? Ils ont dû, en vrais Slaves, faire comme le roseau, et ils attendent, la tête courbée, que l'orage passe.

L'orage passera, et l'avenir verra l'Illyrie se relever avec des forces nouvelles. Ses émancipateurs n'oublieront plus surtout que, destinée à remplacer la race allemande à la tête de l'empire d'Autriche, la nationalité illyrienne doit, comme cet empire, présenter des élémens complexes. Tout en défendant leur race contre d'injustes et absurdes projets d'absorption, ils ne parleront plus de se séparer des Maghyars,

(1) Fondateur et directeur de la *Danitsa*, une des plus intéressantes revues slaves, et du journal politique d'Agram. On a trop ignoré jusqu'à ce jour les progrès remarquables faits par les littératures de l'Europe orientale depuis un demi-siècle. Nous nous proposons de consacrer plus tard quelques études à ce riche et vaste sujet.

avec lesquels la nature paraît les avoir indissolublement unis. Comment, en effet, exclure ce peuple qui habite au centre même du pays, au bord du grand fleuve de l'Illyrie, avec Pesth pour capitale? C'était se mutiler soi-même. Aussi, du moment que les Maghyars purent supposer chez les patriotes croates l'intention, même la plus vague, de se séparer d'eux pour former un empire à part, une grande Illyrie slave, un choc terrible entre les deux races fut imminent. Pour la race maghyare, cette séparation eût été le coup de la mort. Elle, si ambitieuse dans ses projets, mais restreinte à un si petit nombre d'hommes, comment pourrait-elle, séparée des Slaves, atteindre les destinées qu'elle rêve? Comment se maintiendrait-elle souveraine en face de l'Allemagne qui l'écrase et de la Russie qui la menace? Ce noble Maghyar, si justement fier des magnifiques priviléges qu'il a su conserver et défendre, en dépit des maîtres allemands de la Hongrie, ne devait-il pas être indigné en voyant son compatriote le Slave repousser avec dédain des institutions hongroises, pour se tourner vers ces Ilires qui sont de pauvres opprimés, enclavés dans les états héréditaires des Habsbourg? On pouvait prévoir que l'aristocratie souveraine des Maghyars chercherait à s'assurer par des mesures légales l'ascendant politique; c'est ce qu'a prouvé la diète dernière. Quant à ce que les magnats appellent la *maghyarisation* des Slaves, ce coup d'état, cru nécessaire pour effrayer le parti dit *illyrien*, est d'une exécution aussi impossible que l'était chez les Slaves la pensée de se séparer des Maghyars. L'exagération du patriotisme a jeté les uns et les autres dans l'extrême; une seule chose restera vraie, c'est que la Hongrie est à la fois maghyare et slave.

Le Maghyar doit donc renoncer à persécuter les Slaves; sa vaste ambition lui prescrit elle-même une conduite fraternelle vis-à-vis des autres Illyriens. Ils sont passés, ces temps de conquête brutale qui voyaient une horde de Turcs ou de Huns partis de la steppe subjuguer d'immenses populations. S'il s'aliène les Slaves et les pousse à se retrancher dans leurs inaccessibles montagnes, le Maghyar se trouvera réduit à un petit et impuissant royaume. Veut-on rendre la Hongrie de plus en plus imposante, qu'on la maintienne fédérale; qu'elle cesse de s'appeler exclusivement *Magyar orszak* (royaume maghyar); qu'elle devienne un état slavo-maghyar, c'est-à-dire que la souveraineté y soit justement répartie entre les deux races. A cette condition, la Hongrie doit finir par attirer à elle et par s'associer tous les peuples de cette Grande-Illyrie, dont l'avenir pend, comme un glaive de Damoclès, sur l'Autriche aussi bien que sur la Turquie. Quoique bien plus

forte que les Maghyars, l'Illyrie slave ne pourra les absorber; mais elle pourrait, si elle leur était hostile, paralyser tous leurs efforts. Au contraire, fraternellement réunis, tous ces peuples formeront, comme l'Allemagne, un puissant faisceau d'états, représentés par une diète suprême. Là, le Maghyar verra sa langue librement acceptée, parce qu'il aura accepté et appris lui-même la langue de ses voisins; là, il pourra faire briller aux yeux du monde entier l'éloquence dont il est doué. Son union avec les Croates poussera les limites de sa puissance morale jusqu'au-delà de Trieste, jusque chez les Ilires de Carinthie et du Frioul. Cette union iliro-maghyare sera en Occident le contrepoids de l'union orientale des Bulgares et des Serbes, étendue jusqu'à la mer Noire. Déjà forte de 13 millions d'hommes, la puissance hongroise atteindrait le chiffre de 20 millions en s'associant les Bulgaro-Serbes, dont les positions géographiques sont stratégiquement, après celles des Grecs, les plus belles de l'Europe.

L'obstacle principal à la réunion politique et à la centralisation morale de tous ces peuples sera la différence de religion. Les Maghyars, étant latins, ne se laisseront pas facilement persuader d'avoir pour le rite grec le respect et la sympathie qu'il mérite. Leur antagonisme ardent et chevaleresque contre la Russie les égare sous ce rapport, et leur fait trop souvent confondre ce qui est gréco-slave avec ce qui n'est que russe. Quoique différente, la position des Croates n'est guère plus avantageuse. Ces Slaves latins forment une telle minorité, qu'ils doivent renoncer à exercer une influence décisive sur les mœurs générales et la marche politique de l'Illyrie. Sans doute l'Illyrie ne peut être exclusive : essentiellement médiatrice, elle tend par ses enfans serbes une main à la Grèce, et l'autre à l'Allemagne par ses Ilires et ses Croates. Toutefois, l'énorme majorité de la nation étant orientale, l'intérêt bien entendu des Maghyars, autant que des Croates, doit les porter à faire dominer les tendances orientales dans leur politique. Ils devraient, non-seulement favoriser le libre épanouissement du rite grec-uni partout où il subit des restrictions locales, mais encore se rapprocher eux-mêmes de ce rite, autant que peut le permettre la fidélité à la foi de leurs pères. Ils doivent surtout ne jamais dénaturer le côté si richement oriental de leurs institutions politiques.

Puissans par leur nombre et plus encore par leur courage héroïque, les Illyriens, tant slaves que maghyars, manquent encore d'un levier indispensable pour toute grande émancipation, le levier du commerce. Il leur faut de larges débouchés extérieurs, et leur place comme nation maritime dans la Méditerranée. Cette place, ils ne la conquerront

qu'avec l'aide de la Grèce. Sous peine de rester une nation secondaire, ils devront se confédérer avec l'Hellade. Cette nécessité, les Serbes l'ont déjà reconnue; c'est au Maghyar de la reconnaître à son tour, et de combiner en silence son mouvement révolutionnaire avec celui des Hellènes encore asservis de l'empire ottoman. Le Maghyar et le Serbe avec leur ardeur guerrière et politique, et l'Hellène avec ses instincts profonds de diplomate et de commerçant, se complètent mutuellement, et peuvent devenir par leur union les arbitres de l'Orient. Une fois mise en état d'écouler tous ses produits par son union douanière avec les états danubiens et la Grèce, cette féconde Hongrie, qui nourrit déjà 13 millions d'habitans, en compterait, dans un demi-siècle, au-delà de 30 millions, qui, unis par tous leurs intérêts aux populations de l'Orient grec et turc accrues en proportion, présenteraient une masse d'hommes supérieure, même numériquement, aux masses entassées de la Russie.

IV.

LES BOHÊMES.

De même que du côté du sud la Grande-Illyrie confine à la Grèce, dont elle est l'alliée et la sœur primitive, de même par le nord elle tend la main à la Bohême, qu'elle considère comme une émanation de son sein. En effet, les plus anciennes légendes illyriques célèbrent *Krapina* (*la forteresse*) comme l'asile sacré où *Iliria* allaitait ses trois fils, Tchekh, Lekh et Rouss, pères des trois grandes nations tchéquo-slave, lèque et russe. Les ruines de Krapina existent encore sur des rochers, au-dessus d'une petite ville, dans la Zagorie croate. C'est là, disent les mythes politiques de l'Orient, qu'Iliria, néophyte de Cadmus, initiée par lui aux mystères phéniciens et à toutes les sciences asiatiques, éleva Tchekh, Lekh et Rouss, et quand elle les eut instruits dans tous les arts de la vie civile, elle les envoya coloniser le nord encore vide d'habitans. Ils y donnèrent naissance aux trois grandes nations slaves d'au-delà du Danube, rattachées par leur mère, la classique Illyrie, à l'hellénisme et à Cadmus.

Combien cette généalogie, d'un caractère si biblique, ne diffère-t-elle pas des idées intronisées en Europe par les savans d'Allemagne! Combien de longues et systématiques histoires écrites pour prouver l'invasion de l'Illyricum par les Slaves du nord, à la chute de l'empire romain! On suppose, toujours sans preuves, que cette invasion fut la

première ; on ne soupçonne même pas qu'avant cette époque, l'Illyricum pût être déjà habité par des Slaves opprimés, qu'avait refoulés la conquête romaine, mais qui, renforcés par leurs frères du nord, relevèrent alors contre Rome leur tête indomptée. Qui prouvera que cette prétendue émigration des Slaves du nord au sud ne fut pas une restauration des Slaves latinisés, la délivrance des Illyriens primitifs par leurs frères puînés du septentrion ? Ces farouches tribus qu'on voit, sous le nom de Croates blancs et de Croates rouges, sortir des montagnes tchèques de la Moravie, des steppes de la Russie et de la Léquie primitive, puis franchir le Danube, volaient peut-être vers l'Illyrie comme vers leur mère, pour briser les chaînes dont l'avait chargée l'ambition des césars. Qui sait s'ils n'allaient pas à l'Adriatique, comme vont au Balkan les Russes actuels, sous prétexte de délivrer leurs frères, et de relever *Krapina*, la sainte forteresse d'Illyrie ?

Actuellement encore des liens intimes existent entre les Croates et les Tchéquo-Slaves. Les deux peuples sont restés unis dans le bassin du Danube sur une assez longue étendue de frontières. Cette portion des pays tchèques qui confine à l'Illyrie, et se trouve enclavée dans le royaume maghyar, est la Slovaquie. Entre la Slovaquie et la Tchéquie proprement dite ou le royaume de Bohême, s'étend le duché de Moravie, qui, avec plusieurs districts de Silésie, fait également partie intégrante du territoire des Tchéquo-Slaves. Cette nationalité se trouve donc scindée comme celle des Illyriens en trois grandes parties. On évalue le nombre des Tchèques à 3,016,000 pour la Bohême, 1,400,000 pour la Moravie et la Silésie, 2,753,000 pour la Slovaquie, ce qui donne un total de plus de 7 millions d'hommes, et dans ce chiffre ne sont pas compris 104,000 Juifs, ni 1,748,000 Allemands, établis en Bohême et en Moravie.

Des trois fractions du peuple tchèque, la plus ancienne est celle des Slovaques, qui occupent presque à eux seuls tout le nord-ouest de la Hongrie et une partie des comitats du sud-ouest, et ont formé des colonies nombreuses jusque dans le centre de ce royaume. Bien différens de leurs superbes et belliqueux voisins d'Illyrie, les Slovaques sont d'humbles et timides laboureurs. Peut-être faut-il expliquer par leur caractère inoffensif l'oppression extrême qui pèse sur eux, et qui fait presque désespérer de les voir se soutenir comme nation, vis-à-vis des Maghyars, acharnés à les dénationaliser. La Slovaquie renferme les districts les plus montagneux et les moins fertiles de toute la Hongrie, et néanmoins ce sont les plus peuplés et les mieux cultivés. On peut dire que le Slovaque remplit en Hongrie le même

rôle que le Bulgare en Turquie : il est le père nourricier de la race dominante. Partout où l'on voit de grands travaux d'agriculture, on peut affirmer sans crainte qu'ils sont dus aux Slovaques. Il n'y a pas jusqu'aux fameux vignobles de Tokay pour la culture desquels le Maghyar n'emploie les mains de ces hommes laborieux.

Quand la neige, en couvrant leurs montagnes, leur interdit le travail des champs, les infatigables laboureurs de la Slovaquie se font tisserands, et fabriquent une quantité incroyable de pièces de toile. Le printemps revenu, ils vont colporter et vendre ces marchandises dans toute l'Allemagne, en Pologne, en Roumanie, en Turquie et jusqu'au fond de la Russie. Partout ils portent leur costume national, ne s'expriment presque jamais que dans leur dialecte ; avec leur rustique simplicité, ils s'imaginent retrouver des Slovaques dans tous ceux qui parlent une langue slave, et les considèrent comme leurs concitoyens. Nous laissons à juger quel parti la Russie saura tirer d'une telle ignorance, si l'Autriche ne vient pas elle-même réveiller chez ce peuple le sentiment endormi de son individualité.

L'histoire des Slovaques fut long-temps belle et glorieuse, et il serait plus facile qu'on ne pense de leur rendre la conscience de leur dignité nationale. Le grand empire morave avait été fondé par leurs ancêtres, qui comprirent les premiers la nécessité d'opposer à l'omnipotence de l'Occident germanique un contre-poids oriental qui permît aux nations encore trop barbares pour admettre la civilisation romaine d'accueillir au moins le christianisme. Dans ce but, ils donnèrent naissance à une grande église qui, sans être latine, était cependant catholique, et à un grand empire qui, sans être ni latin ni germanique, était pourtant européen. Ce fut chez eux que les apôtres slaves Kyrille et Méthode bâtirent, au IXe siècle, les premiers temples de l'église gréco-slave. Cette église unie à Rome, et protégée long-temps d'une manière toute spéciale par les papes, se répandit vite en Bohême et dans toute l'immense Moravie (la Russie méridionale actuelle); mais héritier de la prétendue universalité politique des Romains, l'empire allemand d'alors ne voulait pas de rival. C'est pourquoi, ne pouvant à eux seuls subjuguer ces Slaves indépendans, les Allemands, sous l'empereur Arnulf, appelèrent à leur aide la horde maghyare, issue des Huns d'Attila; cette horde accourut d'Asie sur ses chevaux sauvages, et mit en pièces l'empire morave. Complètement terrassés dans une dernière bataille sous Presbourg, en 907, les Slovaques sont depuis lors esclaves des Maghyars.

La Tchéquie (Bohême) et la petite Moravie, fortes de leur union fédérative, continuèrent néanmoins, après la chute des Slovaques, de

former un royaume à part; mais ce royaume slave, pour se maintenir contre la nouvelle monarchie des Huns, dut se faire feudataire de l'Allemagne, et en recevoir par conséquent la religion et les idées. De là le latinisme désormais ineffaçable des Tchéquo-Slaves. Cette direction sociale, dont ils sentent aujourd'hui tous les inconvéniens, leur fut très avantageuse tant que régna en Occident la barbarie féodale. En paix alors avec leurs fanatiques voisins, grace à leur religion et à leurs mœurs latines, ils atteignirent à un précoce épanouissement de civilisation. Dès le XIVe siècle, l'université de Prague était une des lumières de l'Europe, et rivalisait avec celle de Paris. Dépositaire d'une foule de trésors scientifiques, la langue tchèque était étudiée par les savans étrangers. Ce développement intellectuel alla grandissant chez les Tchéquo-Slaves jusqu'à l'entrée du XVIIe siècle; alors l'esprit national commença à fléchir. La savante Bohême, enivrée d'elle-même, après avoir la première éveillé dans le monde, par la voix de Jean Huss, l'esprit du protestantisme, ne consacra plus son génie qu'aux querelles théologiques, et sa force qu'aux guerres religieuses. Aucun peuple du monde ne combattit jamais pour sa croyance avec autant d'acharnement. Les Tchèques tinrent quelque temps contre l'Allemagne entière. Aussi, quand l'épuisement eut mis fin à cette lutte à la fois sublime et infernale, la Bohême n'était plus qu'un désert. Un peuple de plusieurs millions d'hommes se trouvait réduit à huit cent mille individus. Dès-lors l'Allemagne dut tendre à *germaniser* les pays tchèques, ne fût-ce que par la nécessité de les repeupler avec des colonies venues du dehors. Ce travail d'assimilation fut poursuivi avec une persistance, souvent même avec une cruauté incroyables, et cependant il tourne aujourd'hui contre ses propres auteurs. Parmi les quatre millions et demi d'habitans actuels de la Bohême et de la Moravie, ceux qui sont Allemands d'origine deviennent chaque jour plus fiers de leur titre de Bohêmes et du sang slave infusé dans leurs veines. On pourrait presque dire que les plus chauds défenseurs de la nationalité tchéquo-slave sont des Allemands. La prétendue germanisation des Bohêmes peut donc continuer, car, en dépit de ceux qui la propagent, elle porte de nobles fruits et fournit aux opprimés des auxiliaires pour la lutte.

Cette lutte, espérons-le, ne se fera point par les armes; elle continuera sur le terrain des idées; elle se poursuivra comme elle a commencé, par la discussion, par l'organisation morale, par les manifestations populaires. C'est à ces moyens pacifiques qu'elle devra ses triomphes. L'Autriche est trop habile pour ne pas faire, quand il en

sera temps, les concessions nécessaires; mais jusqu'à ce que la Bohême soit arrivée à avoir une constitution, et à se gouverner comme la Hongrie, combien ne faut-il pas d'années encore! En attendant, les sociétés patriotiques se multiplient : confiantes dans l'avenir, sûres de la légitimité de leurs vœux, elles travaillent au grand jour. C'est dans les bals, dans les concerts publics, dans les académies, sur les théâtres, que se manifeste, par les acclamations les moins équivoques, le progrès de l'esprit national. Un gouvernement sage ne peut laisser de pareils résultats sans réponse. Il faudra que le cabinet de Vienne reconnaisse bientôt une nation de plus dans son empire, ou bien il augmentera de sept millions d'hommes le nombre de ses ennemis intérieurs.

On ne peut nier cependant que le peuple tchéquo-slave ne soit une trop faible minorité; pour se soutenir politiquement, seul en face de toute l'Allemagne, il lui faut un appui, un levier au sein du monde slave. Voilà pourquoi la Bohême se préoccupe tant du sort de la Pologne. En effet, réunies ensemble, ces deux nations n'auraient plus rien à craindre ni de l'Allemagne, ni de la Russie. La Pologne donnerait aux Tchèques les débouchés maritimes qui sont indispensables à tout grand état, et la Bohême enrichirait ses alliés polonais des fruits de sa puissante industrie. Il y a déjà un pays où les deux nationalités latines du monde slave se trouvent presque confondues : c'est la Silésie. Cette malheureuse province si indignement exploitée par ses maîtres, cette Silésie, qu'on croyait devenue tout allemande, s'est réveillée slave. Moitié tchèque et moitié polonaise par son langage, elle lit maintenant les journaux des deux peuples, et se mêle avec ardeur aux questions débattues par eux. Appuyée sur Prague et sur Posen, la Silésie commence à vivre d'une vie nouvelle. Tous ces résultats sont dus à la dernière révolution de Pologne. Les malheurs qui ont accablé la nation polonaise, loin d'affaiblir sa puissance morale, n'ont fait que la grandir, et aujourd'hui le plus persécuté d'entre les peuples slaves est celui qui exerce parmi eux la plus active influence.

V.

LES POLONAIS.

Les Lèques ou Polonais sont évalués, dans les statistiques russes, à neuf millions et demi d'individus, dont 5,000,000 dans la *tsarie* de Pologne, la Volhynie, la Podolie, l'Ukraine, 2,341,000 en Autriche, 2,000,000 en Prusse, enfin 130,000 dans l'état de Cracovie. C'est à ce chiffre que l'oppression a fait descendre un peuple qui compta

jadis 25 millions de sujets. S'il ne dut autrefois à des moyens factices qu'une élévation passagère, ses ennemis ne pourront pas non plus, par des moyens factices, l'entraîner dans une irrévocable décadence. Ne mesurons pas du reste les forces et l'avenir de la Pologne au petit nombre de ses enfans, mais à leur courage et à leur patriotisme.

Si l'on compare la position géographique des provinces polonaises avec celle de la Bohême, de la Grèce, des pays illyro-serbes, on ne peut se défendre d'une triste impression à la vue des obstacles matériels qui pèsent sur cette nationalité, et l'on admire davantage encore le peuple qui n'a pu maintenir son existence que par une lutte incessante contre la nature. Quelle position en effet que celle des Polonais, entièrement découverts au milieu des steppes, entre la mer et les montagnes! Si du moins ils avaient gardé la Baltique! mais dans son héroïque et orgueilleuse imprévoyance, l'ancienne *szlachta* (noblesse de Pologne) a cédé toutes ses côtes aux émigrations germaniques, sans même se réserver les embouchures de son fleuve national. A partir de Thorn, c'est-à-dire du lieu où elle présente le plus d'avantages à la navigation, la Vistule est presque entièrement allemande, et la côte maritime n'est proprement polonaise que sur un court espace, entre Hela et Schmolsin. Nous ne rappellerons pas ici la race grecque, restée en possession de toutes ses mers; prenons seulement la nation illyro-serbe : occupant à la fois et la mer et les montagnes, combien n'est-elle pas mieux placée que la race lituano-polonaise, pour développer sa richesse et son indépendance! Cependant qu'ont fait les Illyro-serbes, et quelle place occupent-ils dans l'histoire comparativement aux Polonais? Qui dans le monde parle de l'Illyrie? et quel est au contraire sur le globe l'écho qui n'ait pas répété le nom de la Pologne ?

Si la position géographique des provinces lèques, sans montagnes et sans mers, est évidemment une position malheureuse, leur position morale est bien plus malheureuse encore. Dans ce monde gréco-slave, essentiellement oriental de mœurs, de lois, de rites, au point que religion slave et religion grecque sont deux mots synonymes, la Pologne, quoique slave, pense et agit en latine. Ce latinisme des Polonais a peut-être plus encore que leur position géographique contribué à leur ruine, en les faisant envisager presque comme étrangers par la majorité des Gréco-Slaves. Souvent dans leurs propres foyers les Polonais vivent séparés de mœurs et de sympathies d'avec les indigènes. Ainsi dans la Volhynie, la Podolie, l'Ukraine, la Lituanie, la Biélo-Russie, le paysan est de rite grec-uni, tandis que les seigneurs et les bourgeois des villes sont de rite latin.

Évidemment l'avenir de la Pologne dépend de sa réconciliation avec

les idées orientales, qu'elle a jusqu'ici combattues. C'est en s'appuyant sur la nombreuse nation des Russines et sur les Kosaques qu'elle pourra renaître. Pour le prouver, il suffit d'un coup d'œil jeté sur les divers élémens de la nationalité polonaise. Comme la Russie, comme l'Illyrie, comme la Tchéquie, la Pologne se compose de trois parties distinctes : la Léquie proprement dite, ou Grande-Pologne, avec Posen pour capitale; la Petite-Pologne, unie à la Polésie (*pays des Polés*), à la Podlaquie, à la Mazovie, et dont le centre est Varsovie; enfin la Lituanie, dominée par Vilna. De ces trois parties, la moins latine par ses mœurs et sa religion est la Lituanie. Quant à la Petite-Pologne, adossée à la Volhynie et à la Gallicie (Russie-Rouge), elle est dominée dans toutes ses positions par les Russines, Slaves de rite grec. Seule, la Grande-Pologne ou le duché de Posen peut se considérer comme ayant des intérêts latins et une organisation occidentale d'une certaine force, puisque cette organisation dérive de ses rapports internationaux. Aussi cette Pologne prussienne est-elle le centre de résistance le plus redoutable contre la Russie; mais elle ne compte que 2 millions d'habitans. Les autres provinces polonaises sont, on peut le dire, complètement envahies par le génie oriental. La Pologne autrichienne, ou le royaume *très catholique* de Gallicie et Lodomérie, ne fait pas sous ce rapport exception, puisque la majorité de ses habitans est grecque-unie.

Ce n'est que dans la Prusse, nous le répétons, que la nation polonaise peut continuer de se regarder comme latine politiquement; dans le reste de ses provinces, elle ne doit plus professer que des mœurs et des sympathies gréco-slaves. Les patriotes du grand-duché de Posen se trouvent vis-à-vis de leur nation dans les conditions sociales où se trouvent en Illyrie les Croates vis-à-vis des Serbes. Nés latins et remplis d'idées latines qu'ils ne peuvent plus abdiquer, ils doivent subordonner leur marche politique aux tendances orientales de leur race, à peu près comme chez les peuples catholiques d'Occident les protestans se subordonnent, pour l'ensemble de la législation, à leurs concitoyens catholiques.

Quelles que soient du reste les mesures adoptées par les Polonais pour mettre un terme aux souffrances de leur patrie, on ne peut se refuser à la conviction que ces souffrances cesseront un jour. Puisque, malgré tant d'obstacles, tant de causes de mort en apparence irrésistibles, cette nationalité vit toujours, n'est-il pas clair que sa conservation se rattache à des vues secrètes de la Providence? Oui, sans doute, un peuple dont l'histoire fut si grande ne peut périr sous les efforts

insensés des puissances qui ont juré sa perte : le supplice qu'il endure actuellement n'est qu'une expiation pour un triste passé et une préparation pour un glorieux avenir.

VI.

LES RUSSES.

Nous voici devant la nationalité russe, la plus grande, la seule de toutes les nationalités gréco-slaves qui soit redoutable pour le repos de l'Europe. Les statistiques donnent à l'empire des tsars une population de 65 millions d'individus, dont 5 millions de Polonais, 1 million et demi de Finlandais, autant de montagnards du Caucase, et 2 millions de Transcaucasiens. Sur ces 65 millions d'hommes, 51 millions 184,000 parlent russe et sont de rite gréco-slave.

De même qu'il y a une triple Hellénie, trois Pologines, trois Illyries, de même aussi l'histoire nous montre l'empire russe divisé en trois zones, blanche, rouge et noire, qui sont la Biélo-Russie, la Crasno-Russie, la Tcherno-Russie. Ces trois groupes de tribus diffèrent entre eux, non-seulement par leur origine, leur histoire et leur existence politique, mais encore par les mœurs et le langage, au point qu'on peut les considérer comme trois peuples.

Le vrai noyau de l'empire est la Russie-Noire (*Tchernaïa Rossia*) ou la *Grande-Russie*, appelée aussi Moscovie, du nom de sa capitale. Composée de 35 millions d'individus, cette grande race s'est tellement imposée aux deux autres races slaves de l'empire, aux Biélo-Russes et aux Malo-Russes, que l'idiome moscovite est partout aujourd'hui l'idiome des actes civils, des écoles, de la vie sociale et de la littérature. Dans la vaste enceinte que forme la Russie-Noire se trouvent comprises, il est vrai, quelques tribus étrangères, finnoises, tatares, tcheremisses et mordvines, et surtout des colonies allemandes comme celles de Sarepta et de Saratov sur le Volga, celles du Dniepre, de la Crimée et des environs de Pétersbourg; mais toutes ces populations diverses forment, même réunies, un chiffre trop insignifiant auprès de la masse compacte du peuple moscovite, et leur assimilation prochaine avec la Russie ne peut manquer d'être le résultat des derniers oukases relatifs à l'instruction publique. Il n'y a pas jusqu'aux Tatars des gouvernemens de Perm, Viatka, Kasan et Orenbourg, qui, entamés par le passage continuel des marchands de Moscou, ne perdent rapidement leur physionomie propre et leurs mœurs, pour prendre celles de la Moscovie.

Cette Russie-Noire est si bien regardée comme le sanctuaire de la nationalité russe, que c'est elle qui porte par excellence le surnom de *Sainte* (*Svataïa-Rossia*). C'est qu'aux yeux de tout l'Orient chrétien cette terre est vraiment sainte, car elle fut le pays des martyrs. Sous le joug écrasant des Tatars, qui, en pesant sur elle durant deux siècles, lui valut le nom de *Noire* ou d'esclave, cette partie de la nation russe endura tous les maux plutôt que d'apostasier. Son admirable constance dans ces jours mauvais mérite assurément toutes les sympathies de l'histoire; et quand l'affaiblissement de la horde mongole eut enfin permis aux Russes noirs de lever l'étendard d'une sainte et généreuse révolte, leur courage dans les combats fut aussi grand que l'avait été leur constance dans les supplices. Alors, comme un fanal dans une nuit profonde, la *blanche* Moscou (*Bielaïa Moskva*) s'éleva du sein de la Russie-Noire, et, par l'habileté de ses princes, elle ne tarda pas à devenir la capitale de toute la race. Pendant que les Moscovites traversaient ces deux périodes d'esclavage et de lutte, les Russes blancs, alliés de la Pologne, florissaient par leur commerce. Civilisés presque dès l'origine, ils formaient, sous la présidence de la grande Novgorod, une confédération de tribus libres et républicaines. C'est pour ces tribus que fut composé, dès le XIe siècle, le code russe (*pravda ruskaïa*). Elles ont toujours gardé, même encore aujourd'hui, des penchans républicains; de tous les Russes, il n'en est pas qui soient plus portés vers l'Europe. On compte 3 millions 230,000 Russes blancs, tous de religion gréco-slave. Ils s'étendent de Smolensk à Pétersbourg, et ont conservé leur ancien dialecte, le *biélo-russe*, qui est aussi très répandu en Lituanie, royaume autrefois uni à la Russie-Blanche. Ainsi les Lituaniens, qui ne sont pas des Slaves, servaient et servent encore de lien entre le Biélo-Russe et le Polonais. Ils comblent en quelque sorte par leur caractère mixte l'abîme, sans eux infranchissable, qui existe entre deux nations aussi profondément différentes de génie et de mœurs que les Russes et les Polonais.

Un phénomène social analogue se produit dans le midi de l'empire. Là se trouve pour la Pologne une autre espèce de confédérés, les Russes rouges ou Malo-Russes, race belliqueuse et turbulente, qui s'est mêlée à presque toutes les révolutions de l'Orient. La capitale de ce peuple, Kiöv, fut durant des siècles la capitale de toutes les Russies, enfin les ravages des Mongols l'obligèrent de se soumettre aux Polonais; mais, malgré tous les maux que lui faisait endurer le grand-khan de l'*orde d'Or*, le peuple malo-russe refusa constamment de suivre l'exemple de sa capitale et de s'incorporer à la Pologne. Préfé-

rant à une servitude civilisée une indépendance sauvage, il se fit kosaque, c'est-à-dire brigand dans la steppe. Enfin ces terribles Kosaques, flattés par la Pologne, consentirent à s'unir fédéralement avec elle. Les Kosaques étaient de rite gréco-slave; les prélats latins de Pologne virent dans cette circonstance une occasion de montrer leur zèle : la noblesse, par raison politique, soutint leur propagande. De grands priviléges et la préséance sur leurs concitoyens furent partout assurés à ceux des Kosaques qui adoptaient le rite latin. L'Ukraine, indignée, courut aux armes, et alors commença entre les Slaves grecs et les Slaves latins cette longue guerre qui, sous mille formes, s'est prolongée jusqu'à nos jours, et dont le résultat le plus évident a été d'assurer à la Russie, protectrice du rite opprimé, sa suprématie actuelle.

Contraints par l'intolérance de la Pologne de s'annexer à l'empire des tsars, les Kosaques n'ont pas cessé d'être la principale force militaire de cet empire. Sans eux, il ne saurait subsister. La vivacité enjouée, l'audace, les mœurs aventureuses de ces guerriers forment une transition naturelle entre le caractère grave et flegmatique, la vie casanière du Moscovite, et le caractère ardent des nomades et des peuples enfans de l'Asie. Si depuis trois siècles la Russie ne cesse pas de refouler chaque jour plus avant dans la steppe l'élément asiatique, elle le doit aux courses lointaines, à l'esprit de colonisation des aventureux Kosaques. N'est-ce pas un Kosaque qui a livré la Sibérie aux tsars? n'est-ce pas ce peuple qui couvre comme d'un réseau de lignes militaires tous les pays tatares, et les force au repos, en même temps que par son exemple il leur enseigne la vie agricole? Le secret de l'unité russe s'explique par les Kosaques. Ces cavaliers infatigables savent se porter en corps nombreux, et avec la rapidité de l'éclair, d'un point à un autre; ils volent du Caucase à l'Altaï, ou du Dniepre au Volga, comme un régiment se porterait chez nous du Jura aux Pyrénées ou de la Seine à la Loire. Le Kosaque ne fait pas seulement la police dans ses immenses déserts contre les nomades et les barbares, il la fait encore dans toutes les provinces et jusque dans les capitales. Le Kosaque est l'*omnis homo* des tsars.

Eh bien! veut-on savoir comment les tsars ont traité cet utile serviteur, cet être nécessaire qui les a faits tout ce qu'ils sont? Lorsque l'intolérance et l'ambition politique du clergé polonais, soutenu par l'oligarchie des magnats, eurent contraint les tribus kosaques de s'annexer à la Moscovie, ces tribus ne le firent néanmoins qu'à la condition de rester libres chez elles et de continuer à se gouverner elles-mêmes par leurs diètes et leurs *atamans*. Ces priviléges leur fu-

rent garantis à perpétuité : qu'en reste-t-il aujourd'hui? Le souvenir; mais ce souvenir ne périra pas chez les fils de la steppe, toujours libres au fond du cœur.

Les tribus kosaques se confondent politiquement avec le peuple malo-russe, dont elles sont comme l'expression militaire. Les Malo-Russes ou Russes rouges, qui se nomment dans leur langue Russines ou Russniaques, s'élèvent à 13,150,000 ames, dont 2,774,000 en Autriche. Ils habitent presque toute la Russie méridionale. On rencontre dans leurs villages quantité de Polonais auxquels appartiennent la plupart des châteaux, et leurs villes sont remplies de Grecs qui s'y trouvent établis de temps immémorial pour y faire le commerce. Ainsi les deux peuples gréco-slaves les plus avides d'indépendance nationale, les Hellènes et les Polonais, se rencontrent au foyer hospitalier du Kosaque, et les trois opprimés peuvent conspirer ensemble sur les moyens de réduire à ses limites naturelles cette Russie-Noire, qui est devenue toute la Russie et menace de devenir le monde.

Placé entre les chrétiens de la Turquie et les Moscovites, entre les Tatars et les Polonais, le Russniaque par sa position peut servir d'intermédiaire à tous les peuples gréco-slaves. Devenu agriculteur en Ukraine, en Volhynie, en Podolie, il a subi, à la vérité, dans ces provinces le joug de la glèbe ; mais sur le Don, le Volga et la mer Noire, il a gardé son caractère primitif, sa nature indomptée et ses goûts nomades, qui en font l'Arabe du monde slave. Ces fils libres de la steppe, ces Slaves d'Asie sont encore aujourd'hui ce qu'étaient leurs aïeux, les confédérés de la Pologne. Ils forment la partie mouvante, révolutionnaire de l'empire, et ils ne désespèrent point de reconquérir un jour les droits dont on les a frustrés. Leur langue, l'idiome russniaque, est, conformément à la nature du peuple qui la parle, une espèce de moyen terme entre les dialectes slaves de la Turquie et la langue russe. Cet idiome offre surtout d'étonnans rapports avec le serbe. Ainsi, même par sa langue, ce peuple tend vers les Slaves libres.

Si le tsar peut se vanter d'avoir sous ses ordres la plus nombreuse armée du globe, si elle atteint presque l'effectif d'un million et demi de combattans, il en est redevable aux goûts belliqueux des Kosaques, pour qui la vie sous le drapeau est un besoin; mais une grande partie de ces guerriers, dans une lutte entre les nations slaves, ne soutiendrait pas le tsar : elle profiterait de l'occasion favorable pour rendre aux différentes kosaquies les priviléges et la liberté dont elles ont été dépouillées. On conçoit maintenant que les patriotes de Pologne se confient dans l'avenir, puisqu'ils peuvent gagner à leur cause plus de

la moitié de l'armée russe. Pour renaître, la Pologne n'a besoin que d'obtenir des Kosaques, par une conduite plus fraternelle, l'oubli des injures passées.

L'empire russe, on le voit, se compose d'élémens très divers. Issu de l'Asie, il n'est, comme tous les états asiatiques, qu'une réunion de contrastes. De vastes provinces s'y vouent à l'industrie et aux fabriques, pendant que d'autres sont agricoles et produisent les matières premières. Aux laboureurs moscovites se mêlent des colonies d'artisans teutons; aux Finnois pêcheurs et marins sont associées des tribus exclusivement marchandes; le timide Livonien s'appuie sur l'altier Courlandais, et les Kosaques soldats se complètent par les Mongols pasteurs. Cette multiplicité de formes sociales, cette variété de populations, est ce qui fait la force morale de la Russie, ce qui la rend au plus haut degré apte à résumer toutes les idées, tous les siècles, et à représenter, comme le demandent ses diplomates, l'Asie en Europe et l'Europe en Asie. Cependant cette haute mission que le cabinet russe arroge à son pays, c'est précisément ce cabinet lui-même qui rend la Russie incapable de l'accomplir. En effet, par suite de sa nature militaire, le gouvernement russe a pris aux états européens la centralisation administrative et cet esprit d'absolutisme égalitaire qui tend à tout niveler sous une loi unique. La cour de Russie, par ses idées, qu'elle décore du titre de *napoléoniennes*, s'éloigne donc essentiellement du système oriental, qui admet toutes les franchises municipales et le plus large provincialisme. Privé ainsi de l'avantage de représenter l'Asie en Europe, le cabinet russe aurait-il plus de droits à représenter l'Europe en Asie? On peut également en douter, car l'Europe, que sa maturité intellectuelle rend nécessairement absolue sur le terrain des idées, est libérale dans ses institutions. La Russie au contraire, sous le système qui la gouverne actuellement, a perdu la plupart des institutions libres, dont elle était autrefois abondamment pourvue. C'est ainsi qu'un grand peuple se trouve réduit par son gouvernement à un rôle purement militaire, et perd entièrement sa haute destinée sociale.

VII.

DE L'AVENIR SOCIAL DES GRÉCO-SLAVES.

Les cinq grandes nationalités qu'on vient d'examiner donnent, en y comprenant leurs annexes, un ensemble de 110 millions d'individus. Qu'on réfléchisse qu'il y a cinquante ans, le monde gréco-slave ne présentait peut-être pas la moitié de ce chiffre, que chaque année il

s'accroît par sa propre fécondité de plus d'un million d'ames, dont 500,000 pour la Russie seule, tandis qu'au contraire l'Occident latin ne s'accroît plus que faiblement, et alors on ne pourra s'empêcher de reconnaître qu'aujourd'hui, comme à la chute de l'empire romain, il s'entasse à l'Orient et au Nord de formidables masses d'hommes, qui, étant à la fois pauvres et opprimés, ont tout à gagner et n'ont rien à perdre à de grandes révolutions dans le système général du monde. On est même forcé de reconnaître qu'en supposant un moment comme possibles de nouvelles invasions d'Orientaux, l'Occident actuel n'aurait pas pour se défendre l'avantage du monopole de la civilisation et de l'unité politique, qui défendit si long-temps l'empire romain. En effet, les Gréco-Slaves ne sont point, comme l'étaient les Germains et les Scythes, étrangers à la civilisation. Quant à l'unité politique, les Gréco-Slaves ont sans doute répudié jusqu'à présent celle que leur présente chaque jour la flatteuse Russie; mais ils forment nécessairement une grande unité morale, puisque les mêmes mœurs, la même origine, et presque partout la même religion les unissent. Les Osmanlis eux-mêmes en Turquie, et les Maghyars en Hongrie, bien qu'ils ne soient pas Slaves de langage, ne se distinguent pas des Slaves par les mœurs et les tendances sociales.

On parle d'organiser un antagonisme entre le Nord et l'Orient, en mettant d'un côté la Russie, de l'autre la Turquie et l'Autriche. Cette dualité ne pourra jamais exister que dans les intérêts; quant aux relations morales, le Serbe de l'Adriatique en a de moins grandes avec son voisin le Slave latin de Trieste qu'avec le Russe de Pétersbourg. Il n'y a pas chez les Slaves d'autre antagonisme moral que celui qui naît de la diversité des principes entre l'Orient et l'Occident; encore qu'est-ce que ce dualisme représenté par les Slaves grecs et les Slaves latins? Voyons la puissance des uns et la puissance des autres.

Au parti grec appartiennent d'abord tous les Grecs, toute la nation roumane, la majorité des Syriens, un nombre considérable d'Arméniens, en tout plus de 10 millions; ensuite, parmi les Slaves illyriens, la presque totalité des Bulgares et des Serbes, puisque ceux même qui sont unis à Rome ont gardé la plupart le rite gréco-slave; ces 9 millions d'Illyriens, joints au chiffre précédent, donnent, pour la Turquie, la Grèce et l'Autriche, 19 millions de chrétiens orientaux. Viennent ensuite les trois Russies : 35 millions de Moscovites, 2 millions 500,000 Biélo-Russes, 13 millions de Russines, dont, à la vérité, 3 millions reconnaissent le pape, mais gardent les rites gréco-slaves; total pour la race russe : 50 millions 500,000. L'église orien-

tale compte donc parmi les trois plus nombreuses nations gréco-slaves 69 millions 500,000 croyans. Quand on déduirait de ce chiffre 30,000 Grecs, 56,000 Bulgares, 350,000 Biélo-Russes limitrophes de la Pologne, 801,000 Croates, et 1 million 200,000 Ilires qui professent le rite latin, cette fraction est évidemment trop faible pour empêcher de considérer comme orientales les trois principales nations gréco-slaves. Quelles forces le parti latin oppose-t-il donc chez les Slaves à son colossal adversaire? Il lui oppose, dira-t-on, les deux plus civilisées d'entre les nations slaves, les Bohêmes et les Polonais. Voyons quelles garanties de résistance offrent ces deux peuples, dont certes on ne peut nier la haute importance politique. Réunis, ils présentent un chiffre de 16 millions 674,000 individus; mais le protestantisme a gagné à ses doctrines plus de 1 million de Tchéquo-Slaves et 500,000 Polonais. Voilà déjà une cause de faiblesse qui ne manquerait pas de se faire sentir dans une révolution, quelque réduit qu'on suppose le rôle politique de l'église chez les peuples civilisés du monde latin. Cet élément de discorde n'existe point chez les Slaves orientaux. En outre, les Polonais et les Tchèques vivent morcelés, sans lien commun, et obéissent à des princes étrangers. La Prusse, l'Autriche et la Saxe en tiennent sous leur sceptre le plus grand nombre, qu'elles s'efforcent de *germaniser*. Les autres languissent en Russie, et n'échappent que par un continuel prodige de patriotisme à une absorption qui semble toujours imminente.

Quel avenir politique peut-on donc assigner au génie latin dans le monde gréco-slave? Aucun, puisque les Slaves latins, qui se trouvent vis-à-vis des Gréco-Slaves dans le rapport d'un à quatre, subissent partout l'oppression de la conquête, et que l'Europe latine, comme pour les punir de s'être faits latins, semble les avoir voués à jamais au joug allemand et moscovite. Leur position géographique, qui a jusqu'ici protégé les Slaves orientaux contre toutes ces causes de désorganisation morale, leur assure pour l'avenir un autre genre d'avantage : celui d'une multiplication plus libre et plus rapide. En effet, jetés, pour ainsi dire, au désert, régnant sur d'immenses contrées presque vides d'habitans, ils peuvent y croître encore pendant des siècles, avant d'avoir atteint proportionnellement le degré de population de la Bohême et de la Pologne prussienne. Le rapport d'un à quatre, assigné aux Slaves latins vis-à-vis de leurs frères d'Orient, devra donc être au moins d'un à cinq au bout de quelques générations. Notez que dans ce calcul on ne tient pas compte de l'influence victorieuse du gouvernement russe, qui, avec son esprit de centralisation, ne néglige rien pour ab-

sorber dans l'unité moscovite ses provinces d'Occident. Ainsi, tandis que les Slaves orientaux, favorisés par la nature vierge de leur sol et par l'indépendance politique, iront en grandissant, les Slaves latins, au contraire, resserrés dans des provinces déjà très peuplées, et limités, sinon entamés, à la fois par la Russie et par l'Allemagne, ne peuvent plus augmenter beaucoup.

Le dualisme qu'on voudrait voir se conserver dans le monde gréco-slave n'est donc plus qu'un rêve du passé. L'antique rivalité entre les Slaves grecs et les Slaves latins, après avoir causé tous les malheurs des uns et des autres, après les avoir fait plier sous le germanisme, et avoir retenu la Pologne dans une perpétuelle anarchie, cette rivalité s'est enfin terminée par la mise en tutelle des défenseurs de l'Occident. Aujourd'hui leur minorité est trop marquée pour qu'ils puissent jamais redevenir dominateurs vis-à-vis de leurs frères orientaux. Il n'y a donc plus d'antagonisme au sein de la race gréco-slave; elle est arrivée à son unité morale; elle est devenue la personnification de l'Orient chrétien. Cet Orient sera désormais grec et slave, comme l'Occident est latin et germanique.

Concluons que, si les différences de climat, de position géographique, de développement industriel, rendent nécessaires, chez les Gréco-Slaves, des nationalités distinctes et des gouvernemens indépendans, ces états divers appartiennent cependant tous plus ou moins au même système. S'ils peuvent encore avoir entre eux des guerres d'intérêt, des querelles de frontière, ils ne pourront plus se faire de ces guerres d'idées, comme celles que le latinisme fomenta si longtemps entre la Pologne et la Russie. Beaucoup d'esprits s'en affligeront, parce qu'ils verront dans cette impossibilité démontrée le triomphe de l'idée russe. Nous y voyons le contraire. Dès que la Pologne renoncera à sa politique latine, et agira comme gréco-slave, elle aura pour alliés tous ceux des Gréco-Slaves dont l'intérêt national n'est pas la grandeur du tsar. On objectera l'infériorité relative de toutes ces nations vis-à-vis de la nation russe. Cette infériorité n'est pas telle qu'on voudrait le faire croire. En se tournant à l'Orient, en confondant leur cause avec celle de l'émancipation des peuples orientaux, les Bohêmes et les Polonais détacheraient par là même de la nationalité russe les 13 millions de Russines qui les entourent, et qui, par leurs souvenirs, leurs goûts, leurs tendances sociales, sont aussi hostiles à l'autocratie que la Pologne elle-même. En outre, la Hongrie, jointe à la Turquie slave, renferme 20 millions d'hommes; la Grèce et ses annexes, 10 à 12 millions. Ces diverses nations, prises ensemble,

sont beaucoup plus nombreuses que la nation russe, et toutes ont contre la Russie des intérêts communs. Sans prétendre l'exterminer, comme le voulait la Pologne, toutes pensent à la restreindre en ses limites naturelles, et veulent réduire à de justes bornes ses prétentions.

C'est précisément parce que le monde gréco-slave forme une grande unité morale, que l'autocratie russe est sans avenir, car dans cette unité, qui est désormais l'unité orientale, les nations gréco-slaves veulent toutes être représentées, chacune avec ses besoins, avec son génie propre, et elles ne le seraient pas en se laissant incorporer à la Russie. Cette unité orientale, qui, tant qu'elle était opprimée, garantissait à la Russie, sa seule protectrice, une espèce de pouvoir dictatorial, devra reprendre au tsar une grande partie de son pouvoir, du moment qu'elle sera reconnue par l'Europe, comme un pupille retire ses biens des mains de son tuteur, dès qu'il a atteint sa majorité. En vertu de leur unité morale, les peuples gréco-slaves, entraînés tous par un même désir de liberté glorieuse et d'influence sur les destinées du monde, s'entendront pour réagir contre la prétendue unité de l'autocratie. Ces peuples ont tous juré de reconquérir leur indépendance. Un tel concert d'efforts ne finira-t-il pas par entamer la Russie elle-même? Ne faudra-t-il pas alors qu'elle se décentralise, et reconnaisse jusque dans son propre sein les nationalités qu'elle prétend absorber? Quand on pense que de tels résultats seraient le fruit d'un simple appui moral prêté par l'Europe aux Gréco-Slaves, on ne peut s'empêcher de gémir sur l'indifférence obstinée avec laquelle on a contemplé jusqu'à ce jour les luttes glorieuses de ces peuples. N'est-ce donc rien que ces nationalités démembrées qui, en Turquie, en Autriche, en Prusse, en Russie, s'agitent pour reprendre leur place dans le monde? Il serait temps qu'on tournât les regards vers ces régions encore si peu connues où semble devoir se vider la question d'équilibre pendante entre la Russie et les puissances d'Occident. En écartant même l'intérêt politique, ce réveil d'une race jeune et puissante, que ses destins appellent à rendre à la civilisation orientale ses splendeurs évanouies, présenterait encore assez de grandeur pour captiver nos regards et mériter nos sympathies.

CYPRIEN ROBERT.

LE MISSOURI.

I. — *Voyage dans l'Intérieur de l'Amérique du Nord*, par le prince MAXIMILIEN DE WIED-NEUWIED.

II. — *Astoria*, by WASHINGTON IRVING.

III. — *Major Long's Expedition to the Rocky Mountains.*

Deux grandes questions d'accroissement territorial préoccupent aujourd'hui les hommes politiques des États-Unis d'Amérique, l'adjonction du Texas aux états de l'Union et l'occupation du territoire de l'Orégon. L'adjonction du Texas, que le Mexique ne saurait empêcher, rencontre dans l'opposition même de ceux auxquels elle semble devoir profiter l'obstacle le plus considérable. Dans les deux assemblées de l'Union, mais surtout dans le sénat, le parti abolitioniste la repousse avec énergie. Le Texas est un pays à esclaves comme les états voisins du sud, et les états libres du nord, où l'abolition a tant de partisans, ne peuvent tolérer son accession sans contre-poids. L'équilibre est établi de telle sorte dans les états de l'Union, qu'aucune adjonction de cette nature ne paraît possible de long-temps. Les états libres du nord repoussent le Texas, les pays à esclaves du sud repousseraient le Canada. Les États-Unis d'Amérique paraissent condamnés par la force des choses à rester stationnaires ou à se diviser. Il est donc probable que l'adjonction du Texas sera forcément ajournée. La question de l'Orégon est plus pressante, et réclame une prompte solution.

L'Orégon est cette vaste et magnifique partie de l'Amérique septentrionale comprise entre les Montagnes Rocheuses et l'Océan Pacifique d'un côté, et bornée, d'autre part, par la Californie vers le sud, et la Nouvelle-Bretagne vers le nord. L'Orégon est la seule partie de l'Amérique du Nord par laquelle les États-Unis touchent à l'Océan Pacifique, et s'il existe dans l'Union une cause nationale, c'est celle qui reporte, des Montagnes Rocheuses où l'Angleterre voudrait les poser, les limites du territoire américain aux rives du grand Océan. L'Angleterre, dont les colonies commerciales ont occupé sans façon le territoire en litige, a élevé de sérieuses difficultés, et combat avec ténacité les prétentions des États-Unis; mais l'Angleterre devra céder, surtout si, comme les nouvelles les plus récentes paraissent l'indiquer, les États-Unis consentent à une sorte de partage, dans lequel, il est vrai, ils se feraient la part du lion.

L'Orégon a été souvent exploré. Un travail intéressant, qui a été publié dans cette *Revue* (1), offre un tableau fort exact de cette contrée. La question politique de l'occupation et les avantages qu'elle pourrait apporter à l'Union américaine y sont judicieusement discutés. Peut-être n'a-t-on pas, toutefois, assez tenu compte des difficultés que les États-Unis trouveraient à tirer tout le parti possible de leur acquisition. Ces difficultés sont de diverses natures. D'une part, l'immense étendue des pays qui séparent de l'Orégon les derniers établissemens que la civilisation a formés vers les prairies de l'ouest, et la constitution physique de ces contrées; d'autre part, l'hostilité sourde ou déclarée des tribus indiennes qui de temps immémorial habitent ces solitudes, ou qui, chassées par la civilisation, y ont trouvé un refuge, hostilité politiquement entretenue par des rivaux de commerce, ajourneront long-temps encore les résultats avantageux que promet l'occupation. Quoique relié par les Montagnes Rocheuses au territoire du haut Missouri, l'Orégon, pendant bien des années, peut-être même à tout jamais, devra être considéré plutôt comme une lointaine colonie des États-Unis sur l'Océan Pacifique que comme un des états de l'Union.

Ces vastes contrées du centre de l'Amérique septentrionale, qui s'étendent sur une largeur de quatre à cinq cents lieues, à partir des grands lacs jusqu'au golfe du Mexique, et sur une profondeur égale, à partir des derniers établissemens vers l'ouest jusqu'aux Montagnes Rocheuses, ne sont guère parcourues que par les agens de la compa-

(1) Voyez, dans la livraison du 15 mai 1843, *le Territoire de l'Orégon*.

gnie américaine des pelleteries, par les traqueurs de castors ou par l'Indien encore libre. Le sol de ces régions, de la nature la plus variée, présente une succession de vastes plaines beaucoup plus élevées que les savanes marécageuses de l'Amérique du Sud, et coupées de distance en distance de collines argileuses, calcaires, ou de grès alternant avec la houille; ces plaines, assez improprement nommées les *prairies*, sont traversées par le Missouri, la plus considérable des rivières de l'Amérique du Nord, et par ses innombrables affluens. Le Missouri, étant navigable jusqu'aux environs de ses cataractes, au pied des Montagnes Rocheuses, sur un espace de près de 1,000 lieues, est en quelque sorte la grande route du pays.

Depuis le temps où Lewis et Clarke le parcoururent pour la première fois, l'aspect de ce vaste pays, un des moins peuplés qui soient au monde, a peu changé. On a calculé que le flot de la colonisation européenne s'avançait vers l'ouest sur une ligne d'environ trois cents lieues, dans la proportion d'un demi-degré de longitude chaque année, calcul qui, jusqu'à présent, a pu être exact; mais le jour approche où la marche de la population devra singulièrement se ralentir. Les derniers établissemens américains touchent en effet aux limites extrêmes de l'immense forêt qui, des bords de l'Océan Atlantique, s'étend au cœur du continent américain. Les prairies et les hauts plateaux du Missouri sont loin de présenter les mêmes ressources à la colonisation que les pays occupés jusqu'à ce jour. Si jusqu'à présent les nouveaux arrivans ont pu pousser devant eux, choisissant le sol le plus fertile et la situation la plus favorable, et ont laissé debout derrière eux les dix-neuf vingtièmes de la forêt, il est probable que, plutôt que de dépasser la stérile contrée des Montagnes Noires, et de s'étendre à travers d'immenses plaines nues vers les pays situés par-delà la rivière de la Roche-Jaune, et le vingt-sixième degré de longitude, ils retourneront en arrière, s'établissant dans les portions de territoire de l'Union négligées jusqu'alors et incomparablement plus fertiles que les vastes prairies de l'ouest ou que ces contreforts avancés des Montagnes Rocheuses qui ont reçu la dénomination significative de *pays des mauvaises terres*.

Le dernier voyageur qui ait parcouru la partie du territoire de l'ouest située par-delà la limite des établissemens, dans un but d'observation scientifique, est le prince Maximilien de Wied-Neuwied. Profondément versé dans les sciences naturelles, le noble voyageur ne s'est pas contenté de traverser le pays comme maints touristes américains; il y a séjourné, et il a consacré les années 1832, 1833 et 1834 à

l'exécution de ce voyage, dont il vient de publier la relation, joignant à un journal fort intéressant un magnifique atlas composé de quatre-vingts planches dessinées sur place par M. Charles Bodmer, et gravées à la manière noire par les plus habiles artistes de Paris et de Londres.

Cet ouvrage, traité avec luxe et conscience, nous fait parfaitement connaître le cours du Missouri, et nous donne les renseignemens les plus complets sur ces vastes contrées, qui semblent devoir servir de limites aux progrès de la civilisation américaine. Là végètent les seules tribus aborigènes un peu considérables que l'occupation n'ait ni déplacées ni détruites, indépendantes de l'Américain du nord qui se considère comme le possesseur du sol, momentanément à l'abri de ses entreprises, mais décimées par les terribles maladies auxquelles le contact de la civilisation a donné naissance, et par l'état de guerre perpétuel dans lequel ces tribus vivent entre elles.

Le prince de Wied-Neuwied s'est proposé surtout, par la curieuse relation de son voyage dans l'ouest, de nous faire connaître la nature sauvage et primitive des vastes contrées qu'il a parcourues, et de nous donner un tableau fidèle des mœurs si singulières des peuplades qui les habitent, et que la civilisation n'a pas encore complétement altérées. Cette race complexe, ce peuple né d'hier, dont l'accroissement annuel et en quelque sorte quotidien semble presque fabuleux, les gigantesques progrès de cette demi-civilisation européenne, sans le trouver indifférent, l'ont moins préoccupé; il a évidemment recueilli dans son journal les paysages du désert, les tableaux de la vie indienne, de préférence aux détails de statistique rebattus et singulièrement variables. Tout en se livrant à ses recherches de botanique et d'histoire naturelle, tout en formant les riches collections qu'il a rapportées, le voyageur n'a donc perdu aucune occasion de se mettre en rapport avec la population indienne. L'étude de ces peuplades aborigènes de l'Amérique septentrionale semble même parfois le but principal où tendent ses recherches; il s'indigne de l'oubli dans lequel ces races sont laissées; il sent qu'il n'y a pas de temps à perdre, plusieurs de ces peuplades n'ayant que peu d'années à passer sur la terre pour aller rejoindre ces grandes tribus naguère florissantes, les Delawares, les Natchez, les Hurons, que la race conquérante a en quelque sorte effacées du sol, et dont, grace à la haine, au dédain et à la négligence du vainqueur, il serait impossible aujourd'hui non-seulement d'écrire l'histoire, mais même de retracer avec quelque précision le caractère physiologique.

On ne saurait croire, en effet, à quel point ces races primitives sont haïes ou méprisées par les nouveaux possesseurs du sol. Le prince de

Wied-Neuwied, durant son séjour dans les principales villes des états de l'Union, n'a pu trouver une seule gravure quelque peu caractéristique qui retraçât d'une manière satisfaisante l'image des principaux chefs de ces peuplades. Les ouvrages d'Edward James, de Say, de Schoolcraft, de Mackenney et de Washington Irving nous donnent, sans nul doute, des détails assez circonstanciés, souvent intéressans, sur les tribus aborigènes de l'ouest, mais aucun atlas ne les accompagne. Le major Long lui-même, dans ses hasardeuses excursions, a négligé de s'adjoindre un dessinateur habile. L'ouvrage dont nous nous occupons aujourd'hui a donc comblé cette lacune; les nombreux dessins que M. Bodmer a exécutés, d'après nature, dans son long séjour parmi les peuplades du centre de l'Amérique septentrionale, en s'attachant à reproduire les traits caractéristiques de chacune des races et de chacun des individus, hommes, femmes, chasseurs ou grands chefs, qui ont posé devant lui, ces dessins forment la collection la plus complète qui ait été publiée. Ces documens, d'autant plus précieux qu'ils étaient jusqu'alors d'une extrême rareté, seront surtout d'un haut intérêt pour tous ceux qui s'occupent de l'étude des diverses races humaines.

Les États-Unis, dans le livre du prince de Wied-Neuwied, ne doivent être considérés que comme un point de départ. L'exploration du cours supérieur du Missouri, à partir de Saint-Louis jusqu'au pied des Montagnes Rocheuses, c'est-à-dire la seule route ouverte à la civilisation vers l'ouest et le territoire de l'Orégon, a été l'objet principal de son voyage. Nous allons le suivre dans cette excursion si intéressante; mais jetons préalablement un rapide coup d'œil sur les districts civilisés qu'il traverse, et où la nature règne encore par endroits dans toute sa puissante majesté.

Ce fut le 4 juillet 1833, anniversaire du jour où les états américains avaient proclamé leur indépendance, que le prince Maximilien mit pied à terre à Boston. Toute la ville était en mouvement. La foule bigarrée qui remplissait les rues présentait un tableau des plus intéressans. L'auteur remarqua que, dans ces grandes villes de l'Amérique septentrionale, le caractère originaire de la physionomie anglaise a déjà disparu sous l'influence d'un climat nouveau. Les hommes ont le corps plus élancé, la stature plus élevée. Les traits du visage et l'expression de la physionomie manquent absolument de ce caractère tranché qui n'appartient qu'aux races simples et primitives. La singularité, pour ne pas dire la rudesse, de certains usages frappa vivement notre voyageur. Il décrit d'une manière assez plaisante les dîners de table d'hôte où chacun, au coup de cloche, se précipite confusément dans la salle

à manger, cherchant à gagner son voisin de vitesse. Les premiers arrivés s'emparent à la hâte des mets qu'ils trouvent à leur portée; en dix minutes, tout est dévoré. L'auteur s'étonne que, dans ces occasions, les Américains consentent à déposer leurs chapeaux, que d'ailleurs ils ne quittent que lorsqu'ils se trouvent dans la société des femmes. Toutefois, si les formes sont grossières, l'enveloppe est propre et soignée; les gens du peuple même sont vêtus avec élégance. Les petites bourgeoises qu'on voit aux fenêtres ou devant les portes, s'occupant des soins du ménage, sont habillées à la dernière mode. Les femmes de la campagne viennent vendre leur lait en robes de soie et en grands chapeaux de paille recouverts d'un voile. Ce goût pour la parure, qui caractérise, du reste, toutes les races mélangées, prouve à la fois l'aisance dont le peuple jouit et le sentiment d'égalité qui l'anime. S'habiller moins bien que le voisin serait lui reconnaître une certaine suprématie qu'avec une fortune médiocre on peut encore lui disputer. On se résignera, s'il le faut absolument, à être moins élégamment et moins commodément logé, mais on ne renoncera pas si aisément à lutter avec lui de recherche dans la parure. Le besoin d'égalité, dans cette occasion, peut se satisfaire à moins de frais.

La campagne, aux environs de Boston, a généralement le caractère européen; si les arbres étaient moins nombreux et si les espèces à feuilles aciculaires ne dominaient pas, on pourrait se croire en Angleterre. Les oiseaux, d'espèces variées, qui habitent les bois, sont néanmoins tout-à-fait différens de ceux d'Europe, et suffiraient seuls pour donner au paysage une physionomie nouvelle et tranchée. Le tangara pourpre, le baltimore couleur de feu, le troupial noir et rouge, voltigent d'un arbre à l'autre; l'écureuil strié court sur les haies ou s'élance de branche en branche avec la rapidité de la flèche, et anime singulièrement le paysage.

La description du musée de Boston, *New England Museum*, nous donne une idée assez exacte de l'indifférence de ce peuple de spéculateurs et de planteurs pour tout ce qui touche aux arts et aux sciences naturelles. « Cet établissement ne répond nullement à l'attente des étrangers, nous dit le voyageur. Tous les prétendus musées des grandes villes des États-Unis, à l'exception peut-être de celui de Peale à Philadelphie, ne sont que des ramassis de toutes sortes de curiosités hétérogènes dont le choix est souvent fort étrange. Dans celui-ci, on trouve à la fois des productions naturelles, des figures en cire horriblement mal faites, des instrumens de mathématiques et autres, de mauvais tableaux, des caricatures, et jusqu'aux planches coloriées des journaux de mode de l'Europe, le tout exposé ou suspendu pêle-mêle.

Parmi les animaux, il y en a quelques-uns de fort intéressans, mais sans aucune étiquette ou explication quelconque. Cette collection occupe plusieurs étages d'une maison très élevée et remplit une foule de petites chambres, de cabinets, de corridors et de recoins, auxquels on arrive par plusieurs escaliers, tandis que, pour amuser le public, un homme joue du clavecin pendant toute la durée de l'exposition. »

Les collections d'art proprement dites ne sont guère mieux ordonnées. Pour bien des Américains, un tableau est un morceau de toile manufacturé d'une certaine façon. Un homme de goût faisait observer à un riche Américain qu'un de ces morceaux de toile attaché contre un mur salpétré menaçait de se détruire; c'était un magnifique paysage de Claude Lorrain. — J'ai de l'argent, j'en achèterai un autre, répondit l'Américain. Il y a certainement chez ces gens-là quelque chose de la rudesse des Romains du temps du consul Mummius.

Dans le trajet de Boston à Providence, le voyageur admire la richesse et la vigueur de la végétation américaine, que la civilisation n'a fait en quelque sorte que modérer. De Providence, le prince se rendit à New-York, et de là, par New-Brunswick, Taunton et Bordentown, à Philaphie, où le choléra venait d'éclater. Il traversa ensuite les districts allemands de Freiburg, visita la colonie des frères moraves de Bethléhem, où il fit la connaissance des directeurs, MM. Von Schweinitz, botaniste distingué, Anders et Seidel. Le prince, se trouvant au milieu de compatriotes aimables et instruits, prolongea quelque temps son séjour dans la colonie, dont il décrit les charmans paysages. De Bethléhem, il se rendit à Easton sur le Delaware; de là, franchissant le *Delaware-Gap*, espèce de coupure par laquelle cette rivière s'échappe des monts Alleghanys, il s'engagea au milieu de ces montagnes couvertes de forêts qui prennent à l'horizon les couleurs de l'azur le plus foncé, d'où vient leur nom de *Montagnes Bleues*. Le voyageur, toujours chassant, herborisant et ne faisant que de courtes haltes dans les *loghouses* des montagnards, franchit successivement les chaînes secondaires, et gravit le Pockono, la crête la plus élevée de ces montagnes, que couvrent d'épaisses forêts de pins et de chênes nains, où vivent encore en grand nombre les cerfs, les lynx, les renards gris ou rouges, et où le serpent à sonnettes se montre assez communément. Ces districts étaient autrefois occupés par la puissante nation des Indiens Delawares, les *Loups* et les *Abenaquis* des Français. Dans le principe, ils habitaient la Pensylvanie et la Nouvelle-Jersey; ils se retirèrent ensuite dans l'Indiana, près de la Rivière-Blanche. Par suite du contact des blancs et de collisions perpétuelles avec leurs voisins, leur nombre était déjà fort diminué en 1818. A cette époque, ils furent

donc contraints de céder au gouvernement des États-Unis le territoire qu'ils occupaient et de se retirer au-delà du Mississipi, où on leur assigna des terres, et où végètent encore quelques misérables restes de la grande tribu.

La vaste forêt qui couvre les Montagnes Bleues est défrichée par places. Les champs sont séparés par des clôtures en bois et servent de pâturages à de grands troupeaux dont les clochettes sont disposées en accords parfaits, comme dans les collines de la Thuringe. Les habitans étant presque tous d'origine allemande et ne s'exprimant qu'en allemand, le voyageur, plus d'une fois, put se croire dans sa patrie. Certains cantons solitaires des montagnes qui entourent le Pockono sont couverts d'une végétation admirable. Les cèdres de Virginie, entremêlés de diverses espèces d'arbres à feuilles nervées, châtaigniers et marronniers gigantesques ou frênes énormes, forment une magnifique futaie sous laquelle croît un épais taillis de rhododendron aux tiges plus grosses que le bras, de kalmia et de fougères arborescentes. C'est là que se sont réfugiés l'ours et le cerf de Virginie; la panthère, que mistress Trollope appelle emphatiquement la *terreur de l'ouest*, tandis qu'il est sans exemple que cet animal ait jamais attaqué l'homme, ne s'y montre plus qu'accidentellement. Le bruit de la crecelle du serpent à sonnettes et les coups répétés du pic des bois interrompent seuls le silence de ces forêts primitives.

Après avoir exploré ces montagnes et visité les districts houillers de Mauch-Chunk, si précieux pour les états du centre, et sur lesquels il donne de curieux détails, le voyageur se rendit à Pittsburgh, sur l'Ohio, et descendit ce fleuve jusqu'à Mount-Vernon, traversant rapidement Cincinnati et Louisville, où le choléra venait d'éclater. Toutes les villes et toutes les bourgades de l'Ohio et de l'Indiana étaient en proie à une affreuse panique. La population assiégeait les boutiques des pharmaciens; chacun se couvrait le ventre de flanelle et d'emplâtres de poix. Les apothicaires ne pouvaient suffire aux demandes de camphre et de menthe poivrée; c'était absolument comme chez nous. Les routes étaient couvertes de fuyards et les bateaux à vapeur encombrés de passagers. La maladie faisait, du reste, de grands ravages; à Cincinnati, il mourait quarante personnes par jour. Sur le *steamer* qui transporta le prince Maximilien de Louisville à Mount-Vernon, un homme succomba en quelques heures. Le terme de cette première partie du voyage du prince était New-Harmony, sur le Wabash; la saison étant trop avancée pour continuer sa route vers l'ouest, il se décida à passer l'hiver dans ce district retiré. Là du moins il échappait aux villes et aux coutumes européennes, et il se trouvait à même d'é-

tudier les mœurs des habitans à demi sauvages qui ont remplacé les tribus des Indiens Musquitons, Muskoghules, Uitanons et autres, et qui, servant au milieu de ces forêts d'avant-garde à la civilisation, sont comme la transition entre le sauvage et l'Européen.

Appelés *back-woodsmen* parce qu'ils demeurent au fond des bois les plus solitaires, ces hommes grossiers et vigoureux, d'origine anglaise ou irlandaise pour la plupart, ont commencé à défricher les grandes forêts qui couvrent le territoire de l'Indiana. Les *back-woodsmen* n'apparaissent dans les villes que quand leurs affaires les y appellent. Dans ces occasions, le whiskey, qu'ils aiment de passion, coule à grands flots, ce qui rend le retour fort difficile. Comme l'Indien de la prairie, les *back-woodsmen* sont excellens cavaliers; leurs femmes elles-mêmes sont d'intrépides amazones. Il n'est pas rare de voir une famille entière revenir de la ville montée sur le même cheval. Le costume des *back-woodsmen* n'a rien de caractéristique; c'est un composé ridicule de toutes les modes des villes anglaises, qui produit un contraste fort bizarre au fond de ces bois retirés. Souvent, quand viennent les journées brumeuses de l'automne, l'ennui les saisit dans leurs solitudes, qu'ils abandonnent pour le cabaret de la ville la plus voisine. Si quelques-uns d'entre eux observent le dimanche, c'est en se livrant à toute espèce de jeux bruyans et en s'enivrant un peu plus que de coutume; mais la plupart d'entre eux continuent ce jour-là à vaquer à leurs occupations. Les seuls jours fériés sont les jours d'élection. Qu'il s'agisse de choisir un président, un gouverneur ou un simple magistrat municipal, aucun d'eux ne manque à l'appel et ne voudrait pour rien au monde renoncer à la part de souveraineté que lui confère l'élection. Ils lisent d'ordinaire assidûment les gazettes, se croient de grands politiques, et pour eux l'homme d'état est moins celui qui fait les lois ou qui les applique que celui qui fait les législateurs. Tant que dure l'élection, leurs troupes remplissent la ville. Pendant que leurs chevaux, attachés à la porte des auberges, restent des journées entières exposés à la pluie ou à la neige, les cabarets à whiskey retentissent de leurs bruyantes conversations. Chaque électeur exalte à haute voix son candidat, dont ses adversaires discutent les qualités. La discussion amène nécessairement la dispute, et souvent des rixes tumultueuses où les coups de poing et les coups de bâton remplacent les coups d'épée des diètes polonaises.

L'Ohio, à Mount-Vernon, est plus large que le Rhin; il coule entre deux rideaux d'épaisses forêts qui, à l'horizon, se perdent dans des vapeurs bleuâtres, et sur les premiers plans se réfléchissent dans le

magnifique miroir des eaux du fleuve, que sillonnent les roues de nombreux pyroscaphes. C'est à bord de l'un de ces bâtimens que monta le prince Maximilien pour descendre l'Ohio et se rendre à Saint-Louis en remontant le Mississipi. Ces deux grandes rivières, à leur confluent, sont d'égale largeur. Leurs rives, couvertes de forêts à demi renversées par les tempêtes et la crue des eaux, présentent un spectacle fort agreste. Des plantes rampantes s'enroulent autour des arbres couchés comme le fil autour d'un fuseau. Ces arbres renversés encombrent le lit des deux fleuves au point que dans certaines parties on ne peut voyager que de jour. Ces troncs arrêtés dans la vase s'appellent *snags*, et sont un des plus sérieux obstacles que présente la navigation de ces grandes rivières. Aussitôt qu'on est entré dans le Mississipi (1), les rives se couvrent de rideaux de grands peupliers. Tous ces arbres, d'une hauteur parfaitement égale, caractérisent les paysages du Mississipi et du Missouri inférieur, dont la civilisation n'a fait que modifier la physionomie sauvage et magnifique. Des rochers de forme singulière alternent avec les forêts, et les villages, les établissemens (*settlemens*), n'apparaissent qu'à d'assez grands intervalles.

Aux approches de Saint-Louis, le pays se dépouille et perd son caractère pittoresque. Centre du commerce de l'Ohio, du Mississipi et du Missouri, cette ville est en progrès et tend nécessairement à acquérir une grande importance. En 1764, ce n'était qu'un fort construit par les Français, à la limite du désert; en 1806, elle renfermait 2,000 habitans, aujourd'hui elle en compte 8,000, et sa population s'accroît rapidement chaque année. C'est à Saint-Louis que se trouve le bureau des affaires indiennes de l'ouest. Lorsque le prince Maximilien de Wied-Neuwied s'y arrêta, le directeur de cet établissement était le célèbre Clarke, qui, dans les années 1804 et 1805, fit, d'après les ordres du président Jefferson, et en compagnie du capitaine Lewis, un voyage à l'embouchure de la Colombia, ou Orégon, traversant le continent américain sur une étendue de quatre mille cent trente-trois milles, remontant le Missouri jusqu'à ses sources, et franchissant le premier la chaîne des Montagnes Rocheuses. Le général Clarke accueillit avec la plus franche hospitalité le prince voyageur, et l'engagea, peu de jours après son arrivée, à assister aux conférences qu'il devait avoir avec les députations des Indiens *Sakis* et *Fox*. Ces députés venaient intercéder en faveur du grand chef *Black Hawk*, le Faucon Noir, alors détenu dans les casernes de Jefferson près de Saint-

(1) *Missi*, grand; *sibi* ou *sipi*, fleuve.

Louis. Mais laissons parler le prince Wied-Neuwied : « On avait logé ces Indiens dans un grand magasin situé non loin du port; nous nous y rendîmes sur-le-champ. Le peuple s'y était rassemblé en foule, et nous reconnûmes de loin, au milieu des curieux, ces étranges figures basanées enveloppées dans des couvertures de laine, rouges, blanches ou vertes. Leur premier aspect, qui me causa une assez grande surprise, me convainquit immédiatement qu'ils étaient alliés de près aux Brésiliens, et je les tiens par conséquent pour être absolument de la même race. Ce sont des hommes forts, bien faits, d'une taille généralement au-dessus de la moyenne, musculeux et charnus. Leur physionomie est expressive; ils ont les traits fortement marqués, les pommettes saillantes, les côtés de la mâchoire inférieure larges et anguleux, les yeux noirs, vifs, pleins de feu, et l'angle intérieur un peu rabaissé, surtout dans la jeunesse, mais moins toutefois que chez les Brésiliens. Une de ces conférences eut lieu dans la maison du général Clarke. Les Indiens, qui étaient au nombre d'environ trente, s'étaient parés et peints de leur mieux. Leurs chefs étaient assis ensemble sur la droite; leur maintien était grave et solennel; le général leur fit d'abord dire par l'interprète pour quel motif il les avait rassemblés dans ce lieu; après quoi leur chef Kiokuck se leva, tenant le calumet de la main gauche, et faisant de la droite des gestes appropriés à ses pensées; il parla à très haute voix, par sentences entrecoupées et qu'interrompaient de courtes pauses. Le général Clarke nous avait présentés aux Indiens en disant que nous étions venus de fort loin, par-delà les mers, pour les voir, et toute l'assemblée indienne exprima sa satisfaction par le cri prolongé de : *Hé! ehé!* Avant et après la séance, tous les Indiens défilèrent devant nous, et chacun d'eux nous tendit la main droite en nous regardant fixement dans les yeux; ils se retirèrent après cela, ayant leurs chefs à leur tête. »

A la suite de ces conférences, le Faucon Noir fut mis en liberté. Dans sa captivité, il n'était pas resté entièrement oisif. Comme tous les grands hommes du siècle, il éprouva le besoin d'écrire ses mémoires. En 1834, une auto-biographie du guerrier indien, dictée par lui-même à l'interprète Antoine Leclair, a été publiée à Boston sous ce titre : *The Life of Mal-ka-tai-me-she-kia-kiak or Black Hawk dictated by Himself.* Nous ne citerons qu'un seul passage de ce livre extrêmement curieux, c'est celui où le guerrier indien raconte son premier exploit. Il avait alors seize ans. « Comme je me tenais auprès de mon père, je le vis tuer son antagoniste et enlever le scalp de sa tête. Cet exemple me remplit d'une ardeur singulière. Je me jetai en

fureur sur un autre ennemi, je le couchai à terre d'un coup de tomahawk, je le traversai de part en part d'un coup de lance, j'enlevai son scalp et je retournai triomphant auprès de mon père. Il ne me dit rien, mais il parut content. » Ce dernier trait est bien indien.

Le voyageur qui se propose de visiter l'intérieur des régions occidentales de l'Amérique du Nord doit, ou remonter le Missouri, celle des rivières du pays qui est navigable sur la plus grande étendue de son cours, c'est-à-dire jusqu'au pied des Montagnes Rocheuses, et qu'on peut regarder comme le seul chemin praticable ouvert vers l'ouest aux entreprises de la civilisation, ou bien il doit se joindre aux caravanes qui se rendent à Santa-Fé, à travers les prairies de l'Arkansas et du Bojo. Cette dernière route embrasse une bien moins grande étendue de pays, mais elle est de beaucoup la plus pénible. Des difficultés de toute espèce attendent le voyageur, qui ne peut ni se livrer aux observations qui sont l'objet de ses explorations, ni réunir aucune collection d'histoire naturelle de quelque importance. En lutte continuelle avec les tribus indiennes, dont il traverse le territoire, il ne rencontre ces hommes singuliers que les armes à la main, et ne peut acquérir qu'une connaissance très imparfaite de leurs mœurs. Le cours du Missouri est, au contraire, une sorte de terrain neutre, où l'Européen et l'Indien viennent conclure leurs échanges et se rencontrent sans se combattre. Quelques petits forts, jetés à d'immenses intervalles sur les rives de cette grande rivière, plutôt comme des comptoirs et des lieux de refuge que comme des établissemens capables de contenir les populations hostiles, permettent au voyageur de prendre un peu de repos après de longues fatigues, et de rassembler des collections en lieu sûr. C'est là qu'il se trouve, en outre, dans de continuels rapports avec l'Indien, dont les tribus se groupent, à certaines époques, aux environs de ces établissemens, qu'elles ne visitent habituellement que comme amies. Le prince Maximilien se décida donc à suivre cette dernière route et à remonter le Missouri. Il s'aboucha avec les directeurs de la compagnie américaine des pelleteries de Saint-Louis, et il obtint facilement le passage sur l'un des bateaux à vapeur qui remontent annuellement le Missouri jusqu'au Fort-Union.

La compagnie américaine des pelleteries, maîtresse autrefois du commerce de toute la contrée de l'Amérique septentrionale, a vu diminuer peu à peu ses relations commerciales. Battue sur l'Orégon par une compagnie rivale, malgré les expéditions de M. Astor de New-York et son établissement à l'embouchure du fleuve Colombia, elle lutte sur les limites nord du Missouri et des Montagnes Rocheuses

avec la compagnie anglaise du nord-ouest, réunie à celle de la baie d'Hudson, qui font de grands sacrifices pour séduire les tribus indiennes et attirer à elles tout le commerce d'échange. Jusqu'à ce jour, la compagnie américaine a soutenu la lutte avec avantage sur ce dernier point. Ses forts servent de points de ralliement aux diverses tribus du centre de l'Amérique du Nord ; ses employés et ses agens entretiennent avec elles, et souvent au prix de leur vie, des relations non interrompues. Mais ce qui assure la prépondérance de la compagnie américaine, c'est la navigation du Missouri, que ses bateaux à vapeur remontent jusqu'au Fort-Union, au confluent de la rivière *Yellow-Stone* (la Roche-Jaune), c'est-à-dire sur une étendue de près de 2,000 milles, et qui est praticable pour les bateaux plats appelés *keel-boats* jusqu'au fort Mackenzie, à peu de distance des Montagnes Rocheuses. Le prince Maximilien avait obtenu un passage sur un des pyroscaphes de la compagnie, qui s'appelait le *Yellow-Stone*, par l'entremise de M. Pierre Chouteau, qui dirige les affaires de la compagnie à Saint-Louis, et de M. Mackenzie, qui réside sur le haut Missouri. Ce dernier se proposait de se rendre par le même pyroscaphe au Fort-Union, à l'embouchure du Yellow-Stone.

L'équipage du *Yellow-Stone* se composait de cent personnes environ, quand il partit de Saint-Louis, le 10 avril, pour remonter le Missouri. Un grand nombre de passagers étaient des engagés de la compagnie de pelleteries. Ces engagés, la plupart originaires du Canada, sont armés jusqu'aux dents et forment une race d'hommes vigoureux, résolus et à demi sauvages. C'est la transition des *back-woodsmen* aux races aborigènes. Accoutumés aux privations, ils savent au besoin vivre en compagnie de l'Indien, couchant comme lui sur la dure et ne vivant que du produit de leur chasse. Ils portent à la ceinture un large couteau, comme les guerriers indigènes; ils ont comme eux le sac à plomb et le cornet à poudre attachés par-dessus l'épaule à une courroie, et ne quittent jamais leur fusil. Leurs mœurs participent de la férocité des mœurs indiennes. Un des engagés embarqués sur le *Yellow-Stone* portait à sa ceinture le *scalp* ou la peau du crâne d'un Indien *Pied-Noir* qu'il avait tué d'un coup de fusil et scalpé de sa propre main. Au moment du départ, ces engagés et les gens de l'équipage, échauffés par de copieuses libations de whiskey, firent un feu roulant de leurs fusils, qu'ils renouvelèrent quand le bâtiment quitta le Mississipi pour remonter les eaux jaunes du Missouri, dont le cours est bien autrement considérable, et qui cependant, au-dessous du confluent des deux rivières, perd à la fois son caractère et son nom.

Les bords de cette grande rivière présentent une suite de tableaux singulièrement sauvages. Ses rives, sur lesquelles pendent des forêts ou des rochers de forme bizarre, sont dégradées par l'action des débordemens. Les troncs d'arbres, déracinés et entraînés par les eaux, s'accumulent sur les bas fonds et obstruent le cours du fleuve, qu'on ne peut remonter qu'avec les plus grandes précautions. Ces bois flottés, entassés sur ces rives vaseuses, forment des tours, des cavernes, et donnent un caractère d'extrême désolation à ces rivières de l'Amérique septentrionale. La crue du Missouri a lieu en juin; la rivière coule alors avec un grand murmure et une rapidité effrayante. Ses bords, rongés par les eaux, s'abîment, entraînant avec eux des arbres énormes qui tombent dans le fleuve, dont ils descendent impétueusement le courant. Tout dans le paysage a un aspect sauvage et primitif. Les plantes rampantes enveloppent les troncs renversés que les eaux n'ont pas emportés; des cygnes, des oies sauvages et des grues volent par bandes; des vautours planent dans les airs, et d'innombrables troupes de perroquets sont perchées sur les taillis et les hautes tiges des maïs.

Au-dessous du confluent du Missouri et de la rivière Kansas sont situés le Fort-Osage et la petite ville de Lexington, aux environs desquels commencent ces longs espaces découverts appelés les *prairies*. Les prairies des environs de Lexington étaient habitées, il y a trente ans, par les Indiens Osages (Wasaj); quelques chasseurs français y avaient seuls dressé leurs cabanes. Aujourd'hui les débris de la tribu des Osages ont été repoussés dans les prairies de l'Arkansas, et les limites des états de l'Union et du territoire libre des Indiens ont été reportées au confluent des deux rivières. Là sont situés les derniers cantonnemens américains destinés à *protéger* la frontière indienne. Quatre compagnies du 6me régiment de ligne, fortes d'environ cent vingt hommes, et cent *rangers* ou soldats de milice, armés, montés et exercés à la guerre indienne, composent le poste militaire de Leavenworth, et suffisent pour tenir en respect les peuplades indigènes de l'ouest. Un poste de douane, établi dans les mêmes cantonnemens, visite avec soin les bateaux à vapeur qui remontent le fleuve pour veiller à ce qu'ils ne transportent pas d'eau-de-vie, l'importation de cette liqueur sur le territoire indien étant sévèrement interdite. La prohibition ne peut toutefois s'exercer que sur de grands quantités; il y a plus, elle est en quelque sorte illusoire; des colons qui ont pénétré à 15 ou 16 milles dans l'intérieur du territoire indien préparent du whiskey et le vendent à très bas prix : aussi les tribus voisines des frontières trouvent-elles facilement à s'en procurer et en font-elles le

plus déplorable abus. Le second jour de l'entrée du pyroscaphe sur les terres des Indiens, les voyageurs furent témoins d'une de ces scènes étranges auxquelles l'usage immodéré des liqueurs spiritueuses donne souvent naissance. Des Indiens Ayoways avaient fait une incursion sur le territoire de leurs voisins, les Omahas; ils avaient égorgé six personnes et enlevé une femme et son enfant qu'ils avaient mis en vente. Le major Dougherty, chef de l'agence des tribus des Omahas et des Ayoways et chargé d'une sorte de police officieuse sur ces peuplades, débarqua sur-le-champ pour recueillir du moins les prisonniers. M. Bodmer et le major Beau l'accompagnaient. Ils trouvèrent tous ces Indiens ivres, leurs prisonniers étaient dans le même état et l'on n'en put rien tirer. Les Ayoways avaient troqué leurs couvertures de laine contre de l'eau-de-vie dont ils s'étaient gorgés, sûrs de cette façon d'échapper aux reproches qu'on pourrait leur faire.

Les premières tribus indiennes que les voyageurs rencontrèrent furent celles des Indiens Omahas, Otos et Puncas. Les tentatives de colonisation faites dans le district des Omahas n'ont pas été heureuses. Le fort de *Council-Bluffs*, qu'on y avait établi en 1819 et qui pouvait contenir un millier d'hommes, a été abandonné, et ses ruines servent d'habitation à des amas de serpens à sonnettes. Le scorbut enleva dans un seul hiver 300 hommes de la garnison de ce poste militaire. C'est à peu de distance de ce fort ruiné que se trouve le poste de commerce ou comptoir, dirigé par M. Chabanné, agent de la compagnie américaine des pelleteries, qui jouit d'une certaine influence sur les Indiens du voisinage, les plus laids, les plus lâches et les plus indolens de tous ceux du Missouri.

La tribu des Omahas donna une fête aux voyageurs, qui les intéressa singulièrement, et qui avait du moins le mérite de la nouveauté. Vingt Omahas, dirigé par un coryphée d'une stature colossale, portant sur la tête un de ces immenses panaches qui traînent jusqu'à terre, et tenant à la main un arc et des flèches, vinrent exécuter une de leurs danses nationales sous le balcon du comptoir. Les danseurs, réglant leurs mouvemens sur le bruit du tambour, secouaient leurs armes en mesure et agitaient leurs massues garnies de sonnettes, tandis que toute la compagnie, dont la plupart des membres étaient peints en blanc, chantait : *Haï! haï! haï!* ou bien : *hé! hé! hé!* interrompant de temps en temps son chant par une grande acclamation. La danse consistait à pencher le corps en avant et à sauter en l'air avec les pieds joints, sans pourtant s'éloigner beaucoup de terre; la sueur inondait le front des danseurs. Ils ne s'arrêtèrent toutefois que lorsqu'on eut

jeté par terre, devant eux, un paquet de tiges de tabac, présent accoutumé dans ces occasions. Le spectacle de cette danse, exécutée par une magnifique soirée, sur les bords du Missouri, était des plus intéressans. Un clair de lune resplendissant illuminait ces vastes solitudes, dont les jeux bruyans de l'Indien et les cris du *tête-chèvre* interrompaient seuls le silence.

M. Washington Irving, dans les conclusions du curieux ouvrage qu'il a publié sous le titre d'*Astoria*, reconnaissant sans doute combien la colonisation du territoire de l'ouest offrait de difficultés, propose d'établir à travers ces vastes contrées une grande route commerciale qui franchirait les Montagnes Rocheuses, et qui relierait au territoire de l'Union l'Orégon et les rives de l'Océan Pacifique. Cette route, qu'il proclame comme la plus directe entre l'Europe et la Chine, serait défendue par une ligne de postes fortifiés, commandant le cours des fleuves, les passages et les défilés des montagnes, et se protégeant mutuellement. Si la route de M. Washington Irving est un jour ouverte, nous doutons qu'elle soit jamais très fréquentée, surtout par les commerçans européens qui se rendent en Chine. Toujours est-il que plusieurs des forts qui pourraient la défendre existent dès à présent. A partir des limites du territoire des Indiens libres jusqu'aux cataractes du Missouri, c'est-à-dire sur un espace de plus de 1,500 milles, six de ces forts ont été en effet successivement construits sur les rives du Missouri. Le camp de Leavenworth et les forts Lookout, Pierre, Clarke, Union et Mackenzie, seront peut-être un jour les principales stations de la grande route commerciale de M. Washington Irving. Nous verrons tout à l'heure quelle est aujourd'hui la nature et l'importance de chacun de ces établissemens.

Du camp de Leavenworth au fort Lookout, la distance est d'environ 450 milles. Quatre grandes tribus se partagent cette partie des prairies de l'ouest, les Otos, les Omahas, les Puncas et les Dacotas. Les Omahas, avec lesquels nous avons déjà fait connaissance, sont, après les Dacotas, la plus importante de ces tribus. A mi-chemin du camp de Leavenworth au fort Lookout, et au centre du district des Omahas, s'élève sur le sommet d'une colline qui domine le fleuve un *tumulus* de forme conique, où l'un des plus fameux chefs du pays, *Wha-Schinga-Sabas*, l'Oiseau-Noir, a été enterré. Ce chef, dévoué aux blancs, passait pour sorcier et régnait par la terreur. L'arsenic, qu'il employait d'une façon mystérieuse et terrible, était son unique sortilége. Au moyen de doses habilement préparées, il se débarrassait à temps de tout rival et de tout ennemi. Enlevé, avec une partie de

sa tribu, par une de ces terribles épidémies de petite-vérole qui déciment les populations indiennes, on l'enterra debout, sur un mulet vivant, au sommet d'un monticule de verdure, le visage tourné vers la terre des blancs, ainsi qu'il en avait donné l'ordre. Wha-Schinga-Sabas était tellement craint des siens, qu'on n'osait le réveiller quand il dormait : on le chatouillait sous le nez avec un brin d'herbe (1). Au-delà de la tombe de *l'Oiseau-Noir* et à partir du confluent du Missouri et d'un de ses principaux affluens, la Rivière-Plate, le terrain perd de sa fertilité, et la végétation n'a plus la même vigueur que sur les rives du Bas-Missouri. La nature argileuse du sol, qui, lors des chaleurs de l'été, prend la dureté de la pierre, frappe de stérilité une partie de ces immenses prairies. Les troupeaux de bisons ne s'y montrent que durant l'hiver, quand la rigueur du froid les chasse des districts avoisinant les Montagnes Rocheuses.

Comme le *Yellow-Stone* arrivait à la hauteur du district des Indiens Puncas, dont la tribu habite la contrée qui s'étend au sud du Missouri, au-dessus du confluent de cette rivière et de la rivière *Qui-Courre*, une troupe d'indigènes visita les voyageurs. Leur chef exprima le désir que leur grand-père (c'est ainsi qu'ils appellent le président des États-Unis) leur envoyât des instrumens aratoires. « Dans cette occasion, la pose de l'orateur était belle. Il avait l'épaule et le bras droit nus, et gesticulait de la main. Sa noble figure avait beaucoup d'expression. » A Cedar-Island, sur les limites du territoire des Indiens Puncas et des Indiens Dacotas, les voyageurs rencontrèrent les premiers bisons, ainsi que des troupeaux d'antilopes. Des couches de houille commençaient aussi à se montrer par places, alternant avec le sable et l'argile des collines. Une de ces couches régnait sur les deux bords de la rivière, à la même hauteur. Elle s'étendait aussi loin que la vue portait, et pouvait être suivie sur un espace de plusieurs centaines de milles. Lors des incendies des prairies, ces houilles, qui sont à découvert, s'enflamment; le feu s'étend souterrainement et dure souvent plusieurs années. D'ailleurs rien ne croît sur ces collines d'argile, dont les sommets semblent calcinés par la flamme, et ont la couleur et la dureté de la brique.

Sioux-Agency, ou fort *Lookout*, deuxième station du Missouri, où le *Yellow-Stone* s'arrête, est un poste de la compagnie américaine des pelleteries, agréablement situé sur une pelouse entourée de collines boisées, et derrière lesquelles s'étend la vaste prairie dans toute sa

(1) Voyez, dans l'*Astoria* de Washington Irving, l'histoire de ce chef.

triste nudité. Dans les environs du fort, les Indiens Dacotas avaient dressé leurs tentes de cuir en forme de pains de sucre très effilés. La tribu des Dacotas, les Sioux des Français, occupe sur les deux rives du Missouri un vaste territoire qui s'étend des Montagnes Noires, vers le sud, aux rives du Mississipi. Elle compte vingt et quelques mille ames, possède deux à trois mille tentes, et peut mettre huit à dix mille hommes en campagne. Cette tribu est la plus nombreuse de celles de l'ouest après les Assiniboins, qui occupent le territoire limitrophe de la Nouvelle-Bretagne. Les Indiens Dacotas ont en général les os de la face plus saillans et les traits du visage moins agréables que les autres peuplades du Missouri. Ce sont des peuples chasseurs, suivant le gibier dans ses émigrations et couchant sous des tentes faciles à transporter. Deux de leurs tribus font exception à la règle et habitent des villages stables. L'une d'elles, les *Wahk-Pe-Kuteh*, confinée sur les rives du Mississipi, y cultive le maïs et d'autres plantes qui servent à sa nourriture. Les Indiens Dacotas possèdent un grand nombre de chevaux et de chiens qu'ils mangent volontiers. Ces Indiens passaient autrefois pour être très dangereux. Bradbury les appelle *blood thirsty savages*, des sauvages qui ont soif de sang; mais aujourd'hui, à l'exception de la tribu des Yanktoans, ils vivent en bonne intelligence avec les blancs.

« Un des hommes les plus estimés parmi eux, et qui se montrait le plus dévoué aux blancs, était celui qu'on appelait *Big-Soldier*, le gros soldat (*Wahktégueli*); c'était un homme de haute taille et de bonne mine, ayant dix à onze pouces, mesure prussienne, âgé de soixante ans, avec un nez fortement aquilin et de grands yeux vifs... » M. Bodmer voulait, dès son arrivée, peindre le *Big-Soldier* en pied. Celui-ci se présenta en grande toilette, le visage peint en rouge avec du cinabre et de courtes raies noires parallèles sur les joues. Sur la tête, il portait des plumes d'oiseaux de proie, placées sans ordre; c'étaient des trophées de ses exploits et notamment des ennemis qu'il avait tués... Ses oreilles étaient parées de longs cordons de grains de verre bleus, et sur sa poitrine pendait, à un cordon passé autour du cou, la grande médaille d'argent des États-Unis. A la main, il tenait son tomahawk ou hache d'armes. Il paraissait très flatté de servir de modèle à M. Bodmer, et il garda pendant toute la journée la position qui lui avait été indiquée, ce qui est en général fort difficile pour les Indiens.

Le fort Pierre, troisième station du Missouri, est situé à quelques journées seulement du fort Lookout, au confluent du grand et du petit Missouri. C'est un des établissemens les plus considérables de la

compagnie des pelleteries. Au moment du passage du prince Maximilien, il renfermait pour 80,000 dollars (450,000 francs) en marchandises, sans compter les sommes reçues en échange des Indiens. Au-delà de ce fort, construit au centre du district des Indiens Dacotas, la physionomie du pays se modifie profondément. De tous côtés se dressent des monticules à pans aigus et verticaux, à travers lesquels le fleuve a peine à se frayer un passage; puis ces monticules font place à des collines de forme conique et aux sommets arrondis. En examinant ces collines isolément, on reconnaît dans chacune d'elles un petit volcan avec son cratère, ses laves et ses scories argileuses. Il est évident que ces monticules boueux ont été lancés de bas en haut par les feux souterrains dont toute cette contrée dénote l'action. Ces monticules, dénués de végétation, alternent avec des prairies également nues. Le bord des rivières est seul garni de taillis et de rares futaies qui renferment une quantité d'elks aux bois énormes, de loups blancs et de cabris, tandis que de grands troupeaux de bisons parcourent les prairies. C'est là que vivait naguère la puissante tribu des Indiens Aricaras, qui avait construit plusieurs villages, abandonnés aujourd'hui. Les habitans, hostiles aux blancs, ont fui leur vengeance et se sont enfoncés dans le désert, entre Saint-Louis et Santa-Fé. Le chef des Aricaras, lors de l'émigration, s'appelait *Starapat* (*la main pleine de sang*); les femmes de cette tribu étaient les plus belles du Missouri.

Dans les fragmens de son *Voyage en Amérique*, et dans son poème des *Natchez*, M. de Châteaubriand a vivement retracé quelques scènes de la vie indienne, dont il paraît n'avoir étudié que le côté pittoresque. L'imagination d'un grand poète n'embellit qu'à la charge d'ennoblir; elle relève le côté vulgaire des choses. Tout en laissant aux scènes de la vie sauvage leur énergique grandeur, l'illustre écrivain a rejeté dans l'ombre les teintes crues et discordantes, les détails prosaïques et grossiers, qui auraient pu nuire à l'effet peut-être un peu trop pompeux de ses tableaux. Washington Irving dans son *Astoria*, et le prince de Wied-Neuwied, dans son intéressant voyage, sont restés plus fidèles à la vérité. Historiens et dessinateurs précis plutôt que poètes, ils se sont bien gardés de négliger ces particularités vulgaires, mais intéressantes, qui, après tout, sont la vie. Tous deux ont dessiné le modèle qu'ils avaient sous les yeux, ils ne l'ont pas fait poser. Leurs tableaux sont donc, avant tout, des restitutions; ils sont essentiellement vrais. Nous doutons qu'aucun écrit puisse mieux nous initier aux occupations et aux émotions si variées de la vie indienne que quelques-uns des chapitres de l'*Astoria* de Washington Irving. Sa description d'un

village, Aricara, est un de ces tableaux complets auxquels rien ne manque, ni la couleur héroïque ni le trait familier. Washington Irving nous montre l'Indien dans toutes les situations de la vie. Infatigables dans leurs chasses, intrépides dans les combats, mais peut-être plus bruyans encore que braves, ces enfans de la nature sont, hormis ces deux occasions, d'une paresse qui passe toute croyance. Quand l'abondance et la paix leur permettent de rester au logis, tandis qu'ils sommeillent couchés à l'ombre, ou qu'accroupis sur les toits de terre de leurs cabanes ils causent de leurs chasses ou de leurs combats, leurs femmes sont chargées de tous les travaux du ménage, et se livrent aux occupations les plus pénibles. Loin de se plaindre de leur lot, elles revendiquent le travail comme un droit. La plus grave injure qu'une de ces femmes puisse adresser à une autre dans leurs disputes, c'est de lui dire : — Malheureuse! j'ai vu ton mari qui portait du bois dans sa cabane pour allumer son feu; où était donc son épouse, pour qu'il fût obligé de faire lui-même la femme!

Le récit de la première entrevue du prince de Wied-Neuwied avec un grand rassemblement d'Indiens aux environs des villages des Meunitarris rappelle les peintures les plus animées de Washington Irving. Le pyroscaphe aborda près d'un bois de saules, et le prince se trouva immédiatement entouré par une troupe nombreuse composée des Indiens les plus élégans des bords du Missouri. Les Meunitarris sont, sans contredit, les plus grands et les mieux faits de tous les Indiens qui vivent près de ce fleuve; sous ce rapport, ainsi que sous celui de l'élégance des costumes, il n'y a que les Indiens *Corbeaux* que l'on puisse leur comparer; peut-être même ces derniers les surpassent-ils pour le luxe des habits. Leurs visages étaient en général peints en rouge avec du cinabre, usage commun aux Américains du nord, aux Brésiliens et à d'autres peuples de l'Amérique méridionale; leurs cheveux retombaient sur leur dos, partagés en tresses ou en queues; ils portaient de longs cordons de grains de verre blancs ou azurés, entremêlés de coquilles de *dentalium*, et leur coiffure consistait en plumes fixées dans leurs cheveux. Leurs physionomies singulières trahissaient leur étonnement avec une remarquable mobilité d'expression. Tantôt c'était un regard froid et égaré, tantôt une curiosité sans bornes, tantôt une bonté naïve. La plupart de ces Indiens étaient nus jusqu'à la ceinture, et la belle peau brune de leurs bras était ornée d'éclatans bracelets de métal blanc. Ils tenaient à la main leur fusil, leur arc et leur tomahawk, et sur le dos ils portaient un carquois de peau de loutre, élégamment orné. Leurs *leggings* ou culottes de peau

étaient garnies de mèches de cheveux des ennemis qu'ils avaient tués, ou bien de crins peints de différentes couleurs. Ces hommes beaux et forts faisaient connaître les sentimens dont ils étaient agités en riant et en montrant leurs dents d'ivoire, car les modes disgracieuses et contraires à la nature, ainsi que les costumes variés des hommes blancs, n'étaient que trop faits pour offrir matière à des remarques plaisantes, que les Indiens, tout simples qu'ils paraissent, formulaient d'une manière très énergique et très piquante. Ces sauvages avaient revêtu leurs plus beaux habits, et cherchaient à paraître dans tous leurs avantages. Des hommes de taille athlétique montaient des chevaux fougueux que le bruit de la machine du pyroscaphe effarouchait, mais qu'ils domptaient facilement à l'aide de petits fouets. Les voyageurs ne pouvaient se lasser de contempler ces grands et fiers cavaliers au visage peint en rouge, et qui ressemblaient beaucoup aux Circassiens. Ces sauvages dompteurs de chevaux portaient en sautoir le précieux collier de longues griffes d'ours. Leurs robes de bisons, peintes avec élégance, étaient retenues autour du corps par une courroie. La plupart montaient sans étriers, ce qui ne les empêchait pas d'être très solidement assis; d'autres se servaient de selles qui ressemblaient au *bock* hongrois. Parmi les femmes qui faisaient partie de ce rassemblement, il en était quelques-unes de fort jolies, dont les yeux noirs, pleins de feu, brillaient comme des éclairs dans leur visage rouge. On a souvent comparé ces tribus indiennes aux peuplades grecques contemporaines de la guerre de Troie. La solennité dans les conseils et la férocité dans les combats, l'exaltation de certains sentimens généreux, l'héroïsme sauvage entretenu par cette guerre perpétuelle, propre à l'état de nature dans lequel vivent ces tribus, constituent seuls une analogie peu frappante, que le trait le plus distinctif du caractère indien, l'enfantillage, suffit d'ailleurs pour détruire. Ces fiers guerriers, ces discoureurs sentencieux sont, avant tout, de grands enfans qu'un rien distrait, préoccupe ou amuse. Ils ont tous les vices et toutes les fantaisies du premier âge, et s'ils sont cruels, vindicatifs et colères, c'est qu'à l'exemple du méchant de Hobbes, ce sont des *enfans robustes*.

On voit, par ces curieux détails, l'intérêt qui s'attache à la relation du prince voyageur. L'ouvrage de M. Washington Irving, qui contient le récit des premiers voyages entrepris vers l'ouest à travers l'immense continent américain, soit par Clarke et Lewis, soit plus tard par MM. Hunt, Bradbury et Nuttall, a tout le charme d'un roman. L'expédition du major Long aux Montagnes Rocheuses et le voyage du

prince de Wied-Neuwied complètent heureusement ces curieuses explorations. Le major Long a pu pénétrer au cœur de la grande chaîne centrale qui continue à travers l'Amérique septentrionale les Cordillières et les Andes; il a vu plus de pays que le prince, mais ses observations portent sur moins d'objets et sont plus superficielles. Les montagnes qu'il a visitées, comme toutes celles du continent américain, ne présentent pas une chaîne régulière et uniforme, et quoique leurs cimes dépassent souvent la limite des neiges éternelles et atteignent à une hauteur de onze à douze mille pieds, elles ne paraissent pas d'une élévation extraordinaire. C'est que chacun des petits groupes ou des pics détachés qui composent ce système s'élèvent du milieu de hautes plaines étagées à plusieurs milliers de pieds au-dessus du niveau de l'océan. L'aspect de ces sommités granitiques et de ces plaines formées par leurs détritus est singulièrement désolé; pas un arbre, pas un brin d'herbe n'égaie la teinte morne et plombée du sol, que dévorent pendant l'été les rayons d'un soleil de feu, et que pendant l'hiver la neige enveloppe d'une couche épaisse. Cette zone de désolation et de stérilité s'étend à plusieurs centaines de milles sur les deux versans nord et sud de la chaîne. Washington Irving appelle cette région le *grand désert américain*.

Nous ne voulons ni analyser le livre de M. Washington Irving, ni suivre le prince de Wied-Neuwied dans sa navigation de plus de mille lieues sur le Missouri. Il nous suffira d'indiquer ici les résultats principaux du voyage. Durant son excursion au cœur de cette vaste contrée, la moins peuplée de la terre, le prince a trouvé constamment de quoi occuper son observation. Les animaux, à défaut de l'homme, couvrent les bords de la grande rivière, qui, aux environs des villages des Meunitarris, à mille huit cents milles de son confluent avec le Mississipi, a encore un demi-mille de largeur. Les monstrueux bisons, les elks aux cornes rameuses, les cabris et les antilopes, réunis par grandes troupes, parcourent les prairies. Le castor ronge les bois du rivage pour en former sa demeure; les cignes, les oies sauvages et une foule d'oiseaux aquatiques couvrent les eaux du fleuve. D'énormes amas de serpens remplissent les interstices des rochers et les cavités des collines qui dominent ses rives, et par momens, quand vient le soir, le grand ours noir (*grizzly bear*), l'ours gris et le loup blanc, apparaissent comme des fantômes sur la lisière des forêts.

Le *Yellow-Stone* avait quitté Saint-Louis depuis soixante-quinze jours, quand les voyageurs atteignirent le Fort-Union, la cinquième grande station du Missouri. Ce fort situé au-dessus du confluent du

Yellow-Stone-River et du Missouri a été bâti par M. Mackenzie dans l'automne de 1829. Cet établissement, le plus important de la compagnie américaine des pelleteries, est le centre du commerce qui se fait avec les peuplades des Montagnes Rocheuses au moyen de deux postes avancés : le fort Cass, situé à deux cents milles plus haut sur le Yellow-Stone-River, et le fort Mackenzie, construit à six cent cinquante milles plus haut sur le Missouri. Le premier de ces forts sert à entretenir des relations avec les Indiens Corbeaux; le fort Mackenzie met la compagnie en rapports directs avec les trois grandes tribus des Indiens Pieds-Noirs. Plus de cinq cents employés ou engagés sont entretenus dans ces forts du haut Missouri; les uns, tels que les *engagés* ou *voyageurs*, servent de bateliers, de chasseurs, de colporteurs, et comme tels se mêlent aux Indiens, qu'ils vont chercher chez eux, et dont à la longue ils prennent les habitudes. Ce sont les plus utiles et les plus exposés des agens de la compagnie. Armés jusqu'aux dents, ils sont souvent obligés de combattre des partis d'Indiens hostiles, et il ne se passe pas de printemps qu'il n'en tombe un certain nombre sous les armes qu'eux-mêmes ont fournies à ces Indiens. Les rives du Missouri étant devenues moins giboyeuses, ils sont maintenant obligés de se hasarder davantage dans l'intérieur du pays, et de pousser leurs expéditions jusqu'au cœur des Montagnes Rocheuses, où souvent ils hivernent. Ils se retranchent alors dans de petits postes appelés *loghouses*, qui servent de points de ralliement aux Indiens qui y apportent les fourrures qu'ils ont recueillies. Lors du voyage du prince Maximilien, ces postes étaient au nombre de vingt-trois. La compagnie les fait ravitailler pendant l'été par des détachemens bien armés, conduits par ses agens les plus résolus. Ils portent aux engagés stationnaires les marchandises, munitions, vêtemens et piéges dont ils ont besoin, et rapportent les fourrures échangées (1).

(1) On peut juger de l'importance du commerce des pelleteries par le tableau de la quantité moyenne des peaux rapportées annuellement de l'intérieur, que nous extrayons de l'ouvrage du prince de Wied-Neuwied.

Les animaux dont on recueille les fourrures sont : le castor, fournissant environ 25,000 peaux; — la loutre, 200 à 300 peaux; — le bison, de 40,000 à 50,000 peaux; — le *fisher* (*mustela canadensis*), 500 à 600 peaux; — la martre, même nombre; — le lynx du nord (*felis canadensis*), de 1,000 à 2,000 peaux; — le lynx du midi (*felis fulva*), même nombre;—le *renard fauve*, 2,000 peaux;—le renard argenté, 20 à 30 peaux; — le *cross fox* (*canis decussatus*), de 200 à 300 peaux; — le vison, (*mustela vison*), environ 2,000 peaux; — le rat musqué (*ondathra*), de 1,000 à 100,000 peaux (d'après le capitaine Back, on importe à Londres un demi-million de ces peaux tous les ans, cet animal étant répandu et fort nombreux jusqu'aux

La prairie aux environs du Fort-Union est interrompue vers le nord par une chaîne de collines d'argile et de grès arénacé aux sommets arrondis. Ces collines, nues comme la prairie, sont couvertes d'un gazon ras ou hérissées par places des touffes épineuses du *cactus ferox*. Les arbres d'apparence chétive ne se rencontrent que dans quelques ravins profonds ou au bord des rivières. Le climat aux environs du Fort-Union, ainsi que dans tout le haut Missouri, est très variable et donne dans les extrêmes. L'hiver, souvent fort rude, se prolonge jusqu'en mai, puis viennent tout à coup des chaleurs excessives interrompues par des tempêtes et des coups de vents glacials. Ces bourrasques amènent la saison sèche, qui commence en juillet et dure jusque en octobre. La prairie, à cette époque, présente l'aspect d'un désert poudreux et nu. Les collines se nuancent de teintes roussâtres; leur sol d'argile, d'un gris-bleu, prend la dureté de la pierre et ne se laisse entamer que par les racines du cactus ou de quelques arbustes épineux. Les ruisseaux tarissent; le Missouri lui-même ne présente plus qu'un mince volume d'eau qui suffit à peine à porter les bateaux plats appelés *keelboath*. Les troupeaux de bisons, qui galopent à travers la prairie cherchant un peu d'herbe fraîche, soulèvent d'énormes nuages de poussière, et ne tardent pas à s'enfoncer vers le nord. A la fin de la saison sèche, tout semble frappé de mort et de stérilité.

L'hiver sévit avec la même rigueur. Dès le milieu d'octobre, la campagne se couvre de neige, et vers le commencement de décembre le thermomètre descend à 10 et 12 degrés au-dessous du point de congélation. En janvier il tombe à 25 et même à 30 degrés Réaumur. Ces froids excessifs sont d'ordinaire accompagnés d'ouragans de neige que le vent soulève au point de remplir l'atmosphère et d'amener une complète obscurité. Si l'air est calme, le froid est plus terrible encore. L'horizon paraît trouble et comme vaporeux; l'air, qui semble composé de particules solides et brillantes, se remplit d'iris et de parhélies; l'eau des chutes et des cascades, que la gelée ne peut solidifier, fume comme si elle était chaude. La neige durcie se brise et rend un son clair. Les Indiens appellent le mois de janvier le mois des sept nuits froides. S'ils ont fait bonne chasse et que les vivres soient abondans, ils passent des journées entières couchés sous leurs tentes, enveloppés de fourrures et de couvertures. Si les vivres manquent, ils

bords de la mer Glaciale); — enfin les cerfs (*cervus virginianus et macrotis*), de 20,000 à 30,000 peaux. — Les peaux d'elk (*cervus canadensis*) et les peaux de loups sont les moins estimées; on ne s'en sert que pour des usages locaux.

se mettent courageusement en campagne, chassant, en compagnie de leurs femmes, les cerfs et les bisons; à défaut de gibier, ils mangent leurs chiens. Dans ces chasses d'hiver, obligés parfois de passer les nuits dans la forêt, par une température de 30 degrés Réaumur au-dessous de zéro, les moins valides succombent, et les plus robustes reviennent souvent avec un membre gelé. Quant aux animaux, ils se cachent et disparaissent absolument. Les corbeaux seuls, d'ordinaire si sauvages, se montrent aux environs des habitations et se laissent approcher.

Les grandes sécheresses d'été et les froids rigoureux de l'hiver frappent donc de stérilité le sol de ce grand plateau central de l'Amérique du Nord. Ces causes, jointes à la rareté du bois, pour peu qu'on s'éloigne des rivières, mettront toujours obstacle au défrichement et à la colonisation des prairies par les blancs. Si dans certaines localités l'argile et le sable se recouvrent d'une couche de terre végétale de plusieurs pieds d'épaisseur, les vents violens et presque continuels dessèchent ce sol fertile et enlèvent le peu d'humidité qu'y répandent des pluies et des rosées insuffisantes. Le fumier qu'on dépose sur ces terres se réduit, comme elles, en poussière, et ne tarde pas à être emporté par le vent. Quelques tribus indiennes, comme les Mandans et les Meunitarris, s'adonnent, il est vrai, à la culture, et récoltent d'assez beaux maïs. C'est que leurs champs sont placés sur le bord des rivières, dans des endroits abrités par des hauteurs; et d'ailleurs, ces cultivateurs sont si peu nombreux, qu'ils n'ont pas besoin d'une grande étendue de terres arables; mais que les établissemens des blancs se dirigent de ce côté, ce serait tout autre chose : les terres susceptibles de produire manqueraient aussitôt. L'espace intermédiaire entre cette dernière zone des prairies et les Montagnes Rocheuses, et qui est aujourd'hui occupé par les tribus errantes des Assiniboins et des Indiens *Pieds-Noirs*, *Gros-Ventres* et *Corbeaux*, semble également, par sa seule configuration, repousser toute tentative de colonisation. L'argile et le sable font place à la craie, au grès et aux schistes. De tous côtés se dressent des collines et de hautes montagnes aux formes les plus singulières. Les cimes de ces montagnes figurent des châteaux, des tables, des colonnades, des buffets d'orgues avec leurs tuyaux, des clochetons, des boules ou des cornes recourbées; parfois, évidées par les pluies, elles présentent des portiques, ou se dressent plus étroites à la base qu'au sommet, comme autant d'énormes champignons; souvent même elles se découpent plus étrangement encore. Le voyageur compare ces rocs suspendus et bizarrement déchirés au glacier des

Bossons, dans la vallée de Chamouni. A partir du défilé des *Châteaux blancs*, cette contrée prend le nom caractéristique de pays des *mauvaises terres*. Le bighorn, espèce de mouton sauvage, et le corbeau vivent seuls dans ces montagnes escarpées que l'Indien évite, et à travers lesquelles le Missouri a peine à se frayer un passage.

C'est de l'autre côté de ces collines, premier chaînon des Montagnes Rocheuses, et à la sortie de l'étrange défilé des *Stone wals*, où la formation du grès blanc affecte les formes les plus extraordinaires, qu'est situé le fort Mackenzie, dernier établissement vers l'ouest de la compagnie américaine. Ce fort, que M. Michel fonda en 1832 dans une étroite prairie, à une journée des chutes du Missouri et à cent milles environ de la grande chaîne des Montagnes Rocheuses, sert d'entrepôt au commerce des pelleteries avec les Indiens Pieds-Noirs, Gros-Ventres, Assiniboins, Sassis et Koutanés. Ces dernières tribus habitent par-delà les sources du Maria-River, sur l'autre versant des Montagnes Rocheuses. Tandis qu'à la suite d'un traité conclu avec les tribus du haut Missouri on construisait le fort Mackenzie, 10 à 12,000 de ces Indiens bloquaient le *keelboath* où l'expédition se retirait chaque soir. Ce fort est le plus exposé de ces établissemens formés par les blancs, où la cupidité de l'Européen est en lutte perpétuelle avec le caractère perfide, rapace et sanguinaire de l'Indien.

Pendant son séjour au fort Mackenzie, le prince de Wied-Neuwied vit éclater une de ces petites guerres de tribus à tribus. Une troupe de 600 guerriers assiniboins attaqua, sous les piquets du fort, un parti d'Indiens Pieckaus qui s'y était réfugié. Les engagés et les Européens habitans du fort furent obligés d'intervenir et de se mêler aux combattans, car les Pieckaus étaient les alliés des blancs. L'action fut vive, mais peu sanglante, et l'on pourrait inférer du récit du voyageur, ou que cette réputation de singulière bravoure que l'on a faite aux Indiens est tout-à-fait usurpée, ou qu'en fait de courage ils sont très journaliers. Ces combats présentent d'ailleurs un spectacle des plus pittoresques, et qui nous reporte aux temps héroïques. Cavaliers et fantassins, groupés confusément, combattent sans ordre, s'apostrophant comme les héros d'Homère, poussant d'effroyables cris et tiraillant à de grandes distances. Pour peu qu'un parti soit plus nombreux et fasse mine de se porter en avant, ses adversaires se replient aussitôt, emportant les morts et les blessés. Il est rare, à moins de surprise, que le combat ait lieu corps à corps. Les cavaliers sont chargés de toutes sortes d'armes et d'ornemens. Ils portent l'arc et le carquois sur le dos, le bouclier au bras, et tiennent à la main leur fusil et leur toma-

hawk. Ils se couvrent la tête de plumes d'aigles noires ou blanches, et laissent retomber en arrière et pendre jusqu'à terre de magnifiques panaches. Afin d'avoir une entière liberté de mouvemens, ils gardent le haut du corps nu, sauf un baudrier de peau de loup passé en sautoir. Assis sur des housses de peaux de panthères doublées d'écarlate, ils lancent au galop leurs chevaux couverts d'écume, qu'ils dirigent plutôt avec le fouet qu'avec la bride. La prairie couverte de ces sauvages combattans présente le spectacle le plus frappant et le plus original.

La guerre soudaine qui venait d'éclater entre les tribus qui occupaient tout le territoire compris entre le fort Mackenzie et les Montagnes Rocheuses en rendait l'accès fort difficile. Un parti d'Indiens hostiles, campé dans la direction des chutes du Missouri, fermait, de ce côté, la route des montagnes. Le prince de Wied-Neuwied se vit donc contraint de renoncer au projet qu'il avait formé de passer l'hiver au cœur de la grande chaîne des Montagnes Rocheuses. C'eût été s'exposer à d'excessives fatigues et à une mort presque certaine, car, une fois échappé aux Indiens Assiniboins, on devait tôt ou tard rencontrer les partis d'Indiens *du sang* qui couraient le pays entre les trois sources du Missouri, et qui sont en état de guerre perpétuelle avec les blancs, dont ils estiment les *scalps* avant tout. L'année précédente, ces Indiens avaient tué cinquante-six blancs, traqueurs de castor ou chasseurs isolés; ils en avaient tué jusqu'à quatre-vingts dans une saison; cette année, plusieurs engagés avaient déjà succombé sous leurs coups. Le prince Maximilien se décida donc à ne pas pousser plus loin et à redescendre le Missouri. Le froid commençait à sévir quand il arriva au fort Clarke, quatrième station du Missouri, où il s'arrêta pour passer l'hiver. Cette saison, sur le haut Missouri, est, comme nous l'avons dit, fort rigoureuse. Dès le 16 décembre, le thermomètre de Réaumur tomba à 15 degrés au-dessous du point de congélation; l'eau gelait dans les chambres, près du feu, et le Missouri ne présentait plus qu'une masse de glaces. Dans le lit, on n'osait éloigner les mains du corps, de peur qu'elles ne gelassent. Les Indiens revenaient de leurs incursions à demi perclus, et l'on était obligé, pour les ranimer, de les coucher devant le feu, enveloppés de couvertures. Le 2 janvier, le thermomètre indiquait 25 degrés de froid, et le 21 janvier, 27 degrés. A la même époque, au Fort-Union, situé à quatre cents milles plus haut sur le Missouri, le thermomètre marqua 34 degrés au-dessous du point de congélation.

Ces froids excessifs et les privations de toute espèce altérèrent gravement la santé du prince Maximilien, qui fut sur le point de suc-

comber sous les atteintes du scorbut. L'usage d'une espèce d'oignon (1) qu'on recueille dans la prairie le tira d'affaire. Si l'hiver avait été rude, le printemps fut précoce. Dès le 7 avril, le Missouri s'était débarrassé de ses glaces. Le 18 avril, le prince put continuer son voyage en descendant le fleuve. Cette année-là, les bisons avaient manqué dans les prairies du Missouri inférieur, et les tribus indiennes souffraient d'une affreuse disette. A son passage au fort Pierre, on régala le voyageur avec un chien indien qui avait coûté 12 dollars (60 francs). Ces hivers rigoureux, joints au manque de gibier, déciment les tribus indiennes. La dégoûtante avidité avec laquelle ces malheureux se gorgent de la chair à demi pourrie des bisons noyés, qu'au printemps le Missouri ramène sur ses glaces brisées, engendre des maladies contagieuses, qui, jointes aux épidémies de petite-vérole, les enlèvent par milliers.

De retour à Cincinnati, le prince de Wied-Neuwied se rendit au lac Érié par le canal de l'Ohio. Il visita les chutes du Niagara, et gagna New-York par le canal Érié et le fleuve Hudson. Le 8 août 1834, il était de retour en Europe, après une absence de trois années, ayant parcouru dix mille milles anglais, ou quatre mille lieues de poste sur le continent américain.

Le prince de Wied-Neuwied consacre plusieurs chapitres de son ouvrage à décrire les mœurs, coutumes et religion des diverses tribus indiennes du Missouri. Ces mœurs sont héroïques quelquefois, mais toujours barbares. Les coutumes de ces tribus sont très variées, surtout les coutumes qui naissent des préjugés. Leur religion n'est qu'un assemblage de superstitions grossières. Ils croient à l'existence d'une foule d'êtres surnaturels qui habitent les corps célestes; ils les adorent, les implorent, leur offrent des sacrifices, et s'imposent de longs jeûnes et de cruelles pénitences pour se rendre ces esprits favorables. *Ohmahank-noumakchi*, le seigneur de la vie, *Numanck-machana*, le premier homme, *Ohmahank-ciké*, le vilain de la terre, *Ché héque*, le loup menteur des prairies, espèce de juif errant qui parcourt continuellement la terre sous le visage de l'homme; *Rokanka-tauïhanka*, l'habitant de l'étoile du jour (Vénus), sont les plus puissantes de ces divinités mystérieuses qu'adorent les tribus de l'ouest, et particulièrement les Mandans et les Meunitarris. Ils font aussi des offrandes au soleil, qu'ils regardent comme la demeure du seigneur de la vie, et à la lune, la demeure de la vieille qui ne meurt jamais, dont la puissance est également fort grande. Quelques-unes de ces superstitions

(1) *Allium reticulatum*.

sont vraiment poétiques. Les Mandans, par exemple, regardent les étoiles comme les ames des hommes morts. Quand une femme met un enfant au monde, une étoile tombe du ciel sur la terre et anime l'enfant qui vient de naître; après la mort de l'enfant ou de l'homme, l'étoile retourne au ciel.

Les Indiens croient aux songes et aux maléfices : chose singulière, on retrouve chez certaines tribus du Missouri, les Mandans et les Meunitarris, par exemple, l'envoûtage, tel qu'il existait en Europe au xve siècle. Ces Indiens sont persuadés qu'une personne à qui l'on veut du mal doit infailliblement mourir, si on introduit une aiguille ou un piquant de porc-épic à l'endroit du cœur d'une figurine en bois ou en argile représentant cette personne.

Il existe dans chaque tribu plusieurs sociétés ou bandes dont les membres se distinguent par des marques extérieures, et sont unis entre eux par des lois maçonniques. Ces bandes se réunissent, à certaines époques, pour exécuter leurs danses symboliques ou guerrières, telles que la danse des bisons, des chiens et du scalp. Dans ces circonstances, les figurans se livrent à toutes sortes de récréations et de jeux, et au libertinage le plus effréné, tant avec les filles et les femmes, qui durant cette fête appartiennent à tous, qu'avec ces hommes-femmes qu'on rencontre dans toutes les tribus indiennes de l'Amérique du Nord. On ne retrouve plus dans ces occasions aucune trace de la jalousie qui porte l'Indien à mutiler sa femme adultère et à lui arracher le nez; tout au contraire, c'est le mari qui provoque l'infidélité de sa femme et qui la remet à son soi disant *père*. La musique et les chants qui accompagnent ces danses sont tout-à-fait barbares. Les jongleurs se mêlent à ces fêtes, et leur adresse est quelquefois extraordinaire. Les jongleurs aricaras sont les plus habiles; voici un de leurs tours. Un homme armé d'un sabre détache d'un seul coup la tête de son camarade; on ramasse la tête et on l'emporte. Le tronc saignant du mort se relève au bout de quelques instans et se met à danser sans tête. On rapporte la tête coupée, qu'on replace sur les épaules du décapité, sens devant derrière. L'homme continue sa danse jusqu'à ce que la tête reprenne d'elle-même sa position naturelle, et que le danseur, se retrouvant au complet, puisse apostropher l'auditoire comme avant le coup de sabre. Il n'est pas surprenant que les colons canadiens aient regardé les Aricaras comme des sorciers, sachant faire des miracles.

M. de Châteaubriand, en décrivant les mœurs des Indiens, leurs cérémonies religieuses, leurs fêtes, leurs chasses, leurs guerres et leurs jeux,

nous a présenté la vie sauvage sous un aspect presque séduisant. Si l'on compare aux pages brillantes de l'illustre écrivain les relations des derniers voyageurs qui ont séjourné parmi les peuplades de l'Amérique septentrionale, on trouvera que l'influence de la civilisation a gravement altéré les mœurs dont M. de Châteaubriand trace une peinture si éclatante. L'Indien n'est plus le guerrier fameux; roi libre de sa forêt, c'est un trafiquant sans bonne foi et un mendiant sans pudeur. On ne peut plus compter ni sur son dévouement ni sur sa loyauté, et ses vertus hospitalières peuvent même être mises en doute. En contact perpétuel avec le rebut de la civilisation, il n'a pris à l'Européen que des maladies et des vices. Tout, dans ces vastes contrées de l'ouest, semble donc se réunir pour repousser la colonisation, la stérilité du sol, la rigueur du climat, l'astuce et la méchanceté des habitans. Et ces habitans eux-mêmes, quel peut être leur sort probable dans un avenir plus ou moins rapproché? M. Washington Irving remplace les tribus indiennes actuelles par une race moitié pastorale, moitié vagabonde et pillarde, vivant, comme l'Arabe, de rapine, et, comme le Tartare, de la chair et du lait de ses cavales. « L'Espagnol, en naturalisant le cheval chez les Indiens de Santa-Fé, et par suite dans l'intérieur de l'Amérique du Nord, doit, dit-il, opérer dans les mœurs de la race indigène une révolution complète. » Cela peut être vrai pour les grands plateaux de l'Amérique centrale ou de l'Amérique du Sud; mais la nature du sol traversé par le Missouri, la rivière de la Roche-Jaune ou la Rivière-Plate, n'est pas la même que dans le Chili ou à Tucaman, et s'opposera toujours à ce que l'Indien ressemble à l'habitant des pampas. Nous croyons donc plutôt à l'extinction de la race indienne qu'à sa transformation; le gibier, sa principale nourriture, a diminué annuellement, en butte à une stupide et incessante destruction. Avant cinquante ans, cette ressource manquera, et la race indienne devra périr, la dernière tribu suivant le dernier troupeau de bisons. Il est donc fort probable que vers la fin du siècle toute cette vaste contrée du Missouri, déjà la moins peuplée du continent américain, eu égard à son étendue, ne présentera plus qu'une immense solitude, où l'action puissante de la nature effacera jusqu'aux traces passagères que la cupidité de l'Européen laisse derrière elle.

FRÉDÉRIC MERCEY.

SIMPLES ESSAIS

D'HISTOIRE LITTÉRAIRE.

VII.

LE GROTESQUE EN LITTÉRATURE.

Dans les spirituels caprices de ses causeries, ce pauvre Nodier aimait à dire qu'en littérature l'art de ne pas vieillir consiste, malgré l'apparence, à savoir ne pas s'obstiner dans la jeunesse. Sous un air de paradoxe, l'assertion cache une vérité, et cette vérité me revient toujours au souvenir quand il s'agit de certains *romantiques à tous crins* (comme dit M. Gautier), qui, au sein des générations survenantes, ont gardé toutes les fantasques allures du temps d'*Hernani* et de la *Ballade à la Lune*. La châtelaine précisément de ce feuilleton où M. Gautier prodigue et gaspille chaque lundi tant de verve et de couleur, Mme de Girardin laissait naguère échapper de sa plume je ne sais plus quelle élégie coquette sur ces charmans bonnets de l'an passé, qui régnaient hier, qui sont surannés aujourd'hui; n'est-ce pas un peu, je le demande, l'image des écoles poétiques, quelles qu'elles soient, qui s'obstinent à tout jamais dans une théorie exclusive et tranchante? Il deviendrait piquant que le romantisme à son tour eût ses *perruques*, pour parler avec l'historien des *Grotesques* (1). As-

(1) Deux vol. in-8°, chez Desessart, rue des Beaux-Arts, 8.

surément, vis-à-vis des préceptes régnans de Le Batteux et des tragédies de l'empire, l'émeute poétique de la restauration fut parfaitement légitime; toutefois, dans la calme impartialité d'aujourd'hui, l'hyperbolique persistance de quelques *radicaux* littéraires ne semble-t-elle pas une gageure où il se dépense sans aucun doute beaucoup d'esprit, mais où il pourrait aussi se perdre beaucoup de talent? Prendre le rôle de ligueur le lendemain de l'édit de Nantes, se déclarer frondeur en plein règne de Louis XIV, aurait été sans aucun doute un moyen bruyant de se faire remarquer; peut-être n'eût-ce pas été un moyen de succès durable.

Certes, ces réflexions moroses ne s'appliquent pas, dans toute leur dureté, au trop spirituel auteur de *Fortunio*, à un poète dont je sais apprécier, pour ma part, la plume tout-à-fait brillante et la palette colorée; pourtant le dernier et tout récent ouvrage de M. Gautier sur *les Grotesques* est bien propre, il en faut convenir, à confirmer la critique dans ses regrets, je voudrais pouvoir dire dans ses vœux. A la vérité, en cherchant aujourd'hui à réhabiliter la littérature de Louis XIII aux dépens de celle de Louis XIV, en donnant raison à Théophile et à Saint-Amant contre Boileau, M. Gautier n'a pas quitté, je le soupçonne, ces domaines de la fantaisie où sa muse hasardeuse se joue quelquefois avec bonheur; mais, comme l'a dit un grand poète, dont l'historien des *Grotesques* ne saurait récuser l'autorité :

> L'idéal tombe en poudre au toucher du réel.

Le vers de M. Victor Hugo exprime merveilleusement ce que je veux dire; le contact des faits, le voisinage de l'histoire, sont dangereux aux utopistes en littérature comme aux utopistes en politique. C'est un contrôle fatal, c'est surprendre les secrets de la vie dans la mort, *in anima vili*. Supposez quelque partisan du communisme faisant l'apologie des anabaptistes; ce sera à peu près le pendant du néo-romantisme replaçant sur le piédestal l'école poétique du temps de Louis XIII. Provoquer de pareilles comparaisons est au moins imprudent : en montrant vos préférences dans le passé, vous attirez la lumière sur le présent. Étrange moyen de nous faire croire à vos victoires actuelles, que de nous étaler les défaites de ceux que vous proclamez (un peu à tort, il est vrai) vos précurseurs et vos aïeux directs! Certes, il serait souverainement injuste de traiter M. Gautier sur le ton que M. Gautier lui-même n'hésite pas à prendre à l'égard de l'*ignorant* Boileau et du *filandreux* Malherbe; mais cette indépendance absolue de jugemens, ces airs délibérés à l'égard de toute

théorie reçue et de tout nom accrédité, semblent autoriser ici une liberté d'examen qu'on se croit d'autant plus permise, que les remarques s'adresseront bien moins au talent qu'au parti pris, bien moins aux dons de l'écrivan qu'à ses procédés.

Une des choses qui me frappe le plus dans l'histoire du romantisme (car le romantisme, hélas! a déjà son histoire), c'est comment, tout en brisant en visière à la tradition, il a toujours senti le besoin impérieux d'un lien avec le passé, le désir de se rattacher à certains antécédens. La Muse est aristocratique, et on ne saurait dire d'elle le mot qu'elle dictait au poète :

...prolem sine matre creatam.

Lorsque Dante, au milieu des ténèbres du moyen-âge, ouvre à l'art une nouvelle ère, il a bien soin de renouer la chaîne des temps; il prend Virgile pour guide dans son pèlerinage infernal. En cela, le romantisme est resté fidèle au bon instinct poétique. Quand on entre sans engouement comme sans prévention dans notre histoire littéraire, telle qu'elle était avant la venue des *Méditations* de Lamartine et des *Odes* de Victor Hugo, on est aussitôt frappé d'une lacune que l'éclat de tant d'autres perfections ne fait que rendre plus manifeste. Cette lacune évidente, c'est la poésie lyrique; les chœurs délicieux d'*Esther* ne suffisent pas seuls à constituer un genre. Je ne m'étonne donc pas qu'avec son goût d'innovation à tout prix, l'école romantique ait réussi d'une façon éclatante sur ce point, tandis qu'elle échouait ailleurs. Au théâtre, en effet, la place était prise; il n'était guère facile de surpasser tant de maîtres glorieux. Et d'autre part, pour innover dans la prose, après tant d'immortels chefs-d'œuvre, il fallait s'attaquer (la méthode est dangereuse) au fond même, et comme au tissu de l'idiome. De là tant d'essais monstrueux à la scène; de là cette langue bariolée et métaphorique dont les termes font saillie sur l'idée et l'enveloppent si bien, que la forme prédomine sur le fond, et que le sentiment est moindre que l'expression. Dans la poésie lyrique, comme les antécédens manquaient, on n'eut pas besoin de tous ces vains efforts pour atteindre l'originalité : l'inspiration y suffit.. J'avoue que, malgré mes réserves contre les imperfections des poètes et les excès de leurs imitateurs, ma vive sympathie suit sur ce terrain l'école romantique. Ici, je serais désolé de paraître suspect, même à M. Théophile Gautier; mais, plus loin, mon bon sens fait le rétif, et je m'arrête sans passer le Rubicon. Voyons de la rive si César (plus d'un

prétend à ce rôle) arrivera jusqu'à Rome sans coup férir, ou bien s'il se perdra dans les maremmes.

En 1828, M. Sainte-Beuve, dans un livre célèbre, rattachait le nouvel et brillant essor de la poésie lyrique aux tentatives souvent charmantes et si vite interceptées de *la pléiade* du XVIe siècle; cet hommage à des prédécesseurs trop oubliés était, même par le point où le rapprochement semblait moins exact, un instinct heureux de M. Sainte-Beuve et comme un symptôme de la séparation qui ne pouvait manquer de s'établir plus tard entre ce que j'appellerai les girondins de la première génération et les *sans-culottes* de la seconde, entre ceux qui ont posé hardiment des principes et ceux qui les ont poussés à bout, comme si la littérature procédait avec une logique absolue, comme si les matières de goût pouvaient jamais se passer des nuances et des tempéramens! Pour la délicate ciselure du rhythme, pour les graces de l'image, pour les hardiesses lyriques de la diction, l'auteur de *Joseph Delorme* triomphait contre J.-B. Rousseau, en évoquant le souvenir de Baïf et de Desportes; il avait raison. Mais une différence profonde, qui ne fut pas d'abord mise dans tout son jour, séparait pourtant l'école de la pléiade de la nouvelle école romantique : la pléiade a péri par l'idolâtrie de la tradition, le romantisme, au contraire, échoue par le dédain de la tradition. C'est que l'abîme est aux deux pôles. Si, dans la première vivacité des débuts, M. Sainte-Beuve n'était pas assez sévère peut-être pour ces reproducteurs gracieux et par trop païens des Grecs, qui n'avaient su innover que dans la forme et comme dans l'enveloppe poétique, il trouvait d'ailleurs, en cet excès même de la pléiade, un exemple de respect pour les modèles inspirateurs de l'antiquité, exemple excellent qui, corrigé par un esprit original, eût suffi à le tenir loin des excès qui ont suivi, quand même son sens délicat et sûr ne l'eût pas mis naturellement en défiance. C'est un refuge préservateur que la pratique de ces vieux maîtres qui étonnent toujours et ravissent par une perfection si accomplie et une simplicité si sobre; on se retrempe merveilleusement à cette source, qui rend plus fort et qui laisse comme une odeur divine aux génies qui s'en empreignent. C'est ce parfum qu'on retrouve à toutes les pages de ces esprits créateurs : Dante, Molière, Milton. J'oserai dire que la culture sérieuse de la beauté antique (elle n'est guère arrivée à la jeune génération littéraire qu'à travers André Chénier) eût garanti de certains écarts et contenu plus d'une échappée malheureuse. Sans doute, au milieu de la petite re-

crudescence néo-romantique de ces derniers mois, quelques jeunes Sicambres du feuilleton se sont imaginé avoir *découvert* le théâtre grec; on nous a même démontré le plus sérieusement du monde que les tragédies de Sophocle n'étaient pas des tragédies, et qu'on se trompait là-dessus depuis bientôt trois mille ans. L'auteur de l'*Œdipe roi* transformé en précurseur d'*Hernani!* l'assertion restera comme un spécimen bouffon de cette outrecuidance littéraire qui versifie tant bien que mal la prose des traducteurs de collége, et fait des admirables canevas grecs de vrais revers de tapisserie. Vous figurez-vous Scarron rimant Virgile sur l'insipide version de Perrin? Mieux vaut qu'il travestisse tout bonnement *l'Enéide*. C'est plus sincère; je n'aime pas les déguisemens.

Scarron nous ramène à ces *Grotesques* de la première moitié du XVIIe siècle dont M. Gautier parle avec une prédilection qui se prend quelquefois à sourire d'elle-même, mais qui, au fond, est réelle, et par conséquent caractéristique. Il y a là, en effet, des analogies que je n'aurais osé indiquer, et qu'avoue sans vergogne l'admiration audacieuse, d'autres diraient effrontée, de l'auteur de *Fortunio*. De tous les noms assurément de la littérature française, il n'y en avait pas de plus universellement décriés que ceux de cette école bâtarde des contemporains de Richelieu, de cette cynique génération du *Parnasse satirique* qui ne sut garder de l'art capricieux des Valois que l'esprit de turbulence, sans rien pressentir des grands et sévères desseins de l'art de Louis XIV. Ce groupe bigarré des Cyrano, des Saint-Amant et des Théophile peut se définir une sorte d'émeute de matamores contre Malherbe, une émeute dont Boileau réprimera bientôt les derniers fermens; c'est une *fronde*, cette fois de bas étage, entre le Richelieu et le Louis XIV non pas de la poésie peut-être, mais certainement de la prosodie. Sans doute les exécutions faites par Despréaux furent sans pitié, et quelques-uns des méchans auteurs qu'il fustigea si durement ne méritaient pas le ridicule immortel qu'impriment quelques vers bien frappés et sus de tous. On dirait ces squelettes de pendus que Louis XI laissait attachés aux potences pour faire peur à ses voisins de Plessis-lès-Tours. On doit cependant avoir un peu d'entrailles pour les vaincus, et, sans réhabiliter Cinq-Mars aux dépens du cardinal, il faut le savoir apprécier avec moins de rigueur que ne firent les juges impitoyables d'alors. J'ai souvent pensé qu'un travail étudié et sans passion sur cette période mal connue de transition littéraire pourrait devenir, en de bonnes mains, une œuvre piquante. Une critique équitable trouverait là l'occasion fréquente d'exercer

sa justice distributive et de redresser quelques-unes des assertions dédaigneuses que se permet volontiers la morgue un peu impertinente des vainqueurs. En résumé, toutefois, il faudrait bien conclure que, si cette école de Louis XIII eût décidément triomphé, *Jodelet* demeurait possible, mais qu'*Athalie* ne l'était pas. Peut-être est-ce là précisément ce qui vaut à Théophile et à Saint-Amant la reconnaissance des néo-romantiques. C'est un point que je ne m'aviserai point de contester. Voyons seulement en fait où cela menait.

Et d'abord, pour avoir le droit de donner tort aux vers *ridicules* et *coriaces* de *Nicolas* Boileau, il faudrait avoir le courage d'accepter tout entière l'école qu'il a détrônée, car vraiment il serait trop commode de puiser des objections dans un éclectisme arbitraire qui isolerait quelques talens de leur grossier entourage, et qui détacherait çà et là quelques fragmens heureux du maussade fatras où ils sont enfouis. Osez donc aller au bout! Donnez raison au marinisme quintessencié des ruelles contre les graces discrètes de Mme de Sévigné, aux dix tomes de *l'Astrée* contre le petit volume de *la Princesse de Clèves*, à l'afféterie de Voiture contre la sobriété forte de La Bruyère, au style chamarré des gongoristes contre le tour naturel des écrivains de Louis XIV, aux tragi-comédies, enfin, contre ce méticuleux et froid Racine, qui, mutilant la nature humaine, abandonnait à Molière la peinture de l'autre moitié de la vie. Voilà où pousserait une franche logique. Certes Mme de Rambouillet avait autant d'esprit que Théophile de verve, et l'imagination ne faisait pas plus défaut à d'Urfé que l'humour à Saint-Amant; je ne vois aucune raison de s'arrêter. Pourquoi donc M. Gautier, qui se moque lui-même sans trop de façon des Scudéry et des Colletet, lesquels furent des grotesques sans le vouloir, traite-t-il sérieusement de *très grands poètes* Théophile et Saint-Amant, lesquels furent des grotesques de parti pris? N'y aurait-il pas dans une adhésion si complète quelque chose de ce que Bentham appelle l'intérêt bien entendu? L'égoïsme littéraire est le plus raffiné de tous. Cette apologie ne serait-elle qu'un ouvrage avancé, une sorte de fort détaché qu'on voudrait construire dans les gorges de la vieille littérature pour couvrir des constructions modernes maintenant battues en brèche, et qui menacent ruine? Voyons un peu.

La tentative, à vrai dire, n'est pas malhabile, seulement il faudrait qu'elle réussît. L'effort du romantisme a été double : il y a eu ce que j'appellerai l'innovation lyrique et l'innovation grotesque; la première a réussi, la seconde a avorté. Tel est du moins l'avis de la critique, et c'est ici qu'elle se trouve en dissentiment complet avec les obstinés

du temps de *Cromwell* comme avec les jeunes recrues qui, ressaisissant la tâche spirituellement délaissée par M. de Cassagnac lui-même, font du feuilleton une salle d'armes, et, la flamberge au poing, espadonnent avec plus de colère que jamais contre ce malheureux Racine, auquel les triomphes de Mlle Rachel valent de nouvelles avanies. Voilà des néo-révolutionnaires un peu moins redoutables que leurs prédécesseurs; ce sont les tardives folies de Babeuf.... après le 9 thermidor. Au fond, aucune idée neuve, aucune vue propre, aucune intervention originale; c'est toujours la vieille théorie de la préface de *Cromwell* qu'on reprend, qu'on délaie, qu'on badigeonne d'images, qu'on noie dans les métaphores. Je ne crois pas être suspect de prévention contre le génie si admirablement doué de M. Victor Hugo; c'est la sympathie qui doit faire le fond de toute critique généreuse, et il faudrait être dépourvu de l'amour du beau pour marchander chichement la sienne aux élans lyriques de celui qui a écrit *la Prière pour Tous* et *la Tristesse d'Olympio*. M. Hugo est, avec M. de Lamartine, l'un des plus grands poètes, non pas seulement de notre temps et de la langue française, mais de la moderne Europe. Cela dit, j'aurai bien le droit de faire mes réserves et d'exprimer toute ma pensée. Il est bien entendu que je mets à part la poésie lyrique.

Si quelque chose caractérise de notre temps, c'est assurément le retour vers les cimes du spiritualisme. Le XVIIIe siècle, qui a fait de si grandes choses et qui gardera l'éternelle reconnaissance de tous ceux qui ont le culte de la liberté, le XVIIIe siècle s'était enfermé dans la sphère inférieure du phénomène et de la contingence; sous les liens de ce sensuel empirisme, il n'avait pu s'élever vers les sereines régions atteintes par Descartes et par Pascal. C'est là sa tache au milieu de tant d'éclat; ce sera sa honte dans l'avenir et comme le rachat de sa gloire. Le retour si décidé de ces dernières années vers les incomparables monumens du XVIIe siècle, le dégoût croissant au contraire pour tous les écrits frelatés et surfaits du mauvais romantisme, ce double mouvement, en un mot, n'a pas coïncidé pour rien avec les récentes conquêtes de la doctrine spiritualiste. Je suis convaincu, pour ma part, qu'en pratiquant au théâtre et dans le style sa théorie matérialiste du grotesque, de la métaphore à tout prix et de la couleur exclusivement locale, l'école moderne s'est mise en contradiction avec ce goût de l'idéal apporté par une philosophie nouvelle, et si bien servi d'ailleurs par les poètes eux-mêmes dans ce grand mouvement lyrique qui s'est ouvert par les *Méditations*, et qui s'est continué par *les Feuilles d'Automne* et *Jocelyn*. Ce qui, dans notre conviction,

a le plus nui au maître, ce qui a perverti à l'entour une foule de jeunes talens, c'est la mise en pratique de la trop célèbre poétique de la préface de *Cromwell*. Certainement, M. Victor Hugo, avec sa prose éloquente, vigoureuse, mais trop tatouée et blasonnée d'images, avait écrit là des pages où se retrouve quelquefois la couleur effrénée de Rubens. Par malheur, ces belles théories nous ont valu la littérature débraillée dont tout le monde est las; elles ont fait de l'art une sorte de mascarade à paillettes et à oripeaux écarlates, comme au temps de ces *grotesques* de Louis XIII que M. Gautier nous vante aujourd'hui, dans un moment de bonne humeur rétrospective.

C'était la théorie du grotesque aussi qui était le côté le plus saillant de la préface de *Cromwell*. Quelle était, à dire le vrai, l'origine psychologique de cette idée qui s'est systématiquement reproduite dans presque toutes les œuvres de M. Victor Hugo, et qui a contribué plus que tout le reste à gâter les essais de ses disciples? Si on décompose le précepte si solennellement énoncé, on arrivera vite à le rapporter à deux penchans tout-à-fait natifs chez M. Victor Hugo, à son goût extrême de la réalité matérielle, et à sa passion si marquée pour l'antithèse. Qu'est-ce, en effet, que le grotesque ainsi entendu? D'un côté, la reproduction littérale dans l'art des défauts de la nature: voilà bien le goût de la réalité; de l'autre, l'opposition cherchée de ce qui est mal et de ce qui est bien, de ce qui est beau et de ce qui est laid: voilà bien la passion de l'antithèse. Appliquez cela à la création des types littéraires, vous aurez Han d'Islande, Quasimodo, Bug-Jargal, tous ces personnages monstrueux, rachitiques, bossus, contournés, repoussans, toute cette famille que le poète a cru faire vivre, et qui n'est, au fond, que le même être impossible toujours reproduit, toujours essayé en vain. Dans Shakspeare, l'admirable Falstaff n'est pas la doublure de Caliban, comme Triboulet est celle de l'Angely : tous deux vivent, au contraire; on les connaît, on les voit, on les entend, on rit d'eux. Les *grotesques* de M. Victor Hugo n'ont rien de cette aisance que donne la vraie vie de l'art : ils amènent le sourire sur les lèvres, mais ce n'est pas celui de la gaieté; c'est le triste sourire du critique qui aperçoit la ficelle du mannequin. Malgré quelques mots assez pantagruéliques et goguenards de son César de Bazan, on peut dire que M. Victor Hugo n'a en aucune façon ce don du génie comique qui nous intéresse aux drôleries de Panurge, à l'optimisme bouffon de Pangloss, à l'étincelante ironie de Figaro. Sans nul doute, de pareilles créations sont naturelles à l'esprit français, et ce n'est pas dans le pays des trouvères, de *Patelin* et de *la Satire ménippée*, que

la veine comique pourrait se tarir; mais M. Victor Hugo est de la lignée de Pindare et de Byron: il n'est pas de celle d'Aristophane et de Molière. Ses *grotesques* me font toujours l'effet de quelque silhouette mal venue de Callot qu'on collerait, sans plus de façon, au beau milieu d'une toile de Rembrandt. Rien de plus alambiqué et de plus faux que ce comique d'antithèse, que cette contre-partie de la beauté morale toujours montrée dans la laideur matérielle, que cette opposition factice et toujours *faite homme* des élémens contraires de notre nature. C'est en grand le procédé des macaronées.

Tout cela, d'ailleurs, n'est pas aussi neuf qu'on le voudrait faire croire, et de pareilles peintures n'ont pas été le moins du monde *étrangères à l'antiquité*. On a encore un petit drame grotesque d'Euripide, et il me semble qu'en fait de fantaisie, les nuages parlans et les grenouilles railleuses d'Aristophane ne laissent pas plus à désirer que les matamores poltrons ou les parasites borgnes et ventrus de la scène latine. L'histoire est donc là pour démentir ces assertions pompeuses et frivoles. Voici même Pline qui vous renvoie à cet artiste grec, à ce *peintre de chiffonniers* (1), dont les ouvrages étaient d'*un prix exorbitant*. Par le temps qui court, ce dernier détail ne gâte rien, et il absoudra quelque peu, je l'espère, aux yeux des modernes *grotesques* la prétendue pruderie des anciens. Rien n'est moins vrai, au surplus, que de faire coïncider l'intervention de l'élément grotesque dans l'art avec le christianisme; l'art chrétien, au contraire, garda cela des païens comme un élément d'opposition contre son propre idéalisme, comme une protestation persistante de la chair contre l'esprit. Ces figurines bizarres qui grimacent sous les porches des églises, la fête de l'âne, la danse macabre, toutes les folles et cyniques gausseries du moyen-âge ne sont pas autre chose.

Appliquée non plus au drame lui-même, c'est-à-dire à l'invention des personnages, mais au détail du style, au procédé, au *faire* de l'écrivain, je ne saurais croire que cette doctrine de M. Victor Hugo soit meilleure. Elle a produit des effets déplorables. On a eu l'orgie des mots après l'orgie des idées, et le mot, une fois maître, a voulu tenir le sceptre. Voilà comment l'idée a été oubliée pour l'expression, qui bientôt l'a surchargée et écrasée. Dans cet enivrement de la forme, dans ce magnétisme fascinateur du langage, l'art de la plume est de-

(1) C'est ainsi que traduit Wieland, et il traduit bien. Voyez, dans ses *Mélanges*, le court et judicieux morceau sur la peinture grotesque chez les Grecs.

venu un art d'atelier. On a écrit comme on peint, avec la couleur. Beaucoup de verve sans doute et de talent a été dépensé dans ces arabesques multipliées de la métaphore, dans ces bigarrures diaprées de la période, dans cette prodigalité d'images enluminées, dans cette complication toute byzantine de ciselures. Toutefois un sensualisme si raffiné du style peut-il, je le demande, être accepté comme méthode? M. Victor Hugo, par la fougue de sa pensée, brise souvent ses liens; mais la ressource du génie n'est pas celle de tout le monde. Aussi, à côté de cette muse qui sait, à l'occasion, rejeter sa lourde tunique pour prendre son essor dans le bleu de l'espace, la muse moins robuste des imitateurs s'est trouvée comme empêchée sous ce surcroît de pierreries et de bandelettes.

De tous les jeunes écrivains sur lesquels le joug de ces idées systématiques a laissé sa fatale empreinte, M. Théophile Gautier était peut-être celui qui avait les dons les plus heureux. Ce qui a égaré M. Gautier, ç'a été à la fois la passion de l'indépendance et le manque d'indépendance : je ne joue pas sur les mots. L'auteur des *Grotesques* a reçu sans contrôle, a accepté sans restriction les préceptes de la préface de *Cromwell;* puis, la voie du maître une fois adoptée, il a pris sa revanche et s'est permis (dans ce sens) les plus fantasques équipées. C'était se venger par toutes sortes de licences envers le public de la dictature subie. Un académicien dont les romantiques eux-mêmes ne nient pas la malice appelait cela assez joliment *une orgie dans une prison*. Il y a, je veux le dire tout de suite, peu de plumes plus spirituelles et plus éveillées que celle de M. Théophile Gautier. Avec lui, il faut s'attendre à mille témérités et à mille boutades, aux plus cyclopéennes énormités comme aux mignardises les plus raffinées. Ne diriez-vous pas les bergères attiffées de Boucher, assises avec leur minois rose et leur nez retroussé, au beau milieu du monstrueux festin de Balthazar peint par la brosse titanesque de Martinn? Mais prenez garde, voilà les phrases de l'auteur de *Fortunio* qui défilent avec leurs bannières bariolées, comme celles d'un clan écossais ou d'une procession espagnole. C'est un vrai carnaval de Venise : il y a des empereurs chamarrés de pourpre et des lazzaroni déguenillés, plus fiers encore que les empereurs. Surtout, si vous portez par hasard cette *perruque* de Louis XIV qu'on avait autrefois le mauvais goût d'appeler le bon goût, fuyez bien vite ou vous serez berné. C'est pour cela qu'accourt à vous ce polichinelle couvert de diamans et de topazes, suivi d'un arlequin damasquiné de toutes les pierreries des *Mille et Une Nuits*. Ils vont vous enfariner de sable d'or ou vous donner des

nazardes avec une batte de nacre incrustée. Je me risquerai en simple observateur dans la mêlée, sauf à recevoir quelque bon horion ou même à dérider tout bonnement, comme un classique en culotte courte et à queue poudrée, le très spirituel capitan de la littérature grotesque et les jeunes matamores de *l'art pour l'art* qui croient marcher à sa suite en jouant de la rapière contre le bon sens et contre la langue dans certains recoins du feuilleton et des petites *revues*.

Le grotesque est un *élément indispensable*, c'est la moitié de l'art; voilà le plus clair de l'esthétique de M. Gautier. Par malheur, cette grande part faite à un élément si secondaire procède bien moins encore d'une théorie outrée ou fausse que de cette prédilection pour les splendeurs de la réalité matérielle comme pour les nudités de la laideur physique, qui tenait déjà tant de place chez M. Victor Hugo, mais qui ici a pénétré, envahi, d'autres diraient recouvert le talent tout entier. Il y a là, qui le nierait? un vif et fougueux sentiment de certaines beautés, surtout de la beauté sensuelle. Quand il s'agit, par exemple, de peindre les grains d'une peau délicate que trahit l'échancrure de la robe, cette plume insiste voluptueusement et se joue sur les contours avec toute sorte de gentillesses. Personne peut-être n'a su prodiguer à ce degré le luxe des variantes pittoresques, pour décrire des tresses de cheveux enroulés, une prunelle noyée et éperdue, les chairs mattes d'une épaule découverte, la danse penchée d'une bayadère demi-nue, toutes les pompes orientales des mosquées ou des pagodes, toutes les clochettes ciselées d'un belvéder chinois, tous les mille bras entrelacés d'une idole indienne. Quelquefois ce sont des phrases d'un travail merveilleux, des périodes ouvrées comme une ogive, des métaphores à jour comme une flèche de cathédrale, partout des délicatesses de style infinies, ou, pour parler encore avec le poète des *Fantômes :*

> Des tissus plus légers que des ailes d'abeille.

Je crois retrouver ce vent tissé, *ventum textilem*, dont Apulée parle quelque part avec sa grace maniérée. Le vocabulaire est pour M. Th. Gautier un véritable sérail où il commande en maître. Par malheur, cet amour aveugle et véhément de la forme fait rejeter l'idée sur le second plan; le sentiment n'est plus qu'un vassal de cette langue opulente et expressive qui s'enivre d'elle-même et se contemple comme Narcisse. C'est ainsi que peu à peu l'homme disparaît sous l'artiste.

L'alliance mystérieuse de l'esprit et du corps chez l'homme a littérairement son analogue dans les rapports de la pensée et du langage.

Chez M. Gautier, c'est le langage qui a le pas : il est vrai qu'ici ce tyran plein de magnificence ne se sert que de liens d'or et de chaînes éclatantes. Cette domination de l'image, cette suprématie de l'expression ont bien leur inconvénient sensible quand il s'agit de la beauté; mais du moins la beauté donne à ces peintures je ne sais quel reflet idéal qui fait illusion. Dans les sujets *grotesques*, il n'y a plus ce correctif, et le défaut alors apparaît avec toute sa saillie. Est-il en effet question de magots, de guivres, de gargouilles ou de djinns, de quelque nain hideux accroupi dans un angle humide, de quelque bossu à la grimace informe, M. Gautier se montre reproducteur si complaisant et si exact, qu'on est tenté de trouver trop de ressemblance entre le portrait et le modèle. C'est l'extrême excès de la couleur locale. Non pas que je veuille contester le moins du monde à l'auteur de *Fortunio* le tour comique, ou plutôt ce qu'il appellerait lui-même, avec son style sans gêne, l'humeur hilariante et jubilatoire. M. Gautier a quelquefois des pages tout-à-fait récréatives et gaillardes. Personne n'établit mieux sur ses jambes un capitaine Fracasse, avec ses airs éventés, son espadon colossal et ses moustaches extravagantes; personne ne retrace plus au vif quelque pauvre diable de poète juché fièrement dans une mansarde et faisant de sa bouteille un chandelier, de sa rapière une broche, de son drap une nappe. Ce sont là des goguettes de style que je n'aurai pas la pruderie de blâmer : je ne suis pas du tout de l'avis de Boileau sur le sac de Scapin. Seulement c'est le goût (*vieillard stupide*, comme dans *Hernani!*) que M. Gautier a mis à la place du père Géronte et qu'il fustige d'importance. La question est de savoir si le bonhomme, se doutant du tour, finira par se fâcher. Sans doute, si ces joyeusetés ne prétendaient pas à autre chose qu'à être des *charges* spirituelles et des caricatures amusantes, il n'y aurait pas le plus petit mot à dire; mais c'est autre chose, c'est l'application d'une théorie, c'est le burlesque mis à côté du sublime, c'est Quasimodo enfin aux pieds de la Esmeralda. Je préfère le comique franc et sans grimace de *Sganarelle* et de *Turcaret;* c'est un faible.

Tout à l'heure, les mots de palette et de pinceau revenaient malgré moi sous ma plume : c'est que le style de l'écrivain chez M. Gautier a tant d'analogie avec le style des peintres, qu'on ne saurait le caractériser qu'en l'imitant et en accumulant aussi les tons tranchés et voyans. Il faut se décider à écrire avec l'ocre et l'outre-mer. On dit que la jeunesse de M. Gautier s'est passée dans un atelier : cela m'explique sa manière. Ce n'est pas que le *rapin* d'autrefois, pour employer un mot familier et cher à M. Gautier, ne soit devenu un vrai

poète; mais enfin le poète a gardé de ce temps-là plus d'habitudes et de souvenirs que je n'eusse voulu. On le surprend presque toujours à écrire sur un chevalet. Je conviens qu'il y avait là un rôle à prendre. Après le faux genre descriptif de la poésie impériale, on concevait effectivement un retour vers la franchise du dessin et la vivacité des touches. Dès l'origine, M. Gautier semblait avoir tout ce qu'il fallait pour cette tâche, c'est-à-dire un sentiment profond des éternels spectacles de la nature, et aussi cette mélancolie qu'amène le contraste de l'ironique permanence des choses et de la fugitive mobilité de nos impressions. La place n'était pas à dédaigner, et, pour la prendre, il suffisait de substituer à la misérable versification de Saint-Lambert et d'Esménard quelques-uns de ces accens que Goethe avait su dérober à Lucrèce. Le désir de l'innovation, toujours louable en soi, mais un peu exagéré chez M. Gautier, qui se permet tout pour l'atteindre, eût été ainsi satisfait dans une juste mesure. Par malheur, la mesure est précisément ce qui manque au plus grand nombre des écrivains d'à présent. A-t-on un don, on en abuse; a-t-on une faculté, on en fait un défaut en l'exagérant. Horace a raison cette fois : *Pictura, poesis*, ce sont ici de véritables synonymes. Le voisinage de la brosse et de la toile n'a que trop encouragé M. Gautier dans son goût exclusif pour la forme, dans son penchant à l'épicuréisme, tranchons le mot, au matérialisme littéraire. Sans doute ce matérialisme est avenant, je lui trouve des graces ravissantes, des poses du plus bel air; ses héros ont une encolure superbe, des muscles irréprochables, de splendides draperies; rien aussi n'est plus suave que le profil des femmes qu'il évoque; rien n'est plus provoquant que leurs airs penchés, leur taille fuyante, le duvet qui ombre leur cou sinueux. L'ame seule a été oubliée. C'est pour cela que les personnages des romans de M. Gautier vivent par les sens, et ne vivent pas par le cœur. Les chatoiemens sans fin du style (que l'auteur ne manquerait pas de nommer un style zébré et tigré) peuvent éblouir l'œil un instant; mais on s'aperçoit vite qu'au fond la vie véritable, la vie que donne l'art, n'est pas dans ces singularités, dans ces raffinemens tourmentés de la diction. Aux grandes époques, les maîtres se contentent de reproduire en une langue sobre et forte les passions ordinaires de notre nature, l'amour dans le sein d'une fille, la foi dans l'ame d'une épouse, le dévouement dans le cœur d'une mère, Chimène, Pauline, Andromaque. C'est l'immortelle alliance des sentimens vrais et du style simple, laquelle fait les chefs-d'œuvre. A l'heure qu'il est, au contraire, on peut distinguer deux écoles également fausses, l'une

(celle de M. Sue et de M. Soulié) qui invente des sentimens et ne se préoccupe plus du style; l'autre (celle des adeptes les plus *avancés* de M. Victor Hugo) qui invente un style et ne se préoccupe plus des sentimens. Il y a beaucoup plus d'esprit dans la seconde que dans la première; est-ce une raison pour qu'elle dure davantage?

Il faut passer beaucoup de choses aux poètes, et cet aimable démon que Platon leur donne pour confident autorise de leur part bien des libertés; c'est pour cela que les allures excentriques de M. Théophile Gautier choquent moins dans ses vers que dans sa prose. Laissons donc l'hippogriphe qui a remplacé Pégase se permettre les ruades les plus aventureuses, les *zigzags* les plus fantasques. Que la muse de *la Comédie de la Mort* dorme à plaisir sur l'édredon de la rime, ou qu'elle se prélasse dans un palanquin doré en se servant des métaphores comme d'éventails, on en sourira peut-être, mais sans trop se plaindre; les poètes sont rois, et ils aiment à se permettre toutes les fantaisies impériales. M. Gautier peut avoir le caprice de jeter ses idées en proie à l'insatiable image, comme le Romain précipitait ses esclaves dans les viviers pour servir de pâture aux murènes : je m'amuserai à le contempler, et je dirai seulement qu'il est dommage de gaspiller à plaisir un talent si vivace et si brillant. Du reste, bien des strophes vraiment belles et dictées par cette fée ineffable de l'art, qui a souvent murmuré à l'oreille de M. Gautier, se détachent çà et là dans *la Comédie de la Mort*. La facture alors est souple et stricte, le tour heureux, l'image éclatante : on s'oublie avec charme à suivre du regard ces méandres capricieux de la poésie; mais bientôt quelque bizarrerie voulue, quelque boutade paradoxale, quelque expression hérétoclite, viennent couper court à la séduction, et vous rappeler du charmant pays des chimères au triste métier d'éplucheur de mots. Le détestable et l'exquis s'entremêlent sans cesse; on ne saurait dire lequel domine, ou plutôt on le devine trop.

Puisque M. Gautier a fait de l'exception son rôle et presque sa carrière, je m'empresserai de convenir que, comme ses qualités, ses défauts aussi me paraissent rares et originaux. Le premier venu ne les attraperait pas. Dans la prose pourtant, ce genre intempérant et excessif me semble accessible, par le pastiche, à des plumes bien moins consommées que celle de M. Gautier. Par exemple, l'amusante mascarade de son feuilleton hebdomadaire serait peut-être possible à d'autres, et qui sait si le public ne s'y méprendrait pas? Voilà l'inconvénient d'avoir une *manière*, un parti pris, et des habitudes invétérées dans le style. C'est un pli qui ne vous quitte plus et comme une sen-

teur qui vous trahit tout d'abord. Ajoutez qu'une certaine uniformité se glisse ainsi à la longue, et que la nécessité oblige, pour varier et se rajeunir, d'exagérer encore le procédé dont on est l'esclave. Habitué au gros trait, on perd le tact, et le crayon appuie encore davantage. Il ne faudrait pas cependant exagérer ici un reproche qui s'applique bien plutôt au style de l'écrivain qu'aux conceptions du romancier. Si délurées, en effet, que puissent paraître aux lecteurs timides les dernières compositions de M. Gautier, nous le féliciterons sincèrement d'être revenu, dans ces derniers temps, à des œuvres d'une morale moins risquée et moins ouvertement païenne. Sans doute, l'auteur de *Fortunio* aurait bien à faire encore pour voir ses volumes donnés en prix dans les pensionnats de jeunes personnes; mais c'est là un succès auquel il ne vise pas, je pense, et qu'il abandonne très volontiers aux lauréats de l'Académie. Si le romantisme a eu sa constituante et sa convention, comme on le disait hier (1) en termes très spirituels et à l'occasion même du livre des *Grotesques*, on peut ajouter qu'il a eu aussi son directoire. *Les Jeune-France* et *Mademoiselle de Maupin*, qui furent le début, un peu scandaleux, de M. Théophile Gautier, marquent la nuance la plus osée de ce retour heureusement momentané de la nouvelle école au genre déchu des Laclos et des Crébillon. Je doute même que l'auteur des *Liaisons*, dont la plume ne passe cependant pas pour prude, eût risqué une donnée aussi repoussante que celle de *Mademoiselle de Maupin*. Tout ce qu'on a le droit d'en dire, c'est que le livre eût pu sans inconvénient être dédié à la mémoire de Sapho, avec le mot trop connu d'Horace. Dans ses romans postérieurs, M. Théophile Gautier n'a pas eu une aisance plus pimpante et une verve plus drolatique, il n'a pas trouvé plus de montant et de couleur, il n'a pas jeté au vent plus d'humour et déployé un plus fabuleux mauvais goût; mais au moins sa muse à présent se range, et n'est plus tout-à-fait sœur de celle de ces *libertins* de Louis XIII, qu'il vient, en jovial complice, proposer aujourd'hui à notre sympathique admiration. Dans *Fortunio* et dans *une Larme du Diable* se rencontrent çà et là des pages heureuses où l'esprit pétille, où le poète l'emporte sur le peintre, et où la rêverie ne disparaît plus sous un surcroît d'enluminures. Malheureusement l'ensemble est sacrifié au luxe et à la profusion des détails. Chaque idée de M. Gautier me fait l'effet de ce qu'on appelait *une lance* dans les armées du XVIe siècle; c'était un simple chevalier suivi de nombreux varlets ca-

(1) *Revue de Paris* du 31 octobre. — Article de M. Sainte-Beuve.

paraçonnés qui portaient chacun leur part de l'armure du maître. Cela faisait bel effet aux revues, et n'était qu'une gêne dans la mêlée. Le lecteur aussi s'enchevêtre dans cette synonymie d'images, dans ces groupes sans fin de métaphores. Ajoutez que l'œil ébloui par ce scintillement de facettes, par toutes ces broderies historiées, cherche en vain à se reposer sur des sentimens vrais, sur quelque émotion venue du cœur. Malheureusement les personnages du poète sont des personnages d'atelier; la Nyssia de son *Roi Candaule* n'est pas plus une femme que la Musidora de son *Fortunio* : ce sont les créations chimériques et flottantes d'un rêve d'opium.

Rien d'humain ne battait sous son épaisse armure,

a écrit Lamartine de Napoléon. On en pourrait dire autant de presque toutes les héroïnes de M. Gautier; l'*épaisse armure* ici, c'est le corps voluptueusement décrit qu'il leur prête, ce sont les riches draperies dont il les couvre; l'ame est comme noyée sous la chair. A un endroit de ses *Lettres Parisiennes*, Mme de Girardin parle de ces mouchoirs si jolis qu'au moment de pleurer, on se console en les regardant; il en est de même des femmes de M. Gautier : je m'oublie à considérer combien elles sont belles, et leur taille m'empêche de penser à leur cœur. Aussi trouvé-je que la fantaisie descriptive de M. Gautier est bien plus à l'aise et bien mieux appropriée à son vrai cadre dans les récits de voyage, où son imagination est un peu contenue par ses souvenirs. Son excursion en Espagne, publiée sous le titre un peu baroque de *Tra los Montes*, peut être citée comme un cavalier et piquant exemple de ce genre leste et aimable. L'abus des couleurs tranchées y est encore très sensible, mais ici au moins il sert à l'exactitude pittoresque du paysage. Si l'insurmontable goût de M. Gautier pour les trivialités brutales et les plus impossibles chimères arrêtent encore çà et là et choquent les timorés, tant de vie et de bonne humeur courent à travers ces pages fringantes, qu'on est bien vite désarmé. Il y a dans tout ce style une certaine saveur de Panurge, et Panurge (La Bruyère en convient) a toujours eu le don de dérider même les dégoûtés et les délicats. Ce filon de Rabelais, qu'on retrouve souvent chez M. Gautier, est un don heureux et rare.

L'imagination du romancier et du touriste peut tout se permettre; mais il semble que l'histoire littéraire et la critique voudraient au moins quelque exactitude et quelque vérité de couleur. Vous vous doutez trop que le poète a laissé dédaigneusement ces babioles aux *pauvres diables* d'érudits. Au surplus, nous ne le chicanerons pas de

ce côté (1). Si cette simple remarque : que la fantaisie serait mieux placée dans un roman que dans une notice est mise hors de litige, la critique se tiendra pour satisfaite. On me permettra d'être très court sur les deux volumes des *Grotesques;* j'en ai déjà trop dit en caractérisant le genre lui-même.

C'est à l'époque dite de *Louis XIII* que se rapportent la plupart des portraits ou plutôt des spirituelles *charges* littéraires recueillies aujourd'hui par M. Gautier. Comme M. Gautier admire beaucoup notre littérature contemporaine, et comme il trouve certains rapports entre la poésie d'à présent et la vieille poésie des Cyrano et des Saint-Amant, sa bienveillance n'hésite pas à se déclarer ouvertement, et il amnistie de tout son cœur les précurseurs oubliés. Hélas! cette fraternité et ces analogies sont trop vraies, plus vraies que ne se l'imagine M. Gautier lui-même. Sans y mettre de malveillance ou de malice, on pourrait pousser le parallèle fort loin : ainsi la tragi-comédie était absolument le drame romantique *mêlé de grotesque et de sublime* (2), et, pour passer aux noms propres, Varillas n'avait pas

(1) Il y aurait quelque pédanterie à relever exactement toutes les légèretés, toutes les étourderies du spirituel auteur des *Grotesques*. M. Sainte-Beuve n'a pu s'empêcher déjà de noter les plus fortes, et on doit renvoyer à ses judicieuses remarques. J'ajouterai, entre cent, deux ou trois objections aux siennes. Il faut bien donner une idée du procédé par trop espiègle de M. Gautier. Dès les premières pages, il est question de *Donat* le grammairien du moyen-âge si souvent cité; M. Gautier l'appelle toujours *Donnait*. Plus loin, je lis que *le Pédant joué* de Cyrano a été la première comédie écrite en prose... Et *Patelin* donc, et les joyeuses farces de Larivey! Cela est élémentaire en littérature française. Mais ceci n'est rien. M. Gautier va jusqu'à écrire, à un endroit, qu'il n'y avait « rien d'abondant, d'ample, de flottant, » dans le style de Balzac; il ajoute même en termes plus formels : « Le vêtement de l'idée est trop court pour elle, et il le faut tirer à deux mains pour l'amener jusqu'aux pieds. » (Tome II, page 165.) Un pareil jugement critique confond : c'est le contraire précisément qu'il fallait dire. L'idée de Balzac disparaît toujours sous les plis sans fin de la phrase; ce n'est pas un écrivain sec, chiche et compassé, comme vous l'avancez à tout hasard, mais bien un rhéteur peu amusant, sous lequel la langue française (quelqu'un l'a dit spirituellement) a doublé sa rhétorique. On peut voir, dans les *Dissertations* de Balzac, la XIXe, sur le *style burlesque*, où les écrivains de ce genre sont impertinemment comparés « aux grimaciers des carrefours. » M. Gautier n'a certainement jamais lu un seul mot de cet auteur, puisqu'il en parle comme on l'a vu; mais il y a du pressentiment dans sa rancune. — Je borne là mon *erratum* de pédant; on a le ton, et cela suffit.

(2) Scudéry, il est piquant de le remarquer, dit en propres termes dans ses *Observations sur le Cid :* « La tragi-comédie, qui n'a presque pas été connue de l'antiquité, est un composé de la tragédie et de la comédie. » Voilà bien l'alliance du grotesque et du sublime que proclamait, il y a dix-huit ans déjà, la préface de

moins de fécondité que M. Capefigue, l'évêque Camus n'était pas un romancier moins édifiant que M. Veuillot. Je compte précisément autant de volumes dans *la Clélie* qu'il y en aura dans *le Juif Errant*. L'opinion même de donner le pas à Scarron sur Boileau n'est pas si neuve qu'on voudrait le faire croire (1). Il serait puéril de prolonger ces rapprochemens et de les préciser dans leurs nuances. Il y aurait trop à faire. Mais qu'on me laisse encore tirer quelques lumières de deux livres tout-à-fait oubliés d'un auteur qu'on ne cite jamais, et que n'a probablement pas lu M. Gautier : je veux parler de Gombauld, ce vieux poète qui vécut près de cent ans, et qui, presque contemporain de la pléiade, s'attarda très avant dans le siècle de Louis XIV. C'était un écrivain assez agréable, mais trop infecté des fadeurs de l'hôtel Rambouillet : comme Boileau l'a maltraité, Gombauld se trouve tout recommandé à l'historien des *Grotesques*. Profitons de l'autorité.

Je furetais donc l'autre jour dans les *Épigrammes* et dans les *Lettres* de Gombauld : le moindre rayon sur le passé fait revivre aussitôt des milliers d'atomes. Ce monde littéraire de Louis XIII, tel que le judicieux Gombauld l'a peint, offre vraiment mille similitudes singulières avec ce qui se passe sous nos yeux. Et d'abord c'était la même abondance confuse d'auteurs sans vocation :

> Chacun s'en veut mêler, et pour moi je m'étonne
> De voir tant d'écrivains et si peu de lecteurs.

Cromwell. Ainsi Scudery définissait la tragi-comédie dans les mêmes termes précisément que l'école romantique définit le drame. Cela nous replace avant *le Cid*, au temps des grandes aventures sans vraisemblance et des imbroglios sans caractères. On a pu montrer plus de génie aujourd'hui; mais a-t-on plus de bon sens?

(1) Charles Perrault, au troisième volume de son *Parallèle des Anciens et des Modernes*, s'exprime sur le genre grotesque de façon presque à satisfaire M. Gautier; le passage s'approprie si directement à notre sujet, qu'il faut le citer. Le voici : « Dans l'ancien burlesque, le ridicule est en dehors et le sérieux en dedans; dans le nouveau, qui est un burlesque retourné, le ridicule est en dedans et le sérieux en dehors... Je veux vous donner une comparaison là-dessus. Le burlesque du *Virgile travesti* est une princesse sous les habits d'une villageoise, et le burlesque du *Lutrin* est une villageoise sous les habits d'une princesse; et comme une princesse est plus aimable avec un bavolet qu'une villageoise avec une couronne, de même les choses graves et sérieuses, cachées sous des expressions communes et enjouées, donnent plus de plaisir que n'en donnent les choses triviales et populaires sous des expressions pompeuses et brillantes. » — Je demanderai de ne pas souscrire à la spécieuse métaphore de Perrault; mais M. Gautier conviendra qu'on était assez *hardi* en plein siècle de Louis XIV. On y préférait déjà Scarron à Boileau; rien n'est plus suranné que certains paradoxes et plus neuf que certaines vérités : c'est que le paradoxe vieillit et que la vérité n'a pas d'âge.

Il y avait aussi des excentriques, auxquels il fallait bien à la longue s'habituer. « Nous sommes continuellement exposés aux vaines illusions et aux raisons extravagantes de certains esprits fertiles en chimères, que la seule coutume nous rend supportables, et nous imitons en cela ces peuples qui demeurent auprès des cataractes du Nil et qui deviennent insensibles au bruit dont les étrangers seraient étourdis en un moment (1). » Voilà bien l'effet assourdissant que produit, à la première audition, notre bruyante littérature. Ailleurs Gombauld est plus vif encore et touche à la crudité :

Il n'est que de vivre à la mode.
Je vous en dirai la méthode :
Soyez toujours bien habillé,
Mais soyez toujours débraillé.
Courbez-vous et portez l'image
D'un infame libertinage.
Faites gloire d'être ignorant,
Ne parlez jamais qu'en jurant.
Que votre brutale arrogance
Choque partout la complaisance;
En méprisant jusqu'à l'honneur,
Faites le maraud en seigneur.

Voilà une recette excellente. Cette peinture des *libertins* de Louis XIII ne s'applique-t-elle pas merveilleusement à la muse à la fois *bien habillée* et *débraillée* d'aujourd'hui, à tous ces dévergondages insolens de la plume, à toute cette littérature industrielle qui cache ses allures de sacripant sous l'aristocratie des dehors? Hélas! on avait déjà tout inventé dans ce temps-là, et le lecteur d'alors avait commencé son rôle de dupe. On le faisait même, tout comme en 1844, croire à des réimpressions imaginaires. Lisez plutôt ce dialogue piquant que je rencontre dans le *Carpenteriana :*

M. DE FRÉDEVILLE.

Pour en faire six éditions consécutives, il n'y a qu'à changer le premier feuillet.

LE LIBRAIRE.

Ah! ah! monsieur, vous savez tous nos secrets.

M. DE FRÉDEVILLE.

Oui, je sais tous les secrets dont les auteurs se servent pour établir leur

(1) *Lettres de Gombauld;* Paris, 1647, in-8°, p. 34.

réputation. J'ai bu autrefois à l'auberge avec un auteur qui avait été grand ami de Théophile, et qui m'a appris bien d'autres tours.

En somme, on le voit, c'est une époque d'anarchie et de corruption, où le goût était aussi aventureux que les évènemens. Il fallait bien à la fin que le calme rentrât dans les intelligences troublées comme dans la société turbulente. Richelieu, Descartes, Boileau, se correspondent à merveille : leur tâche, il est vrai, est constituante et non révolutionnaire; mais cette gloire ne vaut-elle pas l'autre? Avec eux, la politique émeutière de la ligue, le scepticisme ivre du XVIe siècle, l'art aussi irrégulier qu'impuissant des successeurs rebelles de Malherbe (1), s'ordonnent et préparent cette magnifique unité du règne de Louis XIV, qui offrit au monde le plus majestueux spectacle. Les irrévérentes ironies de M. Gautier contre Despréaux peuvent être spirituelles; elles ne changeront rien aux choses. C'est là de l'histoire.

Un délicieux et paradoxal morceau de Charles Nodier sur Cyrano (2) (que M. Gautier ne paraît pas avoir connu, mais que nous n'avons pas oublié), une judicieuse et fine notice de M. Bazin sur Théophile de Viau, plusieurs articles très brillans et étudiés de M. Philarète Chasles, dont les lecteurs de la *Revue* se souviennent, nous avaient mis en goût de cette période *Louis XIII*, sur laquelle l'auteur des *Grotesques* revient aujourd'hui avec toute sorte de brusqueries inattendues et divertissantes. On n'a pas besoin, il est vrai, de *se faire cercler les côtes* à force de rire, comme l'auteur le propose; mais l'hilarité, je n'en disconviens pas, est franchement provoquée à plus d'un endroit. M. Gautier, par exemple, est impayable quand il montre le poète crotté dont les semelles usées pétrissent la boue à crû, quand il peint le pédant avec sa soutane moirée de graisse et ses grègues faites d'une thèse de Sorbonne. Scudery sur les échasses de son style, l'*ancillaire* Colletet aux genoux de sa Claudine, Chapelain avec ses rimes criardes, Saint-Amant charbonnant les cabarets de vers admirables, le rodomont Cyrano dans ses duels avec la raison, frétillent et

(1) Je ne me sens pas disposé à défendre contre M. Gautier les façons rogues et acariâtres de Malherbe, qui fut cependant un vrai poète; mais je suis heureux de pouvoir le renvoyer à l'opinion de ce même Théophile de Viau, si surfait par lui, et qui a dit plus équitablement : « Malherbe, qui nous a appris le français, et dans les écrits duquel je lis avec admiration l'immortalité de sa vie. » On se doute bien que M. Gautier a dissimulé cette phrase.

(2) *Revue de Paris*, 1831, tome XXIX.

chatouillent sous le pinceau jovial du plaisant critique. M. Gautier excelle dans ce genre à demi bouffon, et sa verve est si gaie qu'on lui pardonne de descendre à chaque instant sur le pré pour donner des taillades aux idées reçues. J'aurais bien eu envie de taquiner un peu l'historien si approprié des *Grotesques* sur son admiration sans bornes pour Viau, que ses citations ne justifient guère; mais, que voulez-vous? on lit dans la notice de ce poète mal famé ces propres mots : « Tout le mal que l'on disait de Théophile me semblait adressé à Théophile Gautier. » Que dire à cela, sinon qu'on pense infiniment plus de bien de M. Gautier que de son homonyme d'il y a deux siècles? Dans son enthousiasme, l'auteur des *Grotesques* va jusqu'à faire de la Corinne de Théophile une sœur d'Elvire. Si c'est un compliment adressé à M. de Lamartine, je doute qu'il charme l'illustre poète.

Au fond, M. Gautier n'a qu'une foi très factice dans l'école excentrique à laquelle il semble avoir voué jusqu'ici un esprit et un talent faits pour de meilleures causes. A un endroit même, il lui échappe de dire : « Hélas! quel est celui de nous qui peut se flatter qu'une bouche prononce son nom dans cent ans d'ici, ne fût-ce que pour s'en moquer? Les plus grands génies de maintenant n'oseraient l'espérer. » Un pareil aveu trahit le découragement. Est-ce que Boileau, par hasard, aurait raison contre Théophile? Mais je n'hésite pas à dire que M. Gautier calomnie la littérature contemporaine et se calomnie lui-même en désespérant à ce degré de l'avenir. Vous plaignez le sort des écrivains de Louis XIII, vous regrettez la venue d'un régulateur aussi sévère que Despréaux; pourquoi alors faire comme ces vaincus et les reproduire? Des moyens semblables amènent en général une fin pareille. C'est la loi de l'histoire.

Soyez sûr qu'on goûte votre talent, qu'on apprécie votre plume effilée et savante. Vous êtes même aimé... comme l'enfant prodigue; mais pourquoi ne pas croire à vous-même et ne pas vous prendre au sérieux? Pourquoi vous complaire toujours à des *pochades*, quand vous pourriez faire des tableaux? Jusqu'à présent, l'imagination a tenu chez vous le dé en souveraine, et a fait de la raison son esclave. Tout votre secret, ou plutôt toute votre erreur, c'est de toujours faire passer le mot qui peint avant le mot qui fait sentir. Est-ce là, je le demande, le procédé des grands écrivains? La forme ne peut pas être indépendante du sentiment; le sentiment, au contraire, dès qu'il est grand, emporte avec lui son expression, et est, pour ainsi parler, sa forme à lui-même. Tel humble mot du cœur, telle situation simple et

immortelle, Werther contemplant Charlotte, Virginie serrant la main de Paul, valent mieux, selon nous, que tout le glossaire métaphorique de l'école pittoresque. Qu'on y songe, ni l'inspiration ni le style n'ont manqué à notre temps; ce qui a fait défaut, c'est tout simplement le bon sens et le naturel, lesquels ne font pas les grandes littératures, mais peuvent seuls les consacrer. M. Gautier est jeune; il est encore temps pour lui de se soustraire aux enchantemens de la sirène. Son talent original et plein de sève se régénérerait par des doctrines plus saines, par une pratique assiduë et sérieuse. Dès-lors, nous le croyons, une place tout-à-fait brillante et peut-être durable lui serait réservée dans la littérature d'aujourd'hui. Nous espérons que M. Gautier verra là de notre part un vœu plutôt encore qu'un conseil; il nous répugnerait trop de penser que dans cette histoire rétrospective des grotesques oubliés le spirituel écrivain n'aurait réussi qu'à être un prophète.

CH. LABITTE.

MADEMOISELLE

DE LA SEIGLIÈRE.

—

QUATRIÈME PARTIE.[1]

VIII.

Des semaines, des mois s'écoulèrent. Toujours prêt à partir, Bernard ne partit pas. La saison était belle; il chassa, monta les chevaux du marquis, et finit par se laisser aller au courant de cette vie élégante et facile qui s'appelle la vie de château. Les saillies du marquis lui plaisaient; bien qu'il conservât encore auprès de Mme de Vaubert un sentiment de vague défiance et d'inexplicable malaise, il avait subi cependant, sans chercher à s'en rendre compte, le charme de sa distinction, de sa grace et de son esprit. Les repas étaient gais, les vins étaient exquis; les promenades, à la nuit tombante, sur les bords du Clain ou sous les arbres du parc effeuillé par l'automne, les causeries autour de l'âtre, la discussion, les longs récits, abrégeaient les soirées oisives. Lorsqu'il échappait au marquis quelque aristocratique boutade qui éclatait comme un obus sous les pieds de Bernard, Hélène, qui travaillait sous la lueur de la lampe à quelque ouvrage d'aiguille,

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 septembre, et du 1er octobre.

levait sa blonde tête et fermait avec un sourire la blessure que son père avait faite. Mlle de la Seiglière, qui continuait de croire que ce jeune homme était au château dans une position pénible, humiliante et précaire, n'avait d'autre préoccupation que de la lui faire oublier, et cette erreur valait à Bernard de si doux dédommagemens, qu'il supportait avec une héroïque patience dont il était étonné lui-même les étourderies de l'incorrigible vieillard. D'ailleurs, quoiqu'ils ne s'entendissent sur rien, Bernard et le marquis en étaient arrivés à se prendre d'une espèce d'affection l'un pour l'autre. Le caractère ouvert du fils Stamply, sa nature franche et loyale, son attitude ferme, sa parole brusque et hardie, l'exaltation même de ses sentimens toutes les fois qu'il était question des batailles de l'empire et de la gloire de son empereur, ne répugnaient pas au vieux gentilhomme. D'un autre côté, les chevaleresques enfantillages du grand seigneur agréaient assez au jeune soldat. Ils chassaient ensemble, couraient à cheval, jouaient au billard, discutaient sur la politique, s'emportaient, bataillaient, et n'étaient pas loin de s'aimer. — Ma foi! pensait le marquis, pour un hussard, fils de manant, ce brave garçon n'est vraiment pas trop mal. — Eh bien! se disait Bernard, pour un marquis, voltigeur de l'ancien régime, ce vieux bonhomme n'est pas trop déplaisant. — Et le soir en se quittant, le matin en se retrouvant, ils se serraient cordialement la main.

L'automne tirait à sa fin; l'hiver fit sentir plus vivement encore à Bernard les joies du foyer et les délices de l'intimité. Depuis son installation au château, on avait cru devoir éloigner par prudence la tourbe des visiteurs. On vivait en famille : les fêtes avaient cessé. Bernard, qui avait passé le précédent hiver dans les steppes hyperborées, ne songea plus à résister aux séductions d'un intérieur aimable et charmant. Il reconnut qu'en fin de compte ces nobles avaient du bon et qu'ils gagnaient à être vus de près; il se demanda ce qu'il serait devenu, triste et seul, dans ce château désert; il se dit qu'il manquerait de respect à la mémoire de son père en agissant de rigueur contre les êtres qui avaient égayé la fin de ses jours, et que, puisqu'on ne lui contestait pas ses droits, il devait laisser au temps, à la délicatesse et à la loyauté de ses hôtes, le soin de terminer convenablement cette étrange histoire, sans secousses, sans luttes et sans déchiremens. Bref, en s'abandonnant mollement à la dérive du flot qui le berçait, il ne manqua pas de bonnes raisons pour excuser à ses propres yeux et pour justifier sa faiblesse. Il en était une qui les valait toutes; ce fut la seule qu'il ne se donna pas.

Le temps fuyait, pour Hélène, léger et rapide; pour Bernard, rapide et léger. Il n'était pas besoin d'une bien grande perspicacité pour prévoir ce qui s'allait passer entre ces deux jeunes cœurs; mais notre gentilhomme, qui s'entendait en amour comme en politique, ne devait pas aborder l'idée que son sang pût s'éprendre pour celui de son ancien fermier. D'une autre part, Mme de Vaubert, qui, avec toutes les finesses de l'esprit, n'avait jamais soupçonné les surprises de la passion, ne pouvait pas raisonnablement supposer que la présence de Bernard dût éclipser l'image de Raoul. Mlle de La Seiglière ne le supposait pas davantage. Cette enfant se doutait si peu de l'amour, qu'elle croyait aimer son fiancé; et, se reconnaissant devant Dieu l'épouse de M. de Vaubert, vis-à-vis de Bernard croyant n'être que généreuse, elle s'abandonnait sans défiance au courant mystérieux qui l'entraînait vers lui.

Elle comparait bien parfois la jeunesse héroïque de celui-ci à l'existence oisive de celui-là; parfois, à la lecture des lettres de Raoul, songeant aux lettres de Bernard, elle s'étonnait bien de trouver la tendresse de l'amant moins brûlante et moins exaltée que ne l'était la tendresse du fils; quand, l'œil étincelant, le front illuminé de magiques reflets, Bernard parlait de gloire et de combats, ou qu'assis auprès d'elle il la contemplait en silence, Hélène sentait bien remuer dans son sein ému quelque chose d'étrange qu'elle n'avait jamais éprouvé en présence de son beau fiancé; mais comment aurait-elle pu deviner l'amour aux tressaillemens de son être, elle qui, jusqu'alors, avait pris pour l'amour un sentiment tiède et paisible, sans trouble et sans mystère, sans douleur et sans joie? Enfin, Bernard lui-même s'enivrait à son insu du charme qui l'enveloppait, et c'est ainsi que ces deux jeunes gens se voyaient chaque jour, en toute liberté comme en toute innocence, s'efforçant de se faire oublier l'un à l'autre leur position respective, Hélène redoublant de grace, Bernard d'humilité, et ne comprenant pas l'un et l'autre que, sous ces adorables délicatesses, l'amour s'était déjà glissé. Cependant il arriva qu'un jour ils en eurent simultanément une vague révélation.

Peu de temps avant l'arrivée de Bernard, par une de ces fantaisies de jeunesse assez familières à la vieillesse du marquis, celui-ci avait fait l'acquisition d'un jeune cheval pur sang limousin qui passait pour indomptable, et que nul encore n'avait pu monter. Hélène l'avait appelé Roland, par allusion sans doute au Roland furieux. Un pauvre diable, qui se donnait pour un centaure, s'étant avisé de vouloir le soumettre, Roland l'avait désarçonné, et le centaure s'était cassé les

reins. Dès-lors, personne n'avait osé se frotter au rude joûteur, qu'on vantait d'ailleurs à dix lieues à la ronde pour sa merveilleuse beauté et pour la pureté de sa race. Un jour qu'il en était question, Bernard se fit fort de le mater, de le soumettre, et de le rendre en moins d'un mois doux et docile comme un mouton bridé. Mme de Vaubert l'encouragea à le tenter; le marquis s'efforça de l'en dissuader; Hélène le supplia de n'en rien faire. Piqué d'honneur, Bernard courut aux écuries et parut bientôt sous le balcon où se tenaient la baronne, M. de La Seiglière et sa fille, en selle sur Roland, magnifique et terrible. Indigné du frein, la bouche écumante, les naseaux en feu et les yeux sanglans, comme une cavale sauvage qui sentirait la sangle et le mors, le superbe animal bondissait avec une incroyable furie, se cabrait, pirouettait et se dressait debout sur ses jarrets d'acier, le tout à la visible satisfaction de Mme de Vaubert, qui semblait prendre le plus vif intérêt à cet exercice, et aux applaudissemens du marquis, qu'émerveillaient la grace et l'adresse de l'écuyer.

— Ventre-saint-gris! jeune homme, vous êtes du sang des Lapithes, s'écriait-il en battant des mains.

Quand Bernard rentra dans le salon, il aperçut Hélène plus pâle que la mort. Le reste de la journée, Mlle de La Seiglière ne lui adressa pas un mot ni un regard; seulement, à la veillée, comme Bernard, qui craignait de l'avoir offensée, se tenait auprès d'elle triste et silencieux, tandis que le marquis et Mme de Vaubert étaient absorbés par une partie d'échecs :

— Pourquoi jouez-vous follement votre vie? dit à voix basse et froidement Hélène, sans lever les yeux et sans interrompre son ouvrage de broderie.

— Ma vie? répondit Bernard en souriant; c'est un bien pauvre enjeu.

— Vous n'en savez rien, dit Hélène.

— Croyez que nul ne s'en soucie, répliqua Bernard d'une tremblante voix.

— Vous n'en savez rien, dit Hélène. D'ailleurs c'est une impiété de disposer ainsi d'un don de Dieu.

— Échec et mat! s'écria le marquis. Jeune homme, ajouta-t-il en se tournant vers Bernard, je vous répète que vous êtes du sang des Lapithes.

— A la façon dont il s'y prend, dit à son tour Mme de Vaubert, je veux qu'avant huit jours monsieur Bernard soit maître de Roland et le mène comme un agneau.

— Vous ne monterez jamais ce cheval, dit d'un ton de froide et calme autorité Mlle de La Seiglière, les yeux toujours baissés sur son ouvrage et de manière à n'être entendue que du jeune homme, qui se retira presque aussitôt pour cacher le trouble de son cœur.

IX.

Les choses en étaient là, et rien ne faisait présumer qu'elles dussent prendre de long-temps ni jamais une face nouvelle. Carrément établie, la position de Bernard paraissait inattaquable, et tout ce que le marquis pouvait raisonnablement espérer, c'était qu'il plût à ce jeune homme de n'y rien changer et de s'y tenir. A parler net, le marquis était aux champs. Instinctivement entraîné vers Bernard, il l'aimait ou plutôt il le tolérait volontiers, toutes les fois qu'emporté par la légèreté de son naturel, il oubliait à quel titre le fils Stamply s'asseyait à sa table et à son foyer; mais aux heures de réflexion, aussitôt qu'écrasé sous le sentiment de sa dépendance, il retombait dans le vrai de la situation, le marquis ne voyait plus en lui qu'un ennemi à domicile, une épée de Damoclès suspendue par un fil et flamboyant au-dessus de sa tête. Il y avait pour lui deux Bernard, l'un qui ne lui déplaisait pas, l'autre qu'il aurait voulu voir s'abîmer à cent pieds sous terre. Il n'avait plus, quand il en parlait avec Mme de Vaubert, ces jolies colères et ces charmans emportemens que nous lui voyions autrefois. Ce n'était plus ce marquis pétulant et fringant, rompant à chaque instant son attache, et s'échappant par sauts et par bonds dans les champs de la fantaisie. La réalité l'avait dompté, et si parfois encore il essayait de se dérober, la rude écuyère l'arrêtait court en lui enfonçant dans les flancs ses éperons de fer. Mme de Vaubert était loin elle-même de cette mâle assurance qu'elle avait montrée d'abord. Non qu'elle eût abandonné la partie : Mme de Vaubert n'était point femme à si tôt se décourager; mais, quoi qu'elle pût dire pour le rassurer, le marquis la sentait hésitante, incertaine, troublée, irrésolue. Le fait est que la baronne n'avait plus cette confiante intrépidité qui l'avait long-temps soutenue, et qu'elle était long-temps parvenue à faire passer dans le cœur du vieux gentilhomme. En étudiant Bernard, en l'observant de près, en le regardant vivre, elle avait su se convaincre que ce n'était là ni un esprit ni un caractère avec lesquels il fût permis d'entrer en accommodemens; elle comprenait qu'elle avait affaire à une de ces

ames susceptibles et fières qui imposent des conditions, mais qui n'en reçoivent pas, qui peuvent abdiquer, mais qui ne transigent jamais. Or, comme il s'agissait ici d'une abdication d'un million, il n'était pas vraisemblable que Bernard s'y résignât aisément, quelque désintéressé qu'on le supposât. Mlle de La Seiglière pouvait seule tenter d'accomplir un pareil miracle; elle seule pouvait consommer l'œuvre de séduction qu'avaient, à l'insu d'elle-même, commencée victorieusement sa beauté, sa grace et sa jeunesse. Malheureusement Hélène n'était qu'un esprit simple et qu'une ame honnête. Si elle avait le charme qui fait les lions amoureux, elle ignorait l'art de leur limer les dents et de leur rogner les griffes. Par quels détours, par quels enchantemens amener ce noble cœur à devenir, sans qu'il s'en doutât, l'instrument de la ruse et le complice de l'intrigue? Tel était le secret que tout le génie de Mme de Vaubert s'épuisait vainement à chercher. Ses entretiens avec le marquis n'avaient plus la verve et l'entrain qui les animaient naguère. Ce n'étaient plus ce haut dédain, ce mépris superbe, cette verte allure qui, plus d'une fois peut-être, ont fait sourire le lecteur. Quand le chasseur part le matin, aux premières blancheurs de l'aube, rempli d'ardeur et d'espérance, il aspire l'air à pleins poumons, et trempe avec délices ses pieds dans la rosée des champs et des guérêts. A le voir ainsi, le fusil sur l'épaule, escorté de ses chiens, on dirait qu'il marche à la conquête du monde. Cependant, sur le coup de midi, quand les chiens n'ont fait lever ni perdreaux, ni lièvres, et que le chasseur prévoit qu'il rentrera, le soir, au gîte, le carnier vide, sans avoir brûlé une amorce, à moins qu'il ne tire sa poudre aux linots : à travers les ronces qui déchirent ses guêtres, sous le soleil en feu qui tombe d'aplomb sur sa tête, il ne va plus que d'un pas boudeur, et s'assied découragé sous la première haie qu'il rencontre. C'est un peu là l'histoire du marquis et de la baronne. Ils en sont à l'heure de midi sans avoir pris le moindre gibier; plus à plaindre même que le chasseur, c'est le gibier qui les a pris.

— Eh bien! madame la baronne? demandait parfois le marquis en secouant la tête d'un air consterné.

— Eh bien! marquis, répondait Mme de Vaubert, il faut voir, il faut attendre. Ce Bernard n'est pas précisément le drôle sur lequel nous avions compté. Feinte ou réelle, ça ne manque ni d'une certaine élévation dans les idées ni d'une certaine distinction dans les sentimens. Aujourd'hui tout le monde s'en mêle. Grace aux bienfaits d'une révolution qui a confondu toutes les classes et supprimé toutes les lignes

de démarcation, la canaille a la prétention d'avoir le cœur au niveau des nôtres; il n'est pas de gens si piètres qui ne se crussent déshonorés, s'ils n'affichaient la fierté d'un Rohan et l'orgueil d'un Montmorency. Cela fait pitié, mais cela est. Ces gens-là finiront par blasonner leur crasse et par avoir des armoiries.

— Toujours est-il, madame la baronne, ajoutait le marquis, que nous jouons un vilain jeu, et que nous n'avons même pas la chance pour excuse; grace à vos conseils, je suis en passe de perdre du même coup ma fortune et mon honneur. C'est trop de deux! Comment finira cette comédie? Vous me répétez sans cesse que nous tenons notre proie; c'est, par Dieu! bien plutôt notre proie qui nous tient. C'est un rat que nous avons emprisonné dans un fromage de Hollande.

— Il faut voir, il faut attendre, répétait Mme de Vaubert. Henri IV n'a pas conquis son royaume en un jour.

— Il l'a conquis à cheval, à la pointe d'une épée sans tache.

— Vous oubliez la messe.

— C'était une messe basse; celle que j'entends dure depuis trois mois, et je n'en suis encore qu'à l'*Introït*.

Quoi qu'il lui en coûtât de mettre des étrangers dans le secret de cette aventure, qui n'était d'ailleurs un secret pour personne, quelque répugnance qu'il éprouvât à se commettre avec des gens de loi, le marquis en était arrivé à un tel état de perplexité, qu'il se décida à prendre l'avis d'un célèbre jurisconsulte qui florissait alors à Poitiers, où il passait pour le d'Aguesseau de l'endroit. M. de La Seiglière doutait encore de la validité des droits de son hôte; il se refusait à croire qu'un législateur, fût-il Corse, eût poussé l'iniquité au point d'encourager et de légitimer des prétentions si exorbitantes. Au risque de perdre sa dernière espérance, il fit appeler un matin dans son cabinet le d'Aguesseau poitevin, et lui expliqua nettement la chose, à cette fin de savoir s'il était un moyen honnête de se débarrasser de Bernard, ou du moins de l'amener forcément à une transaction qui ne compromettrait ni l'honneur ni la fortune de sa race. Ce célèbre jurisconsulte, il se nommait Des Tournelles, était un petit vieillard fin, spirituel et goguenard, d'une bonne noblesse de robe, à ce titre estimant peu la noblesse d'épée et n'aimant point en particulier les La Seiglière, qui avaient de tout temps traité de bourgeoisie les fourrures et les mortiers. En outre, il avait gardé mémoire d'une rencontre dans laquelle notre gentilhomme l'avait reçu du haut en bas, incident sans portée qui remontait à plus de trente ans, depuis plus de trente ans

oublié de l'offenseur, mais dont le souvenir saignait encore au cœur de l'offensé. M. Des Tournelles fut secrètement charmé de voir le marquis dans un si mauvais cas. Après avoir approfondi l'affaire, après s'être assuré qu'aux termes mêmes de l'acte de donation passé entre le vieux Stamply et son ancien maître, les droits du donataire étaient révoqués dans leur intégrité par le seul fait de l'existence du fils du donateur, il prit un malin plaisir à démontrer au gentilhomme que non seulement la loi ne lui offrait aucun moyen d'expulser Bernard, mais encore qu'elle autorisait celui-ci à le mettre, lui et sa fille, littéralement à la belle étoile. Le vieux renard ne s'en tint pas là. Sous forme d'argumentation, il défendit le principe qui réintégrait Bernard dans la propriété de son père; il développa la pensée du législateur; il soutint qu'en ceci, loin d'être inique, ainsi que l'affirmait M. de La Seiglière, la loi n'était que juste, prévoyante, sage et maternelle. Vainement le marquis se récria, vainement il accusa la république d'exaction, de violence et d'usurpation, vainement il essaya d'établir qu'il tenait ses biens non de la libéralité, mais de la probité de son ancien fermier, vainement enfin il tenta encore une fois de s'esquiver par les mille et un détours qu'il connaissait si bien; le légiste lui prouva poliment qu'en s'appropriant les biens territoriaux des émigrés, la république n'avait fait qu'user d'un droit légitime, et qu'en lui restituant le domaine de ses pères, son ancien fermier n'avait fait qu'accomplir un acte de munificence. Sous prétexte d'éclairer la question, il écrasa complaisamment le grand seigneur sous la générosité du vieux gueux. Doué d'une inépuisable faconde, les paroles s'échappaient de sa bouche comme d'un carquois une nuée de flèches, si bien que le pauvre marquis, criblé de piqûres et pareil à un homme qui se serait jeté étourdiment dans un essaim d'abeilles, suait à grosses gouttes et s'agitait dans son fauteuil, maudissant l'idée qu'il avait eue de faire venir cet impitoyable bavard, et n'ayant même pas la ressource de l'emportement et de la colère, tant le bourreau s'y prenait avec grace, politesse et dextérité. Il y eut un instant où, poussé à bout :

— Assez! monsieur, assez! s'écria-t-il; ventre-saint-gris! vous abusez, ce me semble, de l'érudition et de l'éloquence. Je suis suffisamment instruit, et ne désire pas en savoir davantage.

— Monsieur le marquis, répliqua sévèrement le madré vieillard, qui prenait goût au jeu et ne devait lâcher la partie qu'après s'être gorgé du sang de sa victime, je suis ici le médecin de votre fortune et de votre honneur, et je me croirais indigne de la confiance que vous

m'avez témoignée en ce jour, si je n'y répondais par une franchise pour le moins égale. Le cas est grave; ce n'est ni avec des restrictions de votre part, ni avec des ménagemens de la mienne, que vous pouvez espérer en sortir.

Ces derniers mots tombèrent comme une rosée bienfaisante sur le cœur ulcéré du marquis.

— Ah ça! monsieur, demanda-t-il d'un air hésitant et soumis, tout n'est donc pas désespéré?

— Non sans doute, répondit en souriant le rusé Des Tournelles, pourvu toutefois que vous vous résigniez à tout avouer et à tout entendre. Je vous le répète, monsieur le marquis, vous ne devez voir en moi qu'un médecin venu pour étudier votre mal et pour tenter de le guérir.

Amolli par la crainte, alléché par l'espoir, encouragé d'ailleurs par l'apparente bonhomie sous laquelle le vieux serpent cachait ses perfides desseins, le marquis se laissa aller à des épanchemens exagérés. Pour nous en tenir à la comparaison du jurisconsulte, il lui arriva ce qui arrive aux gens qui, après avoir passé leur vie à se railler de la médecine, se jettent aveuglément entre les bras des médecins aussitôt qu'ils ont cru sentir à leur chevet le souffle glacé de la mort. A part quelques détails qu'il crut devoir omettre, il dit tout, son retour, l'arrivée de Bernard, et de quelle façon ce jeune homme était installé au château. Poussé par le diabolique Des Tournelles, qui l'interrompait çà et là en s'écriant : — Très bien! c'est très bien! c'est moins grave que je ne l'avais d'abord imaginé; du courage, monsieur le marquis! cela va bien, nous en sortirons, — il mit sa position à nu et se déshabilla, c'est le mot, tandis que, le menton appuyé sur le bec à corbin de sa canne, le vieux roué étouffait de joie dans sa peau de voir l'orgueilleux gentilhomme étaler ses infirmités et découvrir sans pudeur les plaies de son égoïsme et de son orgueil. Quand celui-ci fut au bout de ses confidences, M. Des Tournelles prit un air soucieux et hocha tristement la tête.

— C'est grave, dit-il, c'est très grave; c'est plus grave que je ne le croyais tout à l'heure. Monsieur le marquis, il ne faut pas vous dissimuler que vous êtes dans la plus fâcheuse position où se soit jamais trouvé gentilhomme d'aucun temps et d'aucun pays. Vous n'êtes plus chez vous. Ce n'est pas vous qui tolérez Bernard, c'est lui qui vous tolère. Vous êtes à sa merci; vous dépendez d'un de ses caprices. Ce garçon peut, d'un jour à l'autre, vous signifier votre congé. C'est grave, c'est très grave, c'est excessivement grave.

— Je le sais pardieu bien que c'est grave! s'écria le marquis avec humeur; vous me répéterez cela cent fois, que vous ne m'apprendrez rien de nouveau.

— Je n'ignore pas, poursuivit tranquillement M. Des Tournelles sans s'arrêter à l'interruption du marquis, je suis loin d'ignorer que ce jeune homme a tout intérêt à vous conserver sous son toit, vous et votre aimable fille; je sais qu'il se procurerait difficilement des hôtes aussi distingués et qui lui fissent plus d'honneur. Je vais plus loin : je prétends qu'il est de son devoir de chercher à vous retenir; je soutiens que la piété filiale lui commande impérieusement de vous enchaîner à sa fortune. Vous avez été si bon pour son père! On a dit avec raison que ce vieillard s'était enrichi en se dépouillant, tant vous l'avez entouré, sur la fin de ses jours, d'attentions, de soins, de tendresse et d'égards! Spectacle charmant! Il est beau de voir ainsi la main qui donne vaincue en générosité par la main qui reçoit. Quoique je n'aie pas l'avantage de connaître M. Bernard, je ne doute point de ses pieuses dispositions; jusqu'à présent, tout révèle en lui un noble cœur, un esprit élevé, une ame reconnaissante. Mais, outre qu'il ne convient pas qu'un La Seiglière accepte une condition humiliante, la vie est semée d'écueils contre lesquels viennent nécessairement se briser tôt ou tard les intentions les plus pures et les résolutions les plus honnêtes. Bernard est jeune; il se mariera, il aura des enfans. Monsieur le marquis, je vous dois la vérité : c'est tout ce qu'on peut imaginer de plus grave.

— Que diable! monsieur, s'écria M. de La Seiglière, qui sentait son sang lui chauffer les oreilles, je vous ai fait venir, non pour calculer la profondeur de l'abîme où je suis tombé, mais pour m'indiquer un moyen d'en sortir. Commencez par m'en tirer, vous le mesurerez ensuite.

— Permettez, monsieur, permettez, répliqua M. Des Tournelles; avant de vous tendre une échelle, il est bon pourtant que je sache de quelle longueur il vous la faut. Monsieur le marquis, l'abîme est profond... Quel abîme!... Si vous en revenez, vous pourrez vous flatter, comme Thésée, d'avoir vu les sombres bords. Et quelle histoire, monsieur, que la vôtre! quels bizarres jeux du sort! quelles étranges vicissitudes! Le marquis de La Seiglière, un des plus grands noms de l'histoire, un des premiers gentilshommes de France, rappelé de l'exil par un de ses vieux serviteurs! Ce digne homme qui se dépouille pour enrichir son seigneur d'autrefois! Ce fils qu'on croyait mort et qui revient un beau matin pour réclamer son héritage! C'est un drame,

c'est tout un roman; nous n'avons rien de plus intéressant dans les annales judiciaires. Convenez, monsieur le marquis, que vous avez été bien surpris en voyant apparaître devant vous ce jeune guerrier, tué à la bataille de la Moskowa! Quoique son retour dût jeter quelque trouble dans votre existence, je jurerais que ça ne vous a pas été désagréable de voir vivant et bien portant le fils de votre bienfaiteur.

— Au fait, monsieur, au fait! s'écria le marquis, près d'éclater et plus rouge qu'une pivoine. Savez-vous un moyen de me tirer de là?

— Vertu-dieu! monsieur le marquis, s'écria l'impitoyable vieillard, il faudra bien que nous en trouvions un. Vous ne pouvez pas rester dans un si cruel embarras. Il ne sera pas dit qu'un marquis de La Seiglière et sa fille auront vécu à la charge du fils de leur ancien fermier, exposés chaque jour à se voir renvoyés honteusement, comme des locataires qui n'auraient pas payé leur terme. Cela ne doit pas être, cela ne sera pas.

A ces mots, M. Des Tournelles parut se plonger daus une méditation savante. Il resta bien un bon quart d'heure à tracer avec le bout de sa canne des ronds sur le parquet, ou, le nez en l'air, à regarder les moulures du plafond, tandis que le marquis l'examinait en silence avec une anxiété impossible à décrire, mais facile à comprendre, cherchant à lire sa destinée sur le front de ce diable d'homme, et passant tour à tour du découragement à l'espoir, selon l'expression inquiète ou souriante que le perfide Des Tournelles donnait au jeu de sa physionomie.

— Monsieur le marquis, dit-il enfin, la loi est formelle; les droits du fils Stamply sont incontestables. Cependant, comme il n'est rien en droit qui ne puisse être contesté, j'ai la conviction qu'avec beaucoup de ruse et d'adresse vous pourrez réussir à faire débouter le fils Stamply de ses prétentions. Mais voici le diable! pour en venir là, il faudra recourir aux subtilités de la loi, et vous, marquis de La Seiglière, vous ne consentirez jamais à vous engager dans les détours de la chicane.

— Jamais, monsieur, jamais! répliqua le marquis avec fierté; mieux vaut sauter par la fenêtre que d'essuyer la boue des escaliers.

— J'en étais sûr, reprit M. Des Tournelles. Ces sentimens sont trop chevaleresques pour que je veuille les combattre. Permettez-moi seulement de vous faire observer qu'il s'agit du domaine de vos ancêtres, d'un million de propriétés, de l'avenir de votre fille et des destinées de votre race. Tout cela est à prendre en quelque considération. Je

ne parle pas de vous, monsieur le marquis; vous avez le cœur le plus désintéressé qui ait jamais battu dans une poitrine humaine, et la ruine vous effraie moins qu'une tache à votre blason. La misère ne vous fait pas peur; vous vivriez au besoin de racines et d'eau claire. C'est noble, c'est grand, c'est beau, c'est héroïque! Je vous vois déjà reprenant sans pâlir le chemin de la pauvreté. A ce tableau, mon cœur s'émeut et mon imagination s'exalte, car, on l'a dit avec raison, le plus magnifique spectacle qui se puisse voir, est la lutte de l'homme fort aux prises avec l'adversité. Mais votre fille, monsieur, votre fille, car vous êtes père, monsieur le marquis! s'il vous plaît d'accepter le rôle d'Œdipe, imposerez-vous à cette aimable enfant la tâche d'Antigone? Que dis-je! aussi impitoyable qu'Agamemnon, la sacrifierez-vous, nouvelle Iphigénie, sur l'autel de l'orgueil, à l'égoïsme de l'honneur? Je conçois qu'il vous répugne de traîner votre nom devant les tribunaux, et d'arracher par ruse à la justice la consécration de vos droits. Cependant, songez-y, un million de propriétés! Monsieur le marquis, vous êtes bien ici, ce luxe héréditaire vous sied à ravir et vous va comme un gant. Et puis, voyons, entre vous et moi, est-il plus honteux de chercher à frapper son adversaire au défaut de la loi, qu'il ne l'était autrefois, entre chevaliers, de se viser, la lance au poing, au joint de la visière et au défaut de la cuirasse?

— Allons, monsieur, dit le marquis après quelques instans d'hésitation silencieuse, si vous croyez pouvoir répondre du succès, par dévouement aux intérêts de ma chère et bien-aimée fille, je me résignerai à vider jusqu'à la lie le calice des humiliations.

— Triomphe de l'amour paternel! s'écria M. Des Tournelles. Ainsi, c'est convenu, nous plaidons. Il ne nous reste plus qu'à trouver par quelles délicatesses nous arriverons à dépouiller légalement de ses droits légitimes le fils du bonhomme qui vous a donné tous ses biens.

— Ventre-saint-gris! monsieur, entendons-nous! s'écria le vieux gentilhomme, qui, en moins d'une seconde, rougit et pâlit de honte et de colère. Ce n'est point là ce que je demande. Je crois qu'il est de mon devoir de transmettre intact à ma fille le domaine de ses ancêtres; mais, vive Dieu! je ne prétends pas dépouiller ce jeune homme : je lui ferai un sort; rien ne me coûtera pour lui assurer une existence honorable et facile.

— Ah! noble, noble cœur! dit M. Des Tournelles avec un attendrissement si parfaitement joué, que M. de La Seiglière en fut tout attendri lui-même. Voici pourtant ces grands seigneurs qu'on accuse

d'égoïsme et d'ingratitude! Allons, puisque vous l'exigez, nous ferons quelque chose pour le hussard. D'ailleurs, nous dirons cela en plein tribunal; pour peu que notre avocat sache en tirer parti, ça produira un bon effet sur l'esprit des juges.

A ces mots, M. Des Tournelles, ayant demandé quelques instans de réflexion pour trouver, ainsi qu'il l'avait dit lui-même, le défaut de la loi, parut encore une fois s'abîmer dans une méditation profonde. Au bout de dix minutes, il en sortit radieux, le visage épanoui et la bouche souriante : ce que voyant, M. de La Seiglière ressentit la joie d'un homme qui, sous le coup d'un arrêt de mort, s'entend condamner aux galères à perpétuité.

— Eh bien! monsieur? demanda-t-il.

— Eh bien! monsieur le marquis, répondit M. Des Tournelles en prenant tout d'un coup un air piteux et consterné, vous êtes perdu, perdu sans ressource, perdu sans espoir. Tout considéré, tout pesé, tout calculé, plaider serait un pas de clerc : vous y compromettriez votre réputation sans y sauver votre fortune. Je me ferais fort de tourner la loi et de vous arracher aux étreintes de l'article 960 du chapitre des donations; avec le code, il y a toujours moyen de s'arranger. Malheureusement, les termes de l'acte qui vous a réintégré dans vos biens sont trop nets, trop précis et trop explicites, pour qu'il soit permis, avec la meilleure volonté du monde, d'en altérer et d'en dénaturer le sens; un avoué lui-même y perdrait sa peine et son temps. Le vieux Stamply ne vous a fait don de sa fortune qu'avec la conviction que son fils était mort; le fils vit : donc, le père ne vous a rien donné. Tirez-vous de là. — Mais je voudrais bien savoir, s'écria-t-il d'un air vainqueur, pourquoi nous nous amusons, vous et moi, à chercher si loin un dénouement fâcheux, s'il n'était impossible, lorsque nous en avons un là, tout près, sous la main, honorable autant qu'infaillible. Pour peu que vous possédiez nos auteurs comiques, vous n'êtes pas sans avoir remarqué sans doute que toutes les comédies finissent par un mariage, si bien qu'il semble que le mariage ait été spécialement institué pour l'agrément et pour l'utilité des poètes. Le mariage, monsieur le marquis! c'est le grand ressort, c'est le *Deus ex machinâ*, c'est l'épée d'Alexandre tranchant le nœud gordien. Voyez Molière, voyez Regnard, voyez-les tous : comment sortiraient-ils de leurs inventions, s'ils n'en sortaient par un mariage? Dans toutes les comédies, qui rapproche les familles divisées? qui termine les différends? qui clôt les procès, éteint les haines, met fin aux amours?

Le mariage, toujours le mariage. Eh! vertu-dieu! s'il est vrai que le théâtre soit la peinture et l'expression de la vie réelle, qui nous empêche, nous aussi, de finir par un mariage? Mlle de La Seiglière est jeune, on la dit charmante; de son côté, M. Bernard est jeune encore, et, dit-on, passablement tourné. Mariez-moi ces deux jeunesses : Molière lui-même, à cette aventure, n'eût pas cherché un autre dénouement.

A ces mots, malgré la gravité de la situation, le marquis fut pris d'un tel accès d'hilarité, qu'il resta près de cinq minutes à se tenir les côtes et à se tordre dans son fauteuil en riant aux éclats.

— Par Dieu! monsieur, s'écria-t-il enfin, depuis deux heures que vous me tenez sur la sellette, vous me deviez ce petit dédommagement. Répétez-moi cela, je vous prie.

— J'ai l'honneur de vous répéter, monsieur le marquis, repartit le malin vieillard avec un imperturbable sang-froid, que le seul moyen de concilier en cette affaire le soin de votre réputation et celui de vos intérêts est d'offrir Mlle de La Seiglière en mariage au fils de votre ancien fermier.

Pour le coup, le marquis n'y tint plus. Il se renversa sur son fauteuil, se leva, fit deux fois le tour de la chambre, et vint se rasseoir, en proie aux convulsions de ce rire maladif qu'excite le chatouillement. Quand il se fut un peu calmé :

— Monsieur, s'écria-t-il, on m'avait bien dit que vous étiez un habile homme, mais j'étais loin de vous soupçonner de cette force-là. Ventre-saint-gris! comme vous y allez! Quel coup d'œil prompt et sûr! quelle façon d'arranger les choses! Pour en être, à votre âge, arrivé à ce point de savoir et d'érudition, il faut qu'on vous ait envoyé bien jeune à l'école. Monsieur votre père était sans doute procureur. Vous auriez rendu des points à Bartole, et maître Cujas n'eût pas été digne de serrer le nœud de votre catogan. Vive Dieu! quel puits de science! Mme Des Tournelles, quand vous la promenez le dimanche à Blossac, doit porter un peu haut la tête. — Monsieur le jurisconsulte, ajouta-t-il en changeant brusquement de ton, vous avez oublié que je vous ai fait appeler pour vous demander une consultation, et non pas un conseil.

— Mon Dieu! monsieur le marquis, reprit sans s'émouvoir M. Des Tournelles, je comprends parfaitement qu'une pareille proposition révolte vos nobles instincts. Je me mets à votre place; j'accepte toutes vos répugnances, j'épouse toutes vos rébellions. Cependant, pour peu

que vous daigniez y réfléchir, vous comprendrez à votre tour qu'il est des nécessités auxquelles l'orgueil le plus légitime est obligé parfois de se plier.

— Brisons là, monsieur, dit le marquis d'un ton sévère qui n'admettait pas de réplique, ce qui n'empêcha pas le vieux fourbe de répliquer.

— Monsieur le marquis, reprit-il avec fermeté, le sincère intérêt, les vives sympathies que m'inspire votre position, le respectueux attachement que j'ai voué de tout temps à votre illustre famille, la franchise et la loyauté bien connues de mon caractère, tout me fait une loi d'insister; j'insisterai, dussé-je, pour prix de mon dévouement, encourir vos railleries ou votre colère. Je suppose qu'un jour le pied vous manque et que vous tombiez dans le Clain : ne serait-il pas criminel devant Dieu et devant les hommes, celui qui, pouvant vous sauver, ne vous tendrait pas une main secourable? Eh bien! vous êtes tombé dans un gouffre cent fois plus profond que le lit de notre rivière, et je croirais faillir à tous mes devoirs, si je n'employais, au risque de vous blesser et de vous meurtrir, tous les moyens humainement possibles pour essayer de vous en arracher.

— Eh! monsieur, s'écria le marquis, si c'est leur bon plaisir, laissez les gens se noyer en paix. Mieux vaut se noyer proprement dans une eau pure et transparente que de se retenir au déshonneur et de se cramponner à la honte.

— Ces sentimens vous honorent; je reconnais là le digne héritier d'une race de preux. Je crains seulement que vous ne vous exagériez les dangers d'une mésalliance. Il faut bien reconnaître qu'à tort ou à raison, les idées se sont singulièrement modifiées là-dessus. Monsieur le marquis, les temps sont durs. Quoique restaurée, la noblesse s'en va; sous le factice éclat qu'on vient de lui rendre, elle a déjà la mélancolie d'un astre qui pâlit et décline. J'ai la conviction qu'elle ne pourra retrouver son antique splendeur qu'en se retrempant dans la démocratie, qui déborde de toutes parts. J'ai mûrement réfléchi sur notre avenir, car, moi aussi, je suis gentilhomme, et ce qui prouve à quel point je suis pénétré de la nécessité où nous sommes de nous allier à la canaille, c'est que je me suis résigné tout récemment à marier ma fille aînée à un huissier. Que voulez-vous? Il en est aujourd'hui de l'aristocratie comme de ces métaux précieux qui ne peuvent se solidifier qu'en se combinant avec un grain d'alliage. Dans notre époque, une mésalliance n'est autre chose qu'un pare-à-tonnerre.

Déroger, c'est prendre un point d'appui, c'est se prémunir contre la tempête. Il se prépare à cette heure un jeu de bascule curieux à observer : avant qu'il soit vingt ans, le gentilhomme bourgeois aura remplacé le bourgeois gentilhomme. Voulez-vous, monsieur le marquis, connaître toute ma pensée?

— Je n'y tiens pas, dit le marquis.

— Je vais donc vous la dire, reprit avec assurance l'abominable petit vieillard. Grace à votre grand nom, à votre grande fortune, à votre grand esprit, grace enfin à vos grandes manières, il se trouve naturellement que vous êtes peu aimé dans le pays. Vous avez des ennemis : quel homme supérieur n'en a pas? Plaignons l'être assez déshérité de la terre et du ciel pour n'en point avoir au moins deux ou trois. A ce compte, vous en avez beaucoup; pourrait-il en être autrement? Vous n'êtes pas populaire : quoi de plus simple, la popularité n'étant en toutes choses que le cachet de la sottise et la couronne de la médiocrité? Bref, vous avez l'honneur d'être haï.

— Monsieur!...

— Trêve de modestie! on vous hait. Vous servez de point de mire aux boulets ramés d'un parti cauteleux dont l'audace grandit chaque jour, et qui menace de bientôt devenir la majorité de la nation. Je me garderai bien de vous rapporter les basses calomnies que ce parti sans foi ni loi ne se lasse point de répandre, comme un venin, sur votre noble vie. Je sais trop quel respect vous est dû pour que je consente jamais à me faire l'écho de ces lâches et méchans propos. On vous blâme hautement d'avoir déserté la patrie au moment où la patrie était en danger; on vous accuse d'avoir porté les armes contre la France.

— Monsieur, répliqua M. de La Seiglière avec une vertueuse indignation, je n'ai jamais porté les armes contre personne.

— Je le crois, monsieur le marquis, j'en suis sûr; tous les honnêtes gens en sont convaincus comme moi; malheureusement les libéraux ne respectent rien, et les honnêtes gens sont rares. On se plaît à vous signaler comme un ennemi des libertés publiques; le bruit court que vous détestez la charte; on insinue que vous tendez à rétablir dans vos domaines la dîme, la corvée et quelque autre droit du seigneur. On assure que vous avez écrit à sa majesté Louis XVIII pour lui conseiller d'entrer dans la chambre des députés éperonné, botté, le fouet au poing, comme Louis XIV dans son parlement; on affirme que vous fêtez chaque année le jour anniversaire de la bataille de Waterloo;

on vous soupçonne d'être affilié à la congrégation des jésuites; enfin on va jusqu'à dire que vous insultez ostensiblement à la gloire de nos armées en attachant chaque jour à la queue de votre cheval une rosette tricolore. Ce n'est pas tout, car la calomnie ne s'arrête pas en si beau chemin : on prétend que le vieux Stamply a été victime d'une captation indigne, et que, pour prix de ses bienfaits, vous l'avez laissé mourir de chagrin. Je ne voudrais pas vous effrayer; cependant je dois vous avouer qu'au point où en sont les choses, si une seconde révolution éclatait, et Dieu seul peut savoir ce que l'avenir nous réserve, il faudrait encore une fois vous empresser de fuir, sinon, monsieur le marquis, je ne répondrais pas de votre tête.

— Savez-vous bien, monsieur, que c'est une infamie? s'écria M. de La Seiglière, à qui les paroles du satanique vieillard venaient de mettre la puce à l'oreille; savez-vous que ces libéraux sont d'affreux coquins? Moi, l'ennemi des libertés publiques! Je les adore, les libertés publiques; et comment m'y prendrais-je pour détester la charte? je ne la connais pas. Les jésuites! mais, ventre-saint-gris! je n'en vis jamais la queue d'un. Le reste à l'avenant; je ne daignerai pas répondre à des accusations qui partent de si bas. Quant à une seconde révolution, ajouta gaiement le marquis comme les poltrons qui chantent pour se rassurer, j'imagine, monsieur, que vous voulez rire.

— Vertu-dieu! monsieur, je ne ris point, répliqua vivement M. Des Tournelles. L'avenir est gros de tempêtes; le ciel est chargé de nuages livides; les passions politiques s'agitent sourdement; le sol est miné sous nos pas. En vérité, je vous le dis, si vous ne voulez être surpris par l'ouragan, veillez, veillez sans cesse, prêtez l'oreille à tous les bruits, soyez nuit et jour sur vos gardes, n'ayez ni repos, ni trêve, ni répit, et puis tenez vos malles prêtes, afin de n'avoir plus qu'à les fermer au premier coup de tonnerre qui partira de l'horizon.

M. de La Seiglière pâlit, et regarda M. Des Tournelles avec épouvante. Après avoir joui quelques instans de l'effroi qu'il venait de jeter dans le cœur de l'infortuné :

— Sentez-vous maintenant, monsieur le marquis, l'opportunité d'une mésalliance? Commencez-vous d'entrevoir qu'un mariage entre le fils Stamply et Mlle de La Seiglière serait, de votre part, un acte de politique haute et profonde? Comprenez-vous qu'ainsi faisant, vous changez la face des choses? On vous soupçonne de haïr le peuple; vous donnez votre fille au fils d'un paysan. On vous signale comme un ennemi de notre jeune gloire; vous adoptez un enfant de l'empire. On

vous accuse d'ingratitude; vous mêlez votre sang à celui de votre bienfaiteur. Ainsi, vous confondez la calomnie, vous désarmez l'envie, vous ralliez à vous l'opinion, vous vous créez des alliances dans un parti qui veut votre ruine, vous assurez contre la foudre votre tête et votre fortune; enfin, vous achevez de vieillir au sein du luxe et de l'opulence, heureux, tranquille, honoré, à l'abri des révolutions.

— Monsieur, dit le marquis avec dignité, s'il en est besoin, ma fille et moi, nous monterons sur l'échafaud. On peut répandre notre sang; mais on ne le souillera pas, tant qu'il coulera dans nos veines. Nous sommes prêts; la noblesse de France a prouvé, Dieu merci! qu'elle savait mourir.

— Mourir n'est rien, vivre est moins facile. Si l'échafaud était dressé à votre porte, je vous prendrais par la main et vous dirais : Montez au ciel! mais d'ici là, monsieur le marquis, que de mauvais jours à passer! Songez...

— Pas un mot de plus, je vous prie, dit M. de La Seiglière en tirant du gousset de sa culotte de satin noir une petite bourse de filet qu'il glissa furtivement entre les doigts de M. Des Tournelles. — Vous m'avez singulièrement diverti, ajouta le marquis; il y a long-temps que je n'avais ri de si bon cœur.

— Monsieur le marquis, répliqua M. Des Tournelles en laissant tomber négligemment la bourse sur le parquet, je suis suffisamment récompensé par l'honneur que vous m'avez fait en me jugeant digne de votre confiance; d'ailleurs, s'il est vrai que j'aie réussi à vous faire rire dans la position où vous êtes, c'est mon triomphe le plus beau, et je reste votre obligé. Toutes les fois qu'il vous plaira de recourir à mes faibles lumières, sur un mot de vous je viendrai, trop heureux si, comme aujourd'hui, je puis faire descendre dans votre esprit quelque confiance et quelque sérénité.

— Vous êtes trop bon mille fois.

— Comment donc! vous avez beau ne plus être ici chez vous, et n'avoir désormais en propre ni château, ni parc, ni forêt, ni domaine, pas même un pauvre coin de terre à vous où vous puissiez dresser votre tente, vous êtes encore et serez toujours pour moi le marquis de La Seiglière, plus grand peut-être dans l'infortune que vous ne le fûtes jamais au faîte de la prospérité. Je suis fait ainsi; l'infortune me séduit, l'adversité m'attire. Si mes opinions politiques me l'avaient permis, j'aurais accompagné Napoléon à Sainte-Hélène. Veuillez

croire que mon dévouement et mon respect vous suivront partout, et que vous trouverez en moi un fidèle courtisan du malheur.

— De votre côté, monsieur, soyez persuadé que votre respect et votre dévouement me seront d'un bien précieux secours et d'une bien douce consolation, répondit le marquis en tirant le cordon d'une sonnette.

M. Des Tournelles s'était levé. Près de se retirer, il s'arrêta à promener autour de lui un regard complaisant et à considérer dans tous ses détails le luxe de l'appartement où il se trouvait.

— Séjour délicieux! réduit enchanté! murmura-t-il comme en se parlant à lui-même. Tapis d'Aubusson, damas de Gênes, porcelaine de Saxe, meubles de Boule, cristaux de Bohême, tableaux de prix, objets d'art, fantaisies charmantes... Monsieur le marquis, vous êtes ici comme un roi. Et ce parc! c'est un bois, ajouta-t-il en s'approchant d'une croisée. Vous devez, au printemps, du coin de votre feu, entendre chanter la nuit le rossignol.

En cet instant, la porte du salon s'ouvrit, et un valet parut sur le seuil.

— Jasmin, dit M. de La Seiglière en poussant du pied la bourse qui gisait encore sur le tapis et laissait voir le jaune métal, reluisant à travers les mailles du filet comme les écailles d'un poisson doré, ramassez ceci; c'est un présent que vous fait M. Des Tournelles. Adieu, monsieur Des Tournelles, adieu. Mes complimens à votre épouse. Jasmin, reconduisez monsieur; vous lui devez une politesse.

Cela dit, il tourna le dos sans plus de façon, s'enfonça sous un double rideau dans l'embrasure d'une fenêtre, et colla son front sur la vitre. Il croyait déjà le Des Tournelles hors du château, quand tout d'un coup l'exécrable vieillard, qui s'était glissé comme un aspic, se dressa sur la pointe des pieds, et la bouche à fleur d'oreille :

— Monsieur le marquis... dit-il à demi-voix et d'un air mystérieux.

— Comment, s'écria M. de La Seiglière en se retournant brusquement, monsieur, c'est encore vous!

— Un dernier avis, il est bon. Le cas est grave : voulez-vous en sortir? mariez votre fille à Bernard.

Là-dessus, envoyé par le marquis à tous les diables, M. Des Tournelles fit volte-face, et suivi de Jasmin, qui se confondait en salutations, la canne sous le bras, souriant et se frottant les mains, il s'esquiva, joyeux comme une fouine qui sort d'un poulailler enivrée de carnage et se pourléchant les babines.

Ainsi, tout en ayant l'air de n'y pas toucher ou de n'y toucher que pour les guérir, le Des Tournelles n'avait fait qu'envenimer et mettre à vif les blessures de sa victime; ainsi M. de La Seiglière, qui auparavant se sentait déjà bien malade, venait d'acquérir la certitude que sa maladie était mortelle et qu'il n'en reviendrait pas. Tel fut le beau résultat de cette consultation mémorable : un marquis se noyait; un jurisconsulte qui passait par là lui prouva qu'il était perdu et lui mit une pierre au cou, après l'avoir durant deux heures, sous prétexte de le sauver, traîné et roulé dans la vase.

Or, le cœur du marquis n'était pas le seul tourmenté dans la vallée du Clain. Sans parler de Mme de Vaubert, qui n'était pas précisément rassurée sur le dénouement de son entreprise, Hélène et Bernard avaient, chacun de son côté, perdu le repos et la sérénité de leur ame. Depuis long-temps déjà, Mlle de La Seiglière s'interrogeait avec inquiétude. Pourquoi dans aucune de ses lettres à M. de Vaubert n'avait-elle osé parler de la présence de Bernard? Sans doute elle avait craint de s'attirer les railleries du jeune baron, qui n'avait jamais pu tolérer le vieux Stamply; mais pourquoi vis-à-vis de Bernard, toutes les fois qu'il s'était agi du fils de la baronne, n'avait-elle jamais osé parler de son union prochaine avec lui? Parfois il lui semblait qu'elle les trompait l'un et l'autre. D'où venait ce vague effroi ou cette morne indifférence qu'elle ressentait depuis quelque temps à la pensée du retour de Raoul? D'où venait aussi que ses lettres qui l'avaient distraite d'abord, sinon charmée, ne lui apportaient plus qu'un profond et mortel ennui? D'où venait enfin le sentiment de lassitude qui l'accablait chaque fois qu'il fallait y répondre? A toutes ces questions, sa raison s'égarait. Ce n'était pas seulement ce qui se passait en elle qui la troublait ainsi; elle comprenait instinctivement qu'il s'agitait autour d'elle quelque chose d'équivoque et de mystérieux. La tristesse de son père, le brusque éloignement de Raoul, son absence prolongée, l'attitude de la baronne, tout alarmait cette conscience timorée qu'un souffle aurait suffi à ternir. L'éclat de ses joues pâlit : ses beaux yeux se cernèrent; son aimable humeur s'altéra. Pour s'expliquer le trouble et le malaise qu'elle éprouvait auprès de Bernard, elle s'efforça de le haïr; elle reconnut que c'était depuis l'arrivée de cet étranger qu'elle avait perdu le calme et la limpidité de ses jeunes années; elle l'accusa dans son cœur d'accepter trop humblement l'hospitalité d'une famille que son père avait dépouillée; elle se dit qu'il aurait pu chercher un plus noble emploi de son courage et de sa jeunesse, et regretta de ne lui

point voir plus d'orgueil et de dignité. Puis, se rattachant à M. de Vaubert de toutes ses forces et de tout son courage, prenant ainsi sa conscience pour de l'amour et son amour pour de la haine, elle s'éloigna peu à peu de Bernard, renonça aux promenades dans le parc, cessa de paraître au salon, et vécut retirée dans son appartement. Réduit à l'intimité du marquis et de la baronne, depuis que Mlle de La Seiglière n'était plus là pour couvrir de sa candeur, de son innocence et de sa beauté les ruses et les intrigues dont il avait été le jouet, Bernard devint sombre, bizarre, irrascible, et c'est alors que le marquis, par une résolution qui mériterait d'être couverte de toutes les épithètes qu'entasse pêle-mêle Mme de Sévigné à propos du mariage d'une petite-fille d'Henri IV avec un cadet de Gascogne, se décida brusquement à passer sous les fourches caudines que M. Des Tournelles lui avait indiquées comme la seule voie de salut qui lui restât en ce bas monde.

JULES SANDEAU.

(*La fin au prochain n°.*)

REVUE LITTÉRAIRE.

HISTOIRE, PHILOSOPHIE, POÉSIES, THÉATRES.

Si les études historiques sont tant en faveur, ce n'est pas que nous soyons en quête de leçons, et bien désireux de demander conseil aux générations disparues; ce n'est pas non plus par un mouvement de piété filiale que nous nous jetons avec empressement sur les traces des ancêtres, et que nous nous plaisons à les suivre pas à pas, *insistere vestigiis*. Nous sommes trop orgueilleux pour chercher des conseils ou des leçons ailleurs qu'en nous-mêmes, et nous ne sommes pas assez pieux pour aller nous agenouiller dévotement sur des tombeaux. Aujourd'hui, on ne consulte pas l'histoire comme on allait consulter l'oracle, et l'on ne remonte pas vers le passé comme on fait un pèlerinage à la Mecque. Le plus grand nombre de ceux qui se poussent vers les études historiques, et encombrent maintenant des avenues naguère assez peu fréquentées, obéissent plutôt à un besoin de l'esprit qu'à un instinct du cœur, plutôt à une vocation littéraire qu'à un sentiment religieux ou à une passion philosophique. On a beau avoir proclamé de toutes parts l'avènement de la philosophie de l'histoire, arboré haut ce pavillon, inscrit la devise sur toutes les banderoles; dès qu'on aborde les travailleurs l'un après l'autre, on aperçoit beaucoup plus d'érudits et de peintres que de philosophes et d'hommes d'état.

Est-ce un grand mal? je crois le contraire. A moins d'être un de ces talens souverains qui savent tout ramener à un centre commun avec une irrésistible puissance, qui rayonnent naturellement et jettent de la lumière sur tout

ce qu'ils touchent, même en suivant un faux système, car leurs erreurs sont des coups d'audace du génie où il y a encore à profiter; à moins d'être un de ces hommes privilégiés, il vaut mieux être un simple historien qui se borne à bien voir et à bien peindre. En histoire, avec des prétentions philosophiques, si vous n'êtes pas un grand philosophe, il y a à parier que vous serez un pauvre sophiste, et que vous offrirez le triste spectacle d'un écrivain de parti pris, qui, d'une main cruelle et maladroite, torture et déchire les entrailles du passé pour en extraire son système, mort ou vivant. Je n'ignore pas qu'un simple érudit peut être un sophiste, et un peintre de genre, un charlatan : je n'ai qu'à ouvrir les yeux pour m'en convaincre. Il est certain cependant qu'avec la prétention philosophique de moins, on a plus de chances d'être impartial et de bonne foi. N'est-il pas vrai d'ailleurs que, plus que tout le reste, le goût de l'érudition et l'amour de la couleur invitent à remonter aux sources? Or, comme la divinité du fleuve, la vérité historique réside à sa source; là seulement on peut la poursuivre avec l'espoir de l'atteindre. Si le siècle dernier l'a laissé échapper tant de fois, c'est qu'il ne voulait pas remonter assez haut, et qu'il croyait pouvoir la saisir au passage. Aujourd'hui, sous ce rapport, le progrès est évident, et notre supériorité incontestable. Le moindre historien s'arme de courage, et, prenant son urne d'argile, va la remplir à la source bouillonnante, tandis que Voltaire se contentait souvent d'aller remplir la sienne à la fontaine du coin.

M. Audin, auteur d'une *Histoire de Léon X*, n'a pas voulu se soustraire aux nécessités de son temps, et ce n'est qu'après avoir remué beaucoup de documens et visité la plupart des bibliothèques d'Italie qu'il a écrit son livre. Ce que nous venons de dire de l'absence ordinaire, chez nos historiens, de la préoccupation philosophique ou religieuse, ne s'applique pas précisément à M. Audin. L'auteur de *Léon X* professe des croyances religieuses, il le dit hautement; mais c'est un esprit honnête et modéré, incapable d'emportemens à la de Maistre ou d'une pieuse fraude. Dès qu'il serait tenté d'aller trop loin, une sentinelle crie holà! c'est sa conscience. Son livre est donc un livre sincère; s'il n'est pas meilleur, s'il est médiocre, ce n'est pas la faute de l'écrivain, qui a fait évidemment de son mieux.

Après avoir tracé l'histoire de *Luther* et celle de *Calvin*, M. Audin arrivait naturellement à Léon X. Ce sont là de bien grands sujets, Rome et la réforme, l'Italie et la renaissance, et qui doivent écraser l'historien, s'il n'est pas doué de qualités hautes et rares; il faut qu'il sache comprendre au même degré l'art et la politique, Machiavel et Michel Ange, les Médicis et l'Arioste, Guichardin comme Saint-Pierre de Rome et la Transfiguration. L'esprit humain est à un de ses plus heureux momens : le génie surgit de tous côtés, et le soleil de l'Italie éclaire pour la seconde fois une moisson de chefs-d'œuvre. D'autre part, toute la politique de l'Europe est en feu, et jamais plus mémorables intérêts ne furent agités dans le monde. Il faut donc, pour que le tableau soit complet, que l'historien puisse déployer toutes les magnificences de l'art et de la poésie, pénétrer en même temps les ruses de la

politique, et commenter les hasards de la guerre. Ce n'est pas tout encore : il faut qu'il ait un coup d'œil qui domine l'ensemble, et une main qui imprime l'unité.

M. Audin a souvent péché par le détail et surtout par l'ensemble : son livre manque complètement d'unité; on dirait une suite de biographies peu habilement liées entre elles. Encore, si chaque biographie en particulier offrait des choses nouvelles, un document inconnu, la moindre perle long-temps enfouie et enfin retrouvée, ou un jugement original, un mot qui reste dans la mémoire! Il n'en est pas ainsi malheureusement; M. Audin n'écrit que des lieux communs assez élégans sur Paul Jove, Guichardin; il est faible sur l'Arioste, et en général ses jugemens littéraires sont du Ginguené en raccourci. — Il n'y a que deux bonnes manières d'écrire la biographie : il est permis d'être long, à la condition d'être instructif, ou bref, à la condition d'être original; mais si vous êtes abondant sans faits nouveaux, ou concentré sans frapper fort, vous n'aurez pas le prix du genre. Or, M. Audin est à la fois concis et commun, on ne peut s'empêcher de le lui dire tout en le louant d'être équitable. Il ne l'est pas toujours pourtant; ainsi, à l'égard de Machiavel, il est d'une sévérité qui est voisine de l'injustice. Tout le monde connaît cette lettre si souvent citée où Machiavel, exilé des affaires et pauvre, raconte sa vie et ses travaux à la campagne. Peut-on lire sans émotion cette page où l'homme de génie, écrasé par les circonstances, raconte sa chasse aux grives, ses conversations au cabaret avec des meuniers et des charbonniers, et, le soir, ses graves entretiens avec les grands hommes de l'antiquité? Il sourit d'abord au récit de ses misères; mais, à la fin, il laisse échapper un cri, il étouffe, il demande de l'air; l'oisiveté le tue. Qu'on m'emploie, s'écrie-t-il, dût-on m'employer à retourner des pierres! Ce cri de désespoir poussé par un homme de génie qui sent sa force et qui se consume dans l'abandon et l'oubli, M. Audin ne le comprend pas et le flétrit amèrement. Il n'a pas d'expressions assez dures pour stigmatiser l'obséquiosité de ce courtisan! Une rencontre ne lui suffit pas pour exhaler sa colère; il redouble dans un autre endroit du livre, et termine sa violente sortie par ces mots : « Le génie commet des fautes que le simple bon sens sait éviter. C'est que le génie n'est peut-être que de la folie. » Cette dernière pensée n'est pas d'un esprit sérieux.

Le style de M. Audin est ce qu'il y a de moins défectueux dans l'ouvrage; sans être original ni saisissant, il est parfois coloré et le plus souvent correct. Le défaut capital, j'y reviens, après le manque de nouveauté, c'est le défaut d'ensemble. Le point de soudure n'existe nulle part, et quand une chose vient en sa véritable place, c'est par hasard. L'auteur commence une biographie, l'abandonne, la reprend; il anticipe sur les évènemens, revient sur ses pas, et cela sans motif. On marche par soubresauts dans ce livre, et on aura une idée du décousu qui règne dans ces douze cents pages sur Léon X, lorsqu'on saura que le dernier chapitre de l'ouvrage est intitulé : *L'Homme intime*, c'est-à-dire que la figure qui devait dominer de haut l'œuvre entière

arrive à la fin et comme par grace. Évidemment M. Audin ne possède pas la science de la composition, il est tombé dans le défaut d'un intendant peu habile qui, dans un repas où figureraient d'ailleurs d'assez bons mets, servirait d'abord le dessert.

La réforme et la renaissance attendent encore leur historien. Les essais estimables de M. Audin sont loin d'être un dernier mot sur ces deux éclatantes périodes, et les concurrens ne doivent pas être désarmés du coup. En voici déjà un qui se présente. A la vérité celui-ci est aguerri de longue main, il n'est pas facile à intimider, d'autant que je le soupçonne de s'avancer à la légère, de se faire volontiers illusion sur les obstacles, et de ne pas avoir l'idée du danger; il entre dans l'histoire comme dans ses domaines, et, quelles que soient les difficultés qu'il rencontre sur sa route, il va un train de prince, sans s'arrêter, s'inquiétant peu des accidens; on ne sera pas étonné de ce que j'en dis quand j'aurai nommé M. Capefigue. Cela devait arriver : toute l'histoire de France y passera; bientôt même le monument va être complet et dans de vastes proportions. Sera-t-il aussi durable que colossal? Je le souhaite et n'ose l'espérer en présence du jugement que porte M. Capefigue dans sa préface sur M. Gaillard, son devancier, *dont les volumes enflés ne contiennent rien que quelques réflexions boursouflées dans le beau style du temps.*

François Ier et la Renaissance, tel est le titre de la nouvelle production de M. Capefigue. Les évènemens qui, dans la première partie de l'ouvrage, se déroulent sous la plume de l'infatigable improvisateur, sont les mêmes qu'a retracés M. Audin; seulement, l'un voit de Paris, l'autre voit de Rome. Dans le concert que le premier nous a donné, c'est Léon X qui est le chef d'orchestre, et dans le concert du second, c'est François Ier qui tient la baguette. A cette différence près, le sujet est le même dès le début, car toute l'Europe alors se mêle, s'entrechoque, tout mouvement est électrique; ce qui éclate ici retentit partout, et l'écrivain, pour peu qu'il veuille pénétrer la raison des choses, est forcé d'avoir l'œil en même temps sur l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Léon X, Charles-Quint, Maximilien, Henri VIII, François Ier, jouent dans le même drame, sont les héros d'une même pièce; ils valent et s'expliquent l'un par l'autre, de telle sorte que le peintre qui fait le portrait d'un de ces personnages doit, pour la ressemblance, lui donner tous les autres pour galerie. M. Capefigue s'est donc trouvé au milieu des mêmes hommes et des mêmes péripéties que l'auteur de *Léon X;* il a jugé à propos de s'en tirer autrement que lui : a-t-il mieux fait? Après avoir constaté un échec, avons-nous à enregistrer une victoire?

Certes, je ne veux pas diminuer M. Capefigue, et je ne suis pas de ceux, —il y en a, et des meilleurs,—qui ne lui reconnaissent aucune qualité; mais j'aurais été fort surpris qu'il nous eût donné un vrai tableau de la renaissance, au lieu d'une esquisse superficielle et incomplète. Il ne suffit pas, pour être un historien irréprochable, d'avoir visité les archives d'Augsbourg,

de Vienne, de Munich, de Venise, de Florence, de Gênes, de Milan, du Vatican, comme on s'en vante avec complaisance, et de jeter sur le tapis quelque petit document, ce qui est bien peu après tant de voyages et de fatigues. Il ne suffit pas non plus d'avoir visité, pour votre plaisir, les champs de bataille d'Italie et d'Allemagne; je ne vous demande qu'une chose, c'est de les décrire de telle façon que je ne les oublie pas. Or, les descriptions de M. Capefigue sont diffuses et chargées, comme son récit est prolixe et prétentieux. Et comment posséderait-il un bon style? Quand on improvise avec un tel abandon, quand les volumes naissent des volumes avec une si prodigieuse rapidité, on doit écrire sans goût, à moins qu'on n'ait un goût infaillible : on doit avoir la phrase ambitieuse, pléthorique ou triviale, à moins qu'on n'ait la phrase toujours limpide de Voltaire; mais Voltaire n'eût pas écrit que Monstrelet et Juvénal des Ursins *étaient des penseurs à travers la robe naïve de leurs impressions*. La *robe naïve des impressions* n'est peut-être pas tout-à-fait du style historique, ni d'aucun style, c'est peut-être du jargon, comme *Milan qui est une escarboucle*, et bien d'autres définitions aussi simples et aussi claires. On pourrait, à la rigueur, pour ne pas se montrer trop puriste, pardonner à M. Capefigue toutes ces vétilles, s'il rachetait les défectuosités de détail par la profondeur et la nouveauté des vues, et s'il éclairait d'une lumière inattendue le règne fécond de ce François Ier, qui ressemble à un grand roi, quoiqu'il n'eût que d'heureux instincts sans hautes pensées. M. Capefigue ne rachète pas le détail par l'ensemble, tant s'en faut, et je ne puis mieux comparer son livre qu'à une *dictée* qui porte à chaque ligne les traces de la précipitation, et qui attend un second travail qui fera disparaître les mutilations du style et de la pensée. Il y a pourtant plus d'une page d'une touche assez brillante, et ces quatre volumes, malgré les observations qui précèdent, sont peut-être ce que l'auteur a écrit de moins incomplet dans ces dernières années. Il y aurait donc progrès; pourquoi pas? M. Capefigue nous apprend dans sa préface qu'il ne sépare pas dans ses études Guichardin et Tacite. Il les lit donc! Qu'il les lise davantage, qu'il sache retirer un meilleur profit de leur commerce, et qu'on ne puisse pas douter, à son prochain livre, qu'il hante une aussi bonne et aussi illustre compagnie. Jusqu'ici, le doute sur ce point était presque autorisé.

Si je m'écoutais, je ne laisserais pas ainsi le livre de M. Capefigue; je me promènerais à plaisir autour de François Ier; je le suivrais volontiers à Pavie, où, il y a quelques années, comme M. Capefigue, j'ai cherché ses traces; j'arrêterais au passage la reine de Navarre et Amyot, Le Primatice et Léonard de Vinci; je saluerais mon compatriote Marot : mais le temps me presse, je me sauve; un paquebot m'attend, je pars; nous perdons de vue les côtes de France, et nous voici en Angleterre. Je prends un bon guide : c'est le livre d'un homme qui a su voir, juger; qui regarde les choses de près, y met le temps; et comme il se souvient à merveille, il raconte tout *in extenso*, il veut que le lecteur touche le moindre détail du doigt. Les souvenirs du *Voyageur solitaire* sont pleins de faits, de renseignemens curieux, sans compter les

réflexions judicieuses que l'auteur sème à propos et avec un certain charme, quoiqu'il ne se pique pas d'être un écrivain de profession, ni même un bon écrivain. Institutions, finances, commerce, marine, état militaire, rien n'est omis. Les mouvemens du port de Londres, les richesse de la compagnie des Indes, les usages de la Cité, les clubs, les *meetings*, John Bull, jusqu'aux cottages, on trouve tout dans les deux volumes du *Voyageur solitaire*, et les renseignemens exacts sont toujours précédés ou accompagnés d'idées utiles, sérieuses, qui laissent deviner un esprit pratique, un homme qui sans doute a touché de près aux affaires. Les journaux, comme on le pense, occupent une place dans les souvenirs du *Voyageur*, et ce que je remarque surtout dans ce tableau de la presse britannique, c'est qu'il y a des journaux qui ne vivent qu'en spéculant sur le scandale. A notre honneur, pareille chose n'existe pas encore chez nous, et si quelques tentatives ont été faites en ce genre, elles sont bientôt tombées sous le mépris public. A Londres, une feuille a osé s'intituler *Criminal conversations Gazette;* elle met à prix ses services; elle parle ou se tait pour de l'argent, et pour dix guinées déshonore une femme et trouble à jamais le repos d'un honnête homme. On se souvient que M. Bulwer a mis en scène, sous le nom de *Sneak* (reptile), un folliculaire de cette trempe. Par bonheur, ces forbans sont rares parmi les sept cents journalistes qui fleurissent sur le pavé de Londres, et dont un grand nombre, dit notre guide, ne savent pas la veille pour quelle entreprise ils travailleront le lendemain, absolument comme nos romanciers-feuilletonistes. En attendant, l'Angleterre est à son apogée; l'industrie y multiplie ses prodiges, la puissance matérielle de l'homme y atteint ses dernières limites, et s'y développe dans des proportions inconnues. Jamais on n'assista à un plus étonnant spectacle; mais il me semble cependant que ce spectacle, qui frappe et captive d'abord, doit finir par attrister, et qu'après avoir vu un peuple qui se rue sur le monde extérieur et borne ses triomphes à se jouer de la matière, on doit être heureux de rencontrer sur ses pas quelque touchant exemple de vie intime et de grandeur morale.

La grandeur morale! il ne faut pas la chercher autour de nous; nous courrions risque de ne pas la trouver, car tout se rapetisse étrangement. Pour rencontrer les ames fortes et grandes unies à de hautes intelligences, il faut remonter d'un siècle et demi; alors on n'a qu'à choisir vraiment, les belles ames sont partout : il y en a dans des palais, il y en a à Port-Royal-des-Champs. C'est là qu'était Jacqueline Pascal, la sœur de l'auteur des *Pensées*, jusqu'à présent ensevelie dans l'ombre et le silence, et dont M. Cousin vient de se faire l'historien éloquent. On sait le service qu'il a rendu au frère; il l'a rétabli tout entier dans ses débris immortels. Aujourd'hui, il sauve la sœur de l'oubli. M. Cousin est l'exécuteur testamentaire des Pascal. Avec quelle ardeur sérieuse il poursuit son œuvre! et comme il réussit à attirer l'intérêt sur la figure de son héroïne, de même que, dès le premier moment, il alluma le feu autour des *Pensées!* L'éloquence agite toujours et souvent

entraîne. Jacqueline Pascal ne sera plus séparée de son frère, et leurs mémoires vont être unies comme le furent leurs cœurs.

On connaît l'enfance de Pascal; celle de sa sœur ne fut pas moins extraordinaire. A huit ans, elle faisait des vers; à onze ans, elle composait une comédie en cinq actes; à quatorze ans, elle remportait le prix de poésie à Rouen. Quand son nom fut proclamé, elle était absente; mais un ami de la maison se leva au nom de la jeune Jacqueline pour remercier l'assemblée : c'était Corneille. Dans un âge très tendre, comme la muse poussait Jacqueline de tous côtés, elle se prit un jour à rimer une idylle où un berger disait à sa bergère, en refrain :

Je vous aime bien plus, sans doute, que ma vie.

Elle préludait ainsi aux austérités du cloître, comme Rancé en traduisant Anacréon. Elle était belle et fort recherchée dans le monde. Lorsque la petite vérole eut laissé des traces, elle ne fut pas moins aimée, et elle-même plaisantait de l'accident avec un enjouement plein de grace. Toujours fort pieuse, elle laissa sa dévotion croître de plus en plus, et, vers sa vingt et unième année, elle rompit avec le monde, tomba dans une dévotion absolue, et renonça même aux consolations de la poésie, sur le conseil de la mère Agnès, qui lui écrivait : *C'est un talent dont Dieu ne vous demandera point compte, il faut l'ensevelir.* Enfin, à vingt-sept ans, elle prit l'habit religieux à Port-Royal, où elle vécut en véritable sainte, répandant des lumières et des vertus jusqu'à l'âge de trente-six ans.

Telle est, en deux mots, la vie de Jacqueline Pascal, et cette existence n'a pour nous un prix si élevé que parce que nous savons à n'en pas douter, d'après le récit sincère de sa sœur Gilberte, d'après ses lettres, d'après tout ce que M. Cousin a recueilli avec tant de soin sur son compte, que Jacqueline était une haute intelligence et une ame de forte trempe. Cela ressort admirablement du livre de M. Cousin, lorsqu'elle parle elle-même, et lorsque le philosophe prend la parole, comme un chœur grave et doux, pour achever la pensée et donner le mot. M. Cousin déploie à ce jeu un art charmant; mais, à la fin, il s'élève à une grande hauteur, lorsqu'il veut tirer la moralité profonde de son récit, et que, s'adressant à Pascal et à sa sœur, qu'il admire plus que personne, il leur déclare qu'ils n'ont pas compris la vie humaine, avec une fermeté de langage et un style qu'ils reconnaîtraient, car M. Cousin est presque leur contemporain par la plume. D'ailleurs, son talent n'a jamais été en meilleure position; son style, sans rien perdre de sa noblesse et de son ampleur, devient pénétrant : il s'anime de plus en plus, et annonce une maturité généreuse et féconde de l'imagination qu'il faudrait fixer en belles œuvres.

Le vent est à Port-Royal, et ce retour vers les stoïciens du catholicisme est dû en grande partie au beau livre de M. Sainte-Beuve. Quelques jours avant que Jacqueline Pascal sortît de son tombeau, un vieil ami de son frère et le sien, Nicole, avait fait une apparition au milieu de nous, allégeant son

bagage et n'apportant que le meilleur de son esprit. Certes, Nicole est un des plus grands noms de Port-Royal. « Nous perdons Nicole, écrivait Mme de Sévigné, c'était le dernier des Romains. — Lisez Nicole, disait-elle; ce livre est de la même étoffe que Pascal. » N'en déplaise à Mme de Sévigné, elle se trompe sur la qualité de l'étoffe. Nicole est un Pascal, si l'on veut, mais un Pascal qui écrit sur une cire molle, tandis que l'autre grave sur du marbre. Et voilà bien la différence que le style établit entre deux hommes; l'un laisse des lambeaux, de quoi faire un volume tout au plus, et il est immortel, il est lu et relu, parce que la magicienne a passé par-là; l'autre laisse plus de trente volumes composés avec un soin scrupuleux, et la postérité ne soulève pas la première page; quelques curieux seulement s'aventurent, prennent l'air du lieu et rebroussent chemin sans aller jusqu'au bout. Ce n'est pourtant pas un esprit ordinaire, et plus d'une fois il a appliqué au beau milieu du visage de l'homme, l'éclairant tout entier, sa lanterne de moraliste. Esprit souple, ingénieux, plein de bon sens, il n'a pas de vocation prononcée, et, à vrai dire, c'est là le défaut de la cuirasse; mais comme il supplée à la vocation autant que possible, comme, à force de zèle et d'intelligence, il accomplit la rude mission qu'on lui confie sans le consulter! Il était peu partisan des luttes, et il a passé sa vie à combattre; il était doux, accommodant, jusqu'à se soumettre aux observations de Bouhours, et sa polémique a de l'énergie et même de la rudesse. Les *Lettres à un Visionnaire* ne brillent pas par la modération; ce pauvre abbé Saint-Sorlin, avec ses romans, ses comédies, et son *Traité sur l'Apocalypse*, y est malmené; il est traité d'*empoisonneur public* en sa qualité de dramaturge. Le coup porta plus loin que Saint-Sorlin, il alla frapper Racine, qui le prit pour lui, et rompit avec Port-Royal.

Le choix des écrits de Nicole qu'on vient de publier en un volume est fait avec soin et connaissance de cause. Qui lirait attentivement ce volume saurait à peu près son Nicole. Les *Pensées* sont justes, quelquefois profondes, il ne leur manque que le tour original, et ce tour, elles l'ont quelquefois, par hasard, dans un membre de phrase qui se trouve au commencement ou au milieu, et qu'il faudrait extraire et mettre en saillie : « Il y a des personnes qui ont des ébullitions d'esprit, comme il y en a qui ont des ébullitions de sang, c'est-à-dire que leur esprit paraît partout. — Il y a des gens qui cavent ce qu'ils manient. » Ce n'est pas Nicole. « L'éloquence ne doit pas seulement causer un sentiment de plaisir, mais elle doit laisser le dard dans le cœur. » Cela est bien dit, mais Nicole donne le précepte et ne le suit pas, il ne laisse jamais le dard.

Il est bien de faire revivre Port-Royal et de renouer connaissance avec ces nobles solitaires qui s'égaraient avec tant de vertu et de génie, mais il ne serait guère raisonnable de les imiter et de prêcher comme eux le renoncement absolu. M. Cousin vient de le dire avec une conviction pleine d'autorité; une jeune femme du monde pense le contraire, elle emploie un véritable talent à soutenir, à propager le renoncement au monde, et, quoique dans une autre

communion que Port-Royal, arrive exactement au même but. Cette dame prêcha sa doctrine, l'année dernière, dans un ouvrage en trois volumes, et elle la resserre aujourd'hui dans une brochure à laquelle elle a donné la forme du roman. Moraliste, Mme de Gasparin a plus de mérite que dans ses fictions romanesques. Son premier livre avait au moins de belles pages, et rappelait quelquefois d'illustres modèles, tandis que sa nouvelle est froide, sans invention, sans le moindre trait. Pour le coup, il n'y a rien ici de *Corinne* : le méthodisme a glacé la plume et jeté sur les épaules de la jeune femme une chape de plomb, ce qui est dommage quand on porterait si bien une gracieuse parure.

Mme de Gasparin, dans sa nouvelle méthodiste, veut mater l'ambition et flétrir l'amour de l'argent; le sujet était beau, et un esprit énergique et modéré aurait pu en tirer un admirable parti, en réservant les droits raisonnables de chacun, les prétentions légitimes, et en ne flétrissant que les excès. Le champ était vaste; en quel temps a-t-on couru à la fortune avec une audace plus cynique? à quelle époque le culte du dieu-argent a-t-il été plus fervent et plus répandu? L'art et les lettres, qui avaient échappé jusqu'ici à la contagion ignoble et dévorante, ne sont-ils pas infestés? Ne voyons-nous pas des hommes de talent, dans un marché léonin, funeste toujours pour eux, quoiqu'il soit brillant en apparence, aliéner leur imagination, comme dans le moyen-âge on vendait son ame? Et, pour égayer ce sombre tableau, n'apercevons-nous pas la face bouffie de quelque Turcaret qui vend des phrases comme son aïeul vendait des coupons, et qui se vante d'avoir des romanciers à ses gages, et de sa suite? L'amour immodéré de l'argent et l'ambition égoïste abaissent et dégradent les ames; sous cette double influence, la vie intime est troublée, et la vie publique se rapetisse. En présence de pareilles calamités, le devoir du moraliste est tracé mille fois, il n'a pas à hésiter, il faut qu'il flétrisse les mauvaises passions avec toute l'énergie dont il dispose; mais, en luttant contre ce qui nuit à la société, il doit prendre garde prudemment de ne pas blesser ce qui la sert. Or, c'est ce que font les moralistes qui ne mesurent pas leurs coups; ils tirent en même temps sur ce qui est bon et sur ce qui est mauvais. Ainsi Mme de Gasparin, dans sa fiction, après avoir touché à des plaies vives, conclut à faux, elle conclut contre toute ambition, veut que chacun reste à la place où il a été mis, quelles que soient ses aptitudes, quel que soit son génie; elle demande alors une société caste, elle veut l'immobilité de la Chine! Un homme célèbre, dont Mme de Gasparin ne déclinera peut-être pas l'autorité, voyait autrement les choses, et dans un discours mémorable où il exposait tout le bien que peut faire l'ambition servie par une belle intelligence et un noble cœur, il s'écriait : « Ayons de l'ambition! » Entre Mme de Gasparin et M. Guizot, le débat. Sans être égale, la lutte peut être brillante.

La vieillesse est indulgente : pendant que Mme de Gasparin pose des principes inflexibles, un académicien au front blanchi émet de douces et con-

solantes *pensées sur le christianisme*. M. Droz se souvient encore qu'il a écrit autrefois *l'Art d'être heureux*, et il n'établit pas, comme le méthodisme, des fourches caudines sous lesquelles tous les fronts doivent se courber. C'est un écrivain plein de sagesse, de modération, dont le petit livre, sans être profond ni bien neuf, est plein d'attrait, et a été écrit sous un ciel pur, devant de larges horizons, non à une fenêtre qui donne sur une rue étroite de Genève. J'oubliais de dire que la nouvelle de Mme de Gasparin est intitulée : *Allons faire fortune à Paris*. On comprend combien un tel livre pourrait être utile, ne sauvât-il du danger qu'une personne, n'empêchât-il qu'un seul nom d'être ajouté à cette liste funèbre qui commence à Malfilâtre et où un nom nouveau vient d'être inscrit récemment : *Marie-Laure*.

Une jeune fille quitte sa mère et son village, et parce qu'elle a entrevu, par une matinée de printemps ou une soirée d'automne, un pan de la robe flottante de la poésie, elle se croit appelée à la gloire et vient à Paris avec une grande espérance au cœur, quelques vers dans son sac à ouvrage, et un peu d'argent dans sa bourse. Elle se loge dans une petite chambre, vit de peu, écrit beaucoup, noircit page sur page, en prose, en vers. Si elle sort, c'est pour courir d'éditeur en éditeur, de journal en journal; mais elle ne rencontre que des mécomptes et rentre triste d'abord, et plus tard désespérée. Quelquefois cependant, comme elle a l'imagination ardente, et que, si elle est prompte à l'abattement, elle est prompte à l'espérance, au moindre bon accueil, à la moindre bienveillante parole, elle est heureuse, presque transportée, et la mansarde voit rentrer l'essaim des illusions. Joie de courte durée! les semaines passent, les mois, l'année, et rien ne vient, ni argent ni gloire : l'éditeur est sourd, le journal n'a pas de place; au lieu de l'argent, c'est la maladie qui arrive; au lieu de la gloire, c'est le désespoir. La jeune fille n'y tient plus, la muse d'ailleurs s'est déjà envolée, et Marie-Laure, mourante, quitte Paris et va retrouver sa mère pour mourir dans ses bras. — *Allons faire fortune à Paris!*

Marie-Laure est une sœur d'Élisa Mercœur, et son recueil publié après sa mort annonce un talent sans force, non sans grace; mais je n'ose toucher à ces vers gracieux et maladifs, éclos dans une mansarde, tracés d'une main que la souffrance affaiblissait et que le triste pressentiment d'une fin prochaine poussait en avant. J'aime mieux m'adresser à l'œuvre poétique d'un homme de loisir, d'un heureux du monde, de M. Ulric Guttinguer, qui, ayant beaucoup rimé autrefois en faisant l'amour, continue aujourd'hui un peu par vocation, un peu par habitude. *Les deux Ages du Poète* sont les œuvres complètes de M. Guttinguer; les œuvres complètes ont cela de bon que pour peu qu'on soit curieux de noter les transformations qui s'opèrent dans une imagination et dans un cœur avec les années, l'examen est facile. Les uns deviennent graves à mesure qu'ils s'avancent dans la vie : ils prennent au sérieux peu à peu ce que d'abord ils regardaient en riant; les autres au contraire rajeunissent avec les années et se dissipent en vieillissant. Il y en a qui sont

tout d'une pièce et ne se transforment pas le moins du monde; mais l'auteur d'*Arthur* s'est transformé, et je dois dire avec regret qu'il n'a pas gagné en gravité. On se souvient que, lorsque M. Uluric Guttinguer publia *Arthur*, une haute bienveillance lui donna asile dans une des niches dorées de ce gracieux monument de critique littéraire qui a été élevé ici même d'une main si délicate et si sûre. A-t-il toujours fait bonne contenance depuis ce temps-là?

La poésie de M. Guttinguer est une poésie de reflet, ce qui nous aurait autorisé à lui donner une place dans nos *poetæ minores*, comme il semblait le prévoir déjà; mais j'ai lu dans une lettre de Machiavel un passage qui me fait réfléchir et va me rendre bien circonspect : « Je prends mes petits poètes, Catulle, Ovide, Tibulle. » Mes petits poètes! vous l'entendez. Tibulle, un *petit poète*, *poeta minor;* me voilà bien embarrassé, car je ne sais plus lequel de nos contemporains mérite le nom de *petit poète*. Eh bien! n'importe, que M. Guttinguer le prenne pour lui, et qu'il m'en sache gré au moins; qu'il n'aille pas me traiter comme il a traité M. Delatouche.

Avec le sourire sur les lèvres, M. Guttinguer a des ongles sous ses gants, et ses vers nonchalans ont plus d'une épine. M. Delatouche avait pris une épigramme de Millevoye et en avait fait un vers assez heureux :

Publiez-les, vos vers, et qu'on n'en parle plus.

Le vers courut la ville, il eut une fortune sans pareille, et tout le monde le sut par cœur. M. Guttinguer le mit à son chapeau comme un ruban; mais les petites dettes entre amis se paient tôt ou tard, et l'auteur des *Deux Ages* a pris sa revanche.

Publiez-les, vos vers, et qu'on n'en parle plus.

Ainsi commence une épître qui finit ainsi :

J'ai pu, cédant trop vite à de trompeurs penchans,
Faire de méchans vers, jamais des vers méchans.

Qui donc a fait des vers méchans? — Il y a aussi ce vers qui a été remarqué :

En ce temps d'envieux, je marche exempt d'envie.

Qui donc est envieux? Ce n'est pas M. Guttinguer, je le reconnais. Dans sa poésie, malgré ses défauts, ses prétentions, on sent un cœur honnête, et l'on regrette d'autant plus qu'il ne se réfugie pas dans un travail sérieux, au lieu de s'émietter en bagatelles. Au reste, il doit se sentir gêné; il n'est pas à sa place. Arthur passant du sanctuaire au feuilleton me produit l'effet d'un séminariste qui se mêle à une émeute.

Le théâtre, depuis long-temps sans mouvement, sans vie, a paru se ranimer ces jours derniers. Thalie a eu deux figures, comme Janus; la comédie

classique d'une part, et de l'autre la comédie de la nouvelle école, nous ont souri fort agréablement, quoique ce sourire ressemblât tant soit peu à une grimace. Les deux genres se sont montrés avec leurs mutuels avantages. Leurs représentans étaient d'un côté M. Casimir Bonjour, et de l'autre M. Ferdinand Dugué. *Le Bachelier de Ségovie* et *le Béarnais* sont la double expression de deux systèmes poétiques qui se traînent maintenant plutôt qu'ils ne marchent, ce qui ne les empêche pas de se draper avec superbe dans leur dernier linceul. M. Bonjour a poursuivi sa vieille idée de *l'Éducation*, et a fait une satire en cinq actes. Quelque intérêt dramatique d'abord, l'ennui ensuite, des vers gorgés d'épithètes oiseuses et qui fléchissent d'ordinaire à la rime, un imbroglio, force remplissages, des traits piquans clair-semés, un ensemble glacial, telle est à peu près la comédie de M. Bonjour. Celle de M. Dugué est une fantaisie en trois actes renouvelée de M. Hugo, et entremêlée de traits assez vigoureux qui appartiennent en propre à l'auteur. Gringoire, Saltabadil, Maguelonne, Taillebras, ont prêté chacun quelque chose à M. Dugué, qui est jeune. Or, quand on est jeune, on a presque le droit d'emprunter, on a si bien le temps de rendre! Ce que M. Dugué a cru faire de nouveau, c'est son matamore. Malheureusement ce matamore est partout, et surtout à l'enfance de l'art; mais enfin, Corneille a mis un capitan à la scène. Il est vrai qu'après *l'Illusion comique* Corneille fit *le Cid*. Voilà un grand exemple qu'il serait beau de suivre, même de très loin, et que nous indiquons à une jeune ambition. On a dit que *le Béarnais* était la vive expression d'une poésie d'avenir, il me semble que c'est plutôt un dernier effort d'un système vieilli. — La pièce a réussi; les acteurs ont joué de leur mieux et très bien.

Les écoles finissent; dépouillons-nous des préjugés, des vieux systèmes d'autrefois et des vieux systèmes d'hier; étudions les maîtres de tous les temps, et, rentrant dans notre ame, tâchons d'avoir un style qui en soit le reflet.

PAULIN LIMAYRAC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

1er novembre 1844.

On commence à parler de la session prochaine. Plusieurs membres influens des deux chambres sont déjà de retour dans la capitale. Les salons politiques vont bientôt se rouvrir. Paris va reprendre cette physionomie animée que lui donnent les discussions du parlement, jointes au mouvement des affaires et à la vie bruyante de ce qu'on appelle le monde. On se demande dès à présent quelle sera l'attitude des hommes que les diverses fractions parlementaires regardent comme leurs chefs; on se demande surtout quelle sera la conduite de plusieurs membres éminens des deux chambres, appartenant aux rangs conservateurs ou à la nuance modérée du centre gauche, et connus pour avoir désapprouvé jusqu'ici la politique du cabinet. Quel sera leur rôle? Resteront-ils isolés? s'éloigneront-ils de la tribune? La crainte de passer pour impatiens, après quatre années de silence ou de neutralité généreuse, les tiendra-t-elle écartés de la lutte? ou bien croiront-ils que le moment est venu d'exprimer leurs convictions devant le pays, et de montrer à la majorité une alliance sincère entre des opinions communes, alliance que le parti conservateur souhaite vivement, car elle est son seul refuge contre une politique qui n'est pas la sienne, et qu'il n'aurait pas laissée vivre depuis quatre ans, si le cabinet du 29 octobre n'avait eu la singulière fortune d'être protégé par les scrupules même ou les hésitations de ses plus redoutables adversaires?

D'ici à fort peu de jours, on saura à quoi s'en tenir sur ces graves questions. Nous ne voulons rien préjuger à cet égard quant au moment; nous craindrions de gêner, par des paroles prématurées ou indiscrètes, la liberté des hommes dont nous parlons. Laissons-les prendre conseil de leur patriotisme et de leurs lumières. Nous savons que leurs intentions sont excellentes; espérons qu'elles amèneront un résultat désiré par le pays.

Si nous sommes assez rassurés sur ce point, il n'en est pas de même du

ministère. Naturellement, ses plus vives alarmes sont de ce côté. Aussi, depuis la fin de la dernière session, il n'a rien négligé pour connaître les moindres démarches de certains personnages considérables qui ont le malheur de lui porter ombrage, même sans le vouloir. Son imagination inquiète et soupçonneuse les a suivis partout. A la ville, à la campagne, en voyage, ils ont partout rencontré sur leurs pas cette surveillance officieuse qu'il est de bon goût de tolérer dans un certain monde, et que les gens d'esprit supportent d'autant plus volontiers, qu'elle prend quelquefois pour se dissimuler à leurs yeux les formes les plus gracieuses et les plus séduisantes. Nous ne dirons pas là-dessus les choses curieuses que nous savons. Parmi les particularités du monde politique, ce ne seraient pas assurément les moins piquantes; mais c'est un sujet qu'il faut à peine effleurer. Nous nous hâtons d'en sortir.

Depuis le retour du roi, plusieurs affaires ont été discutées dans le conseil. Une des plus importantes est la création des nouveaux pairs. Dans l'origine, on avait promis la pairie à plusieurs membres de la chambre des députés; il paraît que la crainte d'enlever quelques voix à la majorité empêchera le ministère de remplir ses promesses. Les députés désappointés seront-ils tous des partisans bien chauds? Il est permis d'en douter. Du reste, si la résolution que prend le cabinet a pour résultat de diminuer le nombre des nouveaux pairs, nous sommes sûrs qu'elle plaira au Luxembourg. Une autre affaire a occupé plusieurs fois le conseil, c'est la question de l'emprunt, liée à celle de la conversion. Dans le monde financier, on est certain que, si l'emprunt a lieu, la conversion ne se fera pas. Or, comme on connaît les graves obstacles qui s'élèvent contre la conversion, on croit généralement à l'émission de l'emprunt. Aussi la Bourse s'agite. La perspective d'un emprunt de 300 millions, jointe à celle de l'emprunt de la Hollande et aux actions des chemins de fer, exalte les cerveaux de la finance. L'emprunt se fera-t-il ou ne se fera-t-il pas? Sera-t-il en 3 pour 100, sera-t-il en 4? Voilà ce que l'on entend de tous les côtés à la Bourse. D'où vient le retard qu'éprouve l'accomplissement de cette mesure? est-ce M. Laplagne, est-ce le conseil qui hésite? M. le ministre des finances est connu pour l'extrême circonspection qu'il met en toutes choses. Nous avons loué plus d'une fois sa sagesse administrative. Cependant nous ne voudrions pas qu'on pût l'accuser avec raison de pousser ici la prudence trop loin. Il est bon de réfléchir, mais il faut aussi savoir prendre un parti. Le moment n'est-il pas favorable à l'émission de l'emprunt? Que peut-on gagner à attendre?

Deux questions épineuses ont occupé le conseil : l'arrangement avec l'Angleterre sur le droit de visite, et la dotation. L'approche de la session appelle sur ces deux objets un intérêt très vif. Ce sont des points sur lesquels le ministère est diversement engagé, ici avec la couronne, là avec les chambres. Comment remplira-t-il ses engagemens? Comment parviendra-t-il à concilier ses intérêts et son honneur? On parle déjà de dissentimens provoqués dans le conseil par ces deux questions; mais rien n'a transpiré sur la solution qu'elles

ont reçue, ou plutôt il est douteux qu'elles aient reçu une solution. Quant au droit de visite, il est certain qu'une modification a été demandée à l'Angleterre. M. Guizot, accablé sous le poids des concessions de Taïti et du Maroc, n'aura certainement pas laissé échapper l'occasion des épanchemens de Windsor pour demander une compensation à sir Robert Peel et pour stimuler sa reconnaissance; il aura fait valoir les exigences des chambres et les périls de sa situation. D'un autre côté, les deux couronnes auront probablement abordé ce sujet délicat, et si les difficultés qu'il comporte sont heureusement résolues, nous pouvons dire dès à présent, sans manquer aux règles constitutionnelles, que la France devra en grande partie ce dénouement à l'impression produite en Angleterre par la royauté de juillet. L'évidence des faits nous met ici à couvert contre le soupçon de flatterie. Si le ministère trouve cette explication peu légitime, on pourra lui dire qu'elle est au moins honorable pour la France, tandis qu'il serait humiliant pour elle d'être forcée de s'avouer qu'elle doit aux faiblesses de son gouvernement un procédé juste et équitable de l'Angleterre. Entre une explication honorable et une explication humiliante, la France aura bientôt fait son choix. Quoi qu'il en soit, si une modification a été demandée à l'Angleterre sur le droit de visite, l'Angleterre n'a pas encore répondu. Ce que l'on a dit de ses intentions, de ce qu'elle exigerait en retour de son procédé, ou bien du genre de modifications qu'elle proposerait, tout cela est inexact ou hasardé. L'Angleterre a gardé le silence jusqu'ici. Du reste, si le cabinet de Londres, au lieu de rendre purement et simplement la liberté au cabinet français, propose une transaction, on peut croire que notre ministère ne se pressera pas de conclure. Ne faut-il pas qu'avant de prendre son parti, il tâte la majorité? Ne faut-il pas que M. Duchâtel ait compté toutes les voix, et que l'on consulte M. Lefebvre et M. Fulchiron?

Pour ce qui regarde la dotation, il est certain qu'on s'en occupe; il est certain aussi que l'on n'a point de parti pris. M. Muret de Bord et ses amis ne se sont pas encore prononcés. On pourrait se demander pourtant d'où vient le silence des journaux ministériels sur cette grave question, soulevée il y a quatre mois par le ministère avec tant d'apparat, de présomption, d'imprudence et de perfidie. Puisque le *Moniteur* ne parle pas, puisqu'il ne profite pas des argumens du voyage de Windsor, pourquoi la presse ministérielle, délivrée des périls et des ennuis de la concurrence, ne cherche-t-elle pas à convertir ces esprits rebelles de la majorité, ces conservateurs scrupuleux et timides, qu'elle a promis d'instruire et de ramener dans la bonne voie? Ce serait assurément plus vif et plus piquant que ses articles, fort instructifs d'ailleurs, sur les lins, sur les cotons, sur les laines, sur l'industrie des fers, sur la Chine, sur les travaux publics de l'union américaine, et sur l'émancipation des noirs, auxquels personne ne songe en ce moment, pas même M. le duc de Broglie. En vérité, nous ne comprenons rien à ce silence de la presse ministérielle sur la dotation. Vous verrez que le ministère, pour

réveiller son zèle et son courage, sera forcé d'ouvrir lui-même dans le *Moniteur* le feu de la polémique. Au surplus, cette résolution ne nous étonnerait point; le ministère a pris l'engagement de parler, il faut qu'il parle. Il a des argumens, des chiffres à faire valoir; il a promis de les publier; il est tenu de remplir sa promesse. Le danger d'ailleurs ne sera pas pour lui. Que la dotation expire sous le coup des attaques dont la polémique officielle sera l'objet, que la dynastie soit livrée dans le *Moniteur* aux injures des républicains et des légitimistes, qu'au lieu d'avoir devant elle, pour juger ses réclamations, une assemblée d'hommes graves, contenus par la loi, par le respect du lieu, par leur caractère, dans les bornes d'une discussion convenable, elle soit placée devant un tribunal où l'ignorance et la passion dominent; qu'au lieu de débattre paisiblement ses intérêts dans une enceinte où le dévouement pour elle ne saurait être légalement suspecté, on vienne exposer son bilan aux yeux de la foule, où la lie des révolutions fermente encore à côté des préventions haineuses des partis vaincus; qu'on substitue ainsi à un débat régulier, normal, exempt de tout péril pour la dynastie, un débat inconstitutionnel, aussi dangereux qu'affligeant; que la dotation y périsse et que la couronne en souffre, qu'importe, si le ministère est sauvé?

Pour être véridiques, nous devons déclarer qu'aucun bruit sérieux n'est encore parvenu jusqu'à nous sur les intentions réelles du ministère, soit au sujet de la polémique du *Moniteur* sur la dotation, soit au sujet de la présentation du projet de loi devant les chambres. Le ministère, et pour cause, garde prudemment le silence sur ces deux points. Si nous lui supposons l'idée de commencer la polémique du *Moniteur* avant le retour des chambres, idée que nous trouvons d'ailleurs funeste, et que nous sommes bien loin de conseiller, c'est tout simplement parce que le ministère peut y trouver son intérêt. On conçoit, en effet, qu'au point de vue ministériel le plan ne serait pas mal conçu. La polémique du *Moniteur* irritera et indignera les sages amis du trône, cela est vrai; mais la question aura été débattue. Si l'effet des articles du *Moniteur* n'est pas favorable, si M. Muret de Bord n'est pas converti, cela dispensera de courir les chances d'un débat parlementaire. Reste à savoir si les amis éclairés de la royauté de juillet pardonneront au ministère de l'avoir si perfidement et si imprudemment conseillée. Sur ce point, le ministère paraît éprouver une confiance que bien certainement tous ses amis ne partagent pas.

Le ministère du 29 octobre commence sa cinquième année. Il fête son anniversaire avec ses intimes; il adresse dans ses journaux un défi superbe à ses adversaires, et en même temps il est plein de malice et d'ironie. Il se demande humblement comment il a pu vivre ayant contre lui une association d'hommes éminens comme M. Thiers, M. de Rémusat, M. Billault, M. Dufaure, M. Duvergier de Hauranne! Il s'étonne d'avoir pu résister à toutes les oppositions réunies, à l'opposition déclarée et à l'opposition couverte, qu'il dit être la plus dangereuse. Tout cela est spirituel et d'assez bonne

guerre. Nous convenons facilement qu'en fait d'argumens ministériels, une existence de quatre années vaut quelque chose; seulement il faudrait que le ministère eût plus de franchise. En nous rappelant qu'il a vécu quatre ans, il faudrait qu'il n'oubliât point pourquoi et comment il a vécu. Nous voudrions lui voir un peu moins d'ingratitude à l'égard des hommes qui ont poussé plus d'une fois la modération à son égard jusqu'à l'oubli de leurs propres intérêts et jusqu'à lutter contre des convictions impérieuses. On paraît se vanter d'un éclatant triomphe remporté contre toutes les oppositions réunies, et en particulier contre l'alliance des membres du centre gauche avec plusieurs hommes considérables qui siègent dans les rangs conservateurs! Nous désirons vivement, quant à nous, cette alliance; mais depuis quand s'est-elle montrée? Ces hommes que l'on accuse de se donner des airs d'impartialité pour porter des coups plus dangereux, et de se placer dans la majorité afin de la diviser plus sûrement, quels coups ont-ils portés au ministère? Dans quelles circonstances ont-ils parlé ou même voté contre lui? Avant de les déclarer vaincus, il faudrait au moins attendre qu'ils aient fait la guerre. Cela pourra bien arriver, grace aux fautes toujours croissantes du cabinet; mais jusqu'ici on ne peut que les remercier de leur longanimité, ou tout au plus leur dire qu'ils n'ont pas osé se déclarer. On se vante d'avoir vaincu M. Thiers! On oublie donc le discours sur la régence! on oublie que depuis bien des années, toutes les fois qu'un ministère est en péril dans une question dynastique, M. Thiers s'empresse de lui apporter le secours désintéressé de son éloquence et de sa grande position dans le pays. Ces fortifications que le ministère se vante d'achever, est-ce M. Guizot, est-ce M. Thiers qui les a fait voter? Dans peu de mois, une question d'un intérêt immense, le projet de loi sur l'instruction secondaire, sera discuté au Palais-Bourbon; le projet soutenu par une commission dont M. Thiers est l'organe sera adopté par la chambre, contre l'opposition avouée ou secrète du cabinet : soyez sûrs que le lendemain, si le cabinet du 29 octobre existe encore, on dira qu'il a remporté une victoire éclatante contre M. Thiers! Ainsi se passent les choses dans ce bas monde, c'est-à-dire dans ce pays de sincérité et de gratitude que l'on nomme le monde ministériel. On parle de l'opposition de M. Dufaure! Combien de discours M. Dufaure a-t-il prononcés contre le cabinet? Combien de fois a-t-il voté contre lui? On parle de l'opposition persévérante, déclarée, active de M. de Rémusat et de M. Duvergier de Hauranne! Quelle modération n'ont-ils pas au contraire montrée tous les deux! M. Duvergier de Hauranne est-il donc un homme si violent, toujours empressé de faire et de défaire des cabinets? C'est un homme de révolution et d'intrigue, dit-on. Qu'on lise son dernier écrit sur la Grèce. Qu'on nous dise où sont dans cet écrit les doctrines, le système, le langage, les intentions que la majorité pourrait reprocher à l'honorable publiciste? Dans ce vaste coup d'œil sur la politique de l'Orient, où est la pensée qui ne pourrait s'accorder avec les vrais intérêts et les vrais principes du gouvernement de

juillet? Y a-t-il beaucoup d'amis du ministère, de bons députés, ennemis déclarés des changemens de cabinet et des intrigues, qui emploient ainsi leurs loisirs pendant l'intervalle des sessions, et qui cherchent, avec l'aide des faits et des connaissances locales, à établir sur des bases solides la politique extérieure de la France? On parle de l'opposition de M. Billault. Oui, voilà un orateur pressant, incisif, véhément, qu'il est plus facile de calomnier que de réfuter. M. Billault n'a pas renversé le cabinet : cela est vrai; mais M. Billault s'est contenté de parler, il n'a pas agi. Tout le monde sait que l'honorable député s'est tenu jusqu'ici en dehors de toutes les combinaisons que pourrait amener la chute du ministère. M. Billault a fait comme tous les adversaires de la politique du 29 octobre, qui l'ont attaquée isolément, sans un plan concerté, et sans avoir imaginé une seule fois cette redoutable tactique dont le ministère prétend avoir triomphé. On voit donc pourquoi le ministère a vécu; quant à la manière dont il a passé sa vie, ballotté et irrésolu au dedans, faible et imprévoyant au dehors, n'observant jamais une juste mesure, n'étant jamais d'accord avec les véritables sentimens de la majorité, nous n'entreprendrons pas ce chapitre aujourd'hui : il serait trop long à raconter.

Pour lutter contre toutes ces oppositions réunies que le ministère prétend avoir rencontrées devant lui jusqu'ici, et qui pourraient bien finir par le prendre au mot, ne fût-ce que pour essayer leurs forces, le ministère s'armera, dit-on, du voyage du roi. Ce sera là son grand argument. Examinons donc avec quelque développement cette question importante. Puisque ce sera le terrain du ministère, il faudra que l'opposition l'y suive. Voyons ce que le ministère pourra dire et ce que l'opposition pourra lui répondre.

Nous commencerons par déclarer que nous ne partageons pas, sur le voyage du roi, toutes les idées émises par les journaux de l'opposition. Nous croyons que beaucoup d'exagérations ont été commises de part et d'autre dans ce débat. Si le voyage du roi n'a pas toujours été adroitement défendu, il a été attaqué par des moyens que nous sommes loin d'approuver. A des apologies imprudentes on oppose des critiques passionnées; à ceux qui disent que le voyage du roi est un évènement inoui, un succès extraordinaire, qui glorifie la politique du cabinet, on répond que c'est un évènement funeste, humiliant pour la France. D'un autre côté, pour éviter ces deux écueils, des gens prétendent que toutes les circonstances du voyage sont des incidens vulgaires, qui ne méritent pas de fixer l'attention des esprits sérieux. Essayons de démêler la vérité à travers ces opinions contradictoires.

Nous avons déjà dit ce que nous pensions du voyage en lui-même, indépendamment de ses résultats. Cette démarche était commandée par de hautes convenances; la couronne de France devait acquitter la dette contractée par elle au château d'Eu. D'ailleurs, un voyage à Windsor n'avait rien de blessant pour la dignité de notre pays; la visite du roi s'adressait à la reine Victoria et non à l'Angleterre : le roi abordait seul sur les rivages de la Grande-

Bretagne, la France ne le suivait pas. Au moyen de cette explication naturelle, que justifient les premières paroles prononcées par S. M. devant Portsmouth, le voyage du roi n'était pas une avance indiscrète, ni un démenti imprudemment donné à des ressentimens légitimes; c'était une démarche convenable qui ne présentait pas de graves inconvéniens, et qui de plus pouvait avoir des résultats utiles.

Or, qu'est-il arrivé? Le roi allait à Windsor, le peuple anglais l'a reçu avec enthousiasme; la foule, empressée sur son passage, l'a salué par des acclamations unanimes. Il a trouvé partout un accueil digne de lui, digne de la nation dont il est le représentant couronné; puis, à ces hommages directement adressés à l'hôte illustre que recevait la gracieuse souveraine de l'Angleterre, sont venus se joindre des témoignages d'une affectueuse estime pour la France. Le lord-maire de la Cité de Londres, parlant au nom de ses concitoyens, a fait un noble appel à des sentimens d'union entre les deux pays. Le même vœu, exprimé par des officiers de la marine anglaise, a retenti dans le banquet de Portsmouth. La reine, enfin, comme pour s'associer à ces démonstrations publiques qui réunissaient dans un même accueil le roi et sa nation, est venue recevoir, sur *le Gomer,* l'hospitalité franche et cordiale du pavillon français.

Certes, nous n'aimons pas les exagérations; nous avons peu de goût pour la politique enthousiaste et lyrique. Nous ne dirons pas que l'alliance entre la France et l'Angleterre est déjà rétablie, que les rivalités des deux peuples sont éteintes, que leurs démêlés vont cesser, que l'âge d'or va renaître parmi les nations sous les auspices d'une confraternité étroite entre les deux capitales du monde civilisé; nous ne pousserons pas l'hyperbole de l'admiration pour nos voisins et de la passion pour la paix jusqu'à prétendre que la France doit se montrer reconnaissante envers la reine Victoria de ce qu'elle a bien voulu accepter une collation sur un vaisseau français. Un pareil langage tenu en France par les organes du pouvoir n'est pas fait pour donner à l'Europe une haute idée de notre caractère national et de notre bon sens, ni pour populariser chez nous l'alliance anglaise. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent oublier en ce moment la conduite de l'Angleterre dans les affaires de Taïti et de Maroc, l'attitude provocante de son gouvernement, le langage injurieux de ses orateurs et de ses journaux; nous nous souvenons aussi que les démonstrations de l'enthousiasme britannique, quoique très vives, et d'autant plus précieuses qu'elles viennent d'un peuple naturellement flegmatique, ont été cependant plus d'une fois stériles. Qui ne se rappelle l'ovation reçue à Londres par le maréchal Soult en 1838? Deux ans après ces magnifiques hommages adressés au lieutenant de Napoléon, l'Angleterre signait le traité du 15 juillet, et se séparait ouvertement de la France. Oublier de pareils faits, ce serait s'exposer à de rudes mécomptes. La prudence veut qu'on s'en souvienne.

Mais une défiance absolue ne vaut pas mieux qu'une confiance aveugle.

Ni l'une ni l'autre ne sont la vraie sagesse. Il n'y a d'ailleurs aucun profit à lutter contre l'évidence. Ce n'est ni de l'habileté, ni de la justice. Nous avouons, pour notre part, n'avoir pas cru d'abord que le voyage du roi aurait une importance politique. Ne connaissant encore que les félicitations des aldermen, l'empressement de la foule, la réception cordiale et splendide du château de Windsor, les marques de respect prodiguées au roi par les personnages les plus illustres de l'Angleterre, nous avons dit que ces témoignages ne s'adressaient pas directement à la France. L'union entre les deux couronnes éclatait, l'estime de l'Angleterre pour le chef constitutionnel de la France était visible; mais les sentimens du peuple anglais pour la nation française n'étaient pas connus. Rien de grand, rien de significatif, n'avait encore été exprimé sur ce point. La démarche du lord-maire, les paroles qu'il a prononcées, les manifestations du banquet de Portsmouth, la réception de la reine Victoria sur *le Gomer*, ont fait cesser nos incertitudes. Sans contredit, la Cité de Londres n'est pas l'Angleterre, les officiers anglais qui ont donné le banquet de Portsmouth ne sont pas l'armée britannique, et *le Gomer* n'est pas la France; mais il y a dans ces démonstrations qui ont terminé le voyage du roi un caractère de nouveauté et de grandeur qu'on ne saurait méconnaître. Ces représentans de la métropole de l'Angleterre qui sortent de l'enceinte de leur ville pour complimenter un prince étranger, cet hommage inusité chez un peuple libre, ces graves paroles du lord-maire en faveur de la paix, le ton sincère et convaincu dont il proclame l'utilité d'un bon accord entre les deux pays, gage de repos et de bien-être pour l'humanité, ces sympathies pour la nation française si dignement et si chaleureusement exprimées; ces protestations amicales, ces nobles suffrages adressés à la France par de braves officiers de la marine anglaise, empressés de saisir l'occasion de désavouer publiquement d'indignes outrages, qui ne sont pas sortis de leurs rangs; la jeune souveraine d'un grand peuple sanctionnant par son royal exemple ces témoignages d'estime et d'affection en venant recevoir, sous le pavillon de la France, l'hospitalité des officiers français : toutes ces démarches également honorables pour la nation qui en est l'objet et pour celle qui en prend l'initiative, tout cela porte en soi une signification réelle. C'est un spectacle qui émeut, qui élève, et qui fait naître de légitimes espérances. Sans aucun doute, il est bon de se prémunir contre des illusions dangereuses; mais ce serait pousser la prudence un peu trop loin que de considérer de semblables démonstrations comme une suite d'incidens vulgaires, qui ne sauraient influer sur les relations politiques des deux pays. Nous ne portons pas jusque-là l'esprit de circonspection et de réserve.

Pourquoi les partisans sincères du gouvernement de juillet repousseraient-ils les nobles avances adressées à la nation française par le peuple qui partage avec nous dans le monde le sceptre des idées libérales et constitutionnelles? Pourquoi les amis de la dynastie de juillet ne verraient-ils pas avec joie les hommages rendus dans un pays libre au chef de cette dynastie, au

roi qu'une révolution légale a couronné? Les partisans du gouvernement et de la dynastie de juillet sont-ils donc les ennemis de l'Angleterre? Ont-ils jamais repoussé l'alliance anglaise? Sont-ils les partisans de l'alliance russe? ou bien ont-ils jamais réclamé l'isolement absolu, l'indépendance exclusive et chagrine de la France au milieu des nations? Ceux qui veulent sincèrement l'alliance anglaise, ceux qui la croient conforme aux intérêts de la France et aux principes de son gouvernement, ceux qui sont d'avis que cette alliance doit être recherchée par des moyens honorables et dignes, ceux-là, disons-nous, doivent se réjouir d'un évènement qu'une politique habile, élevée et prévoyante peut utiliser au profit de la France. Vouloir l'alliance anglaise et s'indigner contre le voyage du roi, c'est entrer, bien involontairement sans doute, dans la voie ouverte par les ennemis du gouvernement de juillet, c'est combattre sa propre cause, c'est parler comme les républicains et les légitimistes, sans penser comme eux.

Mais on nous dit : L'accueil fait au roi par l'Angleterre est dû à la politique du 29 octobre; c'est le fruit des concessions et des faiblesses de notre gouvernement; voilà pourquoi la France doit repousser les démonstrations amicales de l'Angleterre. Il y a ici, selon nous, une confusion. Qui a dit, en premier lieu, que l'accueil fait au roi par la nation anglaise était dû à la politique de notre cabinet? Ce sont les journaux du ministère. Qui a fait entendre que, sans les concessions obtenues de notre gouvernement dans les affaires de Taïti et du Maroc, l'Angleterre n'eût témoigné aucun empressement pour la France? C'est le ministère lui-même. Or, parce que le ministère, cherchant un nouvel appui pour sa fortune ébranlée, trouve bon de rattacher sa politique aux circonstances heureuses qui ont signalé le voyage du roi, l'opposition modérée, l'opposition dynastique et constitutionnelle, se laisse entraîner sur ce terrain perfide, et, confondant à son tour le voyage du roi avec la politique ministérielle, se met à déclarer que les démonstrations amicales de l'Angleterre, puisqu'elles sont le fruit de nos concessions et de nos faiblesses, ne peuvent être acceptées par la France! Il y a là un grave malentendu. L'opposition dynastique commet une erreur où elle n'aurait pas dû tomber. Le voyage du roi et la politique du ministère n'auraient jamais dû être confondus. Ce sont deux choses distinctes, et dont le rapprochement ne peut profiter qu'à des intérêts étrangers au bien du pays.

Non, il ne faut pas croire que l'Angleterre, en faisant au roi un magnifique accueil, en témoignant pour la France des dispositions amicales, n'a eu d'autre but que de seconder la politique du 29 octobre et d'adresser à la nation française un remerciement ironique. Il faut avoir de l'Angleterre et de nous-mêmes une plus haute opinion. Il faut croire que les démonstrations d'un grand peuple sont nobles et sincères. Il ne faut pas croire qu'il honore en public ce qu'il n'estime pas en secret. Il ne faut pas lui supposer le misérable calcul de faire de la diplomatie en plein air et dans les rues. A qui s'adressaient les acclamations de la foule sur le passage du roi? A qui s'adressait

l'hommage de la Cité de Londres? Est-ce au roi et à la France? Est-ce à M. Guizot? L'Angleterre avait devant elle, d'un côté, le noble représentant d'une grande révolution, le chef d'un pays vraiment constitutionnel, où l'accord si difficile de la liberté et des lois présente au monde, depuis quinze ans, un admirable spectacle; de l'autre côté, l'Angleterre avait devant elle la politique du 29 octobre, avec ses concessions il est vrai, mais aussi avec le peu d'estime qu'inspirent ses faiblesses, avec ses vues timides, incapables d'unir les deux gouvernemens dans une association glorieuse. Placée ainsi devant la politique du 29 octobre, devant le roi couronné par la révolution de juillet, devant la France libérale et constitutionnelle, l'Angleterre a-t-elle pu préférer la politique du 29 octobre à la France?

L'évidence démontre à tous les esprits justes, à tous les hommes sans passion, que deux sentimens très vifs, très puissans en Angleterre, ont particulièrement influé sur la réception qui a été faite au roi, et sur les démonstrations importantes qui l'ont signalée. Premièrement, malgré de longues rivalités, malgré des luttes sanglantes, et en dépit de tous les intérêts qui divisent les deux peuples, la Grande-Bretagne a de profondes sympathies pour notre pays. L'Angleterre libérale et réformiste aime la France constitutionnelle. Avant que l'empereur de Russie et le roi de Prusse reçoivent en Angleterre l'accueil qui vient d'être fait au roi des Français, de grands changemens se seront opérés dans le monde. En second lieu, l'Angleterre industrielle, commerciale et politique désire la paix. Elle ne dissimule pas le besoin qu'elle en éprouve; elle sait que la guerre ne lui offrirait pas les mêmes chances qu'autrefois. Par disposition d'esprit, de caractère, par l'élévation des sentimens, par le goût des progrès moraux et matériels, les classes éclairées de l'Angleterre veulent aussi la paix. Une estime affectueuse pour la France, et un besoin généreux de la paix, tel est donc le véritable sens de la réception qui a été faite au roi en Angleterre.

Du reste, le ministère du 29 octobre se trouve placé devant ce dilemme : ou bien l'accueil fait au roi par l'Angleterre est dû à la politique du cabinet, c'est-à-dire à ses faiblesses, à ses concessions dans les affaires de Taïti et du Maroc; alors le langage des journaux de l'opposition est juste; le voyage du roi, au lieu de réjouir la France, doit l'indigner. C'est un triste évènement pour la dynastie de juillet, une triste gloire pour le cabinet. Ou bien les démonstrations de l'Angleterre, exemptes de ce dessein humiliant qu'on leur prête, s'adressent au roi, à la France, et signifient que l'Angleterre veut la paix, une paix honorable et digne, avec un peuple qu'elle aime et qu'elle estime. Alors on doit demander au ministère du 29 octobre quel parti il a su tirer de ces dispositions favorables. Comment a-t-il utilisé cette situation? D'où vient qu'elle a si peu servi à sa politique, et qu'elle est devenue si souvent entre ses mains une situation compliquée, difficile, source de graves mécomptes pour la France?

Voyez en effet l'habileté, les inspirations heureuses du ministère! Voilà

deux peuples qui se portent une estime et une affection réciproques, qui ont posé leurs épées après des luttes sanglantes où ils ont appris à s'honorer l'un l'autre, qui veulent maintenant la paix, nécessaire à leur grandeur et au repos de l'humanité. A la tête de ces deux peuples, voilà deux souverains sincèrement unis, qui proclament leur intimité à la face de l'Europe. Que fait le ministère du 29 octobre? Va-t-il inaugurer avec le cabinet anglais un grand système, une grande politique fondés sur l'intérêt commun des deux pays? Non. Il se rapproche à la vérité du cabinet anglais, il s'accorde avec lui, il sollicite même cet accord avec un empressement extraordinaire; mais c'est uniquement pour obtenir de lui qu'il vienne en aide à ses intérêts ministériels. Les deux cabinets s'entendent; mais c'est tout simplement pour se prêter secours dans leurs luttes avec des majorités inquiètes et flottantes.

Tous les moyens sont mis en œuvre vers ce but. La presse ministérielle de Londres fait l'éloge du ministère français, la presse ministérielle de Paris fait l'éloge du ministère anglais. A Londres, soit à la tribune, soit dans la presse, M. Guizot est le plus grand des hommes d'état; à Paris, les journaux et la tribune rendent à sir Robert Peel cet adroit compliment. Pour exalter le mérite des deux ministres, et pour les rendre nécessaires l'un et l'autre, on invente des difficultés qui n'existent pas; au risque de créer des périls sérieux, on invente des périls imaginaires. On fausse les sentimens des deux pays, on dénature leur situation respective. A Londres, on dit que M. Guizot, qui veut la paix, se trouve aux prises avec un formidable parti qui veut la guerre, et à Paris on nous représente sir Robert Peel comme faisant d'héroïques efforts pour retenir le lion britannique. On apporte aux deux tribunes des documens concertés dans le but d'accréditer ces déplorables erreurs. On entretient deux correspondances : l'une secrète, c'est celle de la véritable entente cordiale, qui consiste à préparer les meilleurs moyens de soutenir simultanément les deux cabinets; l'autre publique, c'est celle où l'on parle un langage convenu, arrêté d'avance, où l'on donne le change aux deux pays, et où les grands intérêts qui se rattachent à la communauté des deux peuples sont sacrifiés à des expédiens vulgaires. Voilà ce qu'on a appelé l'entente cordiale; voilà cette politique de la paix que M. Guizot a célébrée tant de fois devant les chambres : paix stérile, alliance mensongère où les peuples, abusés sur leurs sentimens réciproques, égarés par de coupables manœuvres, auraient pu en venir aux mains, si leur sagesse ne les avait pas éclairés; politique égoïste qui aurait pu devenir funeste, si des démonstrations populaires n'avaient déchiré le voile dont elle cherchait à se couvrir aux yeux des deux pays.

Tout l'effort du ministère français, dans les embarras de sa politique, a été de persuader aux chambres que l'Angleterre est irritable, et que ses intérêts, comme ses sentimens, la poussent à la guerre. On lui a dit cent fois : Mais s'il en est ainsi, qu'avez-vous donc été faire à Taïti, où l'intérêt de la France est nul, et où les intérêts anglais peuvent devenir si exigeans? Vou-

lez-vous donc chercher les occasions d'une lutte avec l'Angleterre? Puis on ajoutait : Ces craintes de guerre que vous soulevez devant nous, vous ne les avez pas; c'est un fantôme; vous préparez quelque faiblesse; vous savez bien au fond que l'Angleterre n'est pas irritée. Votre imprudence peut se réparer sans compromettre la dignité du pays; ayez confiance dans les bons sentimens du peuple anglais, dans l'estime qu'il porte à notre nation, dans cette noble intimité qui lie les deux couronnes. Point de présomption, point d'impatience, point de procédés violens, point de refus injustes, mais aussi point de concessions inutiles, point d'abandon irréfléchi de vos droits; montrez de la modération et de la force. Si, dans un moment d'oubli, on vous insulte, contenez-vous; ne portez pas la main à votre épée, mais aussi ne jetez pas votre épée à terre; c'est l'épée de la France! Nous avons dit cela cent fois : le voyage du roi est venu nous donner raison. Non, pour calmer le peuple anglais, pour réparer la faute de Taïti, le désaveu si prompt et si impolitique de l'amiral Dupetit-Thouars n'était pas nécessaire. Non, pour terminer l'affaire Pritchard, il n'était pas nécessaire que la France blâmât un officier qui a fait courageusement son devoir, et indemnisât un missionnaire fanatique qui a fait verser le sang français. Non, pour ménager la susceptibilité de l'Angleterre, il n'était pas nécessaire que la France, attaquée par le Maroc, prît conseil du cabinet anglais avant de venger son offense. Non, il n'était pas nécessaire que notre cabinet mît dans les mains de sir Robert Peel les instructions données aux commandans de notre flotte et de notre armée. Le peuple anglais, plein d'estime pour la France, n'exigeait pas ces communications humiliantes et dangereuses. Non, pour épargner l'amour-propre de la marine anglaise, il n'était pas nécessaire que le prince de Joinville reçût l'ordre de ne pas occuper la ville de Mogador après l'avoir prise. Enfin, pour préparer au roi un accueil digne de lui, digne de la France, il n'était pas nécessaire de conclure à la hâte avec un ennemi vaincu et consterné une paix sans garanties, qui blesse l'orgueil de nos marins et de nos soldats, et qui diminue l'effet de nos victoires. Rien de tout cela n'était nécessaire. L'accueil reçu par le roi en Angleterre, l'expression spontanée des sympathies du peuple anglais pour la France et pour la royauté de juillet, ses sentimens pacifiques si nettement exprimés par les adresses des corporations et si conformes aux véritables intérêts de la nation britannique, tout cela prouve évidemment que le ministère français, dans ses rapports avec le gouvernement de Londres, eût pu, sans exposer la paix un seul instant, ne pas exposer comme il l'a fait la dignité et l'intérêt de la France.

En résumé, le voyage du roi, au lieu de fortifier le ministère devant les chambres, fournit de nouveaux argumens contre lui. Le ministère essaiera de persuader à la majorité que le voyage du roi est une victoire contre toutes les oppositions réunies. En effet, M. Thiers, M. de Rémusat, M. Dufaure, M. Duvergier de Hauranne, M. Billault, ne veulent-ils pas la guerre avec l'Angleterre? Les feuilles anglaises ne nous ont-elles pas appris, il y a trois

mois, que M. Molé s'était mis dans le parti de la guerre? Heureusement ces calomnies sont usées. Elles ont fait leur temps. Vous ne persuaderez pas à la France que ces hommes honorables, dont le parti conservateur estime le caractère et les talens, puissent s'affliger d'un évènement heureux pour la dynastie de juillet, d'un résultat qu'une politique habile peut tourner au profit de la France. Seulement, ils font entre le voyage du roi et la politique ministérielle une distinction légitime. Si c'est le ministère du 29 octobre qui a reçu le bon accueil de l'Angleterre, si ce sont les concessions de Taïti et du Maroc qui ont provoqué l'enthousiasme britannique, ils déplorent cet humiliant triomphe; mais si c'est le roi, si c'est la France que l'Angleterre a salués de ses acclamations, si les témoignages d'estime et d'affection du peuple anglais se sont adressés à la royauté constitutionnelle de juillet et à la France libérale des quinze années, les hommes que l'on calomnie, que l'on outrage aujourd'hui dans les journaux du ministère, les personnages éminens que l'on dit ligués par une intrigue contre le ministère et la couronne, déclareront que le voyage du roi est un grand évènement, qui trace le chemin de l'avenir en dévoilant toutes les fautes du passé. On ne dira pas pour cela que le ministère est une réunion d'hommes incapables. C'est un vieil argument qu'il faut laisser dans le recueil des attaques très peu parlementaires de 1838 et de 1839. M. Martin du Nord et M. Laplagne ont dû recevoir ladessus quelques explications amicales de M. Guizot. On ne dira pas que M. Villemain, M. Dumon sont des hommes sans talent, que M. Duchâtel manque de tact et ignore les ressources de la stratégie parlementaire. On ne dira pas certainement que M. Guizot manque d'éloquence, et de ce merveilleux aplomb de tribune qui masque admirablement les situations équivoques et mesquines. Mais on dira que la politique suivie depuis quatre ans a été une politique d'expédiens, peu fructueuse au dedans, stérile au dehors, fâcheuse pour la dignité et les intérêts extérieurs du pays; on dira qu'avec les meilleurs élémens de succès, le ministère a commis plusieurs fautes très graves; on dira que le voyage du roi est la preuve de tout cela, et l'on aura raison.

La décision de la chambre des lords qui a cassé la condamnation de M. O'Connell semble avoir ouvert une phase nouvelle à l'agitation irlandaise. Dès sa sortie de prison, M. O'Connell donna à son langage une modération inusitée. On put d'abord attribuer sa réserve à l'influence des vigoureuses poursuites du gouvernement, qui venaient de le priver pendant plusieurs mois de la liberté. Aujourd'hui, décidément, la prudence est devenue une tactique pour l'agitateur irlandais. Il ne renonce plus seulement à rassembler le fabuleux *meeting* de Clontarf et à demander la mise en accusation de ses juges, il fait un pas en arrière du rappel. Telle est la portée du manifeste qu'il a lancé de Derrynane-Abbey, où il est allé prendre un mois de repos et donner de l'occupation à ses meutes oisives. Dans la longue lettre

qu'il a écrite à l'association du rappel, il assigne désormais pour but à l'agitation l'établissement d'une union fédérale entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, au lieu de la séparation législative qu'il avait réclamée jusqu'à présent. A nos yeux, le nouveau plan de M. O'Connell n'est pas plus réalisable que l'ancien; aussi nous paraîtrait-il puéril d'en discuter l'économie. Cependant nous ne sommes pas de ceux qui regardent cette feinte retraite comme une faute, ou tout au moins comme un aveu forcé de faiblesse. On dit que la nouvelle attitude de M. O'Connell décourage les membres les plus ardens de l'agitation; il est vrai en effet que M. Duffy, le rédacteur en chef de *la Nation*, qui passe pour l'organe de cette extrême gauche des *repealers* qu'on appelle la *jeune Irlande*, a protesté contre l'adhésion de M. O'Connell au fédéralisme. Mais nous sommes sûrs que des protestations de ce genre ne donnent pas beaucoup d'inquiétude au libérateur; elles ne compromettent pas un instant son influence sur l'Irlande. Nous croyons que l'Irlande ne se fait pas plus d'illusions que M. O'Connell sur la possibilité du rappel ou de l'union fédérale; elle laisse son chef choisir le terrain et le mot d'ordre du combat. La grande tactique de M. O'Connell est d'entretenir par tous les moyens dans l'Irlande le sentiment vif et profond de sa nationalité, malgré l'union politique qui l'attache à l'Angleterre. C'est dans ce sentiment qui anime et discipline l'Irlande, que M. O'Connell cherche et trouve sa force de chef de parti. La manifestation qu'il vient de faire en faveur du fédéralisme lui a été inspirée par cette tactique. Il a vu que des membres de l'aristocratie whig hésiteraient moins à se rallier à l'agitation, si elle était couverte de ce drapeau, et il s'est empressé de l'arborer. On dit même qu'il y a eu sur ce point des pourparlers et une sorte de concert entre M. O'Connell et un membre de l'ancien ministère whig, lord Monteagle. Les tories irlandais eux-mêmes, les anciens orangistes, étonnés, ébranlés, refroidis d'ailleurs envers le ministère actuel, semblent incliner vers un arrangement qui flatterait aussi leur vanité d'Irlandais; c'est de leurs rangs qu'est sorti le plan fédéraliste si vivement adopté par M. O'Connell. M. Grey-Porter, shériff d'un comté où la majorité de la population est protestante, a pris parmi eux l'initiative de ce mouvement. Quant à nous, nous voyons dans ces dispositions des symptômes de force plutôt que des présages d'affaiblissement pour la cause des griefs de l'Irlande que défend M. O'Connell. Cette situation obligera certainement sir Robert Peel à tenir les promesses qu'il a faites à l'Irlande à la fin de la dernière session.

La puissance de ces agitations que tolèrent les mœurs politiques du royaume-uni se fait sentir immédiatement sur le terrain électoral. Ces grandes associations organisées et conduites comme des armées emploient habilement les moyens d'action considérables dont elles disposent à surveiller la confection des listes électorales, la *registration*. L'un des chefs du mouvement irlandais, M. Smith O'Brien, prétendait dernièrement que les efforts des *repealers* doubleraient aux prochaines élections le nombre des repré-

sentans que l'Irlande libérale compte aujourd'hui à la chambre des communes. Il vient de se passer en Angleterre un fait remarquable qui montre ce qu'il y a de redoutable pour le gouvernement dans l'influence de ces agitations disciplinées. La ligue qui demande l'abrogation des lois des céréales vient d'ouvrir sa campagne d'hiver à Manchester par un *meeting* monstre. Il y avait près de trois mois que cette ligue ne donnait aucun signe de vie. Les journaux conservateurs demandaient ironiquement de ses nouvelles; mais la ligue n'avait pas perdu son temps pendant sa létargie apparente : elle s'était exclusivement appliquée au travail des listes électorales, et le président du *meeting* de Manchester a pu annoncer avec triomphe les résultats qu'elle a obtenus. Elle s'est occupée des listes électorales de cent cinquante villes, et elle assure que dans soixante-dix elle a augmenté sur les listes le nombre des *free-traders;* mais c'est surtout dans le comté de Lancastre que ses efforts ont été efficaces. Le Lancashire envoie vingt-six représentans à la chambre des communes, dont douze seulement appartiennent aux *free-traders*. Eh bien! la ligue se vante, en citant d'ailleurs le chiffre des électeurs qu'elle a fait inscrire, que, si des élections avaient lieu sur les listes de cette année, le Lancashire enverrait au parlement vingt-un *free-traders*, au lieu de douze. Malgré cette influence, qui sans doute pourrait infliger de rudes échecs à sir Robert Peel dans des élections générales, il n'est pas vraisemblable que l'*anti-corn law league* obtienne cette année des modifications aux lois des céréales. La prospérité dont jouissent cette année l'industrie et le commerce anglais, les bonnes récoltes de l'agriculture, permettront au gouvernement de ne pas se relâcher sur ce point de son attitude conservatrice.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

Le ministère espagnol vient de présenter aux cortès un projet de réforme, auquel ni en France, ni dans la Péninsule même, aucun de ses amis ne se pouvait attendre, il y a un mois seulement. Sur ce projet, nous devons franchement exprimer notre opinion. Dans la constitution de 1837, qu'il s'agit de refondre, il y a des articles que, pour notre compte, nous voudrions voir modifier et d'autres que l'on n'en peut retrancher sans inspirer de réelles inquiétudes aux partisans sincères de la monarchie constitutionnelle; mais nous croyons, si l'on considère la réforme dans son ensemble, que le moment n'était point venu de chercher à la réaliser. Les hommes qui aujourd'hui la proposent n'ont pas été constamment unis d'intentions ni d'espé-

rances; bien long-temps, récemment encore, les uns, et c'est le plus grand nombre, l'ont combattue avec énergie; les autres, ceux qui depuis un an n'ont pas cessé de la vouloir en secret, et qui enfin l'ont ouvertement demandée, ont eu à lutter eux-mêmes contre leurs propres hésitations. Il suffira de bien établir comment ceux-ci ont surmonté leurs incertitudes, comment ceux-là ont sacrifié leurs scrupules, pour démontrer que les uns et les autres se sont trop pressés de soulever les discussions périlleuses qui vont s'ouvrir aux cortès.

Les *pronunciamientos* anti-espartéristes ont eu lieu au nom de la constitution de 1837. C'est pour avoir dissous les cortès, qui se proposaient de réorganiser le pays en vertu de cette constitution, que M. Olozaga est tombé. Plus tard, quand les plus anciens membres du parti modéré ont renversé M. Bravo, ils avaient pour principal grief que le jeune président du conseil était demeuré trop long-temps en dehors de la charte. C'est assez dire qu'au mois de mai dernier, la pensée ne pouvait venir à Narvaez ni à ses collègues de refaire l'œuvre des cortès constituantes de 1837. Il faut ici rectifier une erreur qui a jusqu'à ce jour empêché de bien apprécier, de bien comprendre les premières déterminations, les premiers actes du cabinet de Madrid. Au mois de juin, quand M. le marquis de Viluma se vit obligé de renoncer au portefeuille des affaires étrangères immédiatement après en avoir pris possession, le bruit s'est répandu en Europe que M. de Viluma avait tout simplement proposé de substituer l'*estatuto real* à la constitution de 1837. Non, si à Barcelone l'ancien ambassadeur à Londres avait de prime abord émis une telle opinion, nous doutons fort que l'on eût fait venir tout exprès MM. Mon et Pidal de Madrid, pour la discuter en plein conseil. M. de Viluma ne proposait aucune modification à la loi fondamentale de l'Espagne; le débat ne porta que sur les mesures projetées par MM. Mon et Pidal pour la réorganisation de la Péninsule. M. de Viluma entendait que ces mesures fussent promulguées par décrets, sauf à obtenir plus tard l'assentiment des cortès. C'était, en un mot, le système de M. Gonzalez-Bravo, auquel on comprenait bien que l'on ne pouvait revenir.

Quoi qu'il en fût cependant, ce n'étaient pas seulement les intentions présentes, mais, si l'on peut ainsi parler, les intentions ultérieures de M. de Viluma, qui jetaient l'alarme parmi les jeunes membres du parti modéré. Au fond, il ne s'en cache point, M. de Viluma est un pur *estatutiste;* on ne doutait pas que, de proche en proche, il n'en vînt à se déclarer ouvertement en faveur de la charte octroyée à l'Espagne par M. Martinez de la Rosa. Voilà pourquoi, dans la Péninsule, sa retraite excita une joie vive et profonde, à laquelle, en France et dans le reste de l'Europe, s'associèrent les vrais amis de l'Espagne et du régime constitutionnel. Il y eut alors, au-delà des Pyrénées, comme une recrudescence de libéralisme. Pour la première fois depuis dix ans on respirait à l'aise, car la guerre civile avait suscité la dictature d'Espartero, et à la dictature du comte-duc avait, ou peu s'en faut, immédia-

tement succédé celle de M. Gonzalez-Bravo. En vain les journaux de l'opposition exaltée, qui à ce moment-là reparurent, accusaient-ils le gouvernement de méditer une réaction. Sur tous les points où l'*Eco del Comercio* et le *Clamor publico* soulevèrent la discussion, l'*Heraldo* leur fit subir une réfutation péremptoire. La tâche de l'*Heraldo* était extrêmement facile : elle consistait, ni plus ni moins, à déclarer que le cabinet Narvaez, jaloux de suivre une politique toute différente de celle du cabinet Bravo, voulait scrupuleusement se renfermer dans les strictes limites du régime représentatif; on éprouvait de si grands scrupules qu'on ne voulut avoir rien de commun avec les cortès qui avaient soutenu M. Gonzalez-Bravo, et de nouvelles chambres furent aussitôt convoquées. Durant les mois qui s'écoulèrent entre le décret de dissolution et l'ouverture de la session actuelle, les jeunes hommes qui, pendant les *pronunciamientos* de juin ou pendant les dernières luttes parlementaires, s'étaient produits sur la scène politique, vinrent en grand nombre visiter la France et les autres pays constitutionnels de l'Europe, la France surtout. A Paris même, nous avons vu quelques-uns d'entre eux, ce ne sont pas les moins considérables, étudier sérieusement nos mœurs politiques et le jeu normal de nos institutions. Quel que soit le parti qu'ils ont depuis adopté, que pour eux notre témoignage soit aujourd'hui un éloge ou une sorte de reproche, peu importe, nous devons le dire, nous qui avons reçu la confidence de leurs projets ou de leurs vœux : rien dans ces vœux, rien dans ces projets n'était encore le moins du monde hostile à la loi fondamentale qu'à cette heure ils ont, pour la plupart, résolu de renouveler.

Il faut s'entendre pourtant; nous ne parlons ici que des dispositions essentielles de la loi fondamentale. Alors déjà, la révision de cette loi était décidée; mais si l'on veut voir combien on était loin de songer à la réforme actuellement proposée, il nous suffira de rappeler sur quelles questions le débat politique portait dans les journaux de Madrid. Tout entiers encore sous l'impression des abus qui, en Espagne, ont de tout temps signalé les élections générales, et des intrigues par lesquelles se sont compromises les dernières législatures, les publicistes de Madrid n'étaient frappés que des vices de la loi électorale; c'était la constitution du congrès et du sénat qu'ils se proposaient de changer. Comme aujourd'hui, au sénat élu en vertu de la charte de 1837 ils voulaient substituer un sénat à vie; comme aujourd'hui, ils voulaient porter de trois ans à cinq la durée des législatures; ce n'est pas tout, sur ce terrain ils voulaient aller encore un peu plus loin qu'aujourd'hui. Sous le régime de la constitution de 1837, la nomination des députés a lieu par provinces, et l'on peut hardiment affirmer qu'en toutes les provinces les sections diverses dans lesquelles sont obligés de se répartir les votans ont semblé jusqu'ici prendre à tâche de l'emporter les uns sur les autres par les violences et les illégalités. Pour en finir avec de tels excès, on était décidé fermement à substituer l'élection par arrondissemens ou par districts à l'élection par provinces; c'est là précisément que, de la part des journaux

modérés, s'est durant long-temps concentré tout l'effort de la polémique. Vers la fin cependant et, pour ainsi dire, du soir au lendemain, ces journaux cessèrent de demander que sous ce rapport la constitution fût modifiée. Il ne faut pas que l'on s'en étonne : leurs principaux rédacteurs arrivaient de France et d'Angleterre, où ils avaient pu voir les inconvéniens de l'élection par districts, inconvéniens trop saillans et, si l'on peut ainsi parler, trop peu contestables pour qu'il convienne de s'arrêter ici à les définir. Au demeurant, à ce moment-là, il ne s'agissait ni de promulguer, en dehors des chambres, des lois organiques, question immense où tous les principes constitutionnels sont à la fois engagés, — ni d'enlever au jury le jugement des procès de presse; — on eût voulu d'abord réformer la magistrature civile et criminelle, du moins en ce qui touche les juges de première instance, qui prochainement devront connaître de ces procès. Il ne s'agissait pas non plus de supprimer les gardes nationales, on n'avait pas oublié que durant sept ans c'étaient les *urbanos* et les *milicianos* qui avaient le plus contribué à dompter les factieux; par eux encore, on espérait contenir le très grand nombre de soldats et d'officiers carlistes que la convention de Bergara a introduits dans l'armée. Encore moins songeait-on à revenir sur la vente des biens du clergé ou sur les dispositions précises qui, à vrai dire, avaient retranché de la famille régnante l'infant don Carlos et tous les princes de sa race. On se souvient peut-être que le ministère ayant été formellement accusé par les journaux progressistes de vouloir, non pas rétablir les ordres monastiques pour les réintégrer dans leurs immenses propriétés territoriales, non pas restituer au clergé séculier ceux de ses biens déjà vendus, mais tout simplement suspendre la vente de ceux qui n'étaient pas encore aliénés, les journaux du gouvernement s'indignèrent; tous ensemble crièrent à la calomnie. M. Mon lui-même déclara que le cabinet n'avait pu penser à prendre une telle mesure, par la seule raison que la situation des affaires et les dispositions de l'esprit public la rendaient complètement inexécutable. Chaque matin, la *Gazette de Madrid* publiait la liste des domaines de main-morte, des biens nationaux, qui, en dépit des rumeurs alarmantes, continuaient à se vendre; on conviendra que, pour ôter jusqu'aux dernières inquiétudes, on ne pouvait pas s'y prendre d'une plus sûre façon.

A la même époque, on s'en doit souvenir, le bruit courut, comme naguère encore, que le parti dominant préparait les voies à un mariage entre la reine Isabelle et le fils de don Carlos. Dans les journaux modérés, cette imputation souleva une colère véritable, qui fut long-temps à se calmer; l'*Heraldo* publia des protestations éloquentes qui, en Espagne et en dehors de la péninsule, produisirent une impression si grande, que sur-le-champ l'accusation fut abandonnée. Qu'on veuille bien se rappeler le réel dédain qui, en pleine chambre des lords, fit justice des propositions que don Carlos avait transmises à lord Aberdeen; qu'on se rappelle surtout avec quels transports de joie on vit en Espagne, dans les journaux modérés, que sir

Robert Peel refusait de prendre au sérieux les ouvertures du prétendant. Les chances matrimoniales du prince des Asturies parurent alors tellement désespérées, que toutes les conjectures en Europe se portèrent d'un autre côté; un instant, le bruit s'accrédita qu'un prince napolitain, appelé par sa tante, Marie-Christine, se rendrait incognito à Barcelone, et la reine régente lui devait, disait-on, brusquement donner la main de sa fille, sans même prendre l'avis de ceux des ministres demeurés à Madrid. Nous ne voulons pas scruter les intentions de Marie-Christine; ce que nous savons bien, c'est que, de la part de Narvaez et de ses journaux, la répugnance contre le mariage de la reine Isabelle avec le prince des Asturies n'était pas alors et aujourd'hui même, nous le voulons croire, n'est pas le moins du monde affectée. A cette époque précisément, quelques-uns des publicistes influens qui rédigent ces journaux se trouvaient à Paris, et par eux-mêmes nous avons entendu parfaitement déduire les raisons péremptoires qui devaient empêcher toute transaction avec la famille du prétendant. Assurément, si jamais le fils du prince que l'on a sept ans combattu en Navarre s'assied sur le trône à côté de la reine Isabelle, ce n'est point se montrer pessimiste que de prédire de nouveaux périls à l'immense majorité des membres du parti modéré. Il y a trois mois, c'est notre conviction, on n'eût pas songé à leur demander un vote en vertu duquel le gouvernement pourra marier la reine sans même les consulter.

Le projet de réforme que le ministère a présenté aux cortès sera tout entier combattu par une fraction considérable du parti modéré, à la tête de laquelle se sont placés déjà MM. Isturiz, Pacheco, Olivan, Concha, etc., que secondera la parole puissante de M. Alcalá-Galiano, si le premier orateur de l'Espagne consent à venir occuper son siége aux nouvelles cortès. Tous les articles de ce projet ne seront pas défendus avec la même fermeté par le cabinet Martinez de la Rosa; il en est deux pourtant, s'il en faut croire des informations qui ne nous ont jamais trompés, qu'à toute force il imposera aux chambres, et ce sont précisément ceux qui, dans le pays et au sein même du parti conservateur, soulèvent les plus grandes répugnances : l'article par lequel le gouvernement pourrait marier la reine sans prendre l'avis des cortès, et celui qui, chargeant l'état d'une façon vague et générale de subvenir aux besoins du clergé, pourrait l'enhardir à réintégrer le clergé dans la possession de ses biens à vendre ou déjà vendus, sinon même à lui conférer des priviléges spéciaux incompatibles avec les mœurs et les idées de ce temps. Nous constatons toutes les craintes, même celles qui nous paraissent le plus exagérées. Nous sommes loin, on le voit, des déclarations de Barcelone; ici commence pour le ministère une phase absolument nouvelle : c'est M. Martinez de la Rosa, — nous ne voulons parler que de personnages portant la responsabilité de leurs actes, — qui l'a déterminée par son retour à Madrid. Dès le lendemain de son arrivée, M. Martinez de la Rosa s'est mis en devoir de surmonter les hésitations de Narvaez et les résistances de MM. Mon

et Pidal. Un si complet changement de front imprimé à la politique du gouvernement jeta une perturbation profonde parmi les journaux ministériels, qui prirent parti selon que, par leurs principes ou par leurs intérêts, ils se rapprochaient de tel ou tel autre membre influent du cabinet.

A ce moment, si Narvaez avait trop long-temps hésité, nous sommes sûrs, — car là-dessus nous avons des renseignemens positifs, — que son existence politique eût été sérieusement menacée. Narvaez céda, et dès-lors, avec plus d'énergie que M. Martinez de la Rosa lui-même, il combattit au conseil les répugnances anti-réformistes de MM. Mon et Pidal. Dans les journaux du cabinet, la polémique devint plus blessante et plus personnelle. Cette fois, ce ne furent plus les idées des ministres, mais bien leurs sentimens particuliers, qui la défrayèrent; sans ménagement, sans détour, l'*Heraldo* attaquait M. Mon, au nom duquel le *Globo* reprenait vigoureusement l'offensive contre le général Narvaez. Les divisions des membres du cabinet avaient désuni les principaux écrivains de la presse ministérielle : il n'est pas étonnant qu'à son tour la polémique de ceux-ci ait réagi dans le sein du conseil; elle y excita des transports de colère qui enfin aboutirent au plus fâcheux éclat. Un journal de Paris a raconté que, le jour où M. Mon publia ses derniers décrets de finance, Narvaez en conçut un si grand dépit, qu'en plein conseil il jeta la *Gazette de Madrid* à la tête de M. Mon. Au fond, ce récit ne manque point d'exactitude; mais le journal français se trompe, et c'est là le point capital, sur la cause des emportemens de Narvaez. Ce ne furent point les réformes financières de M. Mon qui mirent ainsi hors de lui-même le général Narvaez, mais bien les attaques incisives et pénétrantes dont celui-ci était l'objet dans le *Globo*, le journal de M. Mon; ce n'est point la *Gazette de Madrid*, mais le *Globo*, qu'il jeta à la tête du ministre des finances. Sur un autre point, le journal auquel nous faisons allusion nous permettra de rectifier encore son récit. Il n'est pas exact de prétendre que M. Mon, dont la Péninsule entière apprécie le caractère ferme et résolu autant que l'habileté financière, ait dévoré en silence une si grave insulte; qu'il nous suffise de dire qu'entre lui et Narvaez la médiation des autres ministres s'est exercée de telle manière, que sa considération personnelle n'en a pas le moins du monde souffert. Au reste, cette violente scène produisit au palais une si vive impression, qu'on se décida un instant à ne point soulever les discussions politiques aux cortès, et à ne s'occuper d'abord que des lois d'intérêt positif. Une pareille détermination ne fut pas de longue durée; c'est à peine si les journaux eurent le temps de la rendre publique. Vingt-quatre heures plus tard, M. Martinez de la Rosa était remis de ses alarmes, ou, si l'on veut, de son émotion, car le lendemain le projet de réforme fut apporté au congrès. Cette fois, comme Narvaez avait cédé à M. Martinez de la Rosa, M. Mon, à son tour, craignant sans doute qu'à un tel moment sa retraite n'entraînât de funestes conséquences pour la monarchie même, céda au général Narvaez.

M. Martinez de la Rosa est un homme de bonne foi; de tous ceux qui l'ont pu connaître, il n'en est pas un qui, sous ce rapport, ne lui rende justice. Il était de bonne foi en 1814, quand ses démonstrations vraiment libérales lui valurent une condamnation aux présides d'Afrique; en juillet 1822, quand, sans le savoir, il seconda les plans réactionnaires du roi Ferdinand VII; en 1834, quand il octroya à l'Espagne le timide et incomplet *estatuto real*; en décembre 1837, le jour où il déclara, dans les premières cortès élues en vertu de la charte qu'on va refondre, que, s'il n'avait point voté cette charte, il pouvait du moins affirmer qu'on l'avait faite avec ses idées. Maintenant enfin qu'il propose de remanier la constitution de 1837, M. Martinez de la Rosa, nous en sommes pleinement convaincus, est animé des meilleures intentions. Les imprudences de M. Martinez de la Rosa ont pour cause l'exagération d'un principe auquel nous-mêmes nous sommes profondément dévoués. Le membre dirigeant du cabinet de Madrid s'imagine qu'à l'époque où nous sommes, il faut avant tout se préoccuper de donner le plus de force possible au pouvoir monarchique; c'est pour cela sans doute qu'il se croit autorisé à changer, non pas précisément d'opinion, mais de langage, selon que changent les circonstances. En 1837, à la constitution de 1812 proclamée par une soldatesque en délire, il préférait tout naturellement la charte nouvelle; mais pour M. Martinez de la Rosa les préférences varient suivant les termes de comparaison. Aujourd'hui, en sacrifiant la constitution de 1837 à une loi fondamentale beaucoup moins avancée, il ne croit pas, nous en sommes sûrs, se montrer inconséquent. M. Martinez de la Rosa est de ceux qui pensent que, le roi Philippe V ayant très illégitimement introduit la loi salique en Espagne, le roi Ferdinand VII la pouvait très légitimement abolir, et que, par cette raison, la vraie, la *légitime* souveraine de l'Espagne, c'est la reine Isabelle, à l'exclusion formelle de l'infant don Carlos. M. Martinez de la Rosa se trompe : ce n'est pas la pragmatique de Ferdinand VII, mais bien la révolution de 1833 qui a fait la réelle force de la reine Isabelle; dans le cas même où Ferdinand VII n'eût point fait cette pragmatique, il est plus que douteux qu'en 1833 l'Espagne eût accepté pour roi le chef du parti apostolique. Il est donc impolitique, si peu d'années après 1833, de toucher au préambule d'une constitution qui place la volonté nationale non pas au-dessus, mais tout à côté de la monarchie, pour constater son origine populaire, sa véritable légitimité; il est impolitique d'alarmer, à quelque degré que ce soit, l'opinion publique, au sujet d'un rapprochement entre la reine constitutionnelle et le prince exclu du trône, non pas tant par le testament de son frère que par les invincibles répugnances de la nation. Il nous semble que sur ce dernier point sept ans de guerre civile devraient suffire pour former toutes les convictions. Vers le milieu de 1837, don Carlos parvint, avec son armée, jusqu'aux portes de la capitale. Ouvert de toutes parts, Madrid était sans troupes; sur les hauteurs qui avoisinent les faubourgs, on pouvait voir les bandes de Biscaye et de Navarre. A un moment si critique, il ne

vint à l'esprit de personne que le prince rebelle pénétrât en maître dans la capitale de la monarchie : c'est que dans toutes les rues, sur toutes les places publiques, le peuple entier était descendu en armes, décidé à se faire tuer plutôt que de le reconnaître pour son roi; c'est que les députés eux-mêmes, qui précisément venaient de le déclarer incapable de succéder à la couronne, parcouraient la ville nuit et jour, organisés en bataillon, le fusil en main, conduits par M. Isturiz, par M. Olozaga, par M. Madoz, par M. Castro y Orozco, par des hommes appartenant à toutes les fractions de l'opinion constitutionnelle. Parmi eux, il n'en était pas un qui ne fût prêt à mourir sous les premières balles des factieux. Au nom de sa fille, Marie-Christine témoignait alors pour un tel enthousiasme d'une sincère et vive reconnaissance. Se pourrait-il que dans son palais on pensât aujourd'hui à une transaction avec le prétendant?

Cette question est la plus grave qui, au-delà des monts, agite les esprits. A diverses reprises, le bruit s'est répandu en Europe qu'une influence que nous ne voulons pas définir, mais qui, en dernier résultat, se doit exercer profondément et sur le présent et sur l'avenir de l'Espagne, prépare de longue main entre la jeune reine et le fils du prétendant une alliance dont se trouveraient mal infailliblement les principes de la révolution. Par ses journaux, le gouvernement oppose à cette imputation d'énergiques démentis que nous croyons parfaitement sincères. Les ministres eux-mêmes, comme vient de le faire au sénat M. Martinez de la Rosa, affirment qu'elle n'a pas le moindre fondement. Nous acceptons la déclaration de M. Martinez de la Rosa, et nous lui conseillons, pour notre compte, de la renouveler, en termes plus nets et plus précis, à la tribune du congrès. Nous désirons vivement que cela suffise pour rassurer l'opinion. Jusqu'ici, il faut bien le dire, déclarations et démentis ont été impuissans à lui ôter ses inquiétudes; un instant apaisées, les alarmes se sont reproduites aussi vives que jamais, toujours de nature à compromettre la paix publique. Nous le demandons encore une fois, est-il bien politique de solliciter en ce moment des cortès un vote par lequel elles abandonnent au gouvernement le soin exclusif de marier la reine? Au fond, ce ne sont point ici les dispositions particulières de tel ou tel ministère qui importent; depuis qu'on s'inquiète jusque dans le sein du parti modéré de l'influence dont nous venons de parler, combien de ministères se sont succédé en Espagne, différant tous les uns des autres par les principes et par les intentions! Que M. Martinez de la Rosa soit, en effet, hostile à un projet d'alliance entre la reine Isabelle et le prince des Asturies, est-ce là pour l'avenir une garantie suffisante? M. Martinez de la Rosa peut-il se porter caution pour le libéralisme ou le patriotisme du ministère qui tôt ou tard remplacera celui qu'il dirige? Peut-il répondre, en un mot, que ce ministère n'abusera pas du vote de confiance qu'il va demander aux cortès?

Nous ne sommes pas les adversaires des hommes qui gouvernent l'Es-

pagne; que les cortès leur accordent la réforme de la charte de 1837 ou la leur refusent, nous faisons des vœux sincères pour qu'ils se maintiennent au pouvoir et s'y affermissent. On se rappelle sans doute avec quelle énergie nous nous sommes prononcés contre les espartéristes; assurément, ce n'est pas aujourd'hui que nous voudrions revenir sur leur compte à d'autres sentimens. Le parti progressiste ne nous paraît pas en état de gouverner la Péninsule; en formant aux cortès une opposition constitutionnelle, ses chefs auraient pu rendre au pays de réels services, et nous leur avons reproché d'avoir manqué à une telle mission. Le parti modéré est le seul qui, à notre avis, soit capable de régénérer l'Espagne : voilà pourquoi nous regrettons qu'au lieu de procéder, de concert avec les chambres, à une œuvre de réorganisation sur laquelle, par delà les Pyrénées, tous les esprits éclairés s'entendent, il soulève des débats où vont se produire encore et s'exalter les passions politiques. Ce n'est pas tant de la réforme elle-même qu'en ce moment nous nous préoccupons, que des périls qu'elle peut susciter. Voici dix ans déjà qu'en Espagne tous les esprits sont en proie à une surexcitation excessive. Pour les calmer, il suffirait de prouver, nous le croyons, qu'on veut enfin réaliser les réformes d'intérêt positif qui feront descendre le bien-être dans les dernières classes de la population. Il y a quelques mois à peine, tout le monde pensait, en Europe, que le parti dominant était sur le point d'entreprendre et de mener à bonne fin ces réformes. Pourrait-on en dire autant aujourd'hui?

V. DE MARS.